

BAROMÈTRE POLITIQUE FRANÇAIS (2006 - 2007)



LE BAROMÈTRE POLITIQUE FRANÇAIS (2006-2007)

SOMMAIRE

<i>Avant-propos</i>	5
Pascal PERRINEAU	
1 ^{ÈME} VAGUE – PRINTEMPS 2006	
<i>À un an de la présidentielle, l'opinion publique est sous le double sceau du pessimisme sur la société et de la défiance sur la politique</i>	7
Jérôme JAFFRÉ et Pascal PERRINEAU	
2 ^{ÈME} VAGUE – AUTOMNE 2006	
<i>Les effets de l'information télévisée sur les évaluations politiques et les préoccupations des électeurs français</i>	25
Vincent TIBERJ et Thierry VEDEL	
2 ^{ÈME} VAGUE – AUTOMNE 2006	
<i>Les Français et les institutions</i>	47
Pascal PERRINEAU et Sylvie STRUDEL	
3 ^{ÈME} VAGUE – HIVER 2006	
<i>Abstentionnistes, votants décidés ou encore indécis : les clés de la mobilisation électorale</i>	59
Anne MUXEL	
3 ^{ÈME} VAGUE – HIVER 2006	
<i>Les couches populaires et l'élection présidentielle</i>	73
Bruno CAUTRÈS	
3 ^{ÈME} VAGUE – HIVER 2006	
<i>Les femmes et l'élection présidentielle</i>	83
Sylvie STRUDEL	
avec la collaboration de Viviane LE HAY	
3 ^{ÈME} VAGUE – HIVER 2006	
<i>Le paradoxe Le Pen</i>	99
Jérôme JAFFRÉ	
3 ^{ÈME} VAGUE – HIVER 2006	
<i>L'environnement dans la campagne électorale</i>	109
Daniel BOY	
3 ^{ÈME} VAGUE – HIVER 2006	
<i>Le moral des français et ses effets politiques</i>	119
Elisabeth DUPOIRIER	
4 ^{ÈME} VAGUE – FÉVRIER 2007	
<i>Les jeunes nouveaux électeurs face à l'élection présidentielle du printemps 2007</i>	125
Anne MUXEL	
4 ^{ÈME} VAGUE – FÉVRIER 2007	
<i>Les traces du référendum du 29 mai 2005 dans la campagne présidentielle de 2007</i>	141
Bruno CAUTRÈS et Sylvie STRUDEL	
4 ^{ÈME} VAGUE – FÉVRIER 2007	
<i>Les préoccupations sociales des français à deux mois de l'élection présidentielle et leurs effets politiques</i>	149
Elisabeth DUPOIRIER et Bruno PALIER	
4 ^{ÈME} VAGUE – FÉVRIER 2007	
<i>Régions « ouvertes » versus régions « fermées » : un clivage spatial non sans influence sur la géographie électorale</i>	157
Jérôme FOURQUET	
4 ^{ÈME} VAGUE – FÉVRIER 2007	
<i>Les médias et l'image des candidats : une exploration des effets de la télévision</i>	167
Vincent TIBERJ et Thierry VEDEL	
4 ^{ÈME} VAGUE – FÉVRIER 2007	
<i>La défiance envers la gauche et la droite au cœur de la présidentielle 2007</i>	185
Jérôme JAFFRÉ	
4 ^{ÈME} VAGUE – FÉVRIER 2007	
<i>Des images aux votes</i>	197
Daniel BOY et Jean CHICHE	
4 ^{ÈME} VAGUE – FÉVRIER 2007	
<i>La dissonance politique et électorale : clef de l'élection présidentielle ?</i>	211
Pascal PERRINEAU	

AVANT-PROPOS

Le Baromètre Politique Français

Un dispositif d'enquête exceptionnel
Comprendre les évolutions et dynamiques du choix politique
Contextualiser les analyses
Des thèmes au cœur du débat public
Des innovations méthodologiques
Un partenariat entre le CEVIPOF et le ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
Méthodologie

Un dispositif d'enquête exceptionnel

Le Baromètre Politique Français (BPF) est à ce jour le dispositif d'enquête électorale le plus complet jamais réalisé en France. Il s'inscrit dans la lignée des grandes enquêtes électorales académiques réalisées par le CEVIPOF depuis plus de vingt ans (1978, 1988, 1995, 1997 et 2002), tout en renouvelant les perspectives. Il est composé de quatre vagues d'enquêtes (de mars-avril 2006 à février 2007), réalisées auprès d'échantillons représentatifs des électeurs français inscrits sur les listes électorales et régionalisés. Le dispositif représente un instrument d'étude de la conjoncture politique et de la manière dont les opinions, jugements et comportements politiques se structurent à l'approche des échéances électorales de 2007. La taille des échantillons est de 5 200 à 5 700 personnes pour chaque vague, au total 21 776 personnes interrogées, ce qui permet des analyses détaillées (notamment de sous-groupes peu étudiés en raison de leur faiblesse numérique dans les échantillons habituellement réalisés). Le Baromètre Politique Français présente des caractéristiques exceptionnelles et novatrices sur deux aspects : le fait de disposer de quatre vagues d'enquêtes et le fait de pouvoir combiner les niveaux d'analyse national et local. En ce sens, le BPF participe d'un important renouvellement des méthodes de l'analyse électorale et d'un retour dans ce domaine des explications en termes de contextes (de temps et de géographie).

Comprendre les évolutions et dynamiques du choix politiques

Jusqu'à présent, les grandes enquêtes électorales académiques portaient de l'idée qu'une seule observation dans le temps permettait de comprendre a posteriori les dynamiques au sein de l'électorat et les logiques du choix politique. Ces enquêtes, post-électorales, ont permis de montrer que le vote résultait de prédispositions que les élections ne faisaient que révéler. Ce modèle d'analyse a été enrichi, en 2002, par la réalisation d'une vaste enquête par panel, le « Panel électoral français de 2002 » (cf. les deux ouvrages publiés aux Presses de Sciences Po, *Le vote de tous les refus* et *Le nouveau désordre électoral*), développant une autre approche plus axée sur les dynamiques propres à la campagne électorale. Le Baromètre Politique Français prolonge cette perspective en partant de l'idée que l'on ne peut comprendre les dynamiques et évolutions de l'électorat si l'on ne dispose pas d'observations conduites très en amont de la campagne électorale. Ainsi, la première vague du BPF a été réalisée plus d'un an avant l'échéance présidentielle de 2007, du 30 mars au 3 avril 2006.

Contextualiser les analyses

L'analyse électorale connaît depuis quelques années un incontestable retour sur la question du contexte (notamment territorial) et de ses effets sur le vote ou la structuration des opinions politiques. Le Baromètre Politique Français s'inscrit clairement, par ses choix méthodologiques, dans ce retour de la question contextuelle en sociologie électorale. Sa construction articule deux types de niveaux (national et régional) et permet de caractériser chaque personne interrogée dans son contexte socio-économique territorial. Le BPF est ainsi la première enquête électorale française permettant de coupler réponses données par les personnes interrogées et données macro-sociales (données de recensement, données sur la délinquance, indicateurs de distance aux centres urbains).

Des thèmes au cœur du débat public

Chaque vague du BPF se compose, outre les renseignements signalétiques classiques (âge, sexe, profession, etc.), d'une partie de questions posées à chaque fois et d'une partie « rotative » qui bouge d'une vague à l'autre en fonction d'un thème d'actualité. La partie fixe rassemble des indicateurs de politisation, ceux concernant le rapport à la politique, les valeurs et univers de représentations sociales des électeurs, leur perception des enjeux et thèmes politiques, leur degré d'adhésion à des propositions politiques.

Pour sa première vague, le BPF a retenu le thème du « modèle social français » et du « déclin » de la France. Le thème de la deuxième vague a été consacré au « modèle institutionnel », celui de la troisième vague à l'environnement, à l'immigration et à l'influence de Jean-Marie Le Pen. Celui, enfin, de la quatrième vague a retenu le thème des inquiétudes sociales.

Les données recueillies permettent, vis-à-vis de celles déjà disponibles sur ces questions, de comprendre en profondeur et sur un échantillon de taille très large les réactions et opinions de sous-groupes habituellement peu étudiés en raison de leur sous-représentation numérique dans les enquêtes de taille inférieure.

Des innovations méthodologiques

Les chercheurs du CEVIPOF ont mis à profit la réalisation du BPF pour mettre en œuvre un certain nombre d'innovations méthodologiques. Ainsi ont-ils eu recours aux techniques des échantillons partagés (*split samples*) qui permettent de tester l'influence d'une question (par rapport à une formulation alternative) sur les réponses obtenues, ou encore à la technique des rotations d'items. Ils ont introduit dans les questionnaires du BPF des mesures jusqu'à présent peu connues et utilisées dans les enquêtes d'opinion en France alors qu'elles le sont couramment aux Etats-Unis : images « émotionnelles » liées aux personnalités politiques, mesures probabilistes de choix politique notamment.

Un partenariat entre le CEVIPOF et le ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

Le ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a décidé d'apporter son soutien au CEVIPOF pour la réalisation du Baromètre Politique Français puis d'un Panel électoral français en 2007.

Ce partenariat entre recherche publique et puissance publique s'était déjà manifesté en 2002 lors de la réalisation du Panel électoral français de 2002. Ce type de partenariat n'existait jusqu'à présent que dans d'autres pays européens, comme le Royaume-Uni, la Norvège, les Pays-Bas, ou aux Etats-Unis. La création du BPF marque une étape décisive pour doter la France d'un dispositif académique de grande ampleur pour l'analyse électorale.

Le caractère public des données s'est exprimé par la large diffusion des résultats des enquêtes et l'accès de la communauté scientifique aux données.

34 rapports* ont été élaborés par des chercheurs du CEVIPOF pour rendre compte des principales conclusions des quatre vagues du BPF. Dans ce Cahier du CEVIPOF, nous en avons retenu 17 qui donnent un aperçu assez complet de la diversité des sujets abordés et permettent de dresser la toile de fond sur laquelle s'inscriront les choix des électeurs les 22 avril et 6 mai 2007.

Pascal PERRINEAU

* Pour consulter ces rapports et les données des 4 vagues du BPF, se reporter à <http://www.cevipof.msh-paris.fr/bpf/barometre/baro.htm>



Centre de Recherches Politiques de Sciences Po

LE BAROMÈTRE POLITIQUE FRANÇAIS (2006-2007)

1^{ère} vague – Printemps 2006

**À UN AN DE LA PRÉSIDENTIELLE, L'OPINION PUBLIQUE EST SOUS LE DOUBLE SCEAU
DU PESSIMISME SUR LA SOCIÉTÉ ET DE LA DÉFIANCE SUR LA POLITIQUE**

Jérôme JAFFRÉ et Pascal PERRINEAU

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP. Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.

À un an de la présidentielle, l'opinion publique est sous le double sceau du pessimisme sur la société et de la défiance sur la politique

Jérôme JAFFRÉ et Pascal PERRINEAU

La première vague du Baromètre politique français fait apparaître deux caractéristiques majeures significatives de l'état d'esprit du corps électoral à un an de l'échéance présidentielle de 2007: le pessimisme et la défiance. Le pessimisme élevé s'exprime surtout sur le terrain économique et social alors que la défiance profonde touche le système politique. Les vagues ultérieures du BPF permettront d'en suivre les évolutions et de prendre la mesure de la capacité de la campagne présidentielle à réduire ces phénomènes, comme ce fut le cas lors de présidentielles antérieures ou, au contraire, à les entretenir et à les renforcer, comme en 2002.

1- UN PESSIMISME QUI SE NOURRIT DU SENTIMENT D'UNE FRANCE QUI SOUFFRE

1-1 *Un pessimisme tous azimuts*

Au printemps 2006 la société française, ébranlée par la crise du CPE – l'enquête s'est déroulée à ce moment précis et alors que l'épilogue n'était pas encore connu-, est en proie à un pessimisme profond. 54% des personnes interrogées considèrent qu'elles « *s'en sortent difficilement avec les revenus de leur foyer* ». Le pessimisme concernant le niveau de vie est largement répandu : certes 76% des chômeurs pensent ainsi, mais ce sont aussi 52% des personnes ayant un travail, 55% des inactifs et retraités qui partagent ce diagnostic.

76% des personnes interrogées pensent que « *les jeunes d'aujourd'hui auront moins de chances de réussir que leurs parents dans la société française de demain* ». Ce pessimisme pour la génération montante est général, touchant de manière égale toutes les classes d'âge et frappant aussi les différents milieux sociaux même les plus aisés (59% des cadres supérieurs et professions libérales partagent cette opinion). Certes, les milieux populaires sont encore plus pessimistes quant à l'avenir de leurs enfants par rapport à leur propre situation (80% des employés, 82% des ouvriers) mais, quelle que soit l'aisance personnelle, l'inquiétude reste élevée : si 80% des personnes ayant le sentiment qu'ils vivent difficilement avec les revenus du foyer sont pessimistes pour l'avenir de leurs enfants, ils sont 70% chez ceux qui déclarent s'en sortir facilement.

Ce pessimisme pour soi-même et pour ses enfants se prolonge par un pessimisme pour le pays. 74% des personnes interrogées sont pessimistes quant à « *l'évolution de la situation économique de la France dans les six prochains mois* ». Les jeunes (78% des 18-24 ans) comme les personnes âgées (73% des plus de 65 ans), les cadres supérieurs et professions libérales (61%) comme les ouvriers (74%), ceux qui sont de gauche (78%) mais aussi ceux qui sont de droite et donc proches du pouvoir en place (66%) partagent massivement ce sentiment. Aucun groupe ne semble pouvoir échapper à cette sinistrose puisque le pessimisme sur la situation économique et sociale est très fort même chez ceux qui déclarent s'en sortir « *très facilement* » sur le plan personnel (64%).

Même les personnes qui s'en sortent très facilement sont pessimistes sur la situation économique du pays

<i>Déclarent s'en sortir avec les revenus de leur foyer</i>					
<i>Perception de la situation économique du pays</i>	<i>Ensemble</i>	<i>Très facilement</i>	<i>Assez facilement</i>	<i>Assez difficilement</i>	<i>Très difficilement</i>
Optimiste	26	36	32	21	17
Pessimiste	74	64	68	79	83
	100%	100%	100%	100%	100 %

Tableau 1 : L'optimisme / pessimisme sur la situation de la France selon la situation personnelle

L'ampleur de ce pessimisme se nourrit de l'absence de crédit du discours gouvernemental lorsqu'il affirme que le chômage est en baisse. Seules 23% des personnes interrogées le croient. Même au sein de l'UMP, 40% seulement des sympathisants adhèrent à cette proposition (tableau 2). En revanche, 47% des interviewés pensent contre le discours gouvernemental que le chômage a augmenté et 29% estiment qu'il est stable.

Même les sympathisants de l'UMP ne perçoivent pas de baisse du chômage

<i>Estiment que le chômage :</i>	<i>Préférence partisane</i>					
	<i>Ensemble</i>	<i>Extrême gauche</i>	<i>Gauche</i>	<i>UDF</i>	<i>UMP</i>	<i>Front national</i>
a augmenté	47	65	51	33	27	65
est stable	29	23	31	30	33	21
a diminué	23	12	18	36	40	14
Sans réponse	1	-	-	1	-	-
	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau 2 : L'appréciation sur l'évolution du chômage selon la préférence partisane

1-2 Un pays qui se pense souffrant des changements du monde

Le pessimisme de l'opinion est profond car il se nourrit du sentiment d'une « France qui souffre » de tous les changements du monde. Ce sentiment inclut la mondialisation des échanges économiques, la mobilité des travailleurs et des individus mais aussi la construction européenne. 46% des personnes interrogées pensent que la mondialisation est « *plutôt un danger pour la France, parce qu'elle menace ses entreprises et son modèle social* » contre seulement 24% qui considèrent qu'elle est « *plutôt une chance, parce qu'elle lui ouvre des marchés à l'étranger et la pousse à se moderniser* » (30% se retrouvant ni dans l'une, ni dans l'autre position). 42% pensent que la France souffre de la mondialisation des échanges économiques contre 25% qui considèrent qu'elle en tire profit, 41% de la mobilité croissante des travailleurs au sein de l'Union européenne (contre 18% qu'elle en tire profit), 34% de la mobilité croissante des individus au sein de l'Union européenne (contre 23% qu'elle en tire profit). Evolution majeure de ces dernières années, la construction européenne est elle-même mise en accusation : 41% des Français pensent que la France en souffre contre 27% qui estiment qu'elle en tire profit.

Même les milieux dont le profil social et culturel pourrait contribuer à les mettre à l'abri du pessimisme sont touchés : 39% des cadres supérieurs et professions libérales considèrent que la France souffre de la mondialisation des échanges économiques, une proportion proche de celle qui est observée parmi les ouvriers (45%). Parmi les diplômés de l'enseignement supérieur, 35% pensent que la France souffre de la mobilité croissante des travailleurs au sein de l'Union européenne (le chiffre est de 41% parmi ceux qui ont un niveau BEPC, CAP ou BEP).

Ce sentiment d'une France qui ne tire profit d'aucun des mouvements qui touchent le monde, y compris la construction européenne, n'est pas réservé aux extrêmes politiques très porteurs d'un discours hostile à la mondialisation, à la mobilité des travailleurs et à l'Europe. Il atteint aussi les sympathisants des partis de gouvernement (tableau 3). Si 48% des sympathisants d'extrême gauche et 47% de ceux d'extrême droite considèrent que la France souffre de la mondialisation des échanges économiques, ils sont presque aussi nombreux à le penser parmi les sympathisants de la gauche de gouvernement et ceux de la droite de gouvernement (respectivement 41% et 39%). Il en est de même pour l'appréciation de la mobilité croissante des travailleurs au sein de l'Union européenne et, à un moindre degré, pour le jugement sur la construction européenne.

Le sentiment que la France souffre des grands changements y compris de la construction européenne

	<i>Préférence partisane</i>				
La France :	<i>Ensemble</i>	<i>Extrême gauche</i>	<i>Gauche</i>	<i>Droite</i>	<i>Front national</i>
tire profit de la mondialisation des échanges économiques	25	16	25	32	20
en souffre	42	48	41	39	47
ni l'un, ni l'autre	33	36	34	29	33
	100%	100%	100%	100%	100%
tire profit de la construction européenne	27	18	28	33	21
en souffre	41	50	37	40	52
ni l'un, ni l'autre	32	32	35	27	27
	100%	100%	100%	100%	100%
tire profit de la mobilité croissante des travailleurs au sein de l'Union européenne	18	14	18	23	6
en souffre	41	46	41	36	48
ni l'un, ni l'autre	41	40	41	41	46
	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau 3 : L'impact des grands changements du monde sur la France

Dans cette France qui paraît souffrir de tous les grands mouvements qui touchent le monde, c'est surtout la concurrence économique et sociale qui est en cause comme le montre la différence d'appréciation entre la mobilité des « individus » et celle des « travailleurs ». Selon le mot utilisé dans le libellé de la question – posée alternativement chacun à une moitié de l'échantillon – on enregistre un écart de neuf points. Cette différence ne touche que les sympathisants de gauche et d'extrême gauche. Si 46% des sympathisants d'extrême gauche et 41% de ceux de gauche considèrent que la France souffre de « la mobilité des travailleurs au sein de l'UE », ils ne sont plus que 33% et 29% à penser de même pour « la mobilité croissante des individus au sein de l'UE ». En revanche, à droite, les deux mobilités font l'objet du même niveau d'appréciation négative. A l'extrême droite, c'est la mobilité des individus qui inquiète beaucoup plus que celle des travailleurs (différence de onze points en ce sens) signifiant sans doute que la figure inquiétante de l'immigré est celle du chômeur ou de l'inactif, beaucoup plus que celle du travailleur. Les craintes du monde sont donc ainsi partagées par tout l'échiquier politique mais selon la famille de pensée, elles ne s'articulent pas autour des mêmes bous émissaires.

Les sympathisants du Front national plus inquiets de la mobilité des individus que de celle des travailleurs

	<i>Préférence partisane</i>				
La France :	<i>Ensemble</i>	<i>Extrême gauche</i>	<i>Gauche</i>	<i>Droite</i>	<i>Front national</i>
tire profit de la mobilité croissante des individus au sein de l'Union européenne	23	17	26	28	10
en souffre	34	33	29	34	59
ni l'un, ni l'autre	43	50	45	38	31
	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau 4 : L'impact de la mobilité croissante des individus sur la France

2- UN SENTIMENT DE DÉCLIN AUSSI FORT À GAUCHE QU'À DROITE MAIS UN DÉCLIN À DOUBLE FACE

2-1 Un fort sentiment « décliniste »

Ce pessimisme et ces craintes débouchent sur un sentiment assez largement partagé du « déclin » de la France. Il y a six fois plus d'interviewés qui estiment que la France est en déclin plutôt qu'en progrès : 52% contre 8%. Cependant, 40% des interviewés refusent de s'inscrire dans cette problématique. Le sentiment du déclin est général dans toutes les régions que celles-ci soient riches ou en difficulté (51% en Ile de France, 52% dans le Nord), dans tous les milieux sociaux, dans toutes les familles politiques.

Contrairement aux idées reçues, cette propension « décliniste », longtemps présentée comme une idée de droite, est aujourd'hui partagée dans les mêmes proportions à gauche. Elle est portée par les partis de gouvernement comme par les extrêmes, avec une sensibilité plus grande au sein de l'électorat du Front national :

Le sentiment du déclin partagé dans les mêmes proportions à gauche et à droite

<i>Préférence partisane</i>					
Estime que la France est :	<i>Ensemble</i>	<i>Extrême gauche</i>	<i>Gauche</i>	<i>Droite</i>	<i>Front national</i>
en progrès	8	7	7	10	6
en déclin	52	53	52	51	59
ni l'un, ni l'autre	40	40	41	39	35
	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau 5 : Le sentiment de déclin de la France selon la préférence partisane

Ce sentiment de déclin n'est pas une idée liée seulement à l'attitude à l'égard de la mondialisation. Même parmi ceux qui pensent que la France « tire profit » de la mondialisation, le sentiment du déclin est assez largement répandu :

Le sentiment du déclin est fort y compris parmi ceux qui estiment que la France tire profit de la mondialisation

<i>Le bilan de la France sur la mondialisation</i>		
Estime que la France est :	<i>Elle en tire profit</i>	<i>Elle en souffre</i>
en progrès	13	4
en déclin	45	61
ni l'un, ni l'autre	42	35
	100%	100%

Tableau 6 : L'évolution de la France selon l'image de la mondialisation

Il ne semble épargner aucun domaine qu'il soit social, éducatif diplomatique ou économique. 74% des personnes interrogées pensent que la France est en déclin en ce qui concerne le pouvoir d'achat (contre 7% en progrès, 19% ni l'un, ni l'autre), 48% pour ce qui a trait à l'école et à l'Université (contre respectivement 19% et 33%), 47% pour le système de santé (31% et 22%), 46% pour ce qui touche à l'influence de la France dans le monde (19%, 35%), 45% pour la solidarité dans la société (24% et 31%), 42% en ce qui concerne la compétitivité des entreprises (22% et 36%). Les seuls domaines pour lesquels les Français considèrent que leur pays est davantage en progrès qu'en déclin sont la recherche et l'innovation ainsi que le rayonnement culturel.

2-2 Les deux faces du déclin

Analysé plus finement, le sentiment de déclin peut être décomposé en deux éléments distincts : le déclin de la France en tant que puissance (trois éléments ont été retenus pour qualifier ce déclin-puissance : l'influence de la France dans le monde, la compétitivité des entreprises, l'école et l'Université) et le déclin d'une France porteuse de certaines valeurs (trois éléments ont été retenus pour spécifier ce déclin-valeurs : la solidarité dans la société, le système de santé, le pouvoir d'achat). Le premier aspect fait référence au thème du déclin touchant la place de la France dans le monde et dans la compétition internationale. C'est la crainte d'un décrochage du pays sur le plan international qui s'exprime ainsi. Le deuxième aspect renvoie à l'idée du déclin portant sur le pacte social et à la promesse d'un progrès partagé. C'est l'idée d'un recul par rapport au passé et d'une évolution tirant le pays vers le bas qui sont alors privilégiées.

44% des interviewés ont une note élevée sur le déclin de la France comme puissance. C'est parmi les commerçants et chefs d'entreprise ainsi que parmi les cadres supérieurs et professions libérales que cette impression d'un fort déclin de la puissance française est la plus répandue. La droite et l'extrême droite sont également plus sensibles à cette dimension que la gauche et l'extrême gauche.

Mais le sentiment du déclin de la France est encore plus élevé en ce qui concerne les valeurs associées au pacte social : 58% des personnes interrogées ont une note élevée sur cette dimension. Ce sentiment du déclin-valeurs est plus développé parmi les cols blancs que parmi les cols bleus. Il se situe surtout au cœur de l'électorat de gauche.

Le déclin-puissance davantage ressenti à droite, le déclin-valeurs davantage à gauche

	<i>Déclin - puissance</i>			<i>Déclin - valeurs</i>		
	<i>Pas de déclin</i>	<i>Un peu</i>	<i>Beaucoup</i>	<i>Pas de déclin</i>	<i>Un peu</i>	<i>Beaucoup</i>
Ensemble	22	34	44	14	29	58
<i>Profession actuelle de l'interviewé</i>						
Agriculteur	17	34	49	15	33	52
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	10	25	65	14	37	49
Cadre, profession libérale	14	26	60	9	25	66
Enseignant	15	29	56	6	27	67
Profession intermédiaire	14	42	44	6	23	71
Employé	28	30	42	12	24	64
Ouvrier	24	38	38	12	31	57
Etudiant, lycéen	16	42	42	13	33	54
Inactif, retraité	25	33	42	18	30	52
<i>Préférence partisane</i>						
Extrême gauche	26	37	37	16	25	59
Gauche	23	35	42	10	25	65
Droite	18	32	50	17	34	49
Front national	24	30	46	17	33	50

N.B. Déclin-puissance : sentiment de déclin sur l'influence dans le monde, la compétitivité des entreprises, l'école-université.

Déclin-valeurs : sentiment de déclin sur la solidarité dans la société, le système de santé, le pouvoir d'achat.

Pas de déclin : aucun des 3 items ; un peu : 1 des 3 items ; beaucoup : 2 items ou les 3.

Tableau 7 : Les deux déclin

Cette appréciation différenciée du déclin permet de construire une typologie des attitudes par rapport au déclin que nous présentons tableau 8. Seul un gros quart de la population (28%) ne partage pas l'idée du déclin, qu'il s'agisse du déclin-puissance ou du déclin-valeurs. Ce refus rassemble un tiers de la population chez les agriculteurs, les ouvriers, les inactifs et les retraités ainsi que 35% des sympathisants du Front national apparemment plus sensibles à l'idée générale du déclin qu'à ses formes particulières. En fait, ce sont ceux qui sont en bas de la hiérarchie des diplômes (sans diplôme, CEP) qui sont le plus à l'abri du sentiment de déclin : 36% des personnes appartenant à cette catégorie n'ont pas le sentiment d'un déclin.

Une petite minorité (14% des personnes interrogées) a le sentiment d'un déclin limité à la puissance de la France. Cette minorité est particulièrement bien représentée chez les commerçants et chefs d'entreprise, clientèle privilégiée de la droite. 21% des sympathisants de la droite partagent ce sentiment d'un unique déclin-puissance.

Ce sont deux fois plus d'électeurs (28% contre seulement 14% pour le déclin-puissance) qui se retrouvent dans le sentiment d'un unique déclin-valeurs. Ce dernier est fortement présent à gauche, à l'extrême gauche ainsi que parmi les professions intermédiaires et les employés.

Enfin, presque un tiers de la population interrogée (30%) se retrouve dans un sentiment global de déclin sur les deux terrains de la puissance et des valeurs. Ce profond « déclinisme » touche particulièrement les couches supérieures de la société : les cadres et professions libérales, les enseignants, les commerçants et chefs d'entreprise. S'il est fortement clivé vers le haut sur le plan des classes sociales, il touche en revanche de façon sensiblement égale les différentes familles politiques.

Le sentiment d'un déclin généralisé touche près d'un Français sur trois

	<i>Pas de déclin</i>	<i>Déclin uniquement puissance</i>	<i>Déclin uniquement valeurs</i>	<i>Double déclin</i>
Ensemble 100%	28	14	28	30
<i>Profession actuelle de l'interviewé</i>				
Agriculteur	32	16	19	33
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	24	28	11	37
Cadre, profession libérale	12	22	28	38
Enseignant	14	19	30	37
Profession intermédiaire	16	12	40	32
Employé	26	10	32	32
Ouvrier	33	10	29	28
Etudiant, lycéen	28	17	30	25
Inactif, retraité	35	14	23	28
<i>Préférence partisane</i>				
Extrême gauche	32	9	31	28
Gauche	25	10	33	32
Droite	30	21	20	29
Front national	35	16	19	30

Légende :

N'ont pas le sentiment du déclin (notes 0 ou 1 aux deux échelles de déclin)

**A le sentiment d'un déclin-puissance (notes 2 et 3 à l'échelle déclin-puissance et notes 0 et 1 à l'échelle déclin-valeurs)*

***A le sentiment d'un déclin-valeurs (notes 2 et 3 à l'échelle déclin-valeurs et 0 et 1 à l'échelle déclin-puissance)*

****A le sentiment d'un double déclin (notes 2 et 3 aux deux échelles).*

Tableau 8 : La typologie des déclin

2-3 Le sentiment du déclin a pesé lourd dans le résultat du référendum de 2005

Le pessimisme des Français et le sentiment aigu du déclin ont pesé très lourd dans la victoire du « non » au référendum de mai 2005 qui semble avoir agi comme un véritable catalyseur de la grande inquiétude qui taraude la société française.

Si 64% des électeurs qui pensent que la « France est en progrès » ont voté « oui » le 29 mai 2005, 63% de ceux qui ont le sentiment d'une « France en déclin » ont voté « non ». Le « déclinisme » a puissamment alimenté le vote en faveur du « non » :

Le lien est étroit entre le vote au référendum et le sentiment d'une France en déclin

Référendum 2005 Sur 100 suffrages exprimés	<i>Ensemble</i>	<i>A le sentiment d'une France en progrès</i>	<i>Ni l'un, ni l'autre</i>	<i>A le sentiment d'une France en déclin</i>
A voté oui	45	64	52	37
A voté non	55	36	48	63
	100%	100%	100%	100%

Tableau 9 : Le vote au référendum selon le jugement porté sur l'état de la France

Ce mécanisme joue massivement parmi les sympathisants des partis de la gauche de gouvernement (qui ont voté en majorité pour le « non »). Si 62% des sympathisants de gauche qui considèrent que « la France est en progrès » ont voté « oui », ce sont 68% des mêmes sympathisants de gauche pensant que « la France est en déclin », qui se sont prononcé pour le « non ».

Ce lien est accentué parmi les sympathisants de gauche

<i>Parmi les sympathisants de gauche</i>				
Référendum 2005 Sur 100 suffrages exprimés	<i>Ensemble</i>	<i>A le sentiment d'une France en progrès</i>	<i>Ni l'un, ni l'autre</i>	<i>A le sentiment d'une France en déclin</i>
A voté oui	41	62	48	32
A voté non	59	38	52	68
	100%	100%	100%	100%

Tableau 10 : Le vote au référendum des sympathisants de gauche selon le jugement porté sur l'état de la France

Ce mécanisme joue également parmi les sympathisants de la droite de gouvernement (qui ont massivement voté « oui »). Mais, parmi eux, même le sentiment du déclin ne les a pas empêchés de se prononcer en majorité pour le « oui » :

Il joue aussi à droite mais même les « déclinistes » ont voté oui...

<i>Parmi les sympathisants de droite</i>				
Référendum 2005 Sur 100 suffrages exprimés	<i>Ensemble</i>	<i>A le sentiment d'une France en progrès</i>	<i>Ni l'un, ni l'autre</i>	<i>A le sentiment d'une France en déclin</i>
A voté oui	66	76	73	59
A voté non	34	24	27	41
	100%	100%	100%	100%

Tableau 11 : Le vote au référendum des sympathisants de droite selon le jugement porté sur l'état de la France

Cette propension des « déclinistes » de droite à voter néanmoins pour le « oui » est dû au fait que le pouvoir occupé par la droite appelait à voter en faveur du « oui », mais aussi au fait que le sentiment de déclin-puissance, beaucoup plus partagé par l'électorat de droite que le sentiment du déclin-valeurs, a été porteur du vote « oui » (tableau 12). 77% des sympathisants de droite partageant le sentiment d'un déclin-puissance ont voté en faveur du « oui », ils sont même légèrement plus nombreux à avoir fait ce choix que ceux qui n'ont aucun sentiment de déclin (75% de vote pour le « oui »). Le soutien au Traité constitutionnel européen a pu être perçu par ces électeurs comme un élément susceptible de contrecarrer le processus de déclin de la France sur le terrain international.

... en partie parce-que le déclin-puissance répandu à droite a joué pour le « oui »

Référendum 2005 Sur 100suffrages exprimés	<i>Pas de déclin</i>	<i>Déclin-puissance</i>	<i>Déclin -valeurs</i>	<i>Double déclin</i>
A voté oui	75	77	60	53
A voté non	25	23	40	47
	100%	100%	100%	100%

Tableau 12 : Le vote au référendum des sympathisants de droite selon la typologie des déclin

2-4 Un déclin qui appelle l'ouverture ou le repli ?

Excepté pour une partie des électeurs de droite, dans l'ensemble de l'électorat, le sentiment du déclin n'est pas associé à une volonté d'ouverture sur le monde pour résoudre les problèmes du pays. Ceux qui partagent l'idée du déclin sont beaucoup moins nombreux que les adeptes d'une France en progrès à se prononcer en ce sens. Interrogés sur l'attitude à adopter par rapport à la mondialisation, 40% des Français « déclinistes » considèrent que la France doit s'ouvrir davantage au monde alors que 54% des Français « progressistes » le pensent :

Le sentiment du déclin est le plus lié à la demande de repli...

	<i>Ensemble</i>	<i>A le sentiment d'une France en progrès</i>	<i>Ni l'un, ni l'autre</i>	<i>A le sentiment d'une France en déclin</i>
La France doit :				
s'ouvrir davantage au monde	43	54	45	40
se protéger davantage du monde	31	30	25	36
ni l'un, ni l'autre	26	16	30	24
	100%	100%	100%	100%

Tableau 13 : Le lien entre le souhait d'ouverture / protection et le jugement porté sur l'état de la France

Le sentiment du déclin fait diminuer l'acceptation de l'ouverture : 40% des « déclinistes » pensent que « la France doit s'ouvrir davantage au monde » contre 54% des « progressistes ». Là encore les sympathisants de droite se distinguent du reste de l'électorat. Le sentiment du déclin-puissance est davantage mis en avant parmi eux que le sentiment du déclin-valeurs. Il est porteur d'une volonté d'ouverture et ne saurait donc être assimilé à la nostalgie de la grandeur de la France (tableau 14). 63% des sympathisants de droite qui se retrouvent dans le sentiment d'un déclin-puissance considèrent que la France « doit s'ouvrir au monde » pour faire face à la mondialisation. A droite, le sentiment du déclin-puissance déclenche même massivement la réponse de l'ouverture.

... sauf à droite où le déclin-puissance est porteur d'une volonté d'ouverture

	<i>Parmi les sympathisants de droite</i>			
	<i>Pas de déclin</i>	<i>Déclin-puissance</i>	<i>Déclin-valeurs</i>	<i>Double déclin</i>
La France doit :				
s'ouvrir au monde	50	63	45	46
se protéger davantage du monde	27	20	29	31
ni l'un, ni l'autre	23	17	26	23
	100%	100%	100%	100%

Tableau 14 : Le lien parmi les sympathisants de droite entre l'ouverture / protection et la typologie des déclins

Ce pessimisme si majoritaire dans l'opinion publique, ce « déclinisme » si répandu, accompagnés d'une pulsion protectionniste minoritaire mais forte, dressent le portrait des doutes et des interrogations de la société française un an avant l'élection présidentielle de 2007. Il reste au système politique à trouver des réponses et des issues à ces doutes et à ces interrogations et à les inscrire dans des projets présidentiels à l'horizon du prochain quinquennat. Mais à douze mois de l'échéance, il faut bien reconnaître que c'est la défiance à l'égard du système politique qui prédomine.

3- UNE TRÈS FORTE DÉFIANCE DES ÉLECTEURS ENVERS LE SYSTÈME POLITIQUE**3-1 Le malaise vis à vis de la gauche et de la droite : les « intégrés », les « défiants » et les « hors système »**

Deux chiffres clefs de cette première vague du Baromètre politique français attestent de l'ampleur de la défiance et de la contestation qui règnent au sein de l'électorat : invitées à se situer sur l'échelle gauche/droite, 37% des personnes interrogées ne se classent « ni à gauche, ni à droite ». Plus spectaculaire encore, concernant leur confiance dans la droite ou dans la gauche pour gouverner le pays, 69% des interviewés du printemps 2006 déclarent ne faire confiance ni à l'une, ni à l'autre.

A partir de ces deux attitudes, nous avons construit une typologie des électeurs français quant à leur rapport au système politique en distinguant trois grandes catégories :

- les « intégrés » : ils se classent sur l'échelle gauche/droite (à gauche, au centre ou à droite) et déclarent faire confiance à la gauche ou à la droite pour gouverner le pays.
- les « défiants » qui se classent sur l'échelle gauche/droite mais ne font confiance ni à la gauche, ni à la droite pour gouverner.
- les « hors système » qui ne se situent « ni à gauche, ni à droite » sur l'échelle gauche/droite et déclarent ne faire confiance ni à la gauche, ni à la droite pour gouverner.

Hormis les 3% d'interviewés non classables (leurs réponses ne rentrant pas dans la catégorisation ci-dessus), la répartition des trois types est la suivante : moins d'un tiers (28%) des Français sont « intégrés » au système politique, 37% sont dans une attitude de « défiance » et 35% sont « hors système ».

Les électeurs hors système –mesurés il est vrai en dehors d'une période électorale, ce qui en a sans doute grossi le nombre– comptent pour plus du tiers du corps électoral. Ils sont très nombreux non seulement parmi les jeunes (41% chez les 18-24 ans) mais aussi au-delà et même jusqu'à l'âge de 50 ans : 43% pour les 25-34 ans et 42% chez les 35-49 ans. La proportion est élevée dans les classes moyennes (41% chez les professions intermédiaires) et plus encore dans les catégories populaires (45% chez les employés et les ouvriers). Sur le plan politique, elle est à son maximum parmi les sympathisants de petites formations (56% chez les sympathisants de LO, 53% chez ceux du MRC, 55% chez les Verts, 67% à CPNT mais un pourcentage plus modeste de 45% au FN, davantage touchés par la défiance). Il est à noter que les sympathisants communistes restent parmi les mieux insérés dans le système politique – défini ici, rappelons le, par la double capacité à se classer sur l'axe gauche/ droite et à faire confiance à la gauche et à la droite pour gouverner, ce qui, du coup, continue de les différencier profondément des sympathisants de l'extrême gauche. Mais globalement, la gauche est davantage touchée par l'importance des « hors système » puisque 31% de ses sympathisants (hors l'extrême gauche) s'y classent contre seulement 20% de ceux de droite (hors extrême droite). Tout cela montre l'ampleur de la prise de distance –et même de la rupture– par rapport au système politique et la prime donnée à certains partis ou mouvements qui se placent en position de la récupérer.

Les hors système très nombreux jusqu'à 50 ans, les intégrés presque partout minoritaires

		<i>Le rapport au système politique</i>		
		<i>Les intégrés</i>	<i>Les défiants</i>	<i>Les hors système</i>
	Ensemble 100%	28	37	35
Sexe	Homme	33	37	30
	Femme	24	36	40
Age	18-24 ans	25	34	41
	25-34 ans	24	33	43
	35-49 ans	24	34	42
	50-64 ans	29	43	28
	65 ans et plus	39	38	23
Profession actuelle de l'interviewé	Agriculteur	22	42	36
	Artisan, commerçant, chef d'entreprise	27	34	39
	Cadre, profession libérale	37	39	24
	Enseignant	37	33	30
	Profession intermédiaire	24	34	42
	Employé	21	35	44
	Ouvrier	23	32	45
	Etudiant, lycéen	31	37	32
	Inactif, retraité	33	40	27
Proximité partisane	LO	11	34	55
	LCR	28	58	14
	PC	49	38	13
	MRC	13	34	53
	PS	40	39	21
	PRG	25	50	25
	Les Verts	14	31	55
	Autres écologistes	8	22	70
	CPNT	7	26	67
	UDF	28	52	20
	UMP	49	33	18
	MPF	17	48	35
	Front national	14	41	45

Tableau 15 : Le rapport au système politique

3-2 Une défiance qui touche toutes les familles politiques

Si l'on classe les partis en trois groupes : les formations extrémistes (LO, LCR, FN), périphériques (tous les autres partis sauf les dominants) et dominants (PS et UMP), on constate que les « hors systèmes » ne se recrutent pas seulement parmi les sympathisants des formations extrémistes mais qu'on les retrouve aussi parmi les sympathisants des partis périphériques. Par ailleurs, le mécanisme de défiance touche presque un sympathisant sur deux des partis dominants. Etant donné le poids de cette distance et de cette défiance par rapport au système politique, l'une des questions centrales du débat politique de 2007 sera de savoir si la campagne électorale et le scrutin permettront ou non une réconciliation entre les électeurs et le système politique.

Les partisans des partis périphériques sont fréquemment « hors système » et près d'un sur deux des partis dominants sont en défiance

	<i>Type de parti préféré</i>			
	<i>Ensemble</i>	<i>Partis extrémistes</i>	<i>Partis périphériques</i>	<i>Partis de domination</i>
Intégrés	28	13	19	43
Défiant	37	39	39	37
Hors système	35	48	42	20
	100%	100%	100%	100%
Rapport intégrés / défiants :				
Intégrés	44	25	33	54
Défiant	56	75	67	46
	100%	100%	100%	100%

Tableau 16 : Le rapport au système politique selon le type de partis préféré

Même parmi les citoyens qui restent insérés dans le système politique, le rapport entre les défiants et les intégrés révèle le poids prédominant des premiers (rapport de 56 à 44). Ce rapport est particulièrement favorable aux défiants chez les femmes (60/40), les agriculteurs (65/35), les employés (63/37). Il est écrasant chez les sympathisants de tous les partis extrêmes (76/24 à LO, 67/33 à la LCR, 74/26 au FN), petits (72/28 au MRC, 66/34 chez les Radicaux de gauche, 80/20 à CPNT). Il touche aussi des formations centrales dans le système de partis : les Verts (69/31) ainsi que les sympathisants de l'UDF (65/35). Parmi les grandes forces de gouvernement un sympathisant du Parti socialiste sur deux (50/50) est désormais dans cette culture de la défiance, davantage que ceux de l'UMP (40/60).

Aucune catégorie de l'électorat, même celle qui s'intéresse à la politique, n'est aujourd'hui à l'abri de cette défiance : le rapport entre défiance et intégration chez les électeurs intéressés par la politique (beaucoup ou assez) est presque parfaitement équilibré, à 49/51. Pour plus d'un électeur sur deux l'intérêt pour la politique s'accompagne désormais d'une attitude de défiance. La confiance, vertu et mécanisme fondamental de la démocratie représentative, est devenue une denrée rare. Ce rapport de défiance au système politique est tel que les électeurs reconnaissent massivement aux leaders protestataires de l'extrême gauche une qualité de proximité et le fait qu'ils sont plus à même de comprendre « les gens comme eux ».

Le hit parade des personnalités politiques qui comprennent « les problèmes des gens comme vous » place les quatre représentants de l'extrême gauche ou du Parti communiste aux six premières places en compagnie des deux personnalités politiques les plus populaires de toutes que sont Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy : 1/ Arlette Laguiller 61%, 2/Ségolène Royal 59%, 3/Marie Georges Buffet 56%, 4/Olivier Besancenot 54%, 5/Nicolas Sarkozy 52%, 6/ José Bové 51%.

Dans cette capacité du système politique à rétablir un lien de confiance, gauche et droite connaissent des handicaps de nature différente. L'analyse fine de la sociologie interne de la gauche et de la droite révèle :

- une difficulté particulière de la gauche avec les jeunes électeurs de 18 à 24 ans :

Les jeunes de gauche sont plus éloignés du système politique que ceux de droite

	<i>18-24 ans de gauche</i>	<i>18-24 ans de droite</i>
Intégrés	23	39
Défiant	33	45
Hors système	44	16
	100%	100%

Tableau 17 : Le rapport au système politique selon l'âge et la préférence partisane

Les jeunes proches des partis de gauche (hors extrême-gauche) sont presque dans une proportion d'un sur deux « hors système » (44%), alors que les jeunes de droite (hors extrême droite) sont simplement défiants (dans une proportion de 45%). Tout comme en 2002, ce tempérament hors système peut menacer la gauche de gouvernement en favorisant un vote de leur part sur des candidats protestataires.

- *une difficulté particulière de la droite avec les professions intermédiaires, c'est-à-dire les anciens cadres moyens.*
Si les classes moyennes de gauche se retrouvent dans la défiance dans une proportion de 52%, celles de droite l'accusent davantage dans une proportion de 61%.

Les classes moyennes de droite sont plus défiantes que celles de gauche

Profession actuelle de l'interviewé	<i>Professions intermédiaires de gauche</i>	<i>Professions intermédiaires de droite</i>
Rapport intégrés/défiants		
Intégrés	48	39
Défiants	52	61
	100%	100%

Tableau 18 : Le rapport au système politique selon la profession actuelle de l'interviewé et la préférence partisane

Ainsi, dans la relation de leurs électeurs avec le système politique, les difficultés de la gauche apparaissent-elles liées plutôt à l'âge alors que celles de la droite semblent davantage associées aux classes sociales.

Gauche et droite de gouvernement peuvent pâtir des comportements des électeurs défiants et « hors système ». Ceux-ci ont une vraie capacité à emprunter les voies protestataires de l'expression électorale. Lors du référendum de 2005, par exemple, le « oui » était largement majoritaire dans la population des « intégrés » alors que le « non » l'était de manière prédominante chez les « défiants » et écrasante parmi les « hors système » :

Le vote au référendum de 2005 est étroitement lié au rapport au système politique

	<i>Intégrés</i>	<i>Défiants</i>	<i>Hors système</i>
Oui	56	42	35
Non	44	58	65
	100%	100%	100%

Tableau 19 : Le vote au référendum selon le rapport au système politique

Si la différence a peu joué au sein de la gauche, elle a beaucoup compté au sein de la droite classique puisque le « oui » y passe de 77% chez les « intégrés » à 61% chez les défiants et 49% parmi les « hors système ».

La distance par rapport au système politique renforce les comportements négatifs même au sein des électors traditionnels de gauche et de droite. Cela introduit un élément de critique permanente de l'action politique et d'incertitude sur les choix électoraux dans les relations des Français avec le pouvoir – quel qu'il soit- et les partis politiques.

4- À UN AN DE LA PRÉSIDENTIELLE, AVANTAGE À LA GAUCHE SUR LE PLAN PARTISAN, AVANTAGE À LA DROITE POUR LE CHOIX DES PERSONNALITÉS

4-1 Une gauche davantage partisane, une droite davantage portée sur les personnalités

La première vague du Baromètre politique français montre à la fois une orientation politique, en terme partisan favorable à la gauche mais une orientation en terme de personnalités qui donne, à l'inverse, un léger avantage à la droite.

Appelés à dire quel est le parti dont ils se sentent le plus proche (ou le moins éloigné), 49% des personnes interrogées choisissent un parti de gauche ou d'extrême gauche, 39% un parti de droite ou d'extrême droite, 7% un autre parti et 5% aucun. Dans l'univers partisan la gauche dispose au printemps 2006 d'un net avantage :

La gauche domine nettement sur le plan partisan...

Parti de gauche ou d'extrême gauche	49
Parti de droite ou d'extrême droite	39
Autres partis	7
Aucun, sans réponse	5
	100%

Tableau 20 : La préférence partisane des interviewés

En revanche, invités à se prononcer sur une liste de seize personnalités pour savoir de laquelle ils se sentent le plus proche, une majorité d'électeurs (50%) choisit une personnalité de droite ou d'extrême droite, 47% une personnalité de gauche ou d'extrême gauche et 3% aucune personnalité. Le renversement de tendance est d'autant plus notable qu'en raison des incertitudes de la situation interne au Parti socialiste, le nombre de personnalités de gauche soumises à l'appréciation des sondés était sensiblement plus important que celui des personnalités de droite : dix contre six.

... mais la droite l'emporte sur le choix des personnalités

Choisit une personnalité de gauche	47
Choisit une personnalité de droite	50
Aucun, sans réponse	3
	100%

Tableau 21 : La préférence des interviewés pour les personnalités politiques

4-2 Electeurs de cohérence et électeurs de distorsion

Sur le terrain des personnalités, la droite comble le déficit qui est le sien sur le terrain partisan. Cette désarticulation relative entre choix partisan et choix de personnalités, nous conduit à distinguer trois catégories d'électeurs : ceux pour lesquels il y a cohérence entre le choix partisan de droite ou d'extrême droite et le choix d'une personnalité de la même sensibilité politique (41% de la population), ceux pour lesquels il y a cohérence entre le choix d'un parti de gauche ou d'extrême gauche et le choix d'une personnalité de la même sensibilité politique (44% de la population des personnes interrogées) et, enfin, ceux pour lesquels il y a distorsion entre le choix partisan et le choix de personnalité c'est à dire un choix partisan de gauche et le choix d'une personnalité de droite ou, plus rarement, l'inverse (15% de la population).

L'analyse du tableau ci-après permet de prendre la mesure du rapport gauche/droite dans la partie majoritaire de l'électorat qui marque sa cohérence entre sa sympathie partisane et son choix de personnalités. Ce rapport est de 44% pour la gauche contre 41% pour la droite.

Les bases de la droite « cohérente » et de la gauche « cohérente » révèlent des modifications de la sociologie politique qu'il conviendra de suivre attentivement pour s'assurer de leur réalité dans la durée d'ici le scrutin de 2007. La droite « cohérente » apparaît ainsi plus forte chez les hommes (44%) que chez les femmes (38%). Elle décroît systématiquement selon l'âge de fin d'études : de 45% parmi ceux qui ont arrêté très tôt leurs études à 39% parmi ceux qui les ont prolongées le plus longtemps (et 31% seulement parmi ceux qui sont encore en cours d'études). Mais en sens inverse la droite « cohérente » réalise ses meilleurs scores dans la fraction de l'électorat qui s'intéresse à la politique alors que c'était là traditionnellement un point fort de la gauche.

15% des interviewés sont en distorsion entre leur choix partisan et leur choix personnel

		<i>Cohérence Parti/personnalité de gauche</i>	<i>Cohérence Parti/personnalité de droite</i>	<i>Distorsion Parti/personnalité</i>
	Ensemble 100%	44	41	15
Sexe	Homme	44	44	12
	Femme	44	38	18
Age de fin d'études	14 ans et moins	37	45	18
	15-16 ans	37	44	19
	17-19 ans	45	40	15
	20-22 ans	47	41	12
	23 ans et plus	51	39	10
	En cours d'études	54	31	15
Intérêt pour la politique	Beaucoup	45	50	5
	Assez	47	42	11
	Peu	45	37	18
	Pas du tout	36	39	25
Préférence partisane	LO	60		40
	LCR	98		2
	PC	81		19
	MRC	47		53
	PS	88		12
	Rad. de gauche	82		18
	Les Verts	72		28
	Autres écologistes	71	29	
	CPNT	49	51	
	UDF		86	14
	UMP		92	8
	MPF		87	13
	Front national		90	10

Tableau 22 : La cohérence et la distorsion entre le choix partisan et le choix de personnalité

Dans cette première vague du BPF, réalisée, il convient de le garder présent à l'esprit, en pleine crise du CPE, l'âge a un très grand effet sur le rapport gauche/droite : 52% des 18-24 ans choisissent la gauche contre seulement 28% la droite, en revanche 54% des plus de 65 ans se tournent vers la droite, 32% seulement retenant la gauche :

L'avantage de la gauche dans les tranches d'âge les plus jeunes

	<i>Cohérence Parti/personnalité de gauche</i>	<i>Cohérence Parti/personnalité de droite</i>	<i>Ecart</i>
18-24 ans	52%	28%	+24
25-34 ans	50%	35%	+15
35-49 ans	46%	38%	+8
50-64 ans	44%	42%	+2
65 ans et plus	32%	54%	-22

Tableau 23 : La cohérence parti / personnalité selon l'âge

Il faut enfin relever la relative mais persistante faiblesse de la gauche en milieu ouvrier alors que celle-ci creuse son avantage dans les couches moyennes (professions intermédiaires et employés)

L'avantage de la gauche plus net dans les classes moyennes que chez les ouvriers

<i>Profession actuelle de l'interviewé</i>	<i>Cohérence Parti/personnalité de gauche</i>	<i>Cohérence Parti/personnalité de droite</i>	<i>Ecart</i>
Profession intermédiaire	53%	34%	+19
Employé	51%	32%	+19
Ouvrier	45%	35%	+10

Tableau 24 : La cohérence parti / personnalité selon la profession actuelle de l'interviewé

La distorsion entre choix partisan et choix de personnalité : « cœur de cible » de la prochaine campagne de l'élection présidentielle ?

S'agissant de la distorsion entre choix partisan et choix de personnalité, l'âge de fin d'études et l'intérêt pour la politique jouent également un grand rôle dans l'importance du phénomène mais cette fois-ci de façon convergente et donc plus classique par rapport aux canons de la sociologie électorale. Plus le niveau d'intérêt pour la politique est faible, plus l'âge de fin d'études est précoce, plus la distorsion est répandue. C'est également vrai parmi les 18-24 ans (20% de distorsion), les catégories populaires (20% chez les ouvriers, 17% chez les employés) qui sont assez nombreux à dissocier leurs sympathies partisans et le choix de la personnalité politique dont ils se sentent le plus proche. D'un point de vue politique, il faut relever qu'une part significative de la gauche extrémiste (40% à LO) et de la gauche périphérique (53% au MRC et même 28% chez les Verts dont le poids électoral n'est pas négligeable) enregistre une distorsion entre ses choix de partis et de personnalités.

Au fond des choses, la distorsion s'inscrit de façon étroite dans le rapport d'éloignement à l'égard du système politique. Plus de la moitié des électeurs qui se retrouvent dans cette attitude sont des « hors système » et lorsqu'ils ne le sont pas, ils sont aux trois quarts « défiants » à l'égard du système politique.

Les interviewés en distorsion sont massivement « hors système » ou défiants

	<i>Cohérence Parti/personnalité de gauche</i>	<i>Cohérence Parti/personnalité de droite</i>	<i>Distorsion Parti/personnalité</i>
Intégrés	30	34	12
Défiants	38	37	35
Hors système	32	29	53
	100%	100%	100%
Rapport intégrés / défiants :			
Intégrés	44	48	27
Défiants	56	52	73
	100%	100%	100%

Tableau 25 : La cohérence et la distorsion selon le rapport au système politique

Conclusion

Cette première vague du Baromètre Politique Français montre l'ampleur de deux tendances qui avaient largement contribué à la forte victoire du « non » lors du référendum de mai 2005 : le pessimisme social et la défiance politique. L'effet de conjoncture du mouvement anti-CPE a pu renforcer, fin mars-début avril 2006, l'expression de ces tendances de fond.

Mais au-delà des effets de conjoncture, le BPF permet de comprendre comment le pessimisme profond sur l'état et l'avenir de la société et de l'économie française se nourrit du sentiment d'une France qui souffre des changements du monde (mondialisation, Europe, mobilités croissantes). Ce sentiment du déclin irrigue toutes les catégories sociales et toutes les familles politiques. Mais, ce « déclinisme » a deux faces : celle du déclin-valeurs davantage ressenti à gauche et celle du déclin-puissance davantage ressenti à droite. Le premier a fortement alimenté le vote « non » en 2005 et porte en lui pour une part une demande de repli et de protection qui peut déboucher sur le protectionnisme. Le second n'est pas du tout porteur des mêmes conséquences politiques et culturelles car il appelle davantage à la demande d'adaptation à la nouvelle donne mondiale.

Face à cette société française taraudée par les inquiétudes, le doute et, parfois, le « déclinisme », le système politique est mis à rude épreuve car il doit dégager, dans cette période pré-présidentielle, des réponses à toutes ces inquiétudes et interrogations de la société française sur elle-même et ses capacités à s'adapter aux « grands vents du dehors ». L'inscription de ces réponses dans des projets politiques à l'aune du prochain quinquennat sera la pierre de touche de la campagne pour l'élection présidentielle de 2007. Le défi à relever pour les femmes et les hommes politiques qui vont participer à celle-ci est d'ampleur car, à douze mois de l'échéance, c'est la défiance politique qui domine et que met en évidence cette première vague du BPF. Les électeurs défiant ou « hors système » constituent presque trois quarts du corps électoral. Cette crise de confiance touche, là aussi, tous les milieux sociaux et toutes les familles politiques. Elle ouvre la voie, comme dans nombre d'échéances électorales précédentes (présidentielle de 2002, référendum de 2005), à l'expression protestataire et à d'éventuelles perturbations des équilibres politiques traditionnels.

A un an du premier tour de l'élection présidentielle de 2007, ces équilibres donnent l'avantage à la gauche sur le plan partisan et à la droite sur le plan des personnalités. 85% des électeurs se retrouvent dans une adéquation minimale entre leurs choix partisans et leurs choix de personnalités. En revanche, 15% de l'électorat est dans une situation de distorsion entre les deux choix. La défiance qui n'a cessé de monter depuis une quinzaine d'années vis à vis de la politique encourage nombre d'électeurs à prendre la liberté de dissocier leurs tropismes partisans et leurs choix de personnalité. Les fidélités politiques sont moins importantes chez ces électeurs et le comportement de ce groupe dans un an sera décisif pour l'issue de l'élection présidentielle.

Telle qu'elle apparaît à travers cette première vague du Baromètre politique français, l'énigme de la présidentielle porte avant tout sur la capacité pour la gauche de garder, pour la droite de séduire ou pour l'extrême droite de récupérer cette fraction de l'électorat, assez populaire, qui se classe plutôt à gauche mais apparaît comme éloignée du système politique et sujette, plus que d'autres fractions, à l'hésitation politique et électorale.



Centre de Recherches Politiques de Sciences Po

LE BAROMÈTRE POLITIQUE FRANÇAIS (2006-2007)

2^{ème} vague – Automne 2006

**LES EFFETS DE L'INFORMATION TÉLÉVISÉE SUR LES ÉVALUATIONS POLITIQUES
ET LES PRÉOCCUPATIONS DES ÉLECTEURS FRANÇAIS**

Vincent TIBERJ et Thierry VEDEL

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP. Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po

Les effets de l'information télévisée sur les évaluations politiques et les préoccupations des électeurs français

Vincent TIBERJ et Thierry VEDEL

Les effets de l'information télévisée sur les évaluations politiques et les préoccupations des électeurs français

Ce rapport étudie les relations entre les électeurs et l'information télévisée en proposant, à partir de la deuxième vague du BPF (septembre 2006), une première analyse des effets des JT regardés sur les évaluations politiques et les préoccupations des électeurs. Il fournit également des données comparatives sur l'évolution des pratiques d'information politique entre le printemps et l'automne 2006.

Résumé.....	28
1) L' Evolution des pratiques d' Information politique entre mars-avril et septembre 2006.....	28
1) De la confiance dans les médias à leur utilisation	28
2) Les logiques d'écoute des JT et les profils de leurs auditoires n'ont pas changé entre les deux vagues du BPF.....	28
2) Les effets de l' écoute du JT sur les perceptions politiques et les preoccupations des electeurs.....	28
1) L'existence d'un effet chaîne sur les évaluations politiques des électeurs	28
3) L'agenda des électeurs découle d'abord de leurs préférences politiques.....	29
L'évolution des pratiques médiatiques entre avril et septembre 2006.....	29
De la confiance dans les médias à leur utilisation	29
Les JT qu'on regarde.....	31
Les effets de l'écoute du JT sur les perceptions politiques.....	31
Les médias et les autres sources d'information.....	32
La contribution des JT à la connaissance du collectif.....	33
La perception du collectif n'est pas que médiatique.....	34
Effets d'information des JT, idéologie et connaissances personnelles: premiers résultats.....	35
<i>L'effet chaîne est en septembre 2006 plus fort sur l'évaluation de la délinquance que sur celle du chômage</i>	36
<i>L'effet chaîne n'est pas constant, mais varie dans le temps</i>	39
Retour sur l'effet d'agenda des JT	42
<i>L'agenda des électeurs est d'abord fonction de leurs préférences politiques</i>	43
<i>Les JT renforcent ou minimisent les effets des préférences politiques</i>	45

Résumé

Le premier rapport sur les électeurs français et l'information télévisée, issu de la première vague du baromètre politique français (BPF) réalisée en mars-avril 2006, traitait principalement des pratiques d'écoute des journaux télévisés (JT) et des profils sociologique et politique de leurs auditoires.

Ce deuxième rapport étudie les relations entre les électeurs et l'information télévisée sous un autre angle en proposant, à partir de la deuxième vague du BPF (septembre 2006), **une première analyse des effets des JT regardés sur les évaluations politiques et les préoccupations des électeurs** (section 2 du résumé). Il fournit également quelques données comparatives sur l'évolution des pratiques d'information politique entre le printemps et l'automne 2006 (section 1 du résumé).

1) L'ÉVOLUTION DES PRATIQUES D'INFORMATION POLITIQUE ENTRE MARS-AVRIL ET SEPTEMBRE 2006

1) *De la confiance dans les médias à leur utilisation*

A) Alors que les électeurs de la 1^{ère} vague étaient interrogés sur les médias en lesquels ils avaient le plus **confiance**, ceux de la 2^{ème} vague ont été interrogés sur les médias qu'ils **utilisaient** le plus souvent pour s'informer en matière politique. Ce changement ne modifie pas la hiérarchie des médias préférés et **la télévision voit même son statut de principale source d'information politique renforcé**.

B) Lorsqu'on étudie les deux médias utilisés le plus souvent (en premier OU en second), **trois combinaisons dominent: télévision et radio (28% des personnes interrogées), télévision et presse écrite régionale ou PQR (24%), enfin télévision et presse quotidienne nationale ou PQN (15%)**. Ces combinaisons varient assez sensiblement en fonction de la CSP, du niveau d'études et du niveau d'implication politique. Par exemple, les catégories supérieures et intellectuelles, ou les électeurs qui sont politiquement impliqués, vont bien davantage combiner radio et presse quotidienne nationale que les autres.

C) Les pratiques d'information des électeurs les plus jeunes sont assez distinctes de celles de leurs aînés : alors que les électeurs les plus âgés tendent très majoritairement à combiner la télévision soit avec la radio, soit avec la PQR, les combinaisons des jeunes électeurs sont sensiblement plus diversifiées, avec un tropisme très distinctif pour la combinaison TV et internet (20% des 18-24 ans).

2) *Les logiques d'écoute des JT et les profils de leurs auditoires n'ont pas changé entre les deux vagues du BPF.*

A) Le 20 h de TF1 reste largement dominant et son public est celui qui reproduit le plus la structure de l'électorat. L'auditoire du 20h de F2 est le plus singulier (nette orientation à gauche, niveau d'études et d'intérêt politique plus élevé). Le public du 19-20h de F3 se rapproche davantage de celui de TF1 que de celui de F2.

B) Cette stabilité est peu surprenante : **l'écoute du JT relève de l'habitude et est une pratique évoluant très lentement dans le temps**. Toutefois, des évolutions dans les pratiques d'écoute du JT ne sont pas exclues au fur et à mesure que la campagne pour l'élection présidentielle va s'intensifier. Il sera particulièrement intéressant d'observer ceux qui ne regardent pas le JT (qui pour l'instant se partagent presque également en un groupe de personnes faiblement intéressées par la politique et un groupe de personnes qui sont au contraire très intéressées par la politique, et se tournent pour l'instant surtout vers la PQN).

2) LES EFFETS DE L'ÉCOUTE DU JT SUR LES PERCEPTIONS POLITIQUES ET LES PRÉOCCUPATIONS DES ÉLECTEURS

1) *L'existence d'un effet chaîne sur les évaluations politiques des électeurs*

A) Les perceptions et attitudes politiques des individus se forment à l'aide de trois sources d'information principales : les informations que l'on tire de sa situation et de son expérience personnelles ; les informations issues de conversations ou de discussions avec des proches qui sont liées aux réseaux d'interconnaissance de chaque individu ; enfin, les informations obtenues des médias, dont l'une des fonctions est de diffuser une connaissance du collectif transcendant les connaissances personnelles.

Suivant les questions qu'il s'agit d'évaluer, les électeurs s'appuient sur l'une ou l'autre, ou sur une combinaison, de ces sources d'information. On peut considérer qu'il y a **une influence de la chaîne regardée (ce que nous appelons un effet chaîne) lorsque, à orientation politique et catégorie socio-professionnelle constantes, le jugement qu'on porte sur une question politique particulière varie en fonction de la chaîne qu'on regarde**.

B) En septembre 2006, cet effet chaîne s'est surtout manifesté sur l'évaluation de la délinquance. Par exemple, parmi les électeurs de gauche, la probabilité d'évaluer la délinquance à la hausse est de 33% si le JT regardé le plus souvent est diffusé sur France 2, tandis qu'elle est de 45% chez les électeurs de gauche qui regardent les JT de TF1.

En revanche, lorsqu'il s'agit de porter un jugement sur l'évolution du chômage, l'influence du JT regardé n'apparaît plus. Ce sont alors les orientations politiques ou les informations tirées de l'expérience personnelle qui jouent le plus sur les perceptions des électeurs.

C) On ne peut pas expliquer l'effet chaîne par la nature du sujet traité, les téléspectateurs étant sensibles aux informations que les JT diffusent sur certains sujets (comme la délinquance), et insensibles aux informations des JT sur d'autres sujets (comme le chômage). En effet, le BPF montre que **les effets d'information des JT ne sont pas stables entre la première et la seconde vague du baromètre**. Ainsi, si en septembre 2006, l'influence du JT s'exerce sur l'évaluation de la délinquance et pas sur celle du chômage, en mars-avril 2006, c'était l'inverse : la probabilité de juger à la hausse le chômage variait à cette époque en fonction du JT regardé, alors que la probabilité de juger la délinquance à la hausse n'était que peu affectée par le JT regardé.

Il semble donc que l'effet chaîne est surtout lié à l'écriture médiatique propre à chaque JT, c'est à dire à la façon dont chaque JT traite et présente l'information, notamment en alertant plus ou moins fortement son auditoire sur l'évolution des problèmes.

2) L'agenda des électeurs découle d'abord de leurs préférences politiques

A) Globalement, l'influence de la chaîne regardée sur l'agenda des électeurs est relativement faible. Lorsque cette influence existe, c'est pour minorer ou accentuer les préoccupations découlant des orientations politiques.

B) L'effet d'agenda des JT dépend du type d'enjeu. Il y a des enjeux transversaux qui préoccupent l'ensemble des Français au-delà de leur diversité sociale et politique et de leurs pratiques d'écoute du JT, comme l'enjeu de l'emploi. Il y a quelques enjeux qui sont conditionnés par l'écoute du JT (mais pas seulement), comme par exemple la sécurité. Il y a enfin d'autres enjeux qui s'inscrivent dans une logique essentiellement idéologique, comme les inégalités et l'immigration.

L'évolution des pratiques médiatiques entre avril et septembre 2006

Avant de commenter l'évolution des pratiques médiatiques des électeurs français entre avril et septembre 2006, il convient de noter que deux changements ont été apportés au questionnaire utilisé pour le BPF.

De la confiance dans les médias à leur utilisation

Alors que le questionnaire de la première vague interrogeait les électeurs sur les médias en lesquels ils avaient le plus **confiance**, en premier et en second, pour s'informer en matière politique, le questionnaire de la deuxième vague a demandé aux électeurs quel média ils **utilisaient** le plus souvent, en premier et en second, pour s'informer en matière politique.

Comme on peut le constater dans le tableau 1, la hiérarchie d'utilisation des médias et la hiérarchie des confiances dans les médias sont très proches. Les principales différences concernent la télévision et la presse écrite nationale (PQN). Le pourcentage des électeurs qui utilisent la télévision comme première source d'information politique (58%) est sensiblement supérieur au pourcentage des électeurs qui ont confiance en ce vecteur (43%). Inversement, il y a proportionnellement moins d'électeurs qui lisent la PQN que d'électeurs qui ont confiance en celle-ci.

Il apparaît néanmoins que l'utilisation des médias et la confiance qu'on leur porte sont fortement corrélés, mais - ainsi que nous l'avions indiqué dans le premier rapport¹ - sans qu'on sache si on utilise un média parce qu'on a confiance en lui, ou bien si l'on a confiance dans un média parce qu'on l'utilise. Le tableau 1 suggère toutefois que l'utilisation d'un média n'est pas seulement liée à la confiance qu'on lui porte mais peut procéder d'autres facteurs, et tout particulièrement de leur accessibilité. Si certains électeurs utilisent la télévision alors qu'ils n'ont pas forcément confiance en elle, c'est sans doute parce que la télévision est la source d'information la plus facilement disponible. Et, inversement, si certains électeurs qui ont confiance dans la PQN ne lisent pas celle-ci, c'est probablement parce que l'achat et/ou la lecture du journal réclame un certain effort.

A part cette différence, la vague 2 confirme, et même souligne encore davantage, la place centrale qu'occupe la télévision dans l'information politique des électeurs français.

¹ Vedel, Thierry, *Les électeurs français et l'information télévisée*, CEVIPOF, juin 2006.

	Média utilisé en 1 ^{er} (vague 2)	Confiance dans médias en 1 ^{er} (vague 1)	Média utilisé en second (vague 2)	Confiance dans médias en second (vague 1)
Télévision	58	43	23	23
Radio	17	17	23	22
PQN	11	20	16	20
PQR	9	12	23	23
Internet	5	5	9	8
Presse gratuite	1	1	3	3

La question sur l'utilisation des médias permet par ailleurs d'étudier de façon plus fine les pratiques d'information politique des Français en examinant les deux médias qu'ils utilisent en premier OU en second façon s'informer en matière politique. Ainsi que le montre le tableau, trois combinaisons dominent: télévision et radio (28% des personnes interrogées), télévision et PQR (24%), enfin télévision et PQN (15%).

Ces combinaisons varient plus ou moins en fonction de certaines variables socio-démographiques. Ainsi les professions libérales, cadres supérieurs et enseignants s'appuient bien davantage sur la radio et la PQN que les employés et ouvriers, qui eux ont plutôt recours à la télévision associée soit à la radio, soit à la PQR. Le niveau d'implication politique² affecte également les deux médias qu'on associe le plus souvent pour s'informer en matière politique. Les personnes les plus impliquées politiquement combinent bien plus fréquemment que les personnes peu impliquées la télévision et la PQN et surtout la radio et la PQN.

	TV et radio	TV et PQR	TV et PQN	TV et internet	Radio et PQN	Radio et PQR
Ensemble	28	24	15	8	6	4
Moins que le bac	31	29	14	7	4	4
Bac	21	18	20	14	9	3
Plus que le bac	25	10	18	11	14	3
18-34	24	15	15	17	9	1*
35-49	29	25	15	8	6	3
50 et +	31	30	15	2	6	5
Prof libérales, cadre sup, enseignants	24	11	18	7	14	5
Prof intermédiaire	26	19	17	8	10	5
Employés	32	28	14	9	3	3
Ouvriers	34	30	11	7	3	5
Peu impliqué politiquement	33	26	10	11	2	2
Très impliqué politiquement	22	19	21	6	14	3

* Effectifs très faibles

Par ailleurs, la deuxième vague du BPF apporte un éclairage assez inattendu sur les pratiques d'information politique des jeunes gens. Comme on pouvait s'y attendre, les 18-24 ans sont les seuls à utiliser significativement l'internet: c'est le cas de 14% d'entre eux (pour seulement 5% dans l'ensemble de la population). De façon plus surprenante, l'âge joue assez peu sur l'utilisation de la PQN comme première source d'information politique, et la propension des 18-24 ans à utiliser celle-ci est même légèrement plus forte que celle des 25-49 ans. Par ailleurs, lorsqu'on examine les deux médias les plus utilisés, les pratiques d'information des électeurs les plus jeunes sont assez distinctes de celles de leurs aînés : alors que les électeurs les plus âgés tendent très majoritairement à combiner la télévision soit avec la radio, soit avec la PQR, les combinaisons des jeunes électeurs sont sensiblement plus diversifiées, avec un tropisme très distinctif pour la combinaison TV et internet (20% des 18-24 ans).

² L'implication politique est un indicateur qui recouvre trois dimensions : l'intérêt pour la politique, la capacité à se positionner sur une échelle gauche droite, la confiance dans la gauche ou la droite pour gouverner le pays.

Les JT qu'on regarde

Le deuxième changement apporté au questionnaire de la vague 2 concerne la question sur le journal télévisé le plus souvent regardé.

Pour la vague 1 du BPF, la question sur les JT était fermée et une liste de JT était proposée aux personnes interrogées (avec rotation des items). Pour la vague 2, on a interrogé les électeurs sur le journal qu'ils regardaient le plus souvent de façon ouverte, en leur demandant, pour les chaînes offrant plusieurs JT, de préciser l'horaire du JT regardé.

Ce nouveau libellé permet de mesurer plus précisément la réalité des pratiques d'écoute du JT³. Il ne change pas fondamentalement les résultats de la première vague. La hiérarchie des JT les plus souvent regardés reste la même et le 20h de TF1 reste le JT le plus populaire.

Les facteurs conditionnant le choix du JT ne changent pas non plus: par exemple, un niveau de diplôme élevé tend à favoriser l'écoute du 20h de F2, les ouvriers et employés regardent davantage que les autres catégories socio-professionnelles le 20 h de TF1, les téléspectateurs les plus âgés ont une préférence plus marquée que les autres pour le 13h de TF1.

De la même façon, le profil sociologique ou politique des auditoires reste le même entre les deux vagues du BPF. L'auditoire du 20h de TF1 est toujours celui qui ressemble le plus à l'ensemble de la population des électeurs et l'on retrouve dans la deuxième vague la proximité entre les auditoires de TF1 et de F3. Le public des JT de Canal Plus et de M6 est le plus jeune et surtout composé d'employés et d'ouvriers. Enfin, le profil des téléspectateurs des chaînes d'information continue reste le plus atypique : nettement plus diplômé, plus intéressé par la politique et composé majoritairement de cadres supérieurs, professions libérales et enseignants.

Cette stabilité est peu surprenante dans la mesure où l'écoute du JT relève de l'habitude et est une pratique évoluant très lentement dans le temps. Toutefois, des évolutions dans les pratiques d'écoute du JT ne sont pas exclues au fur et à mesure que la campagne pour l'élection présidentielle va s'intensifier. Et il sera intéressant de comparer l'écoute du JT lors de la première vague (mars-avril 2006) et de la quatrième vague (début 2007).

	<i>20h TF1</i>	<i>20h F2</i>	<i>13h TF1</i>	<i>19-20 F3</i>	<i>13h F2</i>	<i>Autres JT</i>	<i>Aucun JT</i>
Audience l'ensemble des électeurs	33	16	14	10	4	19	5
Part d'audience de chaque JT	37	18	13	8	5	15	5
	35	17	14	10	4	20	-
	40	18	13	8	5	16	-

Vague 1 (mars-avril 2006) en italique: Choix dans une liste proposée aux personnes interrogées
Vague 2 (septembre 2006): Question ouverte (réponse non suggérées).

LES EFFETS DE L'ÉCOUTE DU JT SUR LES PERCEPTIONS POLITIQUES

La science politique et la sociologie des médias ont depuis longtemps démontré que les effets des médias sur l'électorat n'ont ni l'intensité ni les caractéristiques qu'on leur prête généralement. Si l'idée que les médias disent comment il faut penser est très courante, dès les années 1950 cet effet s'est avéré marginal et a été régulièrement discuté. Plus qu'un effet persuasif jouant directement sur les opinions et les perceptions politiques, la littérature a plutôt mis en évidence des effets d'agenda - les médias disant non pas ce qu'il faut penser mais ce à quoi il faut penser et définissant les enjeux et problèmes qui vont compter dans l'élection - ou encore des effets de cadrage - les médias diffusant des manières spécifiques d'appréhender la réalité sociale et proposant de petites théories implicites du politique ; enfin des effets d'amorçage - les médias pesant sur les critères d'évaluation des personnalités politiques ou de l'action gouvernementale. Pourtant, même ces effets restent discutés. Ainsi, les questions inscrites sur l'agenda des médias ne se retrouvent pas nécessairement sur l'agenda des électeurs : c'était le cas par exemple de l'enjeu cohabitation en 1986, un des sujets les plus débattus par les responsables politiques et les médias, et l'un des moins prégnants dans les priorités de l'électorat.

³ On peut en effet penser que les personnes qui regardent effectivement un JT ont plus de facilité à citer spontanément celui-ci, alors que le choix dans une liste peut permettre d'afficher un comportement désirable. Plus que réel.

Les médias et les autres sources d'information

Pour bien comprendre les effets politiques que les médias peuvent exercer, il faut situer ceux-ci dans l'ensemble des sources d'information dont disposent les électeurs.

Les perceptions et attitudes politiques des individus se forment à l'aide de trois sources d'information principales : les informations que l'on tire de sa situation et son expérience personnelles, les informations issues de conversations ou de discussions avec des proches (parents, amis ou collègues de travail) et qui sont donc liées aux réseaux d'interconnaissance de chaque individu, enfin les informations obtenues des médias.

L'influence respective de ces trois sources d'information continue de faire débat parmi les politologues et sociologues de la communication. Certains ont ainsi distingué deux types d'électeurs : les égo-tropiques dont les attitudes et perceptions politiques sont avant tout fondées sur des déterminants individuels (les priorités personnelles de l'électeur, ses valeurs propres ou l'évaluation de sa situation) ; les socio-tropiques dont les attitudes relèvent de déterminants collectifs (la perception de l'évolution du pays ou de la situation des groupes qui le composent, les problèmes qui se posent à la collectivité). Naturellement dans le cas du vote socio-tropique, ce n'est pas le groupe qui s'exprime à travers le vote d'un individu mais la perception qu'à l'individu de la situation et de l'intérêt du groupe qui lui importe (une minorité, une classe sociale, voire le pays lui-même). Si les électeurs égo-tropiques fonctionnent principalement à partir de leur situation personnelle, comment les électeurs socio-tropiques peuvent-ils parvenir à une connaissance et une évaluation du collectif ?

Dans un important ouvrage consacré à cette question⁴, Diana Mutz envisage plusieurs hypothèses. Ces électeurs peuvent généraliser (voire extrapoler) les informations tirées soit de leur situation et expérience personnelles, soit des réseaux interpersonnels auxquels ils appartiennent. Mais c'est surtout, selon Diana Mutz, les informations des médias qu'ils utilisent. Ces derniers sont les seuls acteurs qui parlent le plus intensivement et systématiquement de la situation collective, au-delà de l'horizon immédiat de chaque individu. Ils sont les seuls à proposer de façon continue une expérience du collectif qui transcende l'expérience individuelle de chaque électeur.

Ce rôle spécifique des médias pourrait expliquer certains des décalages d'opinion qu'on a pu enregistrer ces dernières années en France. Ainsi, pourquoi un vote anti-immigré s'est-il développé en 2002 dans des territoires où l'immigration est quasiment absente ? Quand on demande aux Français les causes des émeutes de novembre 2005, 23% répondent « l'importance des bandes et des trafics » et 15% « l'immigration ». Mais quand on pose la même question aux habitants des zones urbaines sensibles, en prise directe avec le problème, ils ne sont plus que 13,5% et 3,5% respectivement à évoquer ces deux causes, alors qu'on compte autant d'individus ethnocentristes ou autoritaires dans les deux échantillons⁵. Si un tel écart existe n'est-ce pas parce que l'information sur les émeutes d'un côté transite par les médias et de l'autre est de « première main » ?

L'expérience du collectif que fournissent les médias pourrait ainsi peser sur l'évaluation que les électeurs se font de la situation de la société en son ensemble et donc colorer nombre de leurs comportements. Si les politiques de lutte contre le chômage sont considérées comme inefficaces, la possibilité d'un vote sanction est possible parmi les socio-tropiques économiques. Si la délinquance est perçue en augmentation c'est directement le bilan de Nicolas Sarkozy qui se trouve sur la sellette. On le voit cet effet média pourrait s'avérer déterminant lors de la présidentielle.

Mais cet effet « expérience du collectif » démontré pour les Etats-Unis par Diana Mutz s'applique-t-il vraiment en France ? Est-il marginal ou déterminant ? Quand il s'agit d'évaluer la situation du pays les Français s'appuient-ils autant sur les médias qu'outre-Atlantique, ou bien sont-ils davantage enclins à généraliser à partir de leur environnement immédiat, suivant ce qu'on peut appeler une « heuristique du proche⁶ » ? Est-il systématique ou dépend-il des sujets traités ? Y a-t-il des expériences collectives où l'effet des médias est contré par des résistances plus fortes de la part des individus ?

⁴ Diana Mutz, *Impersonal Influence: How Perceptions of Mass Collectives Affect Political Attitudes*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

⁵ Enquête Banlieue, décembre 2005, représentative de la population française, Enquête ZUS, juin 2006, représentative des habitants des Zones Urbaines Sensibles. Enquêtes dirigées par Sylvain Brouard et Vincent Tiberj avec le soutien financier du SIG, du Ministère de l'Intérieur et de la Fondation Jean Jaurès.

⁶ Une heuristique est une procédure qui permet de parvenir à un jugement ou à une décision en minimisant la quantité d'informations utilisées. Ainsi, lorsqu'on élabore une opinion sur l'ensemble du pays en utilisant seulement quelques informations tirées de son environnement immédiat, on met en œuvre une heuristique du proche.

La contribution des JT à la connaissance du collectif

Pour mesurer l'effet « expérience du collectif » que les JT sont susceptibles d'avoir, nous nous intéresserons à deux questions figurant dans le BPF qui portent sur l'évaluation de l'évolution de la délinquance et celle de l'évolution du chômage. Ces deux questions ont pour caractéristique d'avoir été posées selon une double modalité. On a en effet demandé aux personnes interrogées comment elles évaluaient l'évolution de la délinquance/du chômage au cours des derniers mois d'une part au plan national, d'autre part au plan local.

	<i>La délinquance en France</i>	<i>La délinquance au niveau local</i>
A augmenté	44	30
Est restée stable	42	58
A diminué	14	11
	<i>Le chômage en France</i>	<i>Le chômage au niveau local</i>
A augmenté	28	27
Est resté stable	31	51
A diminué	41	22

Comme on le voit, la perception de l'évolution de la délinquance (ou du chômage) ne sont pas identiques suivant le niveau auquel on se place. Les électeurs font davantage un constat de stabilité au niveau local alors qu'au niveau national ils sont davantage enclins à percevoir une augmentation (délinquance) ou une diminution (chômage). Ainsi, les évaluations de la situation *globale* du chômage ou de la délinquance ne reflètent pas directement celles effectuées pour le niveau *local* (dont on peut penser qu'elles sont principalement effectuées à partir de la situation personnelle de la personne interrogée). Ou, autrement dit, ***la perception du collectif n'est pas une simple généralisation de l'expérience personnelle des personnes interrogées.*** Toute la question est alors de savoir dans quelle mesure les médias modifient et affectent cette perception du collectif (tableau).

		<i>Chaîne du JT le plus regardé</i>				
La délinquance en France		TF1	F 2	F3	Info cont.	Autres JT
A augmenté	44	49	38	44	25	41
Est restée stable	42	35	49	45	58	50
A diminué	14	16	13	11	17	10
Le chômage en France						
A augmenté	28	28	26	28	10	29
Est resté stable	31	29	34	38	32	29
A diminué	41	43	40	34	58	42

En première approche, l'effet des JT sur l'appréciation de l'évolution globale de la délinquance et du chômage n'est pas si prononcé qu'on pourrait le penser. Pourtant la télévision a souvent été accusée de fausser la perception des électeurs sur la situation du pays. Cela a été notamment le cas lors de la campagne présidentielle de 2002, durant laquelle on a reproché à TF1 (et dans une moindre mesure à France 2) de donner une trop grande importance à la question de l'insécurité. Grâce au BPF, on dispose d'un moyen de mesurer cette possibilité en comparant les perceptions politiques des Français en fonction du JT regardé.

Plus précisément, les auditoires des JT reflètent trois grands types de pratiques d'information : une pratique modérée (de l'ordre de 30 minutes par jour) et généraliste, qui est celle des téléspectateurs des JT de TF1, de France 2 et de France 3⁷ ; une pratique plus « légère » qui est celle des JT de Canal + et de M6 (indiqués comme Autres JT dans le tableau) qui se caractérisent par un format plus court, avec une forte dominante de l'image ; enfin, d'une pratique d'information très intensive, propre aux publics des chaînes d'information continue, LCI et i-télé, qui constituent un groupe marginal en terme de poids (2,5% de l'échantillon) mais aussi au profil atypique (forte proportion de cadres supérieurs, niveau d'études élevé, fort intérêt pour la politique).

La singularité de ce dernier auditoire se vérifie quand il s'agit d'évaluer la situation du chômage et de la délinquance : c'est le seul public dont les réponses correspondent peu ou prou à l'évolution des chiffres officiels. Ainsi, sur le

⁷ A noter que l'information sur France 3 a une particularité : celle des déclinaisons régionales qui devraient peser notamment sur l'appréciation des évolutions du chômage et de la délinquance au niveau local. C'est d'ailleurs ce que l'on constate sur le chômage puisque cet auditoire se distingue des autres par sa perception haussière.

chômage, ils sont 58% à considérer qu'il a diminué tandis que la proportion de ceux qui l'évalue à la hausse est trois fois moins importante que dans tous les autres auditoires. C'est l'auditoire qui connaît le mieux les évolutions mesurées par l'INSEE. Quant à la délinquance, l'évaluation des téléspectateurs des chaînes d'information continue est la plus nuancée de tous les auditoires. 58% d'entre eux pensent que la délinquance est restée stable, ce qui est la tendance suggérée par les chiffres officiels (une baisse globale des délits constatés sur l'année écoulée mais une augmentation de la délinquance de voie publique et notamment des atteintes aux personnes). Surtout, c'est le groupe où on constate le meilleur équilibre entre ceux qui considèrent la délinquance en augmentation et ceux qui l'estiment en hausse (17% contre 25%), alors que pour tous les autres auditoires le premier groupe dépasse de loin le second (il y a 3 à 4 fois plus d'électeurs qui pensent que la délinquance a augmenté plutôt que baissé).

En revanche, lorsqu'on examine les autres auditoires, les différences d'appréciation sont assez réduites. Pour le chômage, les divergences entre les publics de France 2, de TF1 et des autres chaînes ne dépassent pas les 5%. Seul le public de France 3 semble se singulariser, mais l'évaluation que ce public reste très éloignée de celles des consommateurs d'information continue⁸. Les évaluations de la situation de la délinquance varient davantage en fonction des JT regardés. Ainsi, entre le public de France 2 et celui de TF1, les différences d'appréciation concernant la hausse de la délinquance dépassent les 10 points de pourcentage, signe qu'un « effet chaîne » est éventuellement à l'œuvre. Au total, un continuum se dessine entre les publics des chaînes hertziennes qui, dans l'ensemble, tendent à estimer que la délinquance a plutôt augmenté : les auditoires les moins haussiers sont ceux des JT de France 2 et des autres chaînes (38% et 41%), puis vient l'auditoire de France 3 (44%) et enfin celui de TF1 (49%).

Néanmoins, l'effet des journaux télévisés regardés sur l'appréciation de l'état du pays n'apparaît pas de façon aussi manifeste et massive que le laisserait supposer la théorie de Diana Mutz (à l'exception du public atypique des chaînes d'information continue). Pour aller plus loin dans l'analyse, il est nécessaire de contrôler l'effet que chaque JT est susceptible d'exercer par d'autres facteurs socio-politiques.

La perception du collectif n'est pas que médiatique

Les chaînes de télévision ne s'adressent pas à des auditoires sélectionnés aléatoirement dans la population française. Ainsi le JT de TF1 touche un public beaucoup plus diversifié que les autres chaînes et c'est un auditoire où l'on trouve des individus de toutes les catégories, actifs ou inactifs, diplômés ou non diplômés, populaires ou issus des catégories favorisées, de gauche ou de droite. En revanche, le public des autres chaînes a un profil plus particulier. Ainsi le public du JT de France 2 comporte 49% d'électeurs de gauche (contre 32% pour le JT de TF1). Le public des JT de M6 et Canal+ est composé de 51% de moins de 34 ans (contre 28,5% pour TF1), tandis que les auditoires des JT de France 3 et France 2 sont plus âgés, plus de la moitié de leurs téléspectateurs ayant 50 ans et plus.

C'est pourquoi, avant de conclure à tout effet spécifique de l'écoute des JT, il faut contrôler les différences de perception qu'on peut observer selon les auditoires des JT par d'autres facteurs. En effet, si les téléspectateurs d'un JT ont des perceptions politiques particulières, cela peut être certes dû au fait qu'ils regardent ce JT, mais aussi à ce qu'ils ont en majorité un niveau d'études élevé, ou encore au fait que ce sont surtout des employés, ou encore à ce que ce sont des téléspectateurs aux préférences politiques affirmées.

Ces autres facteurs pèsent également (et plutôt fortement) sur l'appréciation de la situation du pays. Par exemple, le jugement sur l'évolution du chômage est plus haussier à gauche (32,5%) et chez les ni de gauche ni de droite (35%) que chez les individus se plaçant au centre (21%) ou à droite (14,5%). Il en va de même avec le diplôme ou la profession : le pourcentage de ceux qui considèrent qu'il y a eu hausse du chômage passe de 30% parmi les sans-diplômes, les diplômés du primaire et du secondaire, à 17,5% parmi les titulaires d'une licence ou plus ; il est de 17% parmi les cadres et professions intellectuelles et les artisans et commerçants contre 32,5% chez les employés et 34% chez les ouvriers.

De telles variations s'observent également lorsqu'on demande aux électeurs d'évaluer l'évolution de la délinquance. Les peu ou pas diplômés l'estiment deux fois plus souvent en augmentation que les titulaires d'une licence ou plus (49,5% contre 25,5%) ; les employés sont les ouvriers les plus nombreux à la considérer à la hausse (50% et 47%), contre 37% chez les artisans, commerçants et chefs d'entreprise et 29,5% chez les professions supérieures. Là encore, on constate un effet de la position idéologique des personnes interrogées (mais qui ne fonctionne pas dans le même sens que pour le chômage) : les personnes qui se classent à gauche considèrent que la délinquance a moins augmenté (38% sont de cet avis) que les personnes se classant ni à gauche ni à droite ou se classant à droite (respectivement 48% et 47%).

⁸ Une bonne manière de mesurer la divergence entre les publics sur ces questions est d'utiliser un indicateur comme le V de Cramer. Celui-ci donne une idée de l'intensité de variation (0 aucune variation, 1 variation maximale) dans le cas du chômage, le V de Cramer est de 0,07 quand le public des chaînes d'information continue est inclus dans l'analyse. Il n'est plus que de 0,05 quand il en est exclu, soit un indice extrêmement faible. En comparaison, pour la délinquance les V de Cramer sont respectivement de 0,11 et 0,1 soit l'indication d'une plus forte sensibilité des diagnostics émis par les personnes interrogées selon leurs inclinaisons télévisuelles.

Ainsi, quand il s'agit de juger de l'état du pays, les JT regardés ne sont donc pas le seul élément jouant sur les évaluations des individus. On peut classer les autres facteurs qui interviennent dans ces évaluations en deux catégories : l'idéologie et l'heuristique du proche.

Depuis les études de Katz et Lazarsfeld⁹ et de Leon Festinger¹⁰ (que les travaux les plus récents en psychologie politique ont confirmées et raffinées), on sait que l'idéologie politique des individus agit comme un filtre par rapport aux messages auxquels sont confrontés les électeurs. D'une part, joue un mécanisme de perception sélective de l'information. Les individus tendent à *s'exposer* sélectivement à des sources d'information conformes à leur idéologie (une personne achète ce journal plutôt qu'un autre car il est proche de ses préférences politiques). Ils tendent également à faire preuve d'une *attention* sélective aux informations qui leur sont proposées (en fonction de ses préférences politiques, un individu lit une rubrique particulière dans un magazine, ou écoute plus spécialement tel chroniqueur sur une radio). D'autre part, les individus tendent à minorer, voire à écarter, les messages qui sont dissonants par rapport à leurs schémas idéologiques, et à retenir les messages qui confirment ou renforcent leurs convictions ou connaissances préalables. Que la gauche soit la moins convaincue de la baisse du chômage, voire l'évalue plutôt à la hausse, correspond bien à ce schéma. Si les chiffres diffusés sur le chômage sont en désaccord avec leur évaluation globale du gouvernement, ils sont davantage enclins à : a) remettre en cause la véracité des chiffres (éventuellement en cherchant d'autres sources d'information plus en consonance avec leurs idées politiques) ; b) à ne pas prendre en compte ces chiffres dans leur évaluation de la situation actuelle du chômage.

L'heuristique du proche fonctionne différemment. Pour juger de la situation du pays, les électeurs se fondent sur ce qui se passe dans leur environnement immédiat (« physique » ou social) et infèrent ces observations locales au reste du pays. Que les ouvriers et les employés soient les plus nombreux à considérer la délinquance en hausse n'est pas fortuit : c'est également le groupe dont les chances d'être en contact avec elle sont les plus fortes, à travers leurs lieux d'habitation notamment. Il en va de même pour le chômage : dans un contexte de plus en plus défavorable aux emplois d'exécution et de montée de l'emploi précaire, ce sont les employés, les ouvriers et les moins diplômés qui subissent de plein fouet les évolutions structurelles du marché du travail, à la différence des cadres et des diplômés.

Effets d'information des JT, idéologie et connaissances personnelles: premiers résultats

Idéologie, heuristique du proche et effet d'information des chaînes de télévision : quel est parmi ces trois facteurs celui qui pèse le plus sur l'évaluation par les électeurs de la situation du pays ? Avant de présenter les premiers résultats issus du BPF, il faut d'abord noter que les deux premiers interagissent avec le troisième. L'idéologie et les observations personnelles tirées de l'environnement proche peuvent offrir des moyens de « résister » aux informations diffusées par les médias. Exemple: a) la télévision dit que le chômage baisse ; b) je suis de gauche et le gouvernement est de droite ; c) je ne crois pas les informations diffusées par la télévision que j'assimile au mieux à une information partielle, au pire à de la propagande. Ou, deuxième exemple : a) la télévision dit que le chômage baisse ; b) quelqu'un de ma famille n'arrive pas à trouver du travail depuis plus de 6 mois et une entreprise de ma ville vient d'annoncer un plan social ; c) je ne crois pas les informations diffusées par la télévision.

Ces trois facteurs peuvent également se renforcer mutuellement : a) la télévision dit que la délinquance augmente ; b) dans mon quartier, il y a eu encore des violences la semaine dernière, et/ou un de mes collègues de bureau s'est fait agresser dans la métro ; c) oui la délinquance augmente.

Pour évaluer l'incidence de ces différents facteurs sur l'évaluation de la situation du pays, nous avons utilisé une technique de modélisation, la régression logistique multinomiale. Pour des soucis de lisibilité, nous ne nous appesantirons pas sur les détails de l'analyse, mais en donnerons les résultats essentiels.

Pour bien comprendre l'intérêt de la méthode, il convient cependant d'en rappeler deux principes. Premièrement cette méthode permet de contrôler simultanément l'effet de plusieurs caractéristiques individuelles. Ici ce seront le niveau de diplôme, l'âge, la profession exercée, la position idéologique et la chaîne la plus regardée pour s'informer. Grâce à ce contrôle, on peut distinguer si les variations dans l'évaluation du chômage ou de la délinquance sont liées plus particulièrement à l'un ou l'autre de ces facteurs.

Deuxièmement, cette méthode permet de calculer pour chaque individu une probabilité de réponse aux questions posées et ainsi de relâcher la contrainte des effectifs dans une analyse¹¹. Dans les développements qui suivent on parlera donc de probabilité prédite : une probabilité de 1 (ou 100%) signifie par exemple qu'il est certain qu'un individu donne une réponse donnée (par exemple chômage en hausse), une probabilité de 0 (ou 0%) qu'il est certain qu'il ne donnera pas cette réponse, une probabilité de 0.5 (ou 50%) qu'il a une chance sur deux de la donner.

⁹ Katz E. et Lazarsfeld P. F., *Personal Influence*, Glencoe, Ill., Free Press, 1955.

¹⁰ Festinger L., *A theory of cognitive dissonance*, Stanford, Stanford University Press, 1957.

¹¹ Ce qui n'est pas le cas quand on travaille avec des tableaux croisés, où au fur et à mesure qu'on procède à des tris (par exemple, effet média par diplôme et par profession et par axe gauche/droite), les effectifs de chaque catégorie diminuent et où il ne reste parfois plus assez d'individus pour que le résultat soit significatif.

L'effet chaîne est en septembre 2006 plus fort sur l'évaluation de la délinquance que sur celle du chômage

Le premier fait marquant dans les résultats est que les trois facteurs ne jouent pas de la même manière selon ce qui doit être évalué. L'effet de l'écoute du JT d'une chaîne particulière – ce que nous appellerons dans la suite de ce rapport l'effet chaîne – est minimal, voire marginal, quand il s'agit d'évaluer la situation du chômage en France alors qu'il pèse fortement sur la délinquance (fig. 1 à fig. 4).

Pour le public des chaînes hertziennes (JT de TF1, France Télévisions ainsi que de M6 et Canal+¹²), deux cas de figure apparaissent. Pour l'évaluation du chômage, c'est l'heuristique du proche (qui s'exprime à travers la csp) et l'idéologie qui prévalent, alors que pour la délinquance ce sont les chaînes regardées et l'heuristique du proche qui jouent le plus sur l'évaluation des électeurs. Ainsi, quand il s'agit d'évaluer la situation du chômage, être de gauche ou de droite fait varier fortement la probabilité d'un diagnostic haussier : la probabilité de dire que le chômage augmente se situe entre 31% et 35% pour les électeurs se classant à gauche alors qu'elle n'est que d'environ 15% pour les électeurs se classant à droite (fig. 1). De même, il y a seulement de 16 à 17% de chances qu'on évalue le chômage à la hausse si l'on appartient à la catégorie « cadres supérieurs et professions libérales et enseignants » contre une probabilité de 33 à 34% si l'on est employé ou ouvrier (fig. 3). Dans les deux cas, le JT qu'on regarde n'a pas d'influence significative.

Les résultats sont différents lorsqu'il s'agit d'évaluer l'évolution de la délinquance. Indépendamment de la position des individus sur l'axe gauche/droite et de la profession qu'ils exercent, il y a un « effet chaîne » sur le diagnostic porté au sujet de l'état de la délinquance en France. Les personnes qui regardent les JT de TF1 ont presque 10% plus de chances de dire que la délinquance a augmenté que celles qui regardent les JT de France 2 (mais pas ceux de France 3) ou des autres chaînes (fig. 2), et ceci quel que soit le classement sur l'axe gauche-droite. Par exemple, parmi les électeurs de gauche, la probabilité d'évaluer la délinquance à la hausse est de 33% si le JT regardé le plus souvent est diffusé sur France 2, tandis qu'elle est de 45% parmi chez les électeurs de gauche qui regardent le plus souvent les JT de TF1.

Les employés regardant les informations sur France 2 diagnostiqueront la délinquance à la hausse avec une probabilité de 44%, tandis que la probabilité d'émettre le même jugement sera de 54% pour que les employés regardant les JT de TF1 (fig.4).

On peut noter que « l'effet chaîne » n'oppose pas simplement chaînes privées et chaînes publiques. Les probabilités de réponse des téléspectateurs des JT de France 3 sont plus proches de celles des téléspectateurs de TF1 que de ceux France 2. Cette proximité peut en partie s'expliquer par la sociologie des auditoires de chaque chaîne, mais en partie seulement. Ainsi, la probabilité d'évaluer la délinquance à la hausse chez les cadres supérieurs regardant F3 sera assez proche de celle des cadres supérieurs regardant F2. Mais pour les employés et les ouvriers, voire les professions intermédiaires, regardant F3, elle sera plus proche des mêmes catégories de téléspectateurs regardant les JT de TF1.

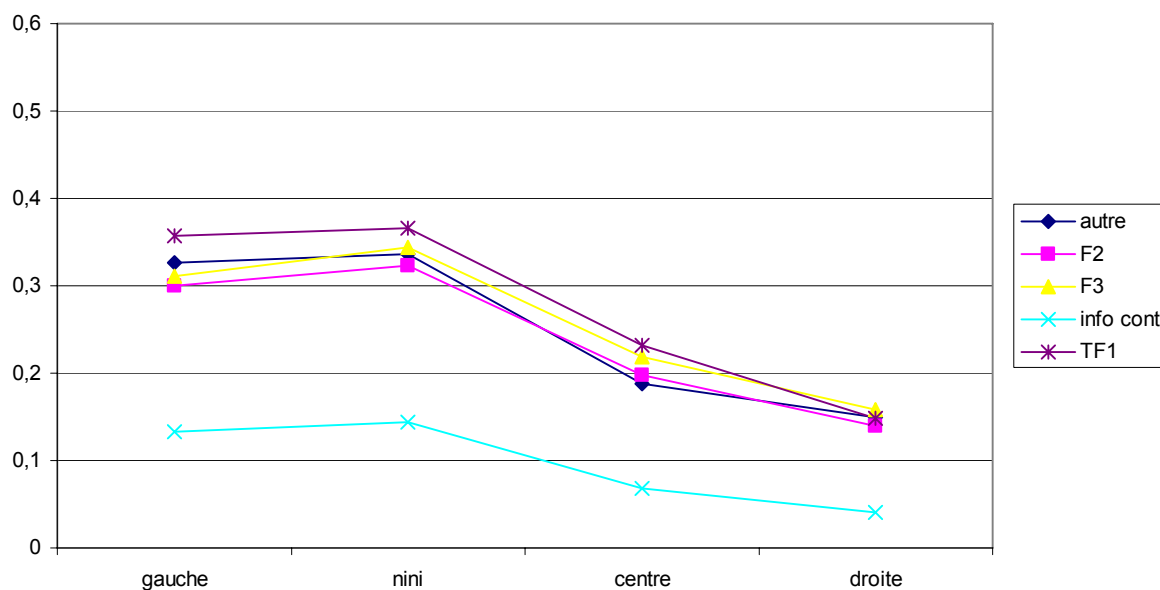
La chaîne regardée pour s'informer peut donc bien peser sur la perception politique de la situation collective. En revanche, et cela doit être souligné, l'effet chaîne disparaît quasiment complètement quand il s'agit d'évaluer l'état de la délinquance dans le voisinage de la personne interrogée (figure non fournie). Dans ce cas, c'est l'heuristique du proche qui domine.

Enfin, on notera la grande singularité de l'auditoire des chaînes d'information continue quelle que soit la situation à évaluer. Leurs probabilités de réponses sont nettement distinctes de celles des autres téléspectateurs. De plus, on observe certains résultats assez surprenants. Par exemple, les téléspectateurs de gauche regardant i-télé ou LCI ont une probabilité de considérer le chômage en hausse similaire à celle des téléspectateurs de droite regardant les autres JT (13% et plus ou moins 15%). Et les professions intermédiaires, ouvriers et employés regardant les chaînes d'info continue ont des probabilités de réponse sur la délinquance analogues à des celles des cadres supérieurs ou enseignants regardant les autres chaînes.

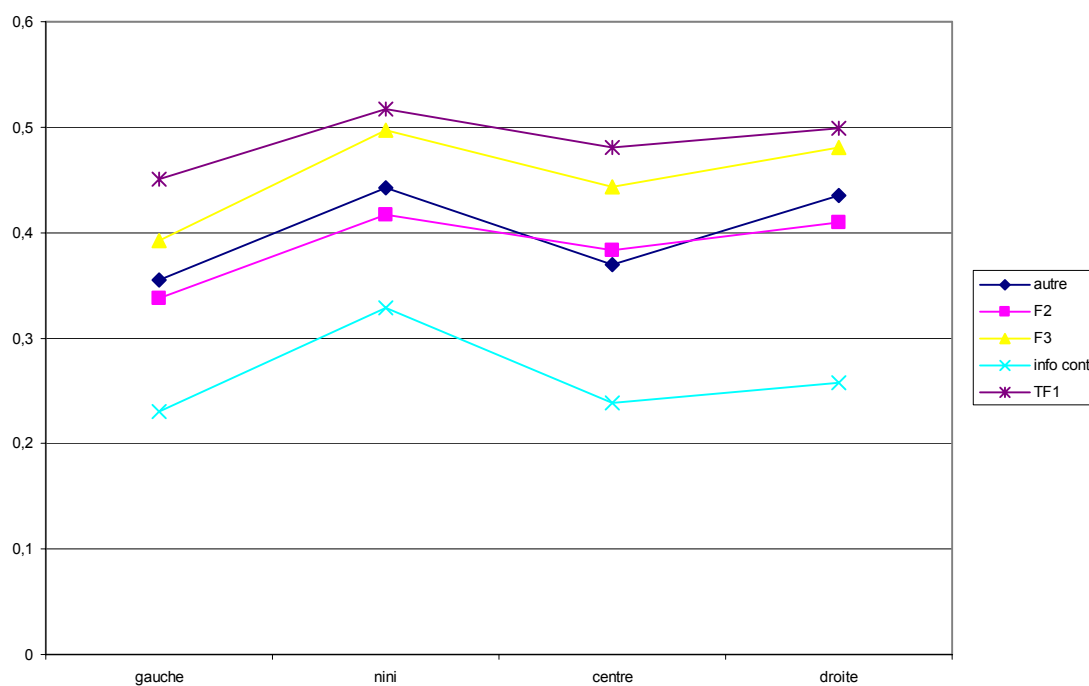
Evaluation de la délinquance au plan national	Evaluation de la délinquance au plan local	Evaluation du chômage au plan national
Effet chaîne : influence de la chaîne regardée pour s'informer	Heuristique du proche : influence de l'information personnelle (exprimée dans notre analyse par la CSP)	Influence de l'idéologie (classement sur l'axe gauche-droite) et heuristique du proche

¹² Les JT de ces deux dernières sont regroupées sous l'étiquette Autres chaînes.

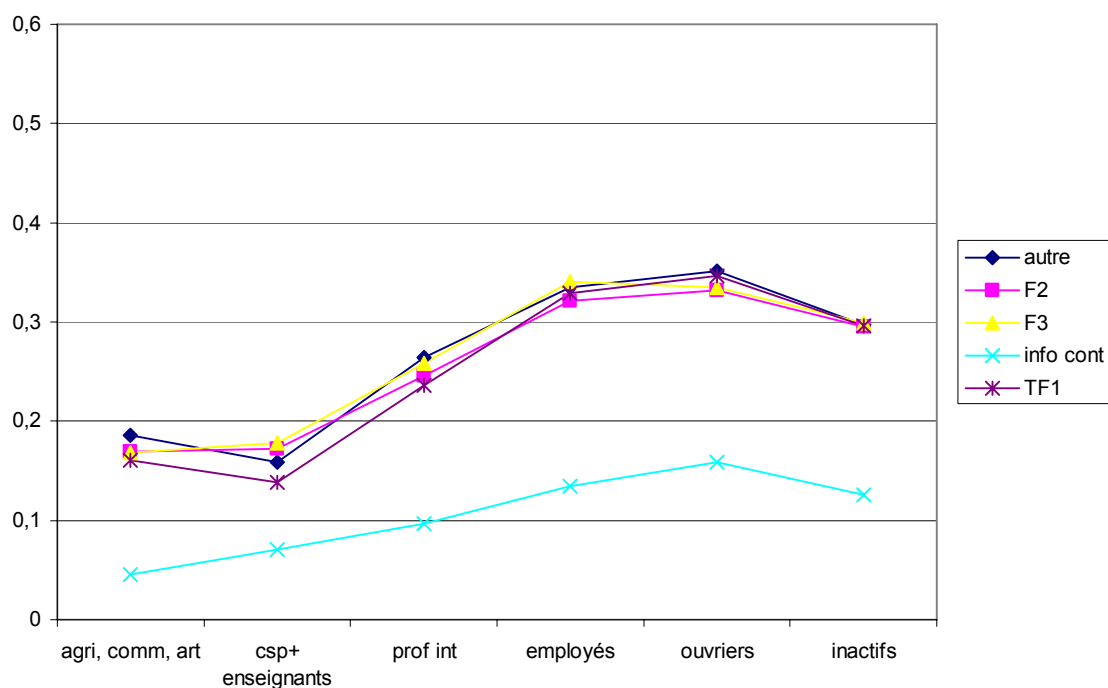
**Fig. 1: Le chômage augmente
par chaîne et axe gauche / droite (probabilité prédite)**



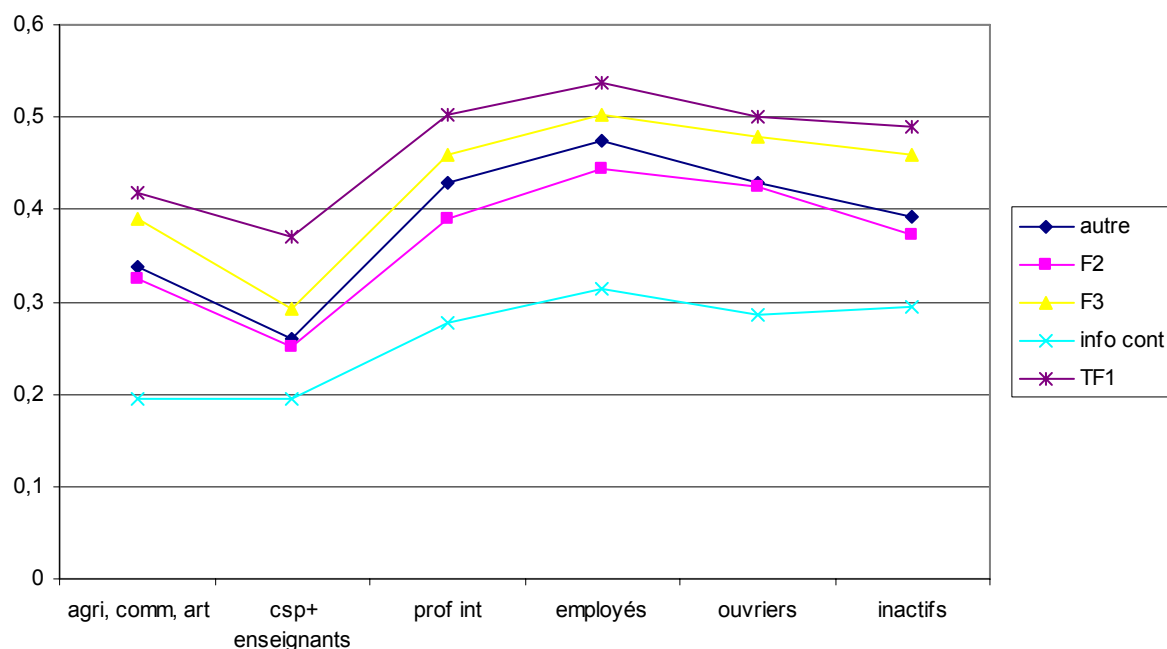
**Fig. 2: La délinquance augmente
par chaîne et axe gauche / droite (probabilité prédite)**



**Fig. 3: Le chômage augmente
par CSP et chaîne (probabilité prédite)**



**fig. 4: La délinquance augmente
par CSP et chaîne (probabilité prédite)**



L'effet chaîne sur l'évaluation de la situation du pays n'est donc pas systématique et peut varier d'un sujet à l'autre. Comment expliquer cette différence et pourquoi, dans les résultats du BPF de septembre 2006, y a-t-il un effet chaîne sur l'évaluation de la délinquance, mais pas sur le chômage ?

Première explication possible : les téléspectateurs sont plus moins sensibles à l'information qu'ils reçoivent des JT selon la nature du sujet abordé. Pour certains sujets, ils seront capables de prendre du recul ou d'exercer leur esprit critique par rapport aux informations que diffusent les JT, ou encore ils seront relativement indifférents à ces informations. Pour d'autres sujets, au contraire, ils seront plus influencés par les informations qu'ils reçoivent des JT. Sur le chômage par

exemple, on peut penser que les électeurs disposent de grilles de lecture stables leur permettant de « résister » plus facilement aux annonces officielles. Accessoirement, la récurrence des publications officielles pourrait expliquer une relative inattention aux informations que diffusent les JT. En conséquence, l'évaluation du chômage dépendrait surtout de la grille de lecture idéologique de chaque téléspectateur, ou encore des informations personnelles que ceux-ci recueillent dans leurs réseaux d'interconnaissance personnelle, et assez peu des informations diffusées par les JT.

En revanche, la mesure de l'insécurité et de ses évolutions étant plus récente dans les JT, les électeurs pourraient donc y être plus sensibles ou généraliser plus vite en fonction des faits divers dont les journalistes rendent compte. En outre, le caractère spectaculaire de certains faits de délinquance et les images auxquelles ils peuvent donner lieu pourraient accentuer l'influence des JT, et relativiser celle de la grille de lecture idéologique ou des connaissances acquises dans l'environnement proche.

Mais cette explication, en quelque sorte ontologique, par la nature du sujet, ne résiste pas à l'un des enseignements importants du BPF : les effets d'information des JT ne sont pas stables entre la première et la seconde vague du baromètre.

L'effet chaîne n'est pas constant, mais varie dans le temps

La comparaison entre les vagues 1 et 2 du baromètre politique français met en évidence un effet chaîne quasiment opposé entre d'une part mars-avril 2006 et d'autre part septembre 2006.

En mars-avril 2006, on observait bien un effet du JT le plus souvent regardé (fig. 5 à 8). Mais, alors, il s'exerçait essentiellement sur l'évaluation du chômage et beaucoup moins, voire pas du tout, sur l'évaluation de la délinquance. Par exemple, lors de la 1^{ère} vague du BPF, les électeurs de gauche regardant les JT de TF1 avaient 15% plus de chance d'évaluer le chômage en hausse que les électeurs de gauche regardant les JT France 2 (fig. 5). De plus, en mars-avril 2006, l'effet chaîne se combinait avec celui des préférences politiques (mesuré par positionnement sur l'axe gauche-droite) et l'effet que nous avons appelé heuristique du proche, pour produire un effet global très puissant. Ainsi, on passait chez un cadre de droite regardant les JT de France 2 de 19% de chances de considérer le chômage en augmentation à 73% chez un employé de gauche regardant les JT de TF1 !

Par contraste, les différences entre les probabilités d'évaluer la délinquance à la hausse suivant le JT regardé étaient beaucoup plus faibles (fig. 6 et 8). De surcroît, les autres facteurs (idéologie et heuristique du proche) jouaient très peu.

Comment expliquer ce renversement de l'effet des JT regardés en moins de six mois ? L'explication est sans doute à chercher dans les thèmes dominant l'actualité lors des deux périodes considérées. Au printemps, c'était le CPE qui dominait, avec ses corollaires : inquiétude liée au marché du travail et à la montée de la précarité, y compris chez les jeunes diplômés. En revanche, les questions d'emploi ne semblent plus avoir la même place en septembre, un mois dont l'actualité s'est centrée de façon croissante sur les questions de sécurité et de délinquance, notamment au travers des agressions de policiers en banlieue. On retrouve ici un effet bien connu des médias : l'effet d'agenda. En consacrant leur temps d'antenne à tel ou tel sujet, les JT contribuent à définir les thèmes que les téléspectateurs sont amenés à considérer comme importants.

Fig. 5: le chômage augmente par position sur l'axe gauche droite et chaîne (probabilité prédite)

source: BPF vague 1

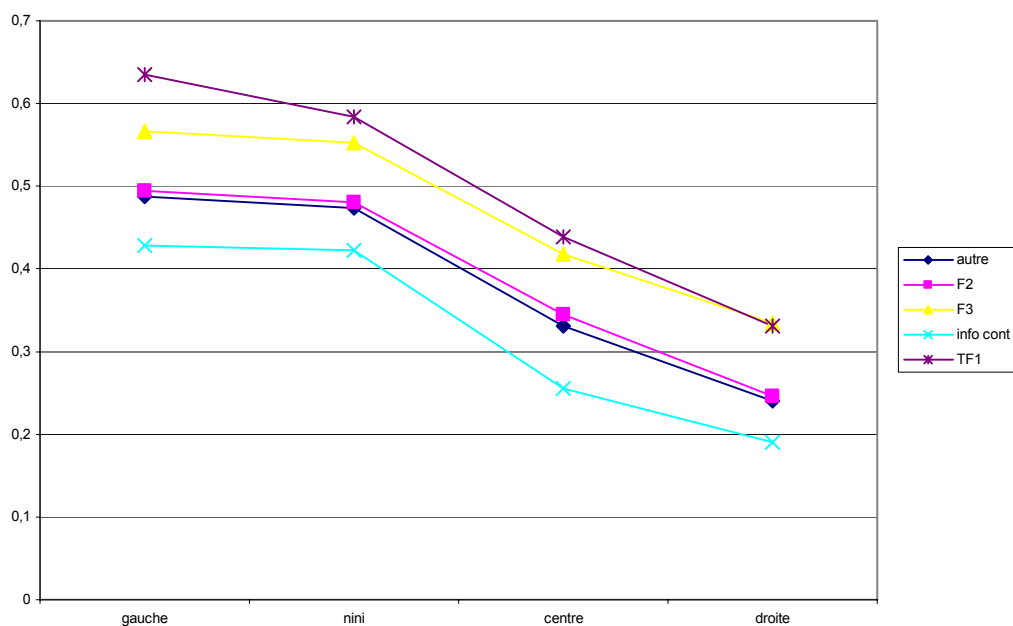


fig. 6: la délinquance augmente par position sur l'axe gauche / droite et chaîne (probabilité prédite)

source: BPF vague 1

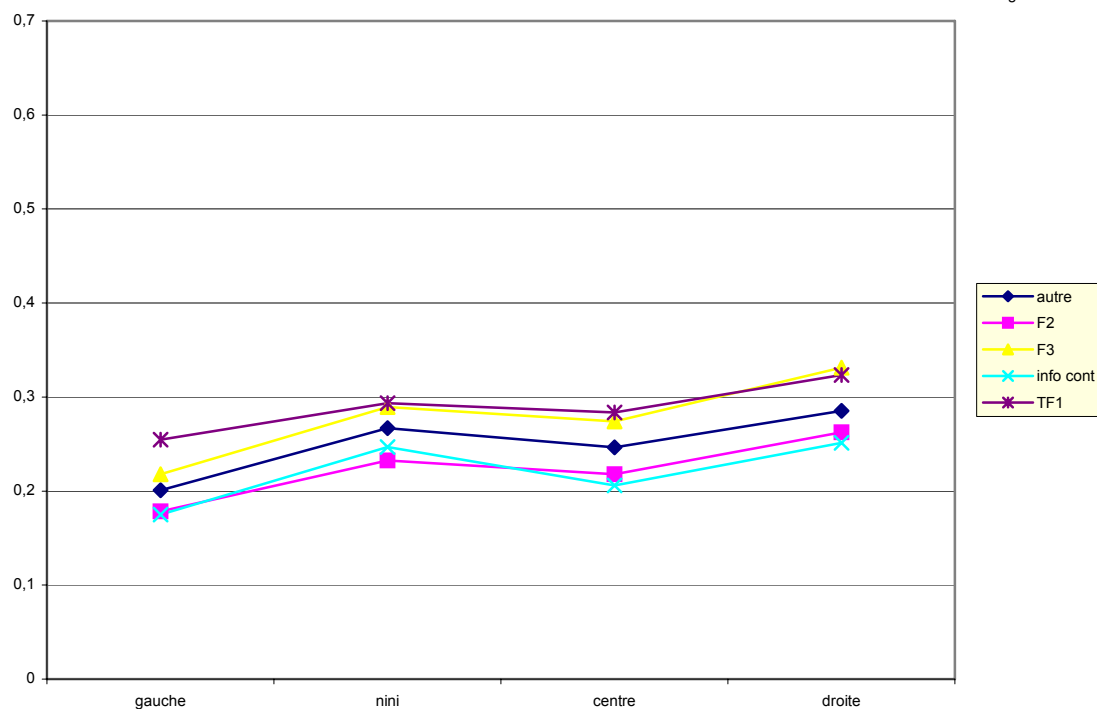


Fig. 7: le chômage augmente par profession et chaîne (probabilité prédite) source BPF vague 1

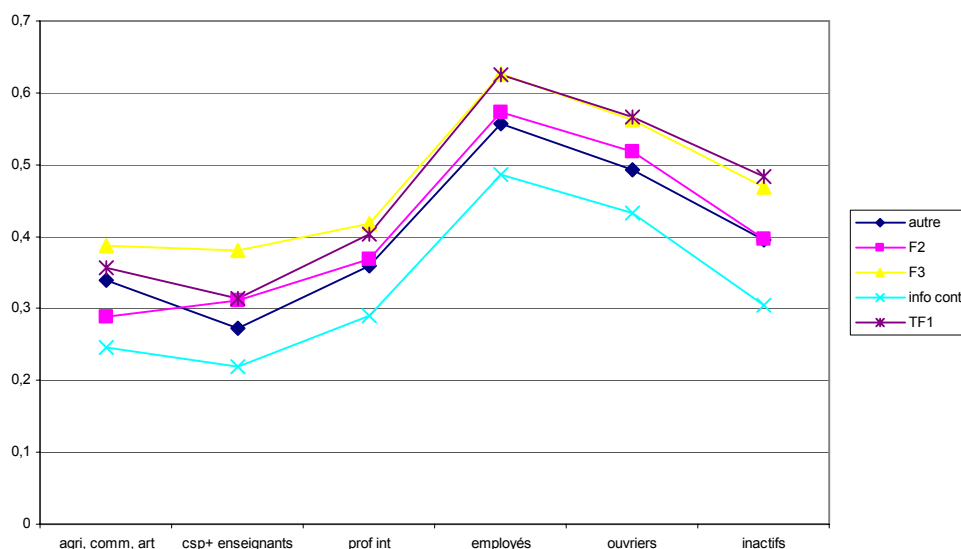
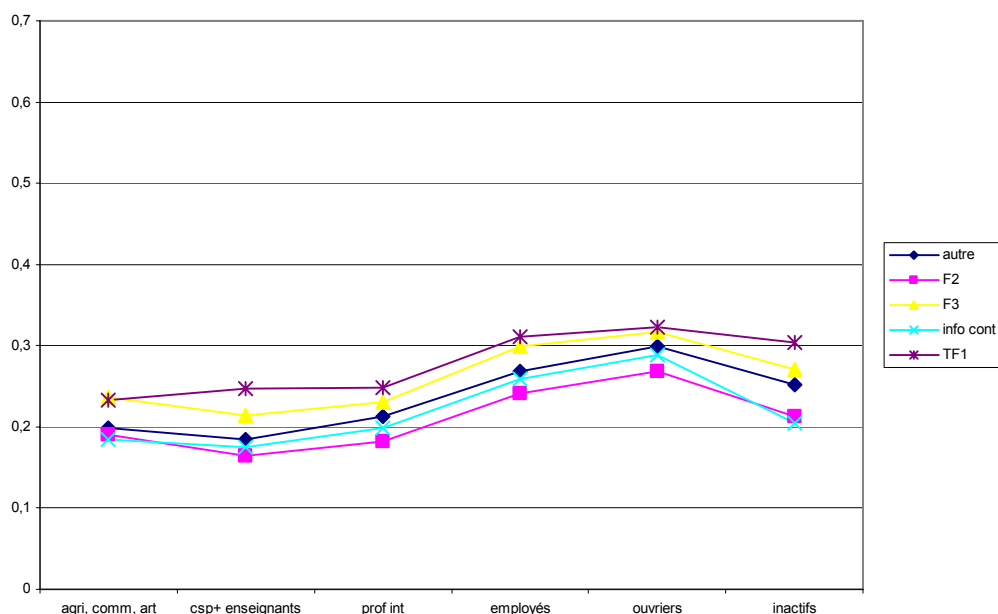


fig. 8: la délinquance augmente par profession et chaîne (probabilité prédite)

source BPF vague 1



Avant de revenir dans une dernière section sur l'effet d'agenda des JT, il est intéressant de s'intéresser aux catégories de l'électorat qui sont systématiquement « haussières » dans l'évaluation de certains problèmes auxquels fait face notre pays ; c'est à dire aux électeurs qui, soit en mars-avril 2006, soit en septembre 2006 ont considéré que le chômage ou bien la délinquance avait augmenté.

Il semble bien que certains électeurs sont davantage sensibles que les autres aux effets des médias et que le JT qu'ils regardent a un plus grand impact sur les évaluations politiques qu'ils sont amenés à effectuer. Et lorsque ceux-ci traitent une question particulière, ils vont se montrer plus préoccupés, notamment en imaginant plus volontiers que les autres qu'il y a une aggravation de la situation de la collectivité.

On retrouve ici un phénomène évoqué par Samuel Popkin¹³, « l'alerte au feu ». La plupart du temps les électeurs ne suivent que de loin l'actualité et les thèmes qu'elle couvre. Mais si le contenu de l'information télévisée qui leur est

¹³Samuel Popkin, *The Reasoning Voter*, Chicago, University of Chicago Press, 1991

proposée change, notamment en alertant les téléspectateurs sur des faits graves, certains téléspectateurs vont prêter une plus grande attention à ces faits et s'en alarmer davantage que les autres.

A cet égard on peut se demander si certaines chaînes ne sonnent pas plus l'alarme que d'autres. En effet, qu'il s'agisse du chômage en mars-avril 2006 ou de la délinquance à l'automne 2006, on observe que les publics des JT de France 3 et surtout ceux des JT de TF1 ont une probabilité d'évaluer ces phénomènes en hausse sensiblement supérieure à celle des publics des JT de France 2 et des autres chaînes hertziennes (M6 et canal+). Pour ces dernières, le format plus court des JT peut expliquer une moindre sensibilité à l'alerte médiatique. Mais cette explication ne s'applique pas à France 2 dont les JT ont des formats similaires à ceux de France 3 et de TF1. L'explication ne réside pas non plus dans la sociologie et le profil particuliers des publics puisque, rappelons-le, notre analyse contrôle plusieurs variables sociologiques. Ou, autrement dit, à catégorie socio-professionnelle identique, on constate une probabilité à faire des évaluations en hausse du chômage et de la délinquance en mars-avril 2006 ET en septembre 2006 chez les téléspectateurs des JT de TF1 et de France 3. Il faut donc vraisemblablement se tourner vers le « style » d'information véhiculé par TF1 et la chaîne des régions. Ces chaînes ne développent-elles pas un ton plus « alarmiste » à même de mobiliser plus vite leurs téléspectateurs ?

Retour sur l'effet d'agenda des JT

L'un des effets des médias qui a été le plus souvent mentionné est l'effet d'agenda. Cet effet désigne l'influence que les médias exercent sur la définition des problèmes considérés comme les plus importants dans la société et appelant une intervention des pouvoirs publics. Si l'agenda des médias s'impose aux électeurs, les médias sont alors susceptibles d'exercer une influence, non pas directement sur leur vote, mais sur les problèmes que les électeurs prennent en considération pour décider de leur vote.

Traditionnellement, pour mesurer l'effet d'agenda des médias sur les électeurs, on étudie d'abord l'agenda des médias, c'est à dire les problèmes que les médias privilégient (par exemple en analysant les unes et titres principaux des quotidiens, ou les sujets présentés dans les JT). Puis on étudie l'agenda des électeurs, c'est à dire les problèmes que ceux-ci considèrent comme les plus importants (par exemple à travers des enquêtes par sondage). Enfin, on compare les deux agendas en s'efforçant de repérer une relation entre eux (par exemple, l'inscription d'un problème sur l'agenda médiatique est suivie quelque temps plus tard par l'apparition de ce problème dans l'agenda des électeurs).

Notre approche est quelque peu différente. Nous étudierons l'existence d'un effet d'agenda non pas à la source, par comparaison des agendas, mais plutôt comme résultante, en analysant la hiérarchie des préoccupations des électeurs en fonction de leurs pratiques d'écoute des JT. Si les problèmes que les téléspectateurs d'un JT considèrent comme importants sont très différents de ceux jugés importants par les téléspectateurs d'un autre JT, alors on peut suspecter un effet d'agenda des JT. Bien entendu, il est nécessaire de contrôler l'influence d'autres variables pour isoler cet éventuel effet d'agenda. On raisonnera ainsi à orientation politique ou à csp constants.

Considérons d'abord la façon dont les électeurs hiérarchisent les problèmes qu'ils considèrent aujourd'hui comme les plus importants pur la France¹⁴.

¹⁴ Dans un second temps, nous prévoyons d'affiner l'étude des préoccupations des Français en analysant les réponses aux questions ouvertes du BPF sur les sujets dont les personnes interrogés ont discuté avec leur entourage à propos de ce qui va mal ou bien en France.

	<i>TF1</i>	<i>France 2</i>	<i>France 3</i>	<i>Information continue</i>	<i>Autres chaînes hertziennes</i>
L'emploi	<u>55</u>	<u>52</u>	<u>52</u>	<u>46</u>	<u>50</u>
La sécurité des biens et personnes	<u>19</u>	14	17	11	13
L'éducation et la recherche	12	<u>20</u>	17	<u>23</u>	19
Les inégalités	18	31	29	28	24
Le logement	8	7	7	9	10
Les impôts et taxes	17	8	9	14	13
La hausse des prix	28	19	<u>24</u>	19	24
L'immigration	17	13	12	15	11
L'environnement	8	15	13	8	17
Les déficits publics et la dette de l'Etat	10	15	12	21	12
Les banlieues	6	6	6	7	7

(2 réponses possibles. Pour chaque chaîne, le premier problème cité figure en gras et souligné, le deuxième le plus important en gras, le troisième en souligné).

A première vue, la chaîne qu'on regarde pour s'informer en matière politique n'entraîne que très peu de différences sur la hiérarchisation des problèmes. Pour tous les auditoires, l'emploi est de loin le premier problème qui se pose au pays (entre 46% et 55% de citations), puis viennent deux autres thèmes socioéconomiques : les inégalités (deuxième problème pour quatre auditoires sur cinq) et la hausse des prix (pour trois publics sur cinq). Enfin, deux préoccupations plus spécifiques apparaissent : la sécurité des biens et des personnes pour le public des JT de TF1 et l'éducation et la recherche pour les téléspectateurs des chaînes d'information continue et de France 2.

Pour approfondir l'analyse, il est nécessaire de recourir à des techniques de modélisation pour déterminer quelle est l'influence particulière des JT regardés au regard d'autres facteurs qui peuvent jouer sur la hiérarchie des problèmes qui se posent au pays. Ainsi, si le public des chaînes d'information continue met en avant de façon plus nette que les autres publics de JT la question des déficits et de la dette publique, est-ce parce qu'ils sont confrontés aux informations particulières de ces chaînes, ou bien parce que nombre d'entre eux sont des cadres et des chefs d'entreprise qui ont choisi cette pratique d'information ? De la même façon, il est assez clair que le positionnement sur l'axe gauche-droite joue comme un filtre qui oriente la perception des problèmes et peut accentuer ou neutraliser l'effet d'agenda des médias.

Les figures 9 à 12 présentent les résultats de cette analyse pour quatre problèmes : l'immigration, l'emploi, la sécurité et les inégalités. Elles indiquent la probabilité qu'un électeur cite chacun de ces enjeux parmi les deux problèmes les plus importants qui se posent au pays en différenciant les électeurs par chaîne regardée et classement sur l'axe gauche-droite.

L'agenda des électeurs est d'abord fonction de leurs préférences politiques

Globalement, l'influence de la chaîne regardée sur l'agenda des électeurs est relativement faible. Les JT ne disent qu'en partie ce à quoi il faut penser, et les problèmes que les électeurs considèrent comme importants varient assez peu en fonction de la chaîne regardée.

Ce que nous apprend surtout le BPF est que l'effet d'agenda des JT dépend du type d'enjeu. Il y a des enjeux transversaux qui préoccupent l'ensemble des Français au-delà de leur diversité sociale et politique et de leurs pratiques d'écoute du JT. Et très clairement, l'emploi est un de ceux-là (fig. 9). Il y a quelques enjeux qui sont conditionnés par l'écoute du JT (mais pas seulement), comme par exemple la sécurité (fig. 11). Il y a enfin et surtout d'autres enjeux qui s'inscrivent dans une logique idéologique, comme les inégalités (fig. 10) et l'immigration (fig. 12).

Étudions plus en détail chacun de ces cas. Pour l'immigration, la chaîne regardée joue très peu sur le degré de priorité que les électeurs accordent à ce problème. Entre les publics de TF1 et de France 2, la probabilité de citer l'immigration comme un des deux problèmes les plus importants en France évolue d'à peine 3% en moyenne. On peut expliquer cette faible influence du JT de deux manières : soit la question de l'immigration a été peu traitée dans les JT, ce qui ne semble pas correspondre à une analyse rapide du contenu des JT que nous avons effectuée¹⁵ ; soit, plus probablement, la question de l'immigration a été traitée de manière relativement similaire par les différents JT.

La question de l'immigration fait surtout apparaître l'influence des préférences politiques sur la perception des problèmes auxquels est confrontée la France. En l'occurrence, c'est la différence entre les électeurs très à droite et les autres qui est la plus frappante : pour les premiers, la probabilité de citer l'immigration comme l'un des principaux problèmes de la France est d'environ 55% en moyenne, soit le double de la probabilité moyenne des électeurs de

¹⁵ La loi Sarkozy sur l'immigration et la circulaire sur la régularisation des familles sans-papiers ainsi que les flux d'immigrés en provenance d'Afrique ont fait l'objet de nombreux sujets lors de Jt de septembre 2006.

droite ; et cette probabilité est inférieure à 15% pour les autres électeurs. Parmi les électeurs se classant très à droite, il y a bien une influence du JT, mais elle est très faible (parmi ces électeurs, ceux qui regardent les JT de TF1 ont une probabilité de citer l'immigration comme un problème majeur environ plus élevée de 10% que ceux qui regardent les JT de Canal Plus ou M6). Se dessine ici un « *issue public* » (public rassemblé autour d'un enjeu) spécifique, un « noyau dur » qui explique notamment la persistance du vote Le Pen dans l'électorat, indépendamment de la conjoncture hexagonale¹⁶. Clairement, ces « immigro-centrés » restent assez imperméables aux effets d'agenda des JT.

fig. 9: L'emploi un problème pour la France par chaîne et position politique (probabilité prédite)

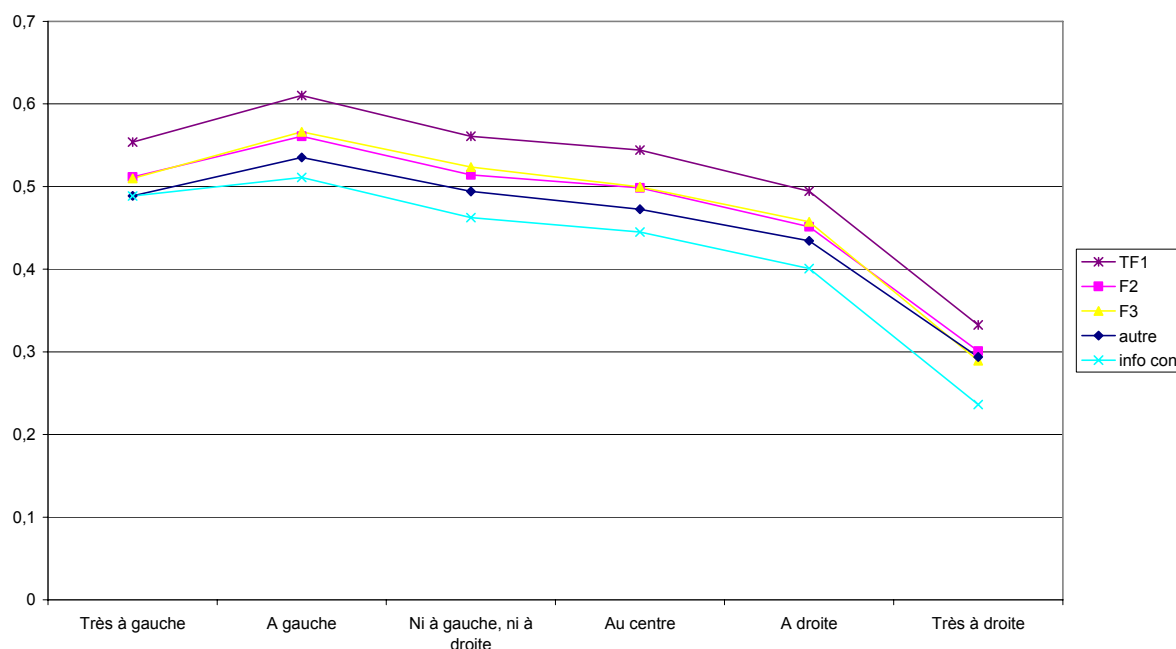
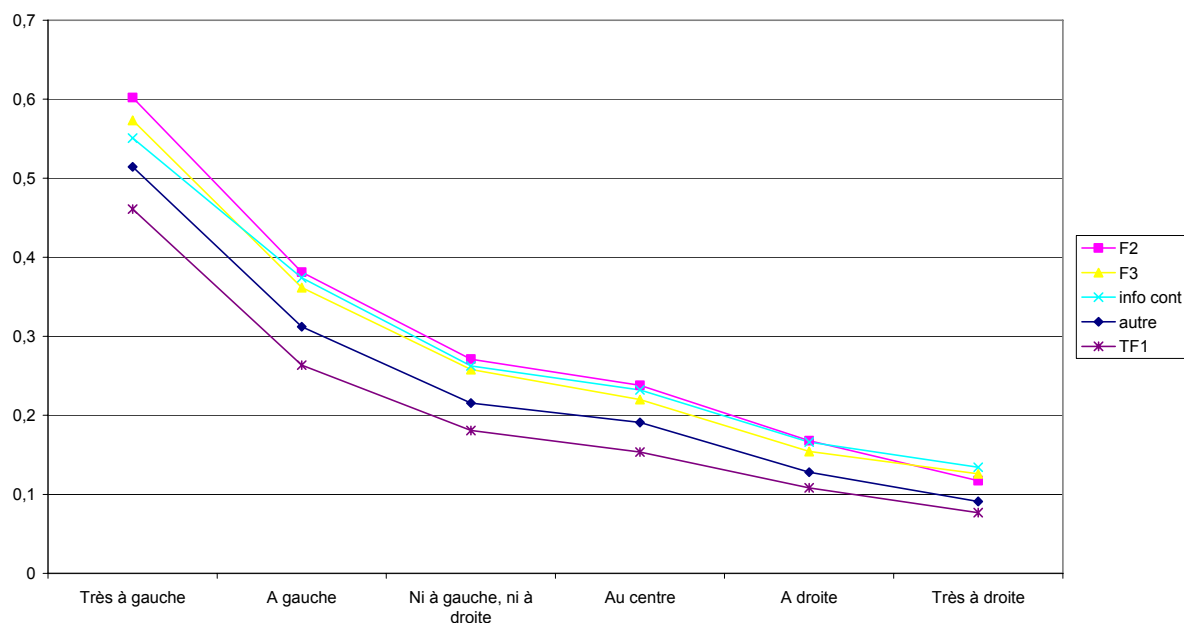
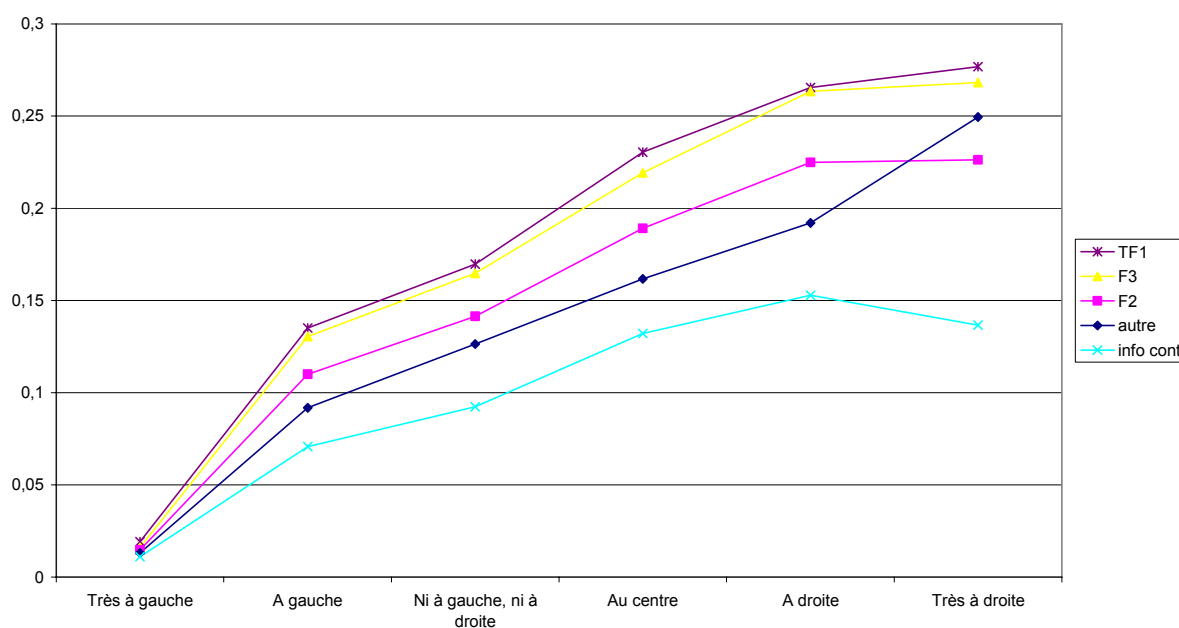


Fig. 10: Les inégalités un problème pour la France par chaîne et position politique (probabilité prédite)

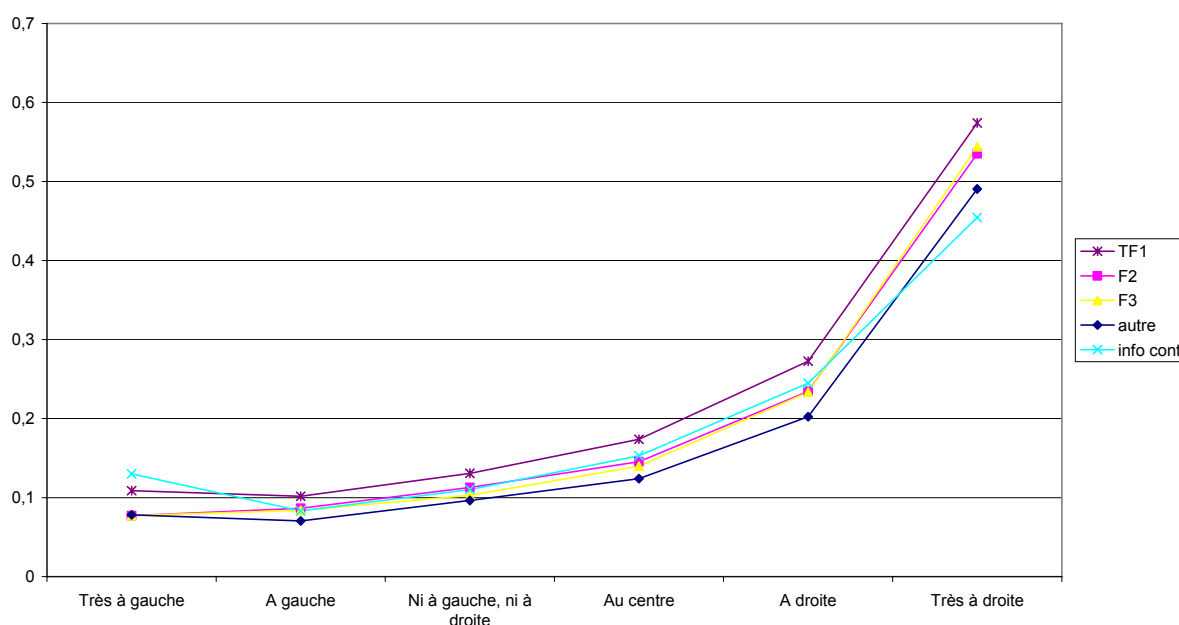


¹⁶ Cette connexion immigration / vote Le Pen est d'ailleurs un vote sur enjeu stable dans le temps comme l'ont montré Jean Chiche et Nonna Mayer pour la présidentielle de 1995 et Nonna Mayer et Vincent Tiberj pour la présidentielle de 2002.

**Fig. 11: La sécurité un problème pour la France
par chaîne et position politique (probabilité prédite)**



**Fig. 12: L'immigration un problème pour la France
par chaîne et position politique (probabilité prédite)**



Les JT renforcent ou minimisent les effets des préférences politiques

L'effet des orientations politiques sur l'agenda des électeurs ne se limite pas à des noyaux durs atypiques mais est plus général et se manifeste pour l'ensemble des téléspectateurs. C'est avant tout l'idéologie qui entraîne une « perception sélective¹⁷ » des problèmes qui se posent à la France. Non seulement les JT ne disent pas « ce qu'il faut penser » à propos de ces problèmes, ils ne définissent pas non plus « ce à quoi il faut penser » qui découle surtout des préférences

¹⁷ Théorisée par Katz et Lazarsfeld dans les années 50, la perception sélective initialement s'appliquait au contenu des messages politiques. L'idéologie sert alors de filtre pour les informations entraînant soit la résistance aux messages qui s'opposent à cette idéologie, soit un renforcement des positions politiques de l'individu si l'information va dans le sens de ses préférences. Les électeurs démocrates par exemple négligent les informations « républicaines » et ne portent leur attention que sur les informations « démocrates ».

politiques. L'effet des JT n'est pas systématique, mais interagit avec les préférences politiques des individus. Il sera minimal s'il s'oppose aux idéologies individuelles, maximal s'il les renforce.

C'est ce que montrent bien les figures 10 et 11 sur la sécurité des biens et des personnes et sur les inégalités. Dans le premier cas, que les électeurs de gauche regardent TF1 ou France 2, l'effet d'agenda des JT est minime. Pour les « très à gauche », on ne constate aucune différence. Pour les « à gauche », la probabilité de citer la sécurité passe de 11% pour ceux qui regardent France télévision à 13% pour ceux qui regardent TF1. En revanche, à droite l'effet des JT est un plus prononcé : chez les « à droite », la probabilité passe de 22% à 27% et chez les « très à droite » de 22% à 28%. L'effet « média » est encore plus important si on compare entre TF1 et les chaînes d'information continue. La sécurité est jugée comme un problème important avant tout en fonction du positionnement politique des électeurs, et le traitement de l'information par les différentes chaînes renforce ou minore ensuite la propension à considérer la sécurité comme un problème important.

La question des inégalités illustre en sens inverse ce phénomène. C'est chez les électeurs à droite et les très à droite que la chaîne regardée pèse le moins ; et c'est parmi les électeurs de gauche ou très à gauche que l'effet chaîne est le plus fort. Entre les publics de TF1 et de France 2 on constate des différences de probabilité de 3% parmi les « très à droite », de 6% parmi les « à droite », de 8% et 9% au centre et chez les ninistes. Ces écarts culminent à 12% à gauche et 14% chez les très à gauche. Par exemple dans ce dernier groupe, si la personne interrogée regarde TF1 elle aura une probabilité de 46% de citer les inégalités comme un des deux problèmes majeurs en France, si elle regarde France 2 cette probabilité sera de 60%.

En fin de compte, la manière dont la rédaction d'un JT hiérarchise et traite l'information n'a qu'un effet d'agenda relatif sur les électeurs. Et cet effet est minoré ou accentué en fonction des orientations politiques des téléspectateurs. Si, de façon générale, les JT de TF1 (et également, mais dans une moindre mesure, ceux de F3) sensibilisent davantage les électeurs à l'enjeu de la sécurité que les autres JT, il n'en reste pas moins que cette sensibilisation sera plus ou moins forte au sein du public de TF1. Les téléspectateurs de TF1 qui se situent à droite donneront davantage d'importance à l'enjeu sécurité que les électeurs qui regardent le même JT mais se situent à gauche.

Au total, les effets d'information des JT apparaissent particulièrement complexes. Ils ne sont pas automatiques et ne s'exercent pas dans le même sens. On peut regarder un JT et résister à son discours si l'on a des orientations politiques affirmées. En même temps, certains JT comme celui de TF1 sensibilisent plus que d'autres leurs téléspectateurs à certains enjeux. Et l'on peut penser à cet égard que TF1 utilise une écriture ou grammaire de l'information plus percutante que les autres journaux télévisés, écriture ou grammaire qui entraîne à la fois plus d'« alerte au feu » et plus d'incidence sur l'agenda de l'opinion publique. Pour autant, cette grammaire ne peut être qualifiée comme étant de droite ou de gauche puisqu'elle fonctionne à la fois sur des thématiques positives et négatives à l'égard du gouvernement.



Centre de Recherches Politiques de Sciences Po

LE BAROMÈTRE POLITIQUE FRANÇAIS (2006-2007)

2^{ème} vague – Automne 2006

LES FRANÇAIS ET LES INSTITUTIONS

Pascal PERRINEAU et Sylvie STRUDEL

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP. Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po

Les Français et les institutions

Pascal PERRINEAU et Sylvie STRUDEL

INTRODUCTION

On ne saurait, dans une enquête qui traite des rapports des Français à la politique, se passer de questions concernant les attitudes vis-à-vis des institutions ou plus généralement des éléments constitutifs du système politique car est en jeu, alors, le cadre qui organise les modalités du consentement des gouvernés au pouvoir exercé par les gouvernants.

En même temps, cette dimension n'en est qu'une parmi d'autres, très nombreuses à être prises en compte dans cette 2^{ème} vague du Baromètre politique français, ce qui explique aussi le nombre limité de questions directement centrées sur ce thème.

Leur présence dans le questionnaire nous permet quelques coups de projecteurs pour éclairer l'analyse d'ensemble mais leur nombre réduit nous interdit toute prétention à une « pleine lumière » que seule pourrait autoriser une exploration plus large.

Les deux questions ici étudiées portent d'une part, sur les opinions des Français relatives à un certain nombre d'institutions et d'éléments du système politique et où, pour chacun d'entre eux, ils évaluent s'ils ont « trop, assez ou juste comme il faut de pouvoir » et d'autre part, sur un avis concernant le rôle du futur président de la République.

Q60- En France, estimez-vous que les institutions suivantes ont trop de pouvoir, pas assez de pouvoir ou comme il faut ?

- Trop
 - Pas assez
 - Comme il faut
- | | |
|---------------------------------|-------------------------|
| • Le président de la République | • Le Premier ministre |
| • Le Parlement | • Les partis politiques |
| • Les syndicats | • Les sondages |
| • Les médias | • Les communes |
| • Les départements | • Les régions |
| • L'Union Européenne | • Les entreprises |

Q54- Quand vous pensez au prochain président de la République, qui sera élu en 2007, estimez-vous qu'il doit...

- Diriger lui-même le pays
- Exercer un rôle d'arbitre et de garant des institutions

Avant d'entrer dans les détails de l'analyse, trois remarques générales s'imposent.

- **le « paupérisme » des enquêtes d'opinion sur les institutions**

Les enquêtes par sondages sur les institutions ne sont guère fréquentes. La diversité des formulations, le caractère discontinu des données disponibles, la rareté des questions sur ces thèmes rendent la mesure des évolutions périlleuse. Seules des circonstances particulières (le vingt-cinquième anniversaire de la Constitution de 1958¹, un changement de mode de scrutin, la révision constitutionnelle sur la durée du mandat présidentiel,...) suscitent les interrogations (et donc la mobilisation des hommes politiques, de la presse et des instituts de sondage), mais alors mécaniquement « imbibées » par un contexte de controverses et de confrontations politiques.

- **« l'opportunisme constitutionnel »²**

A cet égard, des travaux antérieurs ont montré l'influence du contexte sur la formation des opinions des citoyens relatives au système politique et institutionnel. Si bien sûr les expressions de ces opinions sont dépendantes du positionnement social et idéologique de ces individus, elles sont aussi largement « tributaires de l'exercice ou du non-exercice du pouvoir par le courant politique dont ils (les individus) se réclament »³. Autrement dit, ceux qui

¹ Cf. le bilan très complet établi par Parodi Jean-Luc et Platone François, « L'adoption par les gouvernés », *RFSP*, 34 (4-5), août-octobre 1984, p. 766-798.

² Platone François, « Les Français et le système politique. Une adhésion mesurée », Boy Daniel et Mayer Nonna (dir.), *L'électeur français en questions*, Paris, Presses de Sciences Po, 1990, p. 106.

³ Parodi Jean-Luc, Platone François, « L'adoption par les gouvernés », Duhamel Olivier et Parodi Jean-Luc (dir.), *La Constitution de la Cinquième République*, Paris, Presses de Sciences Po, 1985, p. 207. Voir aussi Dupoirier Elisabeth, « La démocratie en France », *SOFRES Opinion publique 1986*, Paris, Gallimard, 1986, pp. 87-107.

sont représentés par le pouvoir en place au moment de l'interview sont toujours plus favorables aux institutions, et plus particulièrement à l'exécutif.

• **que mesure-t-on dans les opinions des citoyens sur les institutions ?**

Si on constate une politisation des opinions par la conjoncture institutionnelle et les conditions de répartition des pouvoirs au moment des interviews, il convient plus généralement de se demander ce qu'on mesure réellement à propos des dispositifs institutionnels lorsqu'on interroge les citoyens. Mesure-t-on une sensibilité à la conjoncture ou bien une réelle prise de position ? Et dans ce cas, que savent réellement les citoyens des mécanismes institutionnels et quels sont leurs critères de jugement ?

1) LES OPINIONS SUR LES POUVOIRS : UN « CONSENSUS PERMISSIF » ?

Pour une personne interrogée sur deux, comme le montre le tableau 1, les institutions politiques centrales que sont le Président de la République, le Premier Ministre et le Parlement sont considérées comme ayant du pouvoir « comme il faut ».

Tableau 1. Le jugement sur le pouvoir des différentes institutions ou éléments du système politico-économique français.

Trop de pouvoir		Pas assez		Comme il faut	
Les Médias	62%	Les Communes	65%	<u>Le Premier Ministre</u>	52%
Les Partis	38%	Les Régions	53%	<u>Le Parlement</u>	47%
L'Union européenne	37.5%	Les Départements	53%	<u>Le Président de la Rép.</u>	47%
Les Sondages	31%	Les Syndicats	43%	Les Partis	42%
Les Syndicats	30%	Les Entreprises	40%	Les Départements	40%
Les Entreprises	27%	<u>Le Parlement</u>	33%	Les Sondages	40%
<u>Le Premier Ministre</u>	26%	L'Union européenne	32%	Les Régions	38%
<u>Le Président de la Rép.</u>	23%	<u>Le Président de la Rép.</u>	30%	Les Entreprises	32%
<u>Le Parlement</u>	19%	Les Sondages	29%	Les Communes	30%
Les Régions	8%	<u>Le Premier Ministre</u>	22%	L'Union européenne	30%
Les Départements	7%	Les Partis	19%	Les Syndicats	27%
Les Communes	5.5%	Les Médias	16%	Les Médias	22%

Source : BPF 2^{ème} vague

Les institutions politiques sont loin d'être celles qui sont le plus contestées. Ce n'est le cas pour aucune autre institution, que celle-ci soit :

- locale : entre 30 et 40% seulement des personnes interrogées considèrent que les départements, régions, communes ont du pouvoir « comme il faut »,
- supra-nationale : 30% des personnes interrogées disent que l'Union européenne a « ce qu'il faut » de pouvoir,
- autre : 42% pour les partis, 40% pour les sondages, 32% pour les entreprises, 27% pour les syndicats, 22% pour les médias).

Les **médias** sont extrêmement contestés et cette remise en cause de leur pouvoir excessif est général même s'il est encore un peu plus important parmi les électeurs de droite (69% de ceux-ci considèrent qu'ils ont trop de pouvoir) ou « très à droite » (68%).

Pour les **partis**, la dénonciation de leur pouvoir excessif est plus modéré mais touche tout de même 38% de l'électorat. On observe une atténuation de cette dénonciation à gauche, reflétant l'attachement à la culture partisane d'une part importante du « peuple de gauche » (21% seulement des électeurs très à gauche considèrent que les partis ont trop de pouvoir, 34% des électeurs de gauche) et une accentuation parmi des électeurs se situant « ni à gauche, ni à droite » (44%) qui ne se retrouvent que malaisément dans un système de partis très structuré par l'affrontement gauche/droite.

L'**Union européenne** est considérée comme ayant trop de pouvoirs par 37,5% des électeurs, ceux-ci étant particulièrement nombreux à le faire parmi les sympathisants des extrêmes (43% des électeurs d'extrême gauche pensent ainsi, 63% de ceux d'extrême droite).

Les **sondages** sont considérés par un petit tiers de l'électorat comme ayant trop de pouvoir et cette dénonciation est également répartie dans l'électorat quel que soit son positionnement politique.

Cet unanimisme politique ne se retrouve en revanche pas en ce qui concerne les **syndicats** et les **entreprises**. Faisant l'objet d'une dénonciation de leur pouvoir excessif par un petit tiers des personnes interrogées (respectivement 30 et 27%), le pouvoir des syndicats est avant tout dénoncé par la droite (58% des électeurs proches de la droite, 38% des électeurs proches de l'extrême droite) alors que celui des entreprises l'est avant tout par les électeurs de gauche (65% des électeurs proches de l'extrême gauche, 40% de ceux proches de la gauche).

Enfin les **institutions locales** ne sont dénoncées comme ayant trop de pouvoir que par une toute petite minorité de citoyens (entre 5 et 8%) et ce rejet lorsqu'il existe n'a pas de couleur politique particulière (sauf un peu pour les régions qui à la suite du renouvellement de 2004 sont passées massivement à gauche et polarisent ainsi une légère hostilité de 10 à 15% des électeurs de droite et d'extrême droite). Ces institutions locales sont massivement considérées comme n'ayant pas assez de pouvoirs (entre 53 et 65% d'électeurs pensent ainsi). Cette considération traverse tous les électorsats quel que soit leur sensibilité politique. En revanche, le constat que les syndicats ou les entreprises n'ont pas assez de pouvoirs est très clivé politiquement. C'est à gauche que l'on constate que les syndicats n'ont pas assez de pouvoirs (87% des électeurs « très à gauche », 57% des électeurs de gauche pensent ainsi). C'est à droite et chez les « ninistes » que l'on déplore que les entreprises n'ont pas assez de pouvoirs (49% des électeurs de droite, 44% de ceux proches de l'extrême droite et 47% des ninistes partagent ce constat).

En ce qui concerne le pouvoir exercé par les trois institutions politiques centrales de la V^e République, il n'y a pas de fronde nettement majoritaire. Ces trois institutions semblent bénéficier d'une sorte de « consensus permissif » ou du moins d'un consentement tacite sous bénéfice d'inventaire. Et d'ailleurs, lorsque l'opinion n'est pas satisfaite du pouvoir accordé à ces trois institutions, elle se divise entre une minorité de 22 à 33% qui considèrent qu'elles n'ont pas « assez de pouvoir » et une minorité plus ténue (entre 19 et 26%) qui jugent qu'elles ont « trop de pouvoir ».

A plus de six mois de l'élection présidentielle de 2007, les citoyens qui considèrent que le **Président de la République** a « trop de pouvoir » représentent un petit quart (23%) de la population. Ils sont plus nombreux (30%) à juger qu'il n'en a pas assez. Ceux qui considèrent que le titulaire de l'Elysée a « pas assez » ou « ce qu'il faut » de pouvoir représentent plus des trois quarts de la population interrogée (77%). L'espace de la critique d'un régime de la V^e République excessivement présidentialisé reste relativement restreint dans l'opinion. Seuls 23% des personnes interrogées jugent que le Président de la République a trop de pouvoir et qu'une *capitis diminutio* serait nécessaire (cf. la deuxième partie de cette note, qui centre l'analyse sur le Président de la République).

La structure des attitudes relatives à l'appréciation du pouvoir du **Premier Ministre** est proche de celle constatée à propos du Président de la République. Seul le niveau de ceux qui ne sont pas satisfaits des pouvoirs tels qu'ils sont varie : les électeurs sont plus nombreux (26%) à penser que le Premier Ministre a trop de pouvoirs qu'à penser qu'il n'en a pas assez (22%) alors que pour le Président de la République le rapport était de 30% en faveur de ceux qui pensent qu'il n'en a pas assez contre 23% qu'il en a trop. Indépendamment de ce rapport de forces différent, ce sont les électeurs proches de la droite modérée qui considèrent que le Premier Ministre a des pouvoirs « comme il faut » : les sympathisants de l'UDF (+16 par rapport à la moyenne de l'échantillon de 52%) et de l'UMP (+8) sont les plus satisfaits. C'est à l'extrême droite que l'on considère que le Premier Ministre n'a pas assez de pouvoir : les électeurs de Le Pen en 2002 sont parmi les plus nombreux (+10 par rapport à la moyenne de l'échantillon de 22%) à déplorer ce « manque » de pouvoir. Enfin, ceux qui déplorent des pouvoirs excessifs du Premier Ministre sont surreprésentés dans l'électorat de la gauche de la gauche : électeurs d'Olivier Besancenot (+9 par rapport à la moyenne de l'échantillon de 26%) et de Robert Hue (+11) en 2002.

En revanche, en ce qui concerne le pouvoir du **Parlement**, si les électeurs de la droite modérée continuent à être les plus satisfaits de la situation actuelle (55% des sympathisants de l'UMP, soit +8 points par rapport à la moyenne de l'échantillon de 47%, considèrent que le Parlement a des pouvoirs « comme il faut »), ceux qui contestent cette situation ne sont pas les mêmes que pour les figures du Président de la République et du Premier Ministre. Un tiers de l'électorat (33%) juge que le Parlement n'a pas assez de pouvoirs. Ce jugement traverse tous les électorsats (quoique celui du FN soit moins critique) mais atteint des records dans les électorsats des petits partis de gauche (41% des sympathisants du PC, 49% de ceux de la LCR, 54% de ceux des radicaux de gauche). La « fibre parlementaire » est, pour ces électeurs, le moyen d'exprimer le souci d'un rééquilibrage et même parfois d'un « contrepouvoir ». Seuls

moins de 20% des électeurs jugent que le Parlement a trop de pouvoirs. On y retrouve beaucoup d'électeurs d'extrême droite qui y expriment un tempérament « anti-parlementaire » : sympathisants du FN (+15 par rapport à la moyenne de l'échantillon de 19%) mais aussi, à un moindre degré, sympathisants de l'extrême gauche (+7) qui ne vouent pas toujours un culte à l'institution parlementaire. Les grands électorats classiques de droite et de gauche sont, en revanche, très à l'abri de cette critique d'un « pouvoir parlementaire excessif ».

2) LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE : « LE PÈRE SANS LE PIRE »

2)1 Le pouvoir du Président de la République : un consensus mou.

La majorité de notre échantillon (53%) est d'accord ... pour diverger dans ses opinions quant aux pouvoirs du Président de la République (Q60A : cf. tableau 2) : 30% des personnes interrogées pensent que le Président n'a pas « assez » de pouvoir contre 23% qui estiment qu'il en a « trop ». Le consensus est minoritaire (mais pas faible pour autant) : 47% sont d'avis que le Président a un pouvoir « comme il faut »⁴.

Tableau 2. Jugement sur le pouvoir de différentes institutions : le président de la République

	Effectifs	Pourcentage
1 Trop	1316	23,3
2 Pas assez	1678	29,7
3 Comme il faut	2651	46,9
4 (Nsp)	2	0,1
Ensemble échantillon	5647	100

Source : BPF 2^{ème} vague

Ni excès de grâce, ni excès d'infamie pour la « clef de voûte » de la V^e République : les électeurs ont surtout des appréciations non tranchées sur le pouvoir du Président de la République. Les appréciations varient selon la position que les personnes interrogées s'attribuent sur le classique axe gauche-droite. Mais là aussi, pas d'opposition symétrique, pas de pureté d'un modèle. Ceux qui se sont positionnés très à gauche et à gauche considèrent *à la fois* que le Président a « trop » et « comme il faut » de pouvoir pendant que ceux de droite jugent *à la fois* qu'il en a « pas assez » et « comme il faut ». Sont partagés également (et contradictoirement) les interviewés qui se déclarent ni de gauche ni de droite, puisqu'ils sont légèrement surreprésentés à penser *à la fois* que le Président a « trop » de pouvoir et « pas assez » ; la situation des électeurs très à droite ne fait que renforcer ce trait.

Si l'on garde en mémoire ce qui a été écrit sur « l'opportunisme constitutionnel » au début de cette note, on se demandera dans un premier temps quels sont les effets de contexte et de conjoncture sur la distribution des réponses à la question relative à l'appréciation des pouvoirs des institutions (q60).

Aux partisans des formations de droite, qui pendant longtemps ont été les bénéficiaires exclusifs des institutions de la V^e République jusque dans ses variations les plus présidentialistes, se sont ralliés à partir de 1981 les sympathisants du Parti socialiste et plus mollement ceux du Parti communiste. Ce moment de « consensus maximum, où les nouveaux détenteurs du pouvoir rejoignaient ceux qui venaient d'en être dépossédés, dans leur adhésion à un système dont ils découvraient à leur tour les vertus en même temps que les bénéfices »⁵, a opportunément correspondu au vingt-cinquième anniversaire de la Constitution en 1983. Mais dès cette époque, les analystes avisés s'interrogeaient sur l'effet de brouillage que pourraient induire tant une phase de cohabitation que la prolongation des difficultés économiques et sociales sur les jugements des citoyens⁶. Qu'en est-il presque 25 ans plus tard ?

Les distributions témoignent de trois phénomènes (cf. tableau 3) :

- ***l'acceptation routinisée des institutions par les deux camps*** : 48% des citoyens à gauche et 51% de ceux à droite jugent « comme il faut » le pouvoir du Président de la République. Faut-il verser à cette démonstration la polarisation majoritaire de ceux qui se déclarent au centre ? Légitimisme institutionnel des centristes ou attentisme du « marais » : 56% d'entre eux (contre 47% des interviewés) jugent le pouvoir du Président « comme il faut ».

⁴ On peut se demander toutefois, quel effet a eu sur la distribution des réponses l'absence d'item proposant une non-réponse ou un sans avis. Le gonflement du « comme il faut », entendu comme un « comme il vous plaira » est probable.

⁵ Platone François, art. cit., p. 107.

⁶ Parodi Jean-Luc, Platone François, art. cit., p. 211.

- ***l'inflexion idéologique des jugements***, ce qu'Olivier Duhamel nomme « la politisation du jugement constitutionnel des Français » : 29% des interviewés de gauche et 27% des très à gauche (contre 23% de l'effectif global) pensent que le Président a « trop » de pouvoir ; 36% des interviewés de droite (contre 30% de l'effectif global) pensent que le Président n'a pas « assez » de pouvoir.
- ***une indétermination des attentes chez les citoyens hors systèmes***, qui ne savent plus à quel modèle présidentiel se vouer. Pour ceux qui se déclarent ni de droite ni de gauche, le pouvoir du Président n'est certes pas « comme il faut » (42% contre 47% dans l'échantillon) mais ils hésitent entre lui en attribuer plus (32% contre 30% pour « pas assez de pouvoir ») ou moins (26% contre 23% pour « trop de pouvoir »). Plus contestataires encore du système sont les citoyens positionnés très à droite : seulement 30% d'entre eux (contre 47% du total de l'échantillon) pensent que le pouvoir du Président est « comme il faut », mais là encore les avis divergent sur le constat (même si un modèle autoritaire semble l'emporter) : 39% estiment qu'il n'y a « pas assez » de pouvoir présidentiel alors que 30% regrettent qu'il y en ait « trop ».

Tableau 3. Jugement sur le pouvoir du Président de la République en fonction de l'auto-positionnement gauche-droite

	Q. 60 : Jugement sur le pouvoir de différentes institutions : le président de la République			Total
Axe gauche-droite	1 Trop	2 Pas assez	3 Comme il faut	
1 Très à gauche	27,2%	21,4%	51,4%	100%
2 A gauche	28,7%	23,6%	47,6%	100%
3 Au centre	18,4%	25,6%	56,0%	100%
4 A droite	13,6%	35,6%	50,8%	100%
5 Très à droite	30,4%	39,2%	30,4%	100%
6 Ni à gauche, ni à droite	25,5%	32,3%	42,1%	100%
Ensemble échantillon	23,3%	29,7%	46,9%	100%

Source : BPF 2^{ème} vague

Ceux qui considèrent que le Président de la République a des pouvoirs « comme il faut » sont plutôt des hommes (+4 par rapport à la moyenne de l'échantillon de 47%), des diplômés de l'enseignement supérieur (+11), des électeurs proches de l'UDF (+8) et de l'UMP (+8) et des électeurs qui se sentent proches de Jacques Chirac (+12) et de François Bayrou (+15). Les électeurs de la droite modérée et du centre sont ainsi les plus satisfaits des pouvoirs accordés au Président de la République. Ceux qui considèrent que le Président n'a pas assez de pouvoir appartiennent avant tout à l'univers de la droite de la droite : électeurs de Le Pen en 2002 (+13 points par rapport à la moyenne de l'échantillon de 30%), électeurs proches de Jean Marie Le Pen et de Philippe de Villiers (+10) mais aussi de Nicolas Sarkozy (+8). Ainsi une partie des électeurs de droite ne partagent pas, tout au contraire, le diagnostic d'un Président de la V^e République « ayant trop de pouvoirs ». Ce diagnostic est avant tout partagé par une forte minorité d'électeurs de la gauche de la gauche : les électeurs proches de Marie-Georges Buffet (+17 par rapport à la moyenne de l'échantillon de 23%), les électeurs proches de José Bové (+12) ainsi que les électeurs qui jugent très négativement l'action du gouvernement (+17). Ainsi il reste au sein d'une forte minorité de l'électorat de gauche un segment de forte contestation des pouvoirs du Président de la République. La thématique du « pouvoir personnel » qui pendant longtemps a fait florès à gauche a laissé quelques traces particulièrement dans la sensibilité la plus à gauche de l'échiquier politique.

Si l'on retient 9 personnalités qui devraient jouer un rôle dans la prochaine élection présidentielle⁷ et que l'on observe la manière dont leurs électors potentiels se positionnent par rapport à cette question des pouvoirs présidentiels (cf. tableau 4), on constate qu'environ un électeur sur deux des électors des personnalités issues des « partis centraux » est satisfait de la situation actuelle (52% des électeurs émettant une probabilité de vote pour F. Bayrou, 51% de ceux se retrouvant derrière D. Strauss Kahn, 48% des électeurs faisant de même pour L. Fabius, S. Royal ou N. Sarkozy).

⁷ Au moment des interviews et de l'écriture de ce rapport, les 3 socialistes sont encore candidats à la candidature.

Tableau 4. Le jugement sur les pouvoirs du Président de la République chez les électeurs classés par vote « probable » pour le candidat.

Probabilité de vote	Trop de pouvoir	Pas assez de pouvoir	Comme il faut	
Besancenot	28	29	43	(100)
Buffet	27	26	47	(100)
Fabius	24	28	48	(100)
Strauss-Kahn	24	24	51	(100)
Royal	25	27	48	(100)
Bayrou	21	27	52	(100)
Sarkozy	18	34	48	(100)
De Villiers	22	41	37	(100)
Le Pen	25	39	36	(100)
Echantillon	23	30	47	(100)

Source : BPF 2^{ème} vague

Les pourcentages sont sensiblement plus faibles aux extrêmes et particulièrement à la droite de la droite. Les trois électors potentiels de Nicolas Sarkozy, Philippe de Villiers et Jean-Marie Le Pen sont travaillés par un fort pourcentage oscillant entre 34 et 41% qui considèrent que le Président n'a pas assez de pouvoirs. Cette frange d'électeurs est même majoritaire dans les électors lepéniste et villiériste. Une certaine demande « d'homme fort » peut se lire au travers de ce dernier rapport de forces.

Une typologie, en fonction de la distribution du croisement des réponses au pouvoir du Président de la République et du Parlement, peut être esquissée en conclusion à cette partie. Si tous les cas de figure ne sont pas explorés, quatre structures peuvent être mises en lumière, en fonction du sens qu'elles prennent dans les débats politiques actuels :

* les légitimistes

Répondant « comme il faut » à la question du pouvoir du Président de la République et du Parlement, ils représentent 29% de l'échantillon. Satisfaits de l'équilibre actuel des pouvoirs, ces interviewés se retrouvent parmi ceux qui déclarent leur proximité aux partis de gouvernement : 31% des proches du PS, 33% de l'UDF et 36% de l'UMP sont des « légitimistes ». Cette relative proximité des positions entre ces divers courants politiques est probablement à mettre au compte de l'alternance. En même temps, on voit à l'œuvre à la fois les effets différenciateurs de « l'opportunisme constitutionnel » évoqué *supra* et de ceux propres aux idiosyncrasies partisans. L'extrême-gauche (21%), le PCF (23%) et surtout le Front national (17%) signalent leur écart et leurs distances avec le régime en place.

* les parlementaristes

C'est un faible effectif qui considère que le Président a « trop » de pouvoir et le Parlement « pas assez » : 9% de l'échantillon fait un choix « parlementariste ». S'il est sous-représenté au sein de l'UMP (6%) et du Front national (5%), il est en proportion égale, au PS, chez les Verts et à l'UDF (entre 9 et 10%) et un peu plus nombreux à l'extrême-gauche (11%)⁸. Valeur refuge des opposants, le soutien au Parlement ne suppose pas nécessairement le parlementarisme...

* les césaristes

Présents en proportion proche de la moyenne (5,5%) chez à peu près tous les interviewés qui déclarent une proximité partisane, les « césaristes », qui considèrent que le Président n'a pas « assez » de pouvoir et le Parlement « trop », sont les plus nombreux au Front national (12%).

⁸ Ici des effectifs trop réduits interdisent de descendre au niveau de l'analyse partisane.

* les insatisfaits

Un dernier groupe a été construit : il rassemble les insatisfaits. Soit ils considèrent que le Président et le Parlement a « trop » de pouvoir, soit ils sont d'avis que ni le Président, ni le Parlement n'en ont « assez ». Ce qui les unit, c'est leur double déni du système tel qu'il fonctionne. Leur part est non négligeable dans l'échantillon : 20% en tout. Les citoyens proches des partis de gouvernement sont un peu moins insatisfaits que la moyenne. En revanche, les extrêmes se retrouvent avec des scores élevés dans leur protestation institutionnelle. Que ce soit pour exprimer qu'il y a doublement « trop » de pouvoir (moyenne 8%) ou doublement « pas assez » (12%), l'extrême-gauche et le Front national convergent dans l'insatisfaction : 15% des proches de LO, 13% du PCF et 13% du FN disent que le Président et le Parlement ont trop de pouvoir. Pendant que 17% des proches de LO, du Mouvement pour la France et du FN estiment qu'ils n'en ont « pas assez ».

Les effets délétères de l'opacité politico-institutionnelle récente sur les jugements des citoyens sont à l'œuvre ici : acquiescement de façade⁹, porosité des positions, contestation du système. Ils expriment les insatisfactions et les inquiétudes engendrées par les ambiguïtés cohabitationnistes, par l'absence de lisibilité et d'efficacité des politiques (immigration, emploi, ...) menées au gré de la succession des alternances et par les changements erratiques des règles du jeu institutionnel (passage au quinquennat, inversion du calendrier électoral, modifications du mode de scrutin). L'indétermination relative des jugements sur l'amplitude du pouvoir exercé par le Président de la République est bien le signe (le symptôme ?) d'une interrogation, voire d'une mise en cause, quant au rôle même de celui qui l'incarne.

2) 2 Le rôle attendu du Président : les ambivalences de la V^e République.

L'échantillon se partage entre ceux, majoritaires (55%), qui estiment que le prochain président de la République élu en 2007 devrait exercer un rôle d'arbitre et de garant des institutions et ceux, à hauteur de 44%, qui voudraient le voir diriger lui-même le pays. C'est donc la conception arbitrale qui l'emporte dans l'opinion.

Si ce n'est la lettre, c'est du moins l'esprit de l'article 5 de la Constitution¹⁰ qui l'emporte, mais pas massivement. Encore faut-il tenter d'explorer les logiques de ces choix de réponse par les citoyens, dans un contexte d'interrogations sur la légitimité du régime¹¹ et de réflexions sur le changement de République¹².

La tâche est d'autant plus ardue que la pratique institutionnelle a démontré toutes les ressources plastiques du régime, à tel point que Jean-Marie Denquin sous-titre un de ses ouvrages « essai sur les constitutions de la V^e République », en montrant qu'au moins trois régimes constitutionnels ont été expérimentés : le régime transitoire de 1958 à 1962, le présidentialisme majoritaire et la cohabitation¹³. Publié en 2001, l'ouvrage pourrait être remis sur le métier à la suite du passage au quinquennat et de l'inversion du calendrier électoral, qui confirment la prééminence de l'élection présidentielle et renforcent toujours plus le poids des « conventions de la Constitution » mises en lumière par Pierre Avril.

A. « L'arbitre et le capitaine »

Ce relatif équilibre (55%/44%) dans la distribution des réponses recouvre –dans certains cas– des attitudes plus contrastées selon les populations définies par leur orientation politique ou leur statut social. Nous forcerons quelque peu le trait dans les deux paragraphes suivants pour esquisser des « types présidentiels » mais l'essentiel est plutôt dans ce qui rassemble que dans ce qui divise.

Cette absence de différenciation forte est probablement renforcée par la polysémie même du mot d'*arbitre*, dûment signalée par les analystes de la Constitution et instrumentalisée d'abord par les fabricants puis par les bénéficiaires de celle-ci (chaque Président revendiquant, selon les circonstances, l'arbitrage régulateur ou l'arbitrage décisionnel).

Etat de fait et ambivalences que l'on retrouve dans la distribution des opinions des citoyens qui attendent un rôle arbitral chez le futur Président de la République : si 54% d'entre eux pensent que le Président de la République a un pouvoir « comme il faut », les autres se divisent sur les jugements (entre 25% pensant qu'il a « trop » de pouvoir et 21% « pas assez »). Ambivalences symétriques aussi chez les interviewés qui veulent que le Président dirige lui-même le pays (cf. tableau 5). Pour ceux qui soutiennent une conception dirigeante, ils sont 42% à considérer que le Président n'a « pas assez de pouvoir », 38% que ces pouvoirs sont « comme il faut » et suffisent donc à assumer ce rôle dirigeant qu'ils appellent de leurs vœux mais, là aussi, 20%, et cela est plus surprenant considèrent que le Président a trop de

⁹ Qui n'est justement pas sans évoquer celui décrit par Annick Percheron, à propos des attitudes des Français à l'égard de l'Union européenne.

¹⁰ Art. 5 « Le Président de la République veille au respect de la Constitution. Il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'Etat. Il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire, du respect des accords de Communauté et des traités ».

¹¹ Beaud Olivier, « A la recherche de la légitimité de la V^{ème} », *Droits*, n° 43, 2006.

¹² Développées récemment tant par des hommes politiques, comme Arnaud Montebourg, que par des juristes ou des politistes. Cf. par exemple François Bastien, *Misère de la V^{ème} République*, Paris, Denoël, 2001. On se souviendra qu'au fil des années les critiques n'ont jamais cessé et que la naissance même de la République fut difficile et vigoureusement saluée par ses détracteurs.

¹³ Denquin Jean-Marie, *La monarchie aléatoire*, Paris, PUF, 2001.

pouvoirs et que le rôle dirigeant pourrait se satisfaire d'une *capitis diminutio*. Les conceptions du rôle du Président peuvent recouvrir ainsi des conceptions contrastées de l'importance des pouvoirs accordés à ce même Président. Ce qui rend difficile de dégager un discours clair et simple sur les différents pouvoirs à réformer pour faire vivre telle ou telle conception du rôle. Cette distribution des réponses ne pourrait-elle se lire en écho à la fine analyse de Philippe Lauvaux montrant la complexité des *Destins du présidentielisme* et argumentant sur la particularité du régime, construit sur l'écart entre sa qualification juridique formelle, régime parlementaire, et son effectivité politique, régime présidentiel ?

Tableau 5. Jugements sur le pouvoir du Président de la République en fonction de son rôle attendu.

Jugement sur pouvoir Rôle attendu	Trop de pouvoir	Pas assez	Comme il faut	
Diriger lui-même	20	42	38	100
Exercer un rôle d'arbitre	25	21	54	100

Source : BPF 2^{ème} vague

Cette faible polarisation et ces ambiguïtés entre les partisans de la direction et de l'arbitrage sont à l'œuvre dans certaines distributions des réponses. Que l'on soit un homme (43% d'entre eux attendent que le Président de la République dirige lui-même le pays/56% attendent de lui qu'il exerce un rôle d'arbitre) ou une femme (44%/55%); jeune (42%/57% chez les 25-34 ans) ou plus âgé (43%/56% chez les 50-64 ans); titulaire d'un BEPC (44%/55%) ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur (42%/57%); artisan, commerçant, chef d'entreprise (49%/47%) ou ouvrier (47%/52%); qu'on s'en sorte très facilement (52%/48%) ou difficilement (52%/47%) avec les revenus du foyer... les positions sociales ne semblent pas avoir des influences univoques sur le rôle attendu du futur Président de la République.

Les positions politiques apparaissent plus discriminantes : 61% des interviewés qui ont confiance dans la gauche pour gouverner le pays souhaitent que le futur Président exerce un rôle d'arbitre et de garant des institutions alors que 51% de ceux qui ont confiance dans la droite pour gouverner la France souhaitent que le Président dirige lui-même le pays. Les défiants quant à eux privilégient la fonction arbitrale (cf. tableau 6).

Tableau 6. Le rôle attendu d'un Président de la République en fonction de la confiance dans la gauche ou la droite pour gouverner le pays.

	Q. 54 Le rôle attendu d'un président de la République			Total
	1 Diriger lui-même le pays	2 Exercer un rôle d'arbitre et de garant des institutions	3 (Nsp)	
1 J'ai confiance dans la gauche pour gouverner le pays	38,4%	61,0%	0,5%	100%
2 J'ai confiance dans la droite pour gouverner le pays	51,0%	48,3%	0,7%	100%
3 Je n'ai confiance ni dans la droite ni dans la gauche pour gouverner le pays	43,0%	56,0%	1,0%	100%
4 (Nsp)	53,8%	46,2%		100%
Ensemble échantillon	43,7%	55,5%	0,8%	100%

Source : BPF 2^{ème} vague

Que l'on prenne comme indicateur l'auto-positionnement sur l'axe gauche-droite, la personnalité politique dont on se sent le plus proche ou encore la proximité partisane : des logiques s'esquissent relatives au pouvoir, à la délégation et à la souveraineté. Par-delà les hésitations (déjà évoquées) de la doctrine pour caractériser le régime de la Cinquième

République, on retrouve ici à l'œuvre la tension originelle qui l'organise, entre représentation et incarnation. La logique représentative est manifestée dans l'affirmation du rôle des partis politiques et du pouvoir du Parlement alors que la logique d'incarnation dévolue à un chef la mission de guider l'Etat et la nation¹⁴.

A partir de là, deux mini-modèles peuvent être développés en fonction de « types présidentiels » :

- les « arbitraux »
- les « dirigistes »

B. Les « arbitraux »

Les interviewés qui déclarent attendre du futur Président de la République qu'il exerce un rôle d'arbitre et de garant des institutions sont, comme nous l'avons déjà vu, majoritaires dans l'échantillon (55%).

Les « arbitraux » marquent leur intérêt pour la politique (56% et 57% de ceux qui s'y intéressent beaucoup ou assez sont des arbitraux). Ils se positionnent essentiellement au centre (62% des centristes sont des arbitraux), à gauche (61%) et à l'extrême-gauche (68%) sur un axe gauche-droite.

En termes de personnalités politiques, 70% des électeurs de Besancenot, 58% des électeurs de Jospin et 60% des électeurs de Bayrou en 2002 sont des arbitraux contre 50% des électeurs de Chirac et 43% de ceux de Jean-Marie Le Pen. Pour l'avenir, ceux qui se déclarent proches de Fabius, de Strauss-Kahn ou de Royal sont majoritairement des arbitraux (60%, 67% ou 60%).

S'ils pensent majoritairement soit que le Président de la République a « trop de pouvoir » (60% des interviewés qui opinent à cet item sont des arbitraux), soit qu'il en a « comme il faut » (64% des « arbitraux » pour cet item), ils sont d'avis généralement que l'équilibre des pouvoirs est « comme il faut » actuellement (tant pour le Parlement, que pour le premier ministre ou encore les partis politiques et les syndicats).

Enfin, leurs préoccupations signalent leur polarité politique, 69% des interviewés qui répondent que les inégalités sont le problème le plus important pour la France sont des arbitraux, mais aussi 65% de ceux qui évoquent l'éducation et la recherche ou encore 63% de ceux que préoccupent l'environnement.

C. Les « dirigistes »

Les opinions favorables à ce que le Président dirige lui-même le pays (44% de l'échantillon) dessinent les profils de citoyens aux contours politiques assez familiers des spécialistes de la droite parfois autoritaire et extrême.

Cette demande sociale est associée à une moindre intégration au système politique jointe à une radicalisation des positionnements partisans et électoraux. C'est parmi les citoyens les moins intéressés à la politique (52% chez ceux qui ne s'y intéressent pas du tout contre 43% à ceux qui s'y intéressent beaucoup) et parmi ceux qui refusent de s'identifier à un parti (50%) que l'on trouve les plus tentés par l'appel au Président. Les « dirigistes », quel que soit l'indicateur politique retenu, inclinent pour la droite et surtout l'extrême-droite :

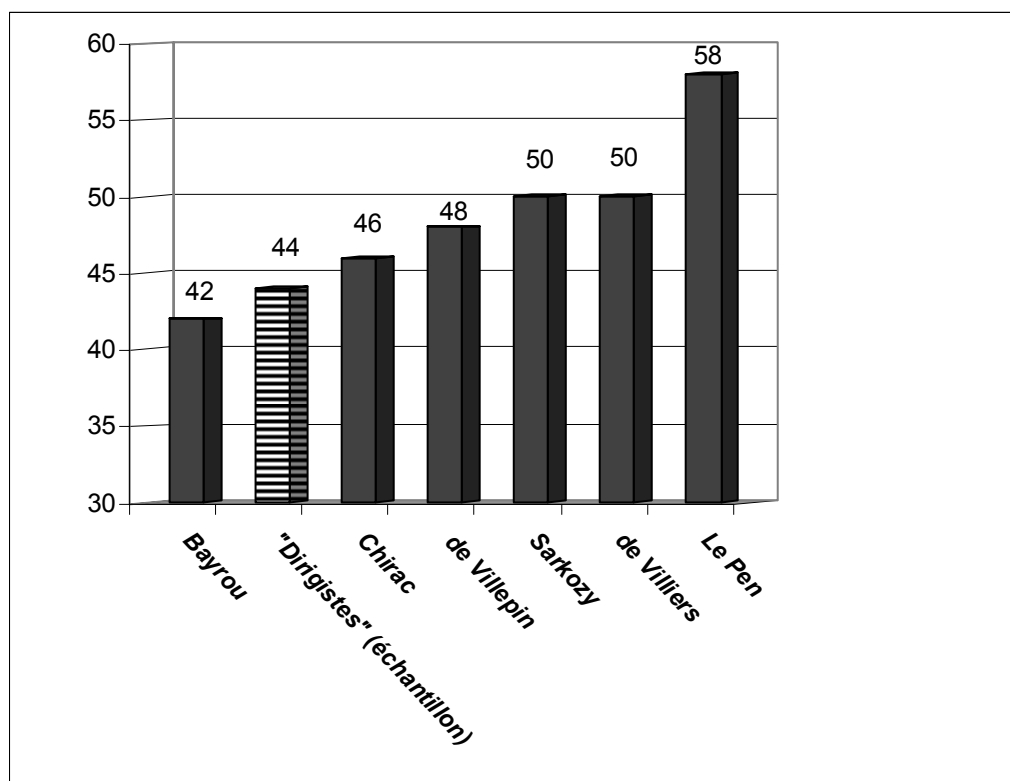
- 57% de électeurs de Jean-Marie Le Pen en 2002 et 49% de ceux de Jacques Chirac,
- 57% de ceux qui se sont positionnés très à droite et 51% de ceux qui se mettent à droite sur l'axe gauche-droite,
- 60% des proches du Mouvement pour la France et 57% des proches du Front national ou encore 50% des proches de l'UMP,
- 69% de ceux qui pensent que Jean-Marie Le Pen a l'étoffe d'un Président et 52% de ceux qui pensent de même à propos de Nicolas Sarkozy,
- 52% de ceux qui se sentent le plus proche de Jean-Marie-Le Pen ou de Nicolas Sarkozy (50% pour Philippe de Villiers mais 43% pour Dominique de Villepin et 40% pour François Bayrou), ... veulent un Président qui dirige lui-même le pays.

Cette attente césariste varie en fonction des droites, le tableau suivant illustrant bien la gradation du dirigisme personnel escompté, tel qu'il se décline à l'intérieur même de ce camp (cf. tableau 7). Signalons par ailleurs, que la part des « dirigistes » chez les électeurs potentiels des candidats déclarés ou probables de la gauche ne dépasse jamais la moyenne de l'échantillon. Une mesure complémentaire de l'intensité des attentes et espoirs reportés sur un candidat par les « dirigistes » peut être donnée. En effet, certains se projettent dans l'espoir d'une prise en main volontariste en 2007 : 55% des interviewés qui croient « beaucoup » en une amélioration des choses en France grâce à l'élection présidentielle souhaitent du futur Président qu'il dirige lui-même le pays plutôt qu'il n'exerce une fonction arbitrale (44%). Le résultat est à front renversé de la distribution des réponses dans le reste de l'échantillon sur les trois autres items (« assez », « peu », « pas du tout » croyance dans l'amélioration des choses en France grâce à l'élection

¹⁴ Donégani Jean-Marie et Sadoun Marc, « 1958-1992. Le jeu des institutions », Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites en France*, Paris, Gallimard, 1992, p.391-487.

présidentielle), globalement (44%/55%). La tentation du chef charismatique existe bien dans les représentations d'un certain nombre de citoyens actuellement.

Tableau 7. Part en pourcentage des « Dirigistes de droite » en fonction de la probabilité de vote



Source : BPF 2^{ème} vague

Le contenu idéologique que les « dirigistes » donnent à leur demande politique les rattache à la droite autoritaire, que ce soit en matière sociale, culturelle ou morale. Loin des scores des tenants du « libéralisme culturel », leur hostilité est déclarée face à l'homosexualité, à l'Islam, à l'abolition de la peine de mort, aux immigrés. Leurs sujets de préoccupations majoritaires sont l'immigration, la sécurité des biens et des personnes, les impôts et taxes. Ils valorisent en revanche une plus grande liberté laissée par l'Etat aux entreprises et la notion de profit. A l'Union européenne, ils préfèrent les Etats-Unis, au socialisme le libéralisme. Concernant les autres composantes du système politique, le soutien est modulé et ciblé. S'ils pensent que les médias, les sondages, les entreprises n'ont pas assez de pouvoir, en revanche les syndicats, les communes, les départements, les régions en ont trop à leurs yeux. Logiquement, la décentralisation est jugée comme étant allée trop loin et comme accentuant le déséquilibre entre les territoires riches et les territoires pauvres. Cette conception implique une rupture avec les contours actuels de l'Etat. Moins qu'un Etat acteur, qui pilote l'économie et qui redistribue, l'attente se tourne plutôt vers un Etat puissance, sans devoir d'intervention sur le marché et face à la mondialisation.

Les voies alternatives de prise de parole et la croyance dans leur influence sur les décisions prises en France sont privilégiées au détriment des canaux traditionnels de la représentation : pour les dirigistes, mieux vaut discuter sur un internet, dans un blog ou un forum que militer dans un parti pour se faire entendre (55% contre 31%).

Si la défiance des corps et espaces intermédiaires se conçoit aisément dans une logique présidentialiste, les « dirigistes » ne sont pourtant pas à une bizarrerie institutionnelle près. Ils composent par leurs réponses un mécano des pouvoirs où il apparaît que, certes, le Président n'en a pas assez (61%), mais le Premier Ministre non plus (52%), alors que l'Assemblée en a soit trop soit pas assez à parts égales (47%). La prééminence présidentielle est affirmée dans la dyarchie de l'exécutif mais cette dualité –qui est une des difficultés propres de la V^e– n'est pas résorbée pour autant. Tout se passe comme si seule comptait la possibilité d'être dirigé, pris en charge. Une telle ambition repose sur un diagnostic critique à l'égard du pouvoir parlementaire et sur une mise en doute des corps intermédiaires. Le populisme antiparlementaire de la droite extrême ici joint à la nostalgie du renforcement gaulliste de la fonction présidentielle signent l'héritage du second bonapartisme¹⁵. La « remise en ordre » s'accompagne d'une reprise en main.

¹⁵ Cf. Jaume Lucien, *Echec au libéralisme*, Paris, Kimé, 1990, p. 71 et suiv.



Centre de Recherches Politiques de Sciences Po

LE BAROMÈTRE POLITIQUE FRANÇAIS (2006-2007)

3^{ème} vague – Hiver 2006

**ABSTENTIONNISTES, VOTANTS DÉCIDÉS OU ENCORE INDÉCIS :
LES CLÉS DE LA MOBILISATION ÉLECTORALE**

Anne MUXEL

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP. Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.

Abstentionnistes, votants décidés ou encore indécis : les clés de la mobilisation électorale

Anne MUXEL

La dernière élection présidentielle a été marquée par un record d'abstentions. Le 21 avril 2002, près de trois Français sur dix (28%) sont restés en dehors de la décision électorale. Et si ce fort retrait des électeurs n'est pas le seul facteur explicatif de l'éviction de Lionel Jospin et de la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour, il y a contribué. Le résultat de ce premier tour de scrutin a marqué un point d'orgue dans la crise de la représentation politique qui sévit en France depuis une vingtaine d'années. Le nombre des suffrages protestataires qui se sont portés sur les candidats aux deux extrêmes de l'échiquier partisan cumulé au nombre des abstentionnistes a révélé un réel malaise politique et une difficulté pour les grands partis de gouvernement à convaincre l'électorat. Le sentiment que la partie était jouée d'avance a fortement contribué à susciter un choix pour un parti hors système et à démobiliser l'électorat. Près d'un Français sur deux se sont exprimés au travers d'un choix protestataire ou se sont réfugiés dans le camp de l'abstention.

Le contexte institutionnel de l'élection de 2007 n'est pas le même. C'est la première fois que l'élection se produit dans un temps quinquennal, les deux grands candidats en lice ne sont ni des "cohabitants", ni les personnages situés au plus haut niveau de l'exécutif, enfin pour la première fois, un homme et une femme sont en compétition, et une compétition qui s'annonce serrée. En revanche, le contexte social et politique n'a que peu évolué, et tous les signes du mécontentement à l'encontre de la classe politique, de la défiance et de la protestation sont réunis, comme en 2002. Les bons niveaux de participation enregistrés aux élections régionales de mars 2004 et au référendum sur la Constitution Européenne de mai 2005 sont davantage dus à la mobilisation des électeurs pour sanctionner les gouvernements, et à la logique de la "politisation négative". Plus récemment, des événements tels que les émeutes urbaines de l'automne 2005 et la mobilisation contre le CPE du printemps 2006, ont fortement montré l'ampleur du potentiel protestataire dans le pays. Aujourd'hui, ce sont toujours 39 % de Français qui sont prêts à manifester dans la rue pour défendre leurs idées. Une fraction de plus en plus importante d'entre eux accorde plus d'efficacité politique à des formes de participation non conventionnelle qu'au vote. L'acte électoral est moins considéré que par le passé comme l'outil par excellence de l'expression démocratique.

Qu'en sera-t-il dans trois mois ? Le premier tour de scrutin de l'élection présidentielle marquera-t-il un renversement de tendance par rapport à la dynamique du comportement abstentionniste, et notamment de l'instrumentalisation politique de l'abstention ? Quelle est la disposition des Français ? Sont-ils décidés à participer ? Et comment ?

Certains éléments permettent de penser que la participation pourrait être à la hausse. Les traces dans la mémoire du traumatisme électoral que représenta le 21 avril 2002, particulièrement au sein de l'électorat de gauche, devraient diminuer la tentation de l'abstention et susciter davantage de votes utiles. Par ailleurs, la mobilisation de l'opinion à l'occasion d'événements forts ayant marqué la scène politique nationale dans la période récente, émeutes en banlieue et protestation contre le CPE, pourrait trouver un débouché dans les urnes. Enfin, la forte polarisation des deux grands candidats en lice Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy, lancés dans une campagne qui a débuté il y a déjà plusieurs mois, devrait susciter un désir de participation.

Mais la prévision de l'abstention, et donc de la participation, est un exercice difficile, et ce d'autant plus qu'elle se situe très en amont du scrutin. D'abord parce la volatilité et l'indécision qui caractérisent l'électeur d'aujourd'hui sont telles qu'il paraît périlleux d'anticiper avec certitude un comportement dont il n'a pas lui-même une franche idée. Mais aussi parce que l'abstention continue de faire l'objet d'une sous déclaration dans les enquêtes, et les intentions de voter apparaissent de fait toujours survalorisées avant l'élection. Les passages à l'acte sont ensuite moins nombreux. Même à l'approche de l'élection, cette prévision reste difficile. La décision de l'abstention peut intervenir dans les quelques jours précédant le scrutin, voire le jour même. Ainsi 37% des 18-25 ans qui déclaraient juste avant le premier tour une intention de vote pour un candidat de la gauche plurielle se sont en bout de course abstenus le 21 avril 2002 (26% des 25-30 ans et 27% de l'ensemble des électeurs dans la même disposition, PEF 2002). Ces basculements de dernière minute ont donc des effets importants sur les résultats du scrutin.

S'il était trop tôt pour dessiner le paysage de la participation électorale des Français lors des vagues 1 et 2 du Baromètre, il est en revanche important de commencer à le faire à partir de la troisième vague, et de suivre son évolution lors de la vague 4. Quelles sont les intentions des Français quant à leur participation au premier tour de scrutin ?

Interrogés sur leur intention d'aller voter, 76% des Français répondent qu'ils sont décidés à participer au scrutin, 20% se disent incertains et 4% déclarent qu'ils sont certains de s'abstenir. En 2002, quelques semaines avant le premier tour, le nombre d'abstentionnistes potentiels s'élevait à un peu plus du quart des électeurs, 26%, et parmi eux 8% se montraient sûrs de leur choix de rester en dehors de la décision électorale (Sondage TNS Sofres, mars 2002). A quelques semaines du scrutin 2007, bien que la fermeté du choix de l'abstention paraisse quelque peu atténuée, la disposition des

Français quant à leur participation reste dans ses grandes lignes assez similaire. Tels qu'ils se présentent aujourd'hui, un quart des Français (24%) sont donc des abstentionnistes potentiels.

L'enquête fait apparaître aussi un nombre élevé d'intentions de vote blanc (10%) dont il faudra s'efforcer de comprendre les ressorts comme les significations.

1. LES PROFILS SOCIOLOGIQUES ET POLITIQUES DES ÉLECTEURS SELON LEURS INTENTIONS DE PARTICIPER OU NON AU SCRUTIN

Les dispositions des Français par rapport à la participation au scrutin présidentiel permettent de mieux comprendre la façon dont ils abordent l'élection. Les profils des votants décidés et des abstentionnistes potentiels sont-ils les mêmes ? Qu'est-ce qui différencie les votants décidés de ceux qui sont encore indécis ? Et ces derniers sont-ils plus proches des votants ou des abstentionnistes résolus ? La réponse à ces questions confirme un certain nombre de logiques sociales et politiques toujours à l'œuvre dans la diversité du comportement électoral, mais aussi des recompositions traduisant de nouvelles lignes de fracture à la fois sociale et politique et de nouveaux usages du vote.

Tableau 1 - Profils sociologiques des Français selon la façon dont ils envisagent leur participation au 1er tour de la présidentielle 2007

	Certains d'aller voter (n = 3996)	Indécis (n = 1062)	Certains de s'abstenir (n = 182)	Ensemble (n = 5240)
Hommes	49	45	47	48
Femmes	51	55	53	52
18-30 ans	20	25	17	21
31 ans et plus	80	75	83	79
Travaillent	51	49	40	50
Au chômage	6	6	9	6
Retraités	26	25	27	26
Au foyer	7	8	14	8
Elèves ou étudiants	7	7	4	7
Sans profession	4	5	4	4
Agriculteurs	4	5	5	4
Artisans, Com., Chef entreprise	6	5	3	6
Prof. Libérale, Cad. sup.	8	6	6	9
Professions intermédiaires	16	14	9	16
Employés	25	28	22	26
Ouvriers	21	22	31	22
Elèves ou étudiants	7	7	4	7
N'ont jamais travaillé	9	11	14	10
Sans diplôme, certif. d'études	33	38	51	35
BEPC, CAP, BEP	34	36	31	34
Baccalauréat	14	14	9	14
Bac+2	9	7	4	9
Diplôme Ens. Supérieur	10	6	4	9
Catholiques pratiquants	9	9	3	9
Catholiques non pratiquants	57	58	61	57
Autres religions	6	8	11	6
Sans religion	29	25	26	28
Ensemble %	100%	100%	100%	100%

Tableau 2 - Profils politiques des Français selon la façon dont ils envisagent leur participation au 1er tour de la présidentielle

	Certains d'aller voter (n = 3996)	Indécis (n = 1062)	Certains de s'abstenir (n = 182)	Ensemble (n = 5240)
Gauche	32 } 58	23 } 44	18 } 32	29
Droite	26 }	21 }	14 }	24
Centre	13	16	8	14
Ni gauche ni droite	29	40	60	33
Proches Extrême Gauche	9 } 48	12 } 48	21 } 52	10 } 48
Proches Parti de gauche	39 }	36 }	31 }	38 }
Proches Parti de droite	33	30	23	32
Proches Front National	8	8	4	8
Autre	11	14	21	12
Référendum Constitution Européenne 05 :				
Ont voté Oui	36	29	12	34
Ont voté Non	44	35	17	41
Ont voté blanc ou nul	7	11	7	8
Abstention	9	21	60	13
Trop jeunes, pas inscrits	3	4	3	3
Premier tour Présidentielle 2002 :				
Ont voté extrême gauche	8	8	5	8
Ont voté gauche plurielle	26	18	13	24
Ont voté droite	24	22	14	24
Ont voté Front National	15	13	8	15
Ont voté pour candidat Hors G/D	5	3	-	4
N'avaient pas 18 ans	7	8	5	7
Pas inscrits, vote blanc et nul, abstention	15	28	55	19
Ont confiance dans la gauche pour gouverner	21	14	10	19
Ont confiance dans la droite pour gouverner	19	16	3	17
N'ont confiance ni dans la gauche ni dans la droite pour gouverner	60	70	87	63
Pensent que l'élection va améliorer des choses en France	48	42	19	46
Ne pensent pas que l'élection va améliorer des choses en France	51	58	81	54
Politisation faible	38	62	78	44
Politisation moyenne	35	27	17	33
Politisation élevée	27	12	6	23
Ensemble %	100%	100%	100%	100%

Les abstentionnistes décidés comparés aux votants décidés

Le choix de l'abstention concerne surtout des électeurs irréguliers voire déjà abstentionnistes tandis que la décision de voter apparaît presque unanime parmi les électeurs systématiques et réguliers. 57% des abstentionnistes décidés n'ont participé qu'à quelques unes voire à aucune élection depuis qu'ils sont en âge de voter ; 60% des votants décidés ont participé à toutes les élections et 30% à presque toutes. Les intentions de voter ou de s'abstenir au scrutin 2007 sont donc assez largement ancrées dans des dispositions structurelles et dans les habitudes qui façonnent le rapport de l'électeur au vote (et donc au non vote). Mais on remarquera qu'une fraction non négligeable des abstentionnistes résolus est constituée d'électeurs systématiques ou réguliers (respectivement 16% et 27%, soit un total de 43%), sans doute davantage politisés et intégrés que les abstentionnistes systématiques plutôt hors du jeu politique, et chez qui la décision de s'abstenir ne revêt pas la même signification.

Les abstentionnistes décidés présentent des signes d'intégration sociale moins affirmés que les votants décidés. On compte parmi eux plus fréquemment des électeurs qui ne travaillent pas (40% contre 51% des votants décidés travaillent, 14% contre 7% des votants décidés sont au foyer). Par ailleurs ils se recrutent en plus grand nombre au sein des catégories populaires et peu diplômées : 31% d'entre eux sont ouvriers (21% des votants décidés), 82% sont sans diplôme ou détenteurs d'un diplôme inférieur au baccalauréat (67% des votants décidés).

Chez les jeunes les écarts face à la participation électorale façonnés par le niveau de diplôme sont importants. Parmi les 18-30 ans qui ont un diplôme supérieur au baccalauréat on compte 81% de votants décidés, parmi ceux qui ont un niveau de diplôme inférieur au baccalauréat ils ne sont plus que 61% dans cette même disposition.

La relation nouée par les électeurs à la politique ainsi que leur positionnement sont déterminants. Ainsi les abstentionnistes décidés apparaissent-ils toujours, moins politisés, plus en retrait et plus critiques vis-à-vis du système politique, plus dubitatifs sur l'importance de l'élection. 78% d'entre eux ont un niveau de politisation faible (38% des votants décidés). Seul un petit tiers d'entre eux se classe entre la gauche et la droite (32% contre 58% des votants décidés), tandis qu'une large majorité (60%) ne se classe ni à gauche ni à droite (29% seulement des votants décidés). On notera la proportion significative de sympathisants de l'extrême gauche (21% soit 12 points de plus que parmi les votants décidés) qui peuvent ne pas trouver de débouché satisfaisant dans l'offre électorale propre à cette élection et utiliser l'abstention à des fins de protestation.

Si la défiance politique concerne les deux tiers de l'ensemble des Français (63% n'ont confiance ni dans la gauche ni dans la droite pour gouverner) et une même proportion parmi les votants décidés (60%), elle apparaît encore plus grande parmi les abstentionnistes résolus (87%). Il en est de même pour leurs attentes en ce qui concerne le scrutin présidentiel : 81% ne pensent pas que l'élection pourra améliorer des choses en France (51% des votants décidés, déjà assez largement dubitatifs).

Enfin, ces abstentionnistes décidés comptent dans leurs rangs une majorité de Français s'étant abstenues aux scrutins précédents.

Les indécis : un profil intermédiaire

L'indécision et la perplexité des Français face aux choix électoraux sont un phénomène qui va s'accroissant. Lors du 1^{er} tour de la présidentielle de 2002, si 56% des votants avaient arrêté leur choix longtemps avant le scrutin, 21% ne se sont décidés qu'en cours de campagne, et 21% au tout dernier moment, dans les jours qui ont précédé voire le jour même de l'élection (Panel électoral français, 2002). L'hésitation qui précède un choix est donc importante et peut accentuer la mobilité des votes, jusqu'au dernier moment, au sein de l'électorat.

Cette indécision affecte aussi la participation. Ne sachant pas pour qui voter, les électeurs peuvent au dernier moment choisir de rester dans l'abstention. A trois mois du scrutin, un quart des Français se montrent hésitants quant à leur intention d'aller voter. Qu'est-ce qui les différencie de ceux qui se montrent décidés de participer comme de ne pas participer au scrutin ? C'est en fonction de la résolution de cette marge d'incertitude que se fixera le niveau final de la participation.

On compte parmi ces électeurs encore indécis davantage de femmes que d'hommes (55% contre 45%) ainsi qu'un nombre plus important de jeunes que parmi les votants et les abstentionnistes décidés (25% de 18-30 ans contre 20% parmi les premiers et 17% parmi les seconds). On remarquera que les jeunes sont pour l'instant plutôt hésitants qu'abstentionnistes, signe éventuel des traces de leur mémoire du scrutin 2002. Enfin, on compte parmi les indécis davantage d'électeurs pas ou faiblement diplômés que parmi les votants décidés mais moins que parmi les abstentionnistes (74% contre respectivement 67% et 82%).

Si ces écarts doivent être notés, le profil sociologique des électeurs encore indécis quant à leur participation paraît plus proche de celui des votants décidés que de celui des abstentionnistes résolus.

Leur profil politique est aussi à mi chemin de celui qui caractérise les deux autres groupes. Leur affiliation politique à gauche ou à droite apparaît moins structurée que parmi les votants décidés (44% contre 58%, soit -14 points) mais davantage que parmi les abstentionnistes (44% contre 32%, soit +12 points).

Si l'on compte en leurs rangs davantage d'abstentionnistes aux scrutins précédents que parmi les votants décidés, c'est beaucoup moins que parmi les abstentionnistes décidés. Ils apparaissent plus défiants et plus sceptiques que les votants décidés (+10 points en ce qui concerne leur absence de confiance dans la gauche ou dans la droite pour gouverner, +7 points en ce qui concerne leur doute sur le fait que l'élection présidentielle puisse améliorer des choses en France), mais nettement moins que les Français qui ont décidé de rester en dehors de la décision électorale.

La campagne électorale jouera un rôle crucial pour entraîner soit la mobilisation soit la démobilisation de ces électeurs. Ces indécis constituent le volant d'électeurs intermittents qui fixe de plus en plus les oscillations du niveau de la participation électorale. La part des abstentionnistes intermittents s'est accrue au fil du temps. Dénombrés sur l'ensemble de la séquence électorale de la présidentielle et des législatives en 2002, seuls 47% des inscrits ont voté systématiquement aux quatre tours de scrutin ; en 1995 lors de la présidentielle et des élections municipales, ils avaient été 55% dans ce cas.

Indécis politisés et indécis dépolitisés

Selon le niveau de politisation des individus, l'indécision face à l'engagement électoral ne concerne pas les mêmes catégories de la population. Elle ne revêt pas non plus la même signification. Cela peut-il avoir des conséquences sur les résultats du scrutin ?

Tableau 3 - Le profil socio-politique des Indécis selon leur politisation

	Indécis politisés (n = 582)	Indécis non politisés (n = 380)	Ensemble des Indécis (n = 1062)
Hommes	47	40	45
Femmes	53	60	55
18-30 ans	20	32	25
31 ans et plus	80	68	75
Travaillent	44	58	49
Au chômage	6	7	6
Retraités	31	15	25
Au foyer	10	6	8
Elèves ou étudiants	5	10	7
Sans profession	5	5	5
Agriculteurs	5	5	5
Artisans, Com., Chef entreprise	6	4	5
Prof. Libérale, Cad. sup.	6	4	6
Professions intermédiaires	18	14	14
Employés	26	32	28
Ouvriers	22	10	7
Elèves ou étudiants	5	9	11
N'ont jamais travaillé	12	9	11
Gauche	26	16	23
Droite	24	14	21
Centre	18	13	16
Ni gauche ni droite	31	56	40
Ont confiance dans la gauche pour gouverner	18	8	14
Ont confiance dans la droite pour gouverner	17	12	16
N'ont confiance ni dans la gauche ni dans la droite pour gouverner	65	80	70
Ensemble %	100%	100%	100%

Les indécis politisés sont les électeurs qui ne sont pas certains d'aller voter mais qui par ailleurs soit s'intéressent à la politique et/ou ont une proximité partisane. Ils représentent plus de la moitié de l'ensemble des indécis (55%). Les indécis dépolitisés ne s'intéressent pas à la politique et/ou n'ont pas de lien partisan (45%).

Près du tiers des premiers sont des retraités (31%). Bien que politisés, leur indécision traduit peut être une difficulté d'adaptation et d'identification plus grande que dans d'autres catégories de la population face à une offre électorale qui s'est assez profondément renouvelée au travers des candidatures de Nicolas Sarkozy et de Ségolène Royal.

On compte parmi les indécis dépolitisés davantage d'actifs au travail (58%), de femmes (60%), mais aussi de jeunes (32%). Ils se distinguent par un lien à la politique plus ténu que le reste des indécis. Ils sont plus nombreux à ne se classer ni à gauche ni à droite (56% contre 31% des indécis politisés), plus nombreux aussi à exprimer leur défiance à l'égard de l'un comme de l'autre camp pour gouverner : 80% ne font confiance ni à la gauche ni à la droite pour gouverner contre 65% de ceux qui sont politisés.

Le degré de politisation n'affecte donc pas de la même manière l'indécision et surtout n'entraîne pas les mêmes conséquences sur les choix électoraux que ce profil d'électeurs peut être conduit à faire. Les intentions de vote des indécis se répartissent de façon assez similaire entre tous les candidats. Mais il faut noter que les indécis non politisés sont un peu plus nombreux que les indécis politisés à envisager d'accorder leurs suffrages à Nicolas Sarkozy (39% contre 34%, +5 points). Ce dernier semble bénéficier d'un crédit potentiel un peu plus marqué parmi les électeurs encore indécis, et surtout peu politisés, que parmi les votants décidés (39% contre 31%). Ainsi pourrait-il convaincre dans le cours de la campagne, des électeurs jeunes, femmes, notamment dans les catégories employées, à voter pour lui. Ségolène Royal est choisie par 29% des indécis quel que soit le niveau de leur politisation. Son potentiel électoral semble un peu plus important parmi les votants décidés (33%).

2. L'IMPORTANCE DU VOTE BLANC : INDÉCISION OU INSATISFACTION ?

A mi-chemin entre l'abstention et la participation électorale, le vote blanc, surtout lorsqu'il est mesuré à partir des intentions de l'électeur, manifeste soit un doute soit un refus d'exercer un choix parmi une offre électorale donnée. Lors des consultations électorales, même s'il fait l'objet d'une demande récurrente de reconnaissance et de comptabilisation parmi les exprimés, et bien qu'en augmentation, sensible au fil des scrutins, reste dans l'ensemble marginal. Calculé par rapport aux inscrits il évolue entre 1% et 3% lors des premiers tours présidentiels et entre 2% et 5% aux seconds tours. Lors des scrutins de 2002, on dénombrait 2,4% de votes blancs au premier tour et 4,2% au second.

Dans la vague 3 du Baromètre 10% des Français sont tentés par cette réponse électorale, ce qui est beaucoup, et sans doute une proportion qui ne correspondra pas au score effectif qui sera atteint le soir du scrutin. Mais ce chiffre, à trois mois du premier tour, indique un certain malaise des électeurs face à l'offre du 22 avril 2007. Cache-t-il la tentation abstentionniste difficile à avouer, marque-t-il encore davantage la part d'indécision d'aller voter ou revêt-il une réelle signification politique et un désaveu face aux candidats en lice ? Comment interpréter l'ampleur de cette réponse à trois mois du scrutin ? Qui sont ces électeurs qui déclarent vouloir voter blanc ? Sont-ils sociologiquement et politiquement plus proches des abstentionnistes ou des votants ayant déjà arrêté leur choix sur un candidat ?

Tableau 4 - Profil sociologique des électeurs ayant l'intention de voter blanc au 1er tour de la présidentielle 2007

	Voter blanc (n = 575)	Abstention (n = 160)	Voter pour un candidat (n = 4418)	Ensemble (n = 5163)
Hommes	41	35	49	48
Femmes	59	65	51	52
18-30 ans	31	19	20	21
31 ans et plus	69	81	80	79
Travaillent	51	48	50	50
Au chômage	8	8	6	6
Retraités	15	23	28	26
Au foyer	12	13	7	8
Elèves ou étudiants	10	7	6	7
Sans profession	4	3	4	4
Sans diplôme, certif d'études	32	43	35	35
BEPC, CAP, BEP	37	31	34	34
Baccalauréat	14	11	14	14
Bac+2	11	9	8	9
Diplôme Ens. Supérieur	7	6	9	9
Catholiques pratiquants	4	8	9	9
Catholiques non pratiquants	61	52	57	57
Autres religions	7	9	6	6
Sans religion	28	32	28	28
Ensemble %	100%	100%	100%	100%

Parmi les électeurs tentés par le vote blanc, les femmes sont plus nombreuses que les hommes (59% contre 41%). Les jeunes sont représentés dans une proportion plus importante que parmi ceux qui ont déjà choisi leur candidat et que parmi les abstentionnistes (31% contre respectivement 20% et 19%).

Mais leur profil politique fait apparaître des différences plus significatives qui éclairent la diversité de cette réponse électorale. Les Français ayant l'intention de voter blanc se montrent assez proches des abstentionnistes quant à l'évaluation qu'ils font de la situation politique.

Ainsi partagent-ils un même niveau de défiance à l'encontre de la droite et de la gauche pour gouverner le pays (91% des premiers et 89% des seconds), un même pessimisme sur la situation économique de la France (70% et 71%), un même jugement négatif sur le gouvernement actuel (63% et 61%), enfin un même scepticisme quant au changement qui pourrait advenir grâce à l'élection (76% et 73%). Sur toutes ces dimensions les électeurs ayant déjà choisi le candidat pour lequel voter sont moins sévères, moins négatifs, moins pessimistes.

Les électeurs ayant choisi de voter blanc ont aussi en commun avec les abstentionnistes des positionnements politiques moins structurés que parmi les électeurs portant leur choix sur un candidat. Ainsi 64% d'entre eux ne se reconnaissent-ils ni dans la gauche ni dans la droite, et 30% ont-ils plutôt des difficultés à se situer au sein de l'échiquier partisan.

En revanche, ils apparaissent plus politisés et surtout plus protestataires que les abstentionnistes, et leur implication politique tend à se rapprocher de celle que l'on constate parmi les Français exprimant une intention de vote pour un candidat : 32% sont prêts à manifester pour défendre leurs idées (41% des électeurs exprimant une intention de vote pour un candidat, mais seulement 24% des abstentionnistes).

Tableau 5 - Profil politique des électeurs ayant l'intention de voter blanc au 1^{er} tour de la présidentielle 2007

	Voter blanc (n = 575)	Abstention (n = 160)	Voter pour un candidat (n = 4418)	Ensemble (n = 5163)
Gauche	14 } 22	19 } 31	32 } 59	30 } 54
Droite	8 }	12 }	27 }	24 }
Centre	12	9	14	13
Ni gauche ni droite	64	59	27	32
Proches parti extrême gauche	11 } 44	16 } 53	10 } 49	10 } 48
Proches parti de gauche	33 }	37 }	39 }	38 }
Proches parti de droite	22	23	34	32
Proches Front National	4	2	9	8
Proches d'un autre parti	30	22	8	12
Politisation faible	57	70	41	44
Politisation moyenne	32	24	33	33
Politisation élevée	11	6	26	23
Prêts à manifester	32	24	41	39
Pas prêts à manifester	68	76	59	61
Ont confiance dans la gauche pour gouverner	6	6	22	19
Ont confiance dans la droite pour gouverner	3	5	20	18
N'ont confiance ni dans la gauche ni dans la droite pour gouverner	91	89	58	63
Pensent que l'élection va améliorer des choses en France	24	26	50	46
Ne pensent pas que l'élection va améliorer des choses en France	76	73	50	54
Optimistes sur la situation économique de la France dans 6 mois	30	29	36	35
Pessimistes sur la situation économique de la France dans 6 mois	70	71	64	65
Jugement positif sur le gouvernement	35	34	42	41
Jugement négatif sur le gouvernement	63	61	57	58
Ne sait pas, sans réponse	2	5	1	1
Ensemble %	100%	100%	100%	100%

La comparaison des électeurs envisageant de voter blanc selon le niveau de leur politisation permet de mieux comprendre les ressorts de cette réponse électorale. Parmi ceux qui sont politisés on dénombre aux deux bouts de la chaîne des âges une proportion significative de jeunes (38% de 18-30 ans contre 33% parmi les non politisés) et de retraités (20% contre 11% parmi les non politisés), pour qui l'intention de voter blanc est le moyen, peut être temporaire, d'exprimer un malaise et une perplexité face à l'offre électorale proposée, mais aussi d'exprimer une sanction à l'encontre des gouvernants. Chez les non politisés, le choix du vote blanc cache pour une part sans doute plus significative la tentation de l'abstention.

La campagne des semaines à venir sera décisive pour entraîner une mobilisation de ces électeurs tentés par le vote blanc, à la fois porteurs d'indécision et de protestation, et pour partie d'entre eux en bien des points semblables aux abstentionnistes. 10% c'est un réservoir de voix non négligeable, auquel s'ajoute le nombre des électeurs potentiels encore incertains à ce jour de leur participation (20%). De la capacité des candidats à les convaincre d'aller voter et de leur détermination finale dépendra le niveau de la participation au 1^{er} tour de scrutin de la présidentielle 2007.



Centre de Recherches Politiques de Sciences Po

LE BAROMÈTRE POLITIQUE FRANÇAIS (2006-2007)

3^{ème} vague – Hiver 2006

LES COUCHES POPULAIRES ET L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Bruno CAUTRÈS

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP. Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.

Les couches populaires et l'élection présidentielle

Bruno CAUTRÈS

Introduction

La relation des « couches populaires » à l'élection présidentielle de 2007 s'inscrit-elle dans la continuité d'un rapport à la fois défiant et pessimiste sur l'avenir économique et social, tel que toute les enquêtes le constatent depuis plusieurs années ? Ou bien, l'offre électorale spécifique de 2007 est-elle susceptible d'introduire certaines modifications, voire recompositions, du rapport au vote et à la politique des milieux les plus défavorisés de la société française ? Telles sont les questions importantes auquel ce rapport donne quelques éléments de réponse. Les « couches populaires » désignent ici des milieux sociaux caractérisés par leur catégorie sociale, seul indicateur disponible, avec le statut de l'activité, pour situer les répondants dans les hiérarchies sociales. Deux catégories sociales vont être analysées en profondeur : les employés et les ouvriers. La taille des échantillons du BPF rend possible de détailler plus finement que cela n'a jamais été fait auparavant, les sous-catégories qui composent ces deux groupes. Nous comparerons de manière systématique ces sous-catégories à leurs totaux de référence ainsi qu'aux autres catégories socio-professionnelles.

Une trame parcourt ce rapport : la question de l'éventuelle capacité des deux « principaux » candidats (ceux dont les scores dans toutes les enquêtes d'intentions de vote sont les plus élevés, à savoir Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal) à obtenir le soutien ou l'adhésion de ces « couches populaires ». Cette question est importante dans la mesure où les dernières années électorales ainsi que les élections de 2002 ont été marquées par des comportements politiques manifestant, dans ces milieux, un rapport défiant vis-à-vis de la politique : abstention, désaffection de la politique, pessimisme sur l'avenir du pays, craintes sociales et sécuritaires, votes aux extrêmes et notamment à l'extrême-droite. Cela traduisait dans ces milieux sociaux un décalage croissant entre les identités sociales et professionnelles et les choix politiques. Certains sociologues ont même parlé, plus largement que dans le cas français, d'une « mort des classes sociales », d'un épuisement des modèles explicatifs du vote basés sur les liens et alignements entre position occupée dans l'espace social et comportements politiques.

Qu'en est-il en 2007, alors que le paysage sociologique et politique français s'est profondément transformé depuis l'époque où gauche et droite se « répartissaient » deux univers sociaux antagonistes dans leurs intérêts socio-économiques, le monde des « patrons », petits ou grands ou des « cols blancs » et celui des « cols bleus » ?

I) LE RAPPORT À LA POLITIQUE ET LA POLITISATION DANS UN CONTEXTE DE PESSIMISME SOCIO-ÉCONOMIQUE

Les données des deux premières vagues du BPF ont montré, puis confirmé, que l'électorat français est actuellement caractérisé par un double rapport « négatif » vis-à-vis de l'avenir : au climat de pessimisme social répond un climat de forte défiance vis-à-vis de la politique.

La troisième vague confirme largement ce double constat : 53% des nos répondants déclarent s'en sortir difficilement (« très » ou « assez ») avec les revenus de leur foyer, 39% pensent qu'en France « là où ils habitent » le chômage a augmenté, 53% que la délinquance a augmenté en France et 33% qu'elle a augmenté « là où ils habitent ». Enfin, 65% se déclarent pessimistes sur l'évolution de la situation économique de la France au cours des six prochains mois.

Qu'en est-il parmi les « couches populaires » de l'électorat ? Parmi les employés, deux items attestent d'un niveau de préoccupation socio-économique nettement plus fort que dans l'ensemble de l'échantillon : 64% d'entre eux déclarent s'en sortir difficilement avec les revenus de leur foyer et 65% déclarent que la délinquance a augmenté en France ; parmi les ouvriers, si ces deux items sont également davantage cités que dans l'ensemble de l'échantillon (respectivement 60% et 57% des ouvriers), les items concernant le chômage au plan national comme local font apparaître une préoccupation plus forte que chez les employés : 46% des ouvriers, pour le plan national, et 43% pour le plan local, ont le sentiment que le chômage a augmenté.

Les préoccupations des « couches populaires » en termes d'enjeux et de problèmes jugés comme les plus importants en France aujourd'hui, viennent en écho à ces premiers résultats : l'ordre des problèmes qui préoccupent le plus les employés et les ouvriers est le même que dans l'ensemble de la population, le thème de la hausse des prix passant néanmoins en second : respectivement pour ces deux groupes 35% et 34% indiquant que l'emploi est le problème le plus important en France, tandis que 15% et 12% citent la hausse des prix et que 11% et 12% indiquent les inégalités. Les chômeurs quant à eux citent de manière très dominante la question de l'emploi (49%).

Les « couches populaires » inquiètes sur l'avenir socio-économique du pays et de leur foyer, préoccupées par des thèmes socio-économiques qui touchent globalement à leur position dans la société française (emploi, hausse des prix,

inégalité), en tirent-elles des conséquences dans leur rapport à la politique ? Sont-elles dans le même temps que socialement préoccupées, politiquement détachées ?

La réponse à cette question est en demi-teinte. D'une part, on constate bien que les employés et les ouvriers sont, en moyenne, moins politisés en terme d'intérêt général pour la politique : 37% des employés, 39% des ouvriers se déclarent intéressés par la politique (« beaucoup » ou « assez »), c'est-à-dire 11 et 9 points de moins que la moyenne de l'ensemble de l'échantillon. Mais les autres indicateurs dont nous disposons ne montrent pas d'écarts significatifs entre les moyennes d'échantillons et les groupes d'employés et d'ouvriers : ainsi, 37% des employés et 40% des ouvriers se déclarent prêts (« tout à fait » ou « plutôt ») à participer à une manifestation pour défendre leurs idées alors que c'est le cas de 39% de notre échantillon. Il convient néanmoins de remarquer que si l'on compare ces groupes professionnels aux autres groupes alors apparaît la réalité d'un rapport à la politique qui oppose des groupes sociaux très politisés (comme les cadres supérieurs, les enseignants et les professions intermédiaires) à des groupes sociaux nettement moins politisés : les employés et ouvriers. Il faut lire les pourcentages du tableau en comparant entre eux les groupes sociaux sachant que des normes sociales comme le fait de voter (à toutes les élections depuis que l'on a l'âge de la majorité ou à la prochaine élection présidentielle) induisent pour tous les groupes sociaux des taux assez hauts de réponses positives.

La vraie distinction que le tableau permet de révéler est celle qui oppose, à l'intérieur des groupes d'employés et d'ouvriers, certaines sous-catégories : tout se passe comme si deux sous-groupes appartenant aux « couches populaires » s'opposaient dans leur rapport à la politique et se constituaient sur d'autres bases que celles des catégories de l'INSEE : d'un côté les personnels de service, les ouvriers agricoles, les employés de commerce forment un groupe moins politisé, plus distant et sans doute plus critique à l'égard de la politique ; d'un autre côté les employés d'administration et d'entreprise et les ouvriers qualifiés davantage impliqués en matière politique. Ces distinctions à l'intérieur des grandes catégories d'employés et d'ouvriers permettent de nuancer le tableau parfois « monolithique » que l'on dresse de ces milieux sociaux : il sont sans doute moins politisés que d'autres, mais tous les segments de ces « couches populaires » ne sont pas à l'unisson.

Tableau 1 – Le rapport à la politique des couches populaires, comparés aux autres groupes sociaux.

	Intérêt politique (« beaucoup » et « assez »)	Participation à toutes les élections	Prêt à manifester (« tout à fait » et « plutôt »)	N'a confiance ni dans la gauche ni dans la droite pour gouverner	Intention de participer au premier tour de la présidentielle de 2007 (« tout à fait »)
Couches populaires					
Employés de commerce	34	53	33	66	73
Employés d'administration et d'entreprise	43	53	41	67	76
Personnels de service	27	58	31	73	77
Policiers et militaires	52	45	36	71	76
Total Employés	37	54	37	68	75
Ouvriers qualifiés	40	50	42	66	76
Ouvriers non qualifiés	38	49	37	63	76
Ouvriers agricoles	33	43	26	77	66
Total Ouvriers	39	50	40	66	75
Chômeurs	46	48	43	71	72
Autres groupes sociaux					
Agriculteurs	51	75	29	53	71
Artisans et commerçants	58	55	34	60	80
Professions libérales et cadres supérieurs	74	57	42	54	82
Enseignants	75	61	54	54	81
Professions intermédiaires	54	53	42	60	80
Moyenne totale	48	54	39	63	76

II) LES « COUCHES POPULAIRES » DANS LA TRIPARTITION DE L'ESPACE POLITIQUE

En 1995, on constatait un net recul du vote de gauche parmi les ouvriers et au profit du Front national. Jean-Marie Le Pen arrivait alors en tête parmi les ouvriers au soir de premier tour de l'élection présidentielle. Le leader du FN parvenait alors à faire figure de défenseur des « petits » contre les « gros ». En 2002, c'est toujours parmi les ouvriers, notamment ceux qui sont les plus intégrés au monde des ouvriers, que Jean-Marie Le Pen réalisa ses meilleurs scores : les scores cumulés des deux candidats de l'extrême droite ont frôlé les 30% le 21 avril 2002.

Qu'en est-il aujourd'hui à quelques semaines de l'élection présidentielle ? Nous avons choisi ici de nous restreindre aux trois candidats Sarkozy, Royal et Le Pen. Car c'est bien autour des trois courants idéologiques qu'ils représentent que la discussion s'est organisée depuis quelques années sur ce que l'on appelle la « tripartition » de l'espace politique français. Par « tripartition » on entend la recomposition de l'espace politique français autour de trois pôles, assez structurés du point de vue de l'attachement de leurs électeurs et des opinions que ceux-ci partagent : la droite, la gauche et l'extrême droite. Dans cette théorie de la « tripartition », l'extrême gauche est considérée, sur la base d'analyses empiriques convaincantes, comme moins idéologiquement autonome par rapport au reste de la gauche, du moins dans les systèmes de valeurs et d'opinion de ses électeurs.

Le rôle joué par l'évolution du lien entre catégories sociales et vote (le vote socialiste parmi les classes moyennes et supérieures du secteur public, le vote de droite modérée parmi les travailleurs indépendants et les cadres du privé ainsi que parmi certaines franges des classes moyennes et populaires, le vote d'extrême-droite parmi les petits indépendants et les ouvriers) a été souligné comme une explication de fond à cette « tripartition ». Ces évolutions socio-politiques vont-elles continuer de s'affirmer en 2007 ? Les candidatures Sarkozy et Royal, par une certaine forme de « renouveau » qu'elles incarnent peuvent-elles venir troubler ce jeu ?

Tableau 2 : Les probabilités et intentions de vote pour Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal et Jean-Marie Le Pen parmi les couches populaires, comparées aux groupes sociaux

	Probabilité de vote pour Nicolas Sarkozy	Intention de vote pour Nicolas Sarkozy	Probabilité de vote pour Ségolène Royal	Intention de vote pour Ségolène Royal	Probabilité de vote pour Jean-Marie Le Pen	Intention de vote pour Jean-Marie Le Pen
Couches populaires						
Employés de commerce	61	37	58	36	14	7
Employés d'administration et d'entreprise	48	28	56	37	14	8
Personnels de service	43	32	51	37	20	7
Policiers et militaires	52	44	32	13	23	19
Total Employés	49	31	53	35	16	9
Ouvriers qualifiés	46	28	51	31	26	20
Ouvriers non qualifiés	48	29	60	29	28	17
Ouvriers agricoles	53	32	40	18	29	21
Total Ouvriers	44	28	53	30	27	19
Chômeurs	39	18	60	40	18	16
Autres groupes sociaux						
Agriculteurs	75	51	30	8	20	15
Artisans et commerçants	64	35	34	17	33	25
Professions libérales et cadres supérieurs	52	35	47	31	14	10
Enseignants	31	20	59	41	9	6
Professions intermédiaires	44	26	49	37	13	7
Moyenne totale	49	31	50	32	19	12

Nota bene : pour les probabilités de votes, il s'agit des modalités "très probable" et "assez probable"; pour les intentions de vote, les données ont été pondérées. Exemple de lecture : sur 100 ouvriers interrogés 44% déclarent « probable » (très + assez) de voter pour Nicolas Sarkozy. Ce pourcentage s'élève de 9 points (53%) parmi les seuls ouvriers agricoles.

Le tableau 2 montre de manière assez claire que Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal disposent chacun de solides ancrages sociologiques parmi les couches populaires en dépit de spécificités du profil sociologique de leurs électors potentiels respectifs. Ce premier constat s'explique facilement : ces deux candidats dominent l'espace des probabilités et intentions de vote et disposent d'un socle conséquent de soutien dans toutes les catégories sociales. Les plus faibles probabilités de vote qu'ils enregistrent sont, pour Nicolas Sarkozy parmi les enseignants (31% de vote « probable » et 20% d'intentions de vote) et pour Ségolène Royal parmi les agriculteurs (30% de vote « probable » et 8% d'intentions de vote). Ces deux groupes sociaux constituent pour l'un comme pour l'autre les points extrêmes de leur « positionnements sociologiques » respectifs : le monde des travailleurs indépendants pour Nicolas Sarkozy et celui des salariés, notamment du public, pour Ségolène Royal. En dehors de ces cas extrêmes, ces deux candidats se maintiennent à des niveaux importants dans presque toutes les catégories sociales mais avec d'importantes nuances au sein des couches populaires et qui ne se réduisent pas à une lecture sociologique simpliste d'un clivage entre le « haut » et le « bas » de ces milieux sociaux. La finesse d'analyse que la taille des échantillons du BPF autorise, permet même de voir que les clivages sont plus « horizontaux » (entre métiers) que « verticaux » (entre groupes socialement hiérarchisés).

Ainsi, les employés de commerce et les employés d'administration ou d'entreprise apportent-ils très inégalement leurs soutiens à ces deux candidats. Les premiers, salariés par leur statut mais proches par leurs métiers du monde des travailleurs indépendants, de celui de la boutique ou du commerce, apportent à Nicolas Sarkozy son soutien le plus important parmi le monde du salariat (si l'on met à part le cas des militaires et policiers) : 61% de vote « probable » et 37% d'intentions de vote (+6 points par rapport à la moyenne). Ces employés de commerce sont néanmoins des salariés et apportent également un soutien à Ségolène Royal qui n'est pas négligeable, en fait presque égal à celui dont dispose Nicolas Sarkozy. La situation est plus nettement contrastée parmi les employés d'administration et d'entreprise ; cette fois-ci, la candidate socialiste dispose d'un avance assez nette sur le candidat de l'UMP : 8 points de plus de vote « probable » et 9 points de plus d'intentions de vote. L'écart est plus net dans ce milieu social dont les profils d'électeurs sont plus traditionnellement des profils « de gauche ». A nouveau, il faut souligner que les taux de vote « probable » et d'intentions de vote pour Nicolas Sarkozy ne sont pas néanmoins négligeables : 48% des employés d'administration ou d'entreprise déclarent qu'ils pourraient « très » ou « assez » probablement voter pour lui et 28% déclarent avoir l'intention de le faire. Ce constat se retrouve assez largement dans le cas des personnels de service tandis que l'actuel ministre de l'Intérieur dispose bien sûr d'un crédit important parmi les policiers et militaires du rang. Parmi ces derniers, la thématique de « l'ordre juste » de Ségolène Royal ne suffit pas à lui apporter d'importants soutiens.

Le groupe social des ouvriers est, on le sait, diversifié et segmenté. La première segmentation est celle de la qualification, vient ensuite celle du secteur d'activité pour lequel nous ne disposons que de la distinction entre ouvriers d'entreprises et ouvriers agricoles. La première de ces deux segmentations produit des effets importants : les ouvriers qualifiés apportent davantage leur soutien potentiel (probabilités de vote et intentions de vote) à Ségolène Royal qu'à Nicolas Sarkozy, mais les probabilités de vote de ces derniers ne sont pas négligeables¹. Plus important est de constater que le soutien potentiel dont dispose Ségolène Royal parmi les ouvriers qualifiés est à peu près de même niveau que celui dont elle dispose parmi les enseignants et plus généralement les professions intermédiaires. Si l'on se situe dans une perspective de recompositions sociologiques des électors, cette donnée est importante vis-à-vis du constat fait depuis plus d'une décennie à propos du détachement des milieux ouvriers vis-à-vis de la gauche. Ségolène Royal semble bien être (en terme de potentiel électoral) en mesure d'élargir la base sociologique de la gauche de gouvernement, assez « repliée » depuis quelques années sur les salariés moyens du secteur public. Ce constat est, à peu de choses près le même parmi les ouvriers non qualifiés, il est même renforcé lorsqu'il s'agit de la probabilité de vote : 60% d'entre eux déclarent qu'ils pourraient « très » ou « assez » probablement voter pour Ségolène Royal (-12 points pour Nicolas Sarkozy, qui rassemble 48% des probabilités de vote de ce milieu). Si l'on s'intéresse à présent au secteur d'activité et que l'on distingue ouvriers d'entreprises (quelque soit leur qualification) et ouvriers agricoles, on constate que ces ouvriers agricoles (qui ne sont pas des chefs d'exploitations double-actifs) sont nettement plus orientés dans leurs choix politiques par le monde de l'exploitation agricole que par celui du salariat : seuls 18% d'entre eux déclarent avoir l'intention de voter pour Ségolène Royal (près du double pour Nicolas Sarkozy). Les chômeurs quant à eux, catégorie hétérogène mais située dans un rapport défavorable à l'emploi et donc partageant certains traits avec les actifs des couches populaires, sont quant à eux très ancrés dans un soutien à la candidate socialiste.

Pour compléter ces analyses, il nous faut à présent nous tourner du côté du vote des couches populaires à l'extrême droite. Une importante littérature de sociologie électorale a montré que le vote pour le leader du FN était le premier vote en milieu ouvrier depuis le milieu des années 90 et l'un des enjeux clefs de l'élection de 2007 est de savoir si cela sera toujours le cas. Dit autrement, la candidate socialiste d'un côté et celui de l'UMP de l'autre auront-ils la capacité, notamment pour Ségolène Royal, à faire « revenir » ces électeurs sur leur vote en faveur de Jean-Marie le Pen ?

¹ Pour bien comprendre ce phénomène, il convient de rappeler que les probabilités de vote ne sont pas exclusives (autrement dit, le même répondant peut déclarer « très probable » de voter pour Nicolas Sarkozy, puis déclarer « assez probable » de voter pour un autre candidat, Ségolène Royal y compris).

Les données du tableau 2 montrent que rien n'est moins sûr malgré les scores des soutiens relativement hauts qu'obtient la candidate socialiste parmi les milieux d'employés et d'ouvriers. En dépit d'une réelle capacité de la candidate PS à obtenir des intentions de soutiens parmi les couches populaires de l'électorat, les scores de soutien (probabilités de vote et intentions de vote) de Jean-Marie Le Pen parmi les ouvriers sont toujours importants : entre 26 et 29% des ouvriers déclarent « très » ou « assez » probable de voter pour le leader du FN. Les intentions de vote permettent d'affiner ce constat : si l'on met à part les artisans et commerçants (toujours très ancrés à droite et à l'extrême-droite), les ouvriers dans leur ensemble et sous-catégorie par sous-catégorie constituent bien le segment de l'électorat qui se déclare le plus prêt à voter Le Pen. Seuls les policiers et militaires leur disputent le rang de premier groupe social en terme de soutien électoral à J.-M. Le Pen.

Comment expliquer cette situation ? Les employés et les ouvriers adhèrent-ils aux idées et à la personne de Jean-Marie Le Pen ? Le tableau suivant présente trois facettes de cette question : l'adhésion aux idées de Jean-Marie Le Pen, la note la plus élevée d'un indicateur cumulant entre elles les réponses à cinq questions sur l'acceptabilité du FN et de Jean-Marie Le Pen dans la vie politique (il est acceptable que « le Front national ait des ministres dans un gouvernement », que le « Front national ait de députés grâce à une dose de proportionnelle », qu'il y ait « un accord pour les seconds tours des élections entre l'UMP et le FN », que « Jean-Marie Le Pen soit élu président de la République », que « Jean-Marie Le Pen obtienne les 500 signatures d'élus pour être candidat »), enfin l'un des indicateurs de perception de la personnalité politique de Jean-Marie Le Pen (« il comprend les problèmes des gens comme vous »).

On constate alors que le soutien aux idées de Jean-Marie Le Pen, tout comme l'adhésion à la présence du FN et de son leader dans la vie politique ou l'image selon laquelle Jean-Marie Le Pen « comprend les problèmes des gens » sont en premier lieu l'apanage des travailleurs indépendants : agriculteurs (qui semblent davantage être perméables au Front national depuis 2002) et plus encore artisans et commerçants. On ne peut donc dire que les « couches populaires » sont celles qui adhèrent le plus aux idées du FN. En revanche, si l'on restreint l'analyse au seul salariat, alors les « couches populaires » sont bien celles où l'adhésion est la plus forte. Plus précisément, il s'agit des ouvriers plutôt que des employés à l'exception des personnels de service et des policiers ou militaires du rang : 35% des ouvriers (contre 29% dans l'ensemble de l'échantillon) se déclarent d'accord avec les idées de Jean-Marie Le Pen et 34% respectivement obtiennent la note la plus élevée de l'échelle d'adhésion à la présence du FN dans la vie politique ou déclarent que Jean-Marie Le Pen comprend les problèmes des « gens comme eux ». L'écart est en particulier significatif sur les deux premiers items du tableau 3 : + 6 points par rapport à l'ensemble des répondants.

Tableau 3 : L'adhésion aux idées et à la présence de Jean-Marie Le Pen dans la vie politique parmi les couches populaires, comparée aux autres groupes sociaux

	D'accord avec les idées défendues par Jean-Marie Le Pen	Notes d'échelle la plus élevée concernant la présence du FN dans la vie politique	Image de Jean-Marie Le Pen : il comprend les problèmes des gens comme vous
Couches populaires			
Employés de commerce	28	24	35
Employés d'administration et d'entreprise	27	23	31
Personnels de service	35	27	39
Policiers et militaires	35	32	25
Total Employés	29	25	33
Ouvriers qualifiés	35	35	32
Ouvriers non qualifiés	39	31	39
Ouvriers agricoles	26	40	50
Total Ouvriers	35	34	34
Chômeurs	25	26	30
Autres groupes sociaux			
Agriculteurs	36	35	35
Artisans et commerçants	44	44	54
Professions libérales et cadres supérieurs	19	24	31
Enseignants	14	13	12
Professions intermédiaires	24	23	29
Moyenne totale	29	28	32

III) LES RAPPORTS DES COUCHES POPULAIRES AUX ATTITUDES POLITIQUES : UNE EXPLICATION ?

Il faut sans doute rechercher les explications permettant de faire le lien entre potentiel électoral de Jean-Marie Le Pen au sein du monde ouvrier (et plus généralement des « couches populaires ») et soutien partiel à ces idées dans ces mêmes catégories dans des variables d'attitudes. Au fond, n'est-ce pas avant tout l'adhésion à des normes et des représentations qui structurent à la fois l'inquiétude socio-économique, la défiance vis-à-vis du système et finalement l'intention de soutien à Jean-Marie Le Pen ?

On peut répondre à ces questions par un ensemble d'analyses multivariées sophistiquées, ce que nous ferons ultérieurement. Mais l'on peut aussi avancer quelques éléments à l'aide de quelques chiffres mis en perspective. Nous choisissons ici cette seconde voie, en analysant les données d'attitudes généralement prises en compte dans les batteries de questions des enquêtes du CEVIPOF, laissant celles relatives plus spécifiquement au thème de l'intégration au rapport de Vincent Tiberj et Sylvain Brouard.

Nous avons analysé les réponses données à huit questions d'attitudes : sur la liberté et l'égalité, sur la liberté que l'Etat devrait accorder aux entreprises, sur le droit de vote aux élections municipales pour les étrangers qui résident depuis plusieurs années, sur les chômeurs qui pourraient trouver un travail s'ils le voulaient, sur le nombre d'immigrés en France, le sentiment que l'on ne se sent en sécurité nulle part, le rétablissement de la peine de mort et le financement public des mosquées.

Tableau 4 – Les attitudes politiques des couches populaires, comparés aux autres groupes sociaux.

	Ne se sent en sécurité nulle part (« tout à fait » et « plutôt d'accord »)	Favorable au rétablissement de la peine de mort (« tout à fait » et « plutôt d'accord »)	Il y a trop d'immigrés en France (« tout à fait » et « plutôt d'accord »)	Les chômeurs pourraient trouver un travail s'ils le voulaient (« tout à fait » et « plutôt d'accord »)	L'Etat devrait donner plus de liberté aux entreprises	L'égalité plutôt que la liberté
Couches populaires						
Employés de commerce	57	42	57	62	71	53
Employés d'administration et d'entreprise	51	41	57	63	66	50
Personnels de service	65	58	69	61	70	46
Policiers et militaires	46	39	61	85	67	52
Total Employés	55	45	60	64	68	50
Ouvriers qualifiés	46	46	62	66	62	53
Ouvriers non qualifiés	58	53	60	64	57	49
Ouvriers agricoles	58	61	75	86	78	47
Total Ouvriers	50	48	62	66	61	52
Chômeurs	37	36	48	38	67	48
Autres groupes sociaux						
Agriculteurs	57	44	68	83	89	46
Artisans et commerçants	40	41	65	69	87	40
Professions libérales et cadres supérieurs	23	25	42	53	72	31
Enseignants	15	11	23	36	57	40
Professions intermédiaires	33	28	43	52	62	45
Moyenne totale	45	39	55	62	68	47

Le point essentiel qui ressort des analyses est le suivant : les employés, mais nettement plus encore les ouvriers, sont dans une situation d'attitudes « asymétriques » : ils sont à la fois moins libéraux au plan culturel et moins libéraux au plan économique. D'une part, ils ont incontestablement des attitudes politiques moins « ouvertes » que d'autres groupes sociaux : respectivement pour ces deux groupes (employés et ouvriers), 60% et 62% pensent qu'il y a « trop

d'immigrés en France » (55% dans l'ensemble de l'échantillon), 55% et 50% pensent que « l'on ne se sent en sécurité nulle part en France » (contre 45% ans l'ensemble), 45% et 48% sont « favorables au rétablissement de la peine de mort » (39% dans l'ensemble), 64 et 62% pensent que « les chômeurs pourraient trouver un travail s'ils le voulaient ». A l'intérieur de ces deux catégories on retrouve les segmentations habituelles : les employés de commerce sont encore moins « ouverts » que ceux de l'administration et de l'entreprise par exemple. D'autre part, ils ont des attitudes politiques dans le domaine socio-économique qui traduisent des craintes et sans doute une demande de protection : 61% des ouvriers sont d'accord pour dire que « l'Etat devrait donner plus de liberté aux entreprises » (contre 68% en moyenne), 52% choisissent l'égalité plutôt que la liberté comme valeur fondamentale (47% dans l'ensemble).

Ces deux éléments se combinent dans l'explication du chassé-croisé électoral des « couches populaires », les ouvriers en particulier.

Conclusion

Au terme de ces analyses, il nous paraît important de souligner quelques points fondamentaux.

Le rapport des « couches populaires » à l'élection présidentielle de 2007 s'inscrit bien dans les tendances générales qu'entretiennent, dans toutes les sociétés développées, les milieux sociaux qui sont défavorisés vis-à-vis de la politique : un mélange de défiance, de pessimisme relatif (dimension importante en France compte tenu de l'ancienneté des questions liées au chômage de masse dans notre pays), et d'attentes. La capacité de forces politiques (ici nous avons ciblé l'analyse sur l'extrême droite) qui se situent dans un registre différent vis à vis du système politique à incarner néanmoins ces attentes existe et se maintient dans les données de la vague 3 du BPF. Les deux candidats « dominants » sont parvenus, pour le moment, à obtenir des intentions de soutien électoral dans les « couches populaires » qui ne sont ni négligeables ni traduisant un « retour » assuré de certains segments de ces catégories vers les deux grandes familles politiques dominantes. Il est évident que la campagne électorale et les thèmes que développeront les deux candidats « dominants » et ceux qui souhaitent également incarner le monde de ceux qui souffrent, sera un élément décisif en ce domaine.



Centre de Recherches Politiques de Sciences Po

LE BAROMÈTRE POLITIQUE FRANÇAIS (2006-2007)

3^{ème} vague – Hiver 2006

LES FEMMES ET L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

*Sylvie STRUDEL
avec la collaboration de Viviane Le Hay*

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP. Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.

Les femmes et l'élection présidentielle

Sylvie STRUDEL
avec la collaboration de Viviane LE HAY

Les analyses électorales, consacrées à l'influence du genre sur les comportements politiques, forment un corpus anciennement constitué et richement exploré en sociologie politique. Ce corpus a été enrichi, récemment, par l'étude des dispositifs institutionnels pour favoriser la participation des femmes en politique et des débats qu'ils ont suscités¹.

Depuis l'octroi tardif du droit de vote aux femmes françaises jusqu'à aujourd'hui, une des questions centrales sur laquelle s'interrogent les politologues consiste, précisément, à tester la « résistance » de cette variable hommes/femmes² : différence des comportements électoraux pendant « les années d'apprentissage (1945-1973) »³, quasi-similitude autour de la période de 1981, décrochage vers les années 1983-1984, qui marquent un retour⁴ vers un *gender gap* particulièrement marqué en 2002, puisque les femmes et les hommes n'ont pas qualifié dans le même ordre les candidats pour le deuxième tour... Bref, l'électrice bien que « citoyenne à part entière »⁵ est aussi qualifiée de « paradoxale »⁶ par les meilleurs spécialistes du sujet, qui observent qu'en dépit de leur professionnalisation et de leur scolarisation croissantes mais aussi de l'activisme des mouvements féministes, les Françaises n'entretiennent toujours pas le même rapport à la politique que les Français. Or en 2007, 53% des électeurs seront des électrices.

Quels sont, d'après les résultats de la troisième vague du Baromètre Politique Français, les rapports des femmes au politique, aux valeurs et au vote comparés à ceux des hommes ? Jusqu'à quel point les critères générationnels, professionnels⁷, statutaires, etc... viennent-ils troubler ou du moins affiner les lignes de partage au sein de chaque groupe ? Y a-t-il un effet de l'officialisation de la candidature de Ségolène Royal pour le Parti socialiste, sur les femmes ... et les hommes ? Que penser des contours d'une offre électorale, où (en l'état actuel et à part Olivier Besancenot) tous les candidats de gauche sont des candidates ?

I – FRAGILITÉS SOCIOLOGIQUES ET PESSIMISME ÉCONOMIQUE

Comparer les femmes aux hommes met en évidence qu'en deçà de cette catégorisation binaire des lignes de partage - parfois de fractures - traversent ces populations. Les données quantitatives du Baromètre permettent d'identifier des différences objectives, d'autres instruments, basés sur des explorations qualitatives, permettraient bien sûr d'explicitier plus finement les perceptions et les représentations.

1/ Données socio-culturelles

Une rapide présentation de la structure de l'échantillon en fonction de la division femmes/hommes va nous permettre de préciser à la fois les ressemblances et les différences (cf. tableau 1). La structure par âge est à peu près équivalente jusqu'à 65 ans, qui marque à la fois l'inversion entre les hommes à peine plus nombreux que les femmes sur les tranches d'âge précédentes (1 à 2 points) et le creusement de l'écart (5 points) entre les deux groupes en faveur des femmes. S'il y a autant de femmes que d'hommes mariés, vivant en couple, pacés et divorcés, les hommes célibataires sont plus nombreux que les femmes (7 points de plus) alors que les veuves sont beaucoup plus nombreuses que les veufs (11 points de plus). On trouve également plus de femmes que d'hommes sans diplôme ou avec le certificat d'études (9 points d'écart) et moins de femmes que d'hommes avec un niveau Bac + 2 ou un diplôme de l'enseignement supérieur. Les femmes interrogées sont moins actives que les hommes (45% contre 55%), autant qu'eux au chômage, un peu moins retraitées ou préretraitées (25% contre 28%) et pour 15% d'entre elles au foyer. Lorsqu'elles travaillent, les

¹ A la suite d'autres pays européens, les études sur le genre en France ont amorcé leur institutionnalisation au sein du champ scientifique, ainsi qu'en témoigne l'existence au sein de l'Association française de science politique d'un groupe de recherche « Genre et politique » dirigé par Catherine Achin, Sandrine Lévêque et Mariette Sineau.

² ou femmes/hommes selon l'écriture « militante » pratiquée par certain(s)/(es)...

³ Janine Mossuz-Lavau, « Le vote des femmes en France (1944-1984) », Daniel Gaxie (dir.), *Explication du vote*, Paris, Presses de Sciences Po, 1985, p. 209.

⁴ Sans pour autant considérer que les causes de différenciation entre les femmes et les hommes soient les mêmes à 40 ans d'écart. La notion cyclique de « retour » est aussi impropre ici que dans son utilisation en sociologie religieuse, lorsqu'on évoque « le retour à la religion » de certains.

⁵ Armelle Le Bras-Chopard et Janine Mossuz-Lavau (dir.), *Les femmes et la politique*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; Christine Bard, Christian Baudelot et Janine Mossuz-Lavau (dir.), *Quand les femmes s'en mêlent. Genre et pouvoir*, Paris, Editions de la Martinière, 2004.

⁶ Mariette Sineau, « Les paradoxes du *gender gap* à la française », Bruno Cautrès et Nonna Mayer (dir.), *Le nouveau désordre électoral*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004 ; « Vote et participation politique », Margaret Maruani (dir.), *Femmes, Genre et société. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 2005.

⁷ Une ligne de clivage majeure sépare l'univers des femmes actives et celui des femmes au foyer : cf. Janine Mossuz-Lavau et Mariette Sineau, *Enquête sur les femmes et la politique*, Paris, PUF, 1983.

femmes sont d'abord des employées (38%), des professions intermédiaires (14%) et des ouvrières (11%). Elles sont peu nombreuses à exercer une profession libérale ou à être cadre supérieur (5%), ou agricultrices (2%). Leur structure professionnelle est très différente de celle des hommes, sauf chez les enseignants (où elles sont un peu plus nombreuses). En revanche, 79% des Françaises et 78% des Français interrogés déclarent ne pas avoir d'ascendance étrangère. Enfin, elles se déclarent plus catholiques que les hommes (70% contre 61%) et plus pratiquantes qu'eux (5 points de plus).

Ce bref tableau a pour seul mérite de rappeler que l'électorat féminin est aussi tendanciellement plus âgé, plus isolé, plus fragilisé économiquement ou socialement et plus religieux que l'électorat masculin, ce qui n'est bien sûr pas sans conséquence sur les résultats qui seront commentés ici.

Tableau 1 – Distribution de l'échantillon par sexe (% en colonnes)

	Hommes	Femmes	Total
Tranche d'âge			
18-24 ans	12	11	11
25-34 ans	19	18	18
35-49 ans	29	28	28
50-64 ans	21	21	21
65 ans et plus	18	23	21
Niveau de diplôme			
Sans diplôme, certificat d'études	30	39	35
BEPC, CAP, BEP	37	31	34
Baccalauréat	14	14	14
Niveau Bac+2	10	8	9
Diplôme de l'enseignement supérieur	10	9	9
Profession de l'interviewé			
Agriculteur	6	2	4
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	8	3	6
Profession libérale, cadre supérieur	11	5	8
Enseignant	3	4	4
Profession intermédiaire	18	14	16
Employé	11	38	26
Ouvrier	33	11	22
Etudiant, élève	7	6	6
N'a jamais travaillé	3	15	9
Situation professionnelle			
Travail	55	45	50
Chômage, recherche d'un premier emploi	6	6	6
Retraite, préretraite	28	25	26
Homme, Femme au foyer	0	15	8
Elève ou étudiant	7	6	6
Autre sans profession (y compris invalide)	4	4	4
Statut professionnel			
A votre compte, travailleur indépendant	14	9	11
Chef d'entreprise	4	1	2
Salarié du privé	51	52	51
Salarié d'une entreprise publique	14	16	15
Salarié de l'Etat ou d'une collectivité locale	18	23	20
Parents ou grands-parents d'origine étrangère			
A un parent	12	13	12
N'a qu'un grand parent	10	8	9
N'a pas d'ascendance étrangère	78	79	79
Religion			
Catholique pratiquant	6	11	9
Catholique non pratiquant	55	59	57
Autre religion	6	7	6
Sans religion	33	24	28
Situation familiale			
Célibataire	25	18	21
Marié(e)	48	47	47
Vivant en couple sans être marié(e)	15	13	14
Pacsé(e)	1	1	1
Divorcé(e)	7	8	7
Veuf ou veuve	3	14	9

La suppression des « ne sait pas » explique pourquoi certains totaux-colonnes n'arrivent pas à 100%.

2/ Pessimisme social et pessimisme économique

Lorsqu'on interroge les Françaises et les Français sur le problème qui leur paraît le plus important pour la France en ce moment, ils répondent en premier « l'emploi » (31%) puis « les inégalités » (12%) puis « la hausse des prix » (11%). L'ordre des réponses des femmes est proche de celui des hommes sur ces trois premiers items mais elles creusent l'écart avec eux : elles sont plus préoccupées par l'emploi (33% contre 29%) et par la hausse des prix (12% contre 9%) que les hommes. Les inégalités sont à quasi ... égalité (12% contre 13%). Viennent ensuite « la sécurité » (8%), « l'éducation » (7%), « l'environnement » (7%) pour elles et « les déficits » (8%), « l'immigration » (7%) et « l'environnement » (7%) pour eux. Quelle que soit leur situation professionnelle, les femmes sont toujours plus préoccupées que les hommes par la question de l'emploi, qu'elles soient au travail (+6), élèves ou étudiantes (+3) ou au chômage (+2).

Dans le même sens, lorsqu'on demande si le chômage a augmenté au cours des derniers mois, les femmes répondent que c'est aussi bien le cas au niveau national (44% contre 35% selon les hommes) qu'au niveau local (45% contre 32% selon les hommes). Ici encore, aucune profession n'échappe au différentiel de pessimisme féminin, qui est particulièrement marqué chez les ouvrières (54% contre 43% chez les ouvriers) quant au niveau national et chez les employées (49% contre 22% chez les employés) au niveau local.

Des évaluations négatives se retrouvent aussi sur la question en miroir relative à l'évolution perçue de la délinquance : les femmes pensent majoritairement qu'elle a augmenté au niveau national (59% contre 47% pour les hommes) mais dans une moindre mesure au niveau local (36% contre 31%) puisque femmes et hommes sont d'accord pour penser majoritairement qu'elle est, à ce niveau, restée plutôt stable (56% contre 60% selon les hommes).

Enfin, que l'on interroge de manière un peu abstraite sur la perception de la situation économique en France dans les six mois à venir ou de manière plus concrète sur la façon dont on s'en sort avec les revenus du foyer, là encore le pessimisme féminin est majoritaire et signale sa différence, quels que soient le statut, le diplôme ou la profession : 69% des femmes contre 59% des hommes expriment leur pessimisme sur la première question (et particulièrement les enseignantes, les professions intermédiaires, les employées et les ouvrières mais aussi les élèves et les étudiantes). Quant à la seconde question qui évoque les perceptions subjectives de la situation économique et le « vote du porte-monnaie » étudié par Lewis-Beck, l'écart est là encore significatif : 57% des femmes déclarent s'en sortir difficilement avec les revenus du foyer contre 48% des hommes (cf. tableau 2).

Tableau 2 – Pessimisme économique en fonction du sexe (% en colonnes)

	Hommes	Femmes	Total
Perception de la situation économique			
TOTAL optimiste	40	31	35
TOTAL pessimiste	59	69	64
Comment vous en sortez-vous avec les revenus de votre foyer ?			
TOTAL difficilement	48	57	53
TOTAL facilement	51	43	47

La suppression des « ne sait pas » explique pourquoi certains totaux-colonnes n'arrivent pas à 100%.

Ce pessimisme économique et social, parfois fantasmé selon une logique de « halo »⁸ puisque la perception d'une augmentation de la délinquance lointaine est beaucoup plus vive que celle de la délinquance proche, accompagne -et contribue à expliquer- certaines crispations féminines sur les valeurs et le rapport aux autres.

II – LE RAPPORT AUX VALEURS : DES FEMMES SUR LE « QUI-VIVE »

L'univers idéologique des Français a été remodelé en profondeur au tournant des années 90 : libéralisme économique, libéralisme culturel et ethnocentrisme ont vu à la fois leurs contenus, leurs contours et leur articulation respective se modifier⁹. Un ensemble de questions dans le Baromètre politique français permet de s'interroger sur les principes ou jugements défendus par les femmes (cf. tableau 3).

⁸ En référence à la notion « d'effet de halo » développée par Pascal Perrineau à propos du vote frontiste. Ici il s'agit uniquement de signaler la convergence des phénomènes de perception : l'éloignement est plus source d'anxiété que la proximité.

⁹ Nonna Mayer et Guillaume Roux, « Des votes xénophobes ? », Bruno Cautrès et Nonna Mayer (dir.), *Le nouveau désordre électoral*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, pp.97-117 ; Gérard Grunberg et Etienne Schweisguth, « Recompositions idéologiques », Daniel Boy et Nonna Mayer, *L'électeur a ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, pp. 139-178.

TABLEAU 3- Le rapport aux valeurs en fonction du sexe (% colonnes)

	Hommes	Femmes	Total
On ne se sent en sécurité nulle part			
TOTAL d'accord	36	52	45
TOTAL pas d'accord	64	48	55
Homosexualité acceptable			
TOTAL d'accord	75	80	78
TOTAL pas d'accord	25	19	22
Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment			
TOTAL d'accord	62	61	61
TOTAL pas d'accord	38	39	39
Il faudrait rétablir la peine de mort			
TOTAL d'accord	37	42	40
TOTAL pas d'accord	63	58	60
Il y a trop d'immigrés en France			
TOTAL d'accord	51	59	55
TOTAL pas d'accord	49	40	44
L'Etat français devrait aider financièrement à la construction de mosquée			
TOTAL d'accord	26	27	26
TOTAL pas d'accord	74	73	73
L'Etat doit donner plus de liberté aux entreprises			
TOTAL d'accord	67	69	68
TOTAL pas d'accord	33	29	31
Etrangers : avoir le droit de vote aux élections municipales			
TOTAL d'accord	63	68	65
TOTAL pas d'accord	37	32	34

La suppression des « ne sait pas » explique pourquoi certains totaux-colonnes n'arrivent pas à 100%.

1/ Libéralisme économique et libéralisme culturel : une mixité contrastée

Femmes et hommes sont à l'unisson pour être d'accord avec la proposition selon laquelle « les chômeurs pourraient trouver un travail s'ils le voulaient vraiment » (61%-62%), leurs positions ne sont guère éloignées pour penser également que « l'Etat doit donner plus de liberté aux entreprises » (69%-66%) : dans les deux cas, la polarisation sociale est plus contrastée que la différence des genres. En tout état de cause, ces deux questions entrent en résonance avec la double thématique qui se développe actuellement dans la campagne autour de la « valeur travail » et du droit d'inventaire sur les bénéfices (et bénéficiaires) de la réduction du temps de travail.

Les femmes sont un peu plus nombreuses que les hommes (80% contre 75%) à déclarer que « l'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité » et que « tous les étrangers résidant en France depuis plusieurs années devraient avoir le droit de vote aux élections municipales » (68% contre 63%). Pour ces deux questions, l'effet du genre se maintient quel que soit le statut ou la profession, l'âge ou le niveau de diplôme. Des droits accordés à des groupes minoritaires seraient-ils plus volontiers défendus par ceux-là (celles-là) mêmes qui ont bénéficié aussi récemment de l'extension de *L'âge des droits*, analysé par Norberto Bobbio ? En revanche, les femmes sont à l'inverse un peu plus nombreuses à accepter l'idée que « l'on pourrait rétablir la peine de mort » (42% contre 37%). Et dans ce cas, l'autoritarisme va de pair avec l'appartenance à un milieu démunie socialement et culturellement et creuse les écarts entre les hommes et les femmes : 59% des ouvrières sont d'accord pour rétablir la peine de mort contre 45% des ouvriers.

2/ « Un nationalisme d'autodéfense »¹⁰

Les femmes se différencient aussi des hommes par des expressions multiples qui signalent une crispation identitaire et une volonté de repli, plus spécialement exprimées chez certaines d'entre elles :

- Un sentiment d'insécurité : les femmes déclarent majoritairement qu'on ne se sent en sécurité nulle part (52% contre 36% pour les hommes). Celles qui se sentent les plus menacées sont les plus précarisées : 63% chez celles qui sont sans diplômes contre 18% pour les diplômées de l'enseignement supérieur. Mais même chez ces dernières, et bien que le score soit très bas, l'écart avec les hommes est maintenu (+ 7 points).
- Un surcroît de positions xénophobes : 59% des femmes (contre 51% des hommes) sont d'accord avec la proposition « il y a trop d'immigrés en France ». C'est particulièrement vrai pour les agricultrices (78% - 64% chez les agriculteurs), les professions intermédiaires (50% - 42%), les employées (64% - 48% chez les employés), les ouvrières (72% - 58% chez les ouvriers) et aussi les femmes au foyer (70%). En revanche, les positions femmes-hommes s'inversent ou s'égalisent chez les cadres supérieurs (43%-45%) ou les enseignants ((21%-26%). Les tensions semblent d'autant plus vives que les situations sont potentiellement concurrentielles (travail précaire, places en crèches, ...).
- La tentation du repli : 38% des femmes déclarent qu'il faut se protéger davantage du monde d'aujourd'hui contre 46% des hommes. Ici encore les employées (35%) et les ouvrières (21%) mais aussi les femmes au foyer (31%) et les sans diplôme (28%) sont les plus sur la défensive.

Insécurité, xénophobie, repli identitaire : certaines femmes sont dominées par un sentiment de vulnérabilité que ne partagent pas les hommes, se trouvant dans des situations socio-économiques proches ou équivalentes. Pour ces femmes, une sphère publique mondialisée fragilise leur relation aux Autres et altère leur rapport à la politique.

III – LE RAPPORT À LA POLITIQUE : « UNE ATTENTION OBLIQUE »¹¹

Sur des indicateurs classiques de politisation, les femmes et les hommes expriment un rapport à la politique plutôt divergent, ce qui est conforme aux résultats des travaux récents.

1/ L'intérêt pour la politique : des femmes toujours sur leur réserve

Les femmes sont beaucoup moins nombreuses que les hommes à déclarer s'intéresser à la politique, ce qui confirme un résultat « solidifié » au fil des enquêtes électorales. Alors que 58% des hommes déclarent s'intéresser beaucoup ou assez à la politique, les femmes ne sont que 39% à faire la même réponse (soit 18 points d'écart, cf. tableau 4).

Si depuis la première vague du BPF, l'intérêt pour la politique a un peu progressé en passant de 44 à 48% de « beaucoup + assez d'intérêt pour la politique », ce qui est un signe de la montée en puissance de la campagne et de son impact sur les électeurs, l'écart entre les hommes et les femmes est, quant à lui, resté stable.

Tableau 4 – Intérêt pour la politique en fonction du sexe (% en colonnes)

	Hommes	Femmes	Total
Beaucoup	18	9	13
Assez	40	30	35
Peu	29	42	36
Pas du tout	13	19	16

Il faut néanmoins relativiser ce résultat en fonction d'analyses plus fines, qui ont été menées par ailleurs. Lorsqu'on combine cet indicateur abstrait « d'intérêt pour la politique » ou qu'on l'associe à une question sur la propension à « parler politique » avec différents interlocuteurs, on constate que l'écart hommes-femmes se module significativement en fonction des relations sociales évoquées¹². La séparation entre la sphère publique et la sphère privée fonctionne comme une « frontière de verre »¹³ : les femmes s'autorisant plus volontiers une parole politique en famille ou avec le conjoint et laissant une avance significative aux hommes pour ce genre de conversations avec les amis ou les collègues¹⁴. Cela dit, la frontière a des porosités : dans l'enquête Cevipof de 1995, 31% des femmes actives parlaient politique avec

¹⁰ Pierre-André Taguieff, « Logiques d'exclusion. Du nationalisme racialisé à l'ethnonationalisme », *Revue des Deux Mondes*, nov-déc. 1999, pp. 102-109.

¹¹ La réception d'un message culturel ne saurait être dissociée des conditions sociales et du contexte où elle s'inscrit. « L'adhésion à éclipses » ou « l'attention oblique » est conçue par Richard Hoggart comme une disposition des classes populaires britanniques étudiées à ne pas être dupes, grâce à un cynisme narquois et/ou à une capacité d'indifférence, afin de se protéger des sollicitations « des autres ». Cf. Richard Hoggart, *La culture du pauvre*, Paris, Editions de Minuit, 1970.

¹² Daniel Boy et Nonna Mayer, « Les formes de la participation », Daniel Boy et Nonna Mayer (dir.), *L'électeur a ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, pp. 25-65.

¹³ En référence à la notion de « plafond de verre »

¹⁴ Daniel Boy et Nonna Mayer, art. cit., p. 34.

leurs collègues et 46% des femmes avec leurs amis¹⁵. Il serait intéressant de savoir douze ans plus tard, dans le contexte de 2007 qui contribue à légitimer la prise de parole publique féminine (féminisation du personnel politique et ... des candidates), comment la frontière s'est déplacée.

Il convient surtout de se demander si cet écart d'intérêt pour la politique chez les femmes et les hommes se maintient « toutes choses égales par ailleurs ». Un moindre intérêt pour la politique est déclaré par les ouvrières (30% de beaucoup + assez d'intérêt), les agricultrices (31%), les employées (32%), alors qu'il dépasse la moyenne féminine chez les professions intermédiaires (45%), les femmes artisans, commerçants et chefs d'entreprises (48%) et les professions libérales et cadres supérieures (58%). Le maximum d'intérêt se trouvant chez les enseignantes (72%). L'intérêt pour la politique est bien dépendant du capital économique et culturel. Mais pourtant, les écarts entre sexes se maintiennent quelles que soient les appartenances socioprofessionnelles : l'écart entre les hommes et les femmes le plus élevé se trouve chez les employés (25 points) et les professions libérales (23 points). Là où il est le plus réduit, c'est entre les enseignants et les enseignantes (7 points), ces dernières probablement persuadées de détenir un accès également légitime à la compréhension des significations politiques. La surprise vient du côté des femmes issues de milieux favorisés : Janine Mossuz-Lavau attribue ces différences non à un moindre intérêt pour la politique mais à l'intériorisation d'une « autocensure »¹⁶. Celle-ci pourrait fonctionner sur le même mode que l'intériorisation d'incapacité qu'étudient Christian Baudelot et Roger Establet à propos du rapport des lycéennes aux mathématiques¹⁷. Une autre hypothèse, non exclusive de la précédente, pourrait renvoyer ni à l'incompétence, ni à l'indifférence ni à une « spirale du silence » mais cette fois à une forme de résistance, à mettre au compte d'une distance que les femmes entretiennent (ou qu'on leur a fait entretenir) avec la politique.

2/ Un repérage politique hésitant ou une orientation de gauche

Que l'on prenne l'auto-positionnement sur une échelle gauche droite ou la déclaration de proximité partisane, les femmes marquent là encore leurs différences. Sur le tableau ci-dessous (cf. tableau 5), on observe que les femmes, qui se situent autant que les hommes à gauche et au centre, délaissent - à la différence des hommes - la droite et investissent la position « ni gauche ni droite » (10 points de plus).

Tableau 5 – Positionnement sur l'échelle gauche/droite en fonction du sexe (% colonnes)

	Hommes	Femmes	Total
Gauche	30	29	29
Au Centre	14	13	13
Droite	29	20	24
Ni gauche, ni droite	27	37	32

La suppression des « ne sait pas » explique pourquoi certains totaux-colonnes n'arrivent pas à 100%.

Ce résultat est confirmé lorsque l'on prend le critère du parti dont on se sent le plus proche ou le moins éloigné. La gauche dans son ensemble est majoritaire chez les femmes (11% extrême-gauche + 40% gauche), la droite ne représente que 30% des proximités déclarées et le Front national 6%, enfin 5% des femmes se déclarent proches d'aucun parti. Les distributions sont différentes chez les hommes : cf. tableau 6.

Tableau 6 – Proximité partisane en fonction du sexe (% colonnes)

	Hommes	Femmes	Total
TOTAL extrême gauche	8	11	10
TOTAL gauche	35	40	38
TOTAL droite	34	30	32
Aucun, nsp	3	5	4
Autre écologie	2	4	3
CPNT	7	4	5
FN	10	6	8
Autre	0	0	0

¹⁵ Mais 53% en famille et 69% avec leur conjoint : cf. tableau 4, *ibid*.

¹⁶ Janine Mossuz-Lavau, « Le vote des femmes en France », RFSP, 43 (4), août 1993, p. 682.

¹⁷ Christian Baudelot et Roger Establet, *Allez les filles*, Paris, Le Seuil, 1992.

La radicalisation en faveur de l'extrême-gauche est manifeste aussi bien chez les femmes que chez les hommes, et dépend des catégories professionnelles. Cette radicalisation n'est pas suivie par les élèves et les étudiants (6%).

3/ Un potentiel protestataire en retrait

Si le potentiel protestataire croît globalement dans la société française (cf. enquêtes CEVIPOF 1988, 1995, 2002), les femmes restent toujours moins disposées que les hommes à recourir à l'action non conventionnelle. Sur ce point encore, la troisième vague du Baromètre confirme les résultats des précédentes enquêtes : 33% des femmes se déclarent prêtes à manifester en ce moment alors qu'ils sont 45% chez les hommes. « L'effet travail » se cumule à « un effet études » et contribue à un *gender-generation gap* : 37% des femmes qui travaillent et 44% des élèves et étudiantes sont prêtes à manifester. L'effet de genre n'en est pas annulé pour autant, que l'on considère le statut, la profession ou le niveau de diplôme des personnes interrogées.

4/ Distance et défiance

L'ensemble de ces positions vis-à-vis de la démocratie et du fonctionnement du système politique témoignent d'une défiance spécifiquement féminine, même si elle accompagne une tendance qui touche l'électorat dans son ensemble. Deux illustrations peuvent en être données.

Les femmes marquent d'abord particulièrement leur absence de confiance lorsqu'il s'agit de choisir la gauche ou la droite pour gouverner le pays : 67% d'entre elles n'ont confiance ni dans la gauche ni dans la droite pour gouverner le pays contre 59% des hommes (cf. tableau 7).

Tableau 7 – Confiance dans la gauche ou la droite pour gouverner le pays en fonction du sexe (% colonnes)

	Hommes	Femmes	Total
J'ai confiance dans la gauche	20	18	19
J'ai confiance dans la droite	21	14	17
Je n'ai confiance ni dans la droite ni dans la gauche	59	67	63

La suppression des « ne sait pas » explique pourquoi certains totaux-colonnes n'arrivent pas à 100%.

Les moins confiantes sont les femmes qui travaillent (72%) et les chômeuses (75%) puis les femmes au foyer (69%) et les élèves et étudiantes (62%). Seules les retraitées ou pré-retraitées marquent un écart significatif avec la moyenne féminine (57%). L'écart avec les hommes (entre 8 et 11 points) ne s'annule que chez les élèves et étudiants. Enfin, plus on descend dans l'échelle socio-professionnelle et plus l'absence de confiance est forte : 67% chez les femmes professions intermédiaires, 71% chez les employées, 74% chez les ouvrières. C'est aussi pour ces professions, que l'écart avec les hommes est le plus fort (11 à 12 points).

Si l'on utilise ensuite des indicateurs cumulés et la typologie construite par Pascal Perrineau et Jérôme Jaffré dès la première vague du Baromètre pour suivre le degré de confiance des électeurs envers le système politique¹⁸, on constate que les femmes sont nettement moins intégrées que les hommes (30% contre 39%), et surtout plus hors système qu'eux (35% contre 25%) : cf. tableau 8.

Tableau 8 – Typologie de confiance envers le système politique en fonction du sexe (% colonnes)

	Hommes	Femmes	Total
intégrés	39	30	34
défiant	36	35	35
hors système	25	35	30

Les plus sceptiques ne viennent pas que de milieux populaires : s'il y a 45% de hors système chez les ouvrières et 40% chez les employées, elles sont aussi 42% chez les femmes au foyer et 32% chez les étudiantes. L'écart entre les femmes et les hommes est le plus important chez les ouvriers et les employés (13 et 14 points d'écart). En revanche, un petit tiers

¹⁸ Cette typologie qui identifie « les intégrés », « les défiant » et « les hors système » est construite à partir des réponses aux questions relatives au camp auquel on fait confiance pour gouverner le pays et au classement sur l'échelle gauche-droite. Les intégrés se classent sur l'échelle gauche/droite et font confiance à la gauche ou à la droite pour gouverner le pays. Les défiant se classent sur l'échelle gauche/droite mais ne font confiance ni à la gauche ni à la droite pour gouverner le pays. Les hors système se situent « ni à gauche ni à droite » sur l'échelle et déclarent ne faire confiance ni à la gauche ni à la droite pour gouverner. Cf. Les notes de Pascal Perrineau et Jérôme Jaffré sur ces thèmes dans les rapports BPF des vagues 1 et 2.

des étudiantes (32%) et des étudiants (30%) sont des hors système. A cet égard, le niveau de diplôme sépare de manière binaire l'échantillon entre les diplômés de l'enseignement supérieur ... et les autres, mais quel que soit leur niveau de diplôme les femmes sont toujours moins bien intégrées que les hommes.

IV – INTENTIONS DE VOTE ET IMAGES DES CANDIDATS

1/ Une cartographie provisoire des intentions de vote

Les femmes s'inscrivent dans « la tripartition de l'espace politique » mise en évidence par Gérard Grunberg et Etienne Schweisguth, qu'elles adaptent à leur manière, différente de celle des hommes. De fait, elles tendent à bipolariser leurs choix entre la gauche et la droite, en minimisant leurs intentions de vote pour Jean-Marie Le Pen alors que les hommes assument cette tripartition (cf. tableau 9). Les équilibres entre les forces politiques s'en trouvent affectés : les femmes déclarent avoir plus l'intention de voter pour des candidats de gauche (48%) que les hommes (38%). Enfin, deux candidats recueillent un différentiel de points important chez les femmes par rapport aux hommes : Ségolène Royal (+8 points) et Nicolas Sarkozy (+6 points).

TABLEAU 9- Intentions de vote en fonction du sexe (% colonnes)

	Hommes	Femmes	Total
Arlette LAGUILLER	1	3	2
Olivier BESANCENOT	3	3	3
Marie-George BUFFET	3	3	3
Ségolène ROYAL	28	36	32
Jean-Pierre CHEVENEMENT	1	1	1
Dominique VOYNET	2	2	2
François BAYROU	9	9	9
Nicolas SARKOZY	28	34	31
Philippe de VILLIERS	2	2	2
Jean-Marie LE PEN	17	7	12
Un autre candidat	4	2	3

Les intentions de vote des femmes en fonction de leurs professions mettent en lumière des situations contrastées : les ouvrières partagent leurs choix presque à égalité entre Ségolène Royal (31%) et Nicolas Sarkozy (33%), de même que les employées (36% contre 33%). Autrement dit, le candidat de droite fait aussi bien –voire mieux– que la candidate de gauche dans les classes populaires. Dans le vivier électoral traditionnel de la gauche, l'écart se creuse un peu chez les professions intermédiaires (38%-31%) mais beaucoup chez les enseignantes (45%-25%) ou les étudiantes (48%-26%). Le rapport de force s'inverse chez les artisans, commerçantes et chefs d'entreprise (21%-39%), les professions libérales ou cadres supérieurs (34%-42%). Dans l'électorat de Ségolène Royal, seules les enseignantes (+10 points) et les étudiantes (+17 points) creusent l'écart avec les hommes, qui sinon varie autour de 4-5 points selon les professions. Exception à cette règle : les ouvrières ont le même niveau d'intention de vote que les ouvriers (31%).

En termes de structure d'âge, Ségolène Royal attire massivement les jeunes femmes de 18 à 24 ans (53%). De 25 à 50 ans, la candidate capte 35 à 38% des femmes, soit autour de la moyenne féminine de l'échantillon. Elle est relativement délaissée par les femmes de 50 ans et plus (30%). Pour Nicolas Sarkozy, la distribution n'est pas linéaire en fonction de l'âge : seules les plus jeunes femmes sont moins « sarkozistes » que les jeunes hommes. Pour les autres tranches d'âge, les femmes devancent les hommes à chaque fois.

Depuis l'émergence du Front national dans le paysage politique français, les femmes ne sont que très faiblement touchées par le « symptôme Le Pen » et récusent tant un parti qu'un chef abusant de « références à une virilité agressive »¹⁹. Le paternalisme autoritaire, la violence physique (qui ne se souvient des images du coup de force -où coup de gueule et coup de poing vont de pair- à l'encontre de la candidate socialiste Annette Peulvast-Bergeal, maire de Mantes la Ville, lors de la campagne législative dans la 8^{ème} circonscription des Yvelines le 30 mai 1997) mais aussi une idéologie remettant en cause des acquis fondamentaux du statut des femmes se sont avérés d'une puissante dissuasion.

La distribution de ce refus dans l'électorat féminin est paradoxale : elle associe deux groupes féminins aux traits contrastés. C'est d'ailleurs, selon Mariette Sineau, « cette conjonction des contraires qui constituerait la force de l'anti-lépénisme féminin »²⁰ : d'un côté, des femmes privilégiées tant socialement que culturellement (2% des femmes cadres

¹⁹ Pascal Perrineau, *Le symptôme Le Pen. Radiographie des électeurs du Front national*, Paris, Fayard, 1998, p. 105.

²⁰ Mariette Sineau, « L'électrice paradoxale », Pierre Bréchon, Annie Laurent et Pascal Perrineau (dir.), *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 123.

supérieures déclarent une intention de vote pour Jean-Marie Le Pen contre 12% des hommes) et plutôt jeunes (2% des femmes de 18-24 ans contre 8% des hommes ; 9% des femmes de 25-34 ans contre 19% des hommes) ; de l'autre, des femmes plutôt âgées (7% des femmes de plus de 65 ans contre 19% des hommes), inactives ou retraitées (5% de ces dernières contre 19% de retraités) et « protégées » de la tentation frontiste par un système de valeurs sous influence religieuse.

Mais les raisons de ce refus sont aussi paradoxales, car nous avons vu combien certaines femmes cumulaient des attributs protestataires et radicaux, qui en général prédisposent au vote FN. L'électorat féminin peut-il alors devenir une « terre de mission »²¹ pour le Front national ? Les intentions de vote déclarées lors de cette 3^{ème} vague du baromètre, obligent à prendre en considération le basculement des ouvrières qui déclarent pour 13% d'entre elles vouloir voter pour Jean-Marie Le Pen.

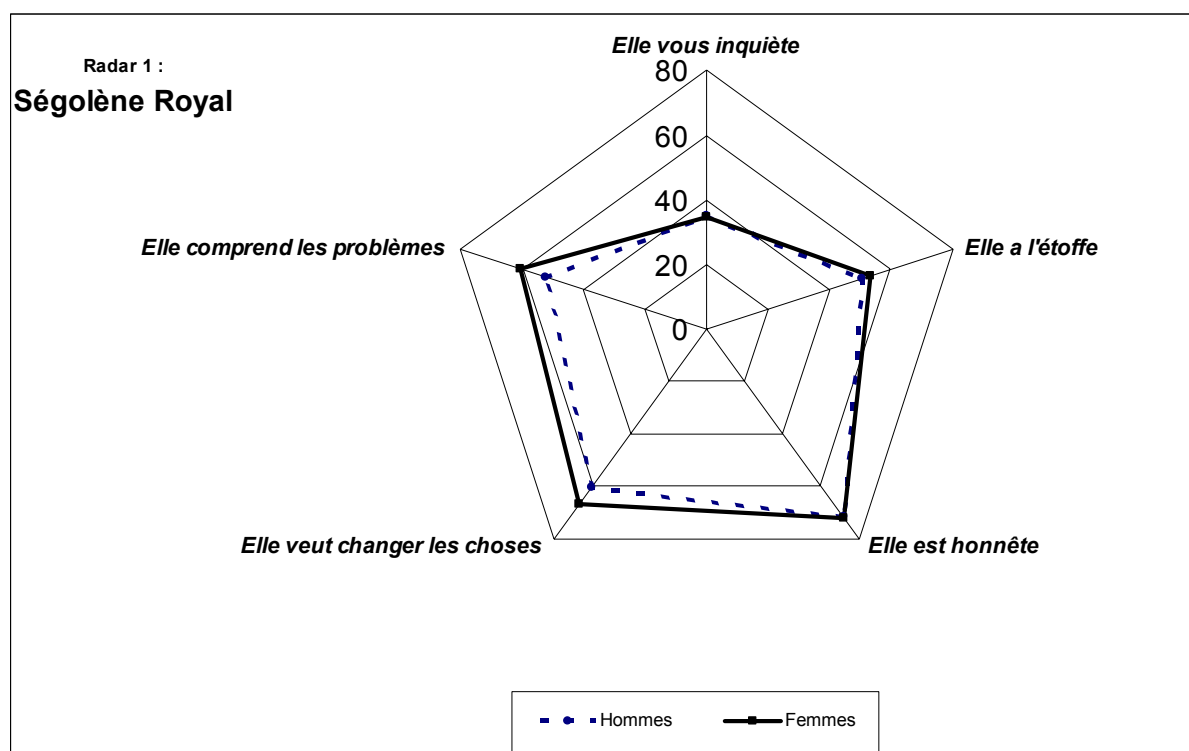
2/ Les images des candidats

Les qualificatifs, positifs ou négatifs, attribués par les interviewés aux candidats sont un élément qui permet d'enrichir la compréhension et la logique des choix. Si nous reprenons ici la présentation en « radar » développée par Daniel Boy et Jean Chiche dès les précédentes vagues du Baromètre, nous mettons à jour trois éléments suggestifs.

D'une part, les différences sont ténues pour Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy selon une analyse par sexe. Comparées aux hommes, les femmes interrogées pensent un peu plus volontiers que Ségolène Royal « veut vraiment changer les choses » (+ 6 points) ou qu'elle « comprend les problèmes des gens » (+ 7 points) mais sur les autres items, on n'observe pas de différence significative (cf. radar 1). Au moment du terrain de notre enquête, c'est-à-dire avant l'investiture officielle du candidat de l'UMP et l'infléchissement rhétorique qui accompagne sa campagne, les femmes ne se différencient guère des hommes dans leurs jugements : 1 à 2 points séparent leurs positions quel que soit l'item (cf. radar 2). Cette proximité par sexe, pour ces deux candidats, s'observe dans le parallélisme des lignes quasi chevauchantes.

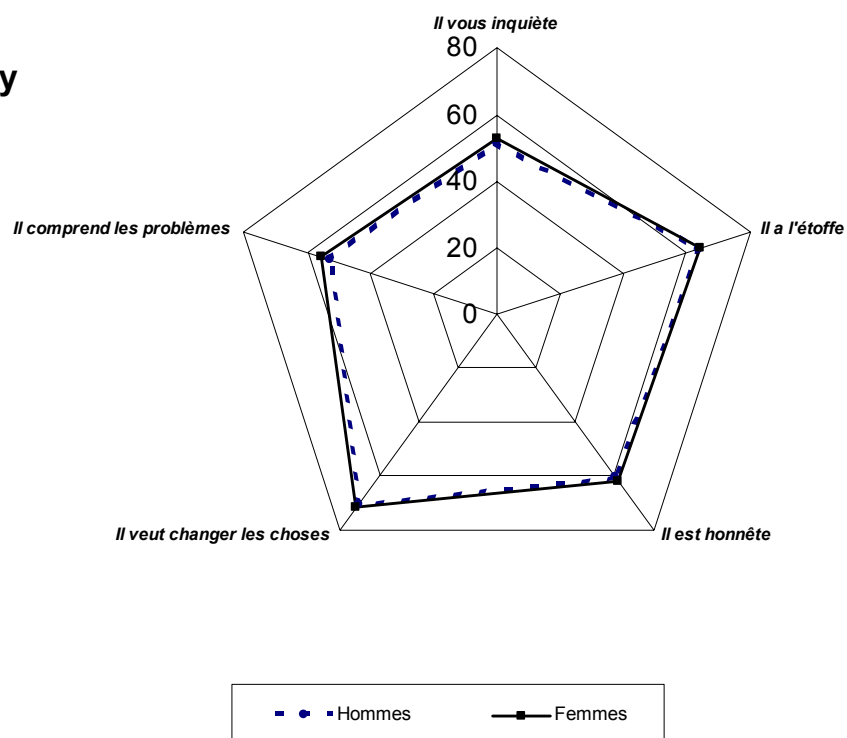
D'autre part, chez le candidat François Bayrou, des différences femmes-hommes s'esquissent : il inquiète plus les femmes que les hommes (+ 10 points) et celles-ci le jugent moins honnête (- 8 points). Les autres items sont plutôt convergents (cf. radar 3).

Logiquement, le radar le plus contrasté est celui de Jean-Marie Le Pen, puisque nous retrouvons les éléments significatifs de différenciation évoqués ci-dessus : il inquiète plus les femmes (+ 7 points), elles le jugent moins honnête que les hommes (4 points d'écart), elles pensent moins qu'il a l'étoffe d'un Président (5 points d'écart), elles considèrent aussi moins qu'il veut vraiment changer les choses (6 points d'écart) et enfin qu'il comprenne les problèmes des gens (4 points d'écart). Visuellement, on voit les lignes s'écarter et les femmes ne sortir de leur rétraction que sur l'item de l'inquiétude (cf. radar 4).

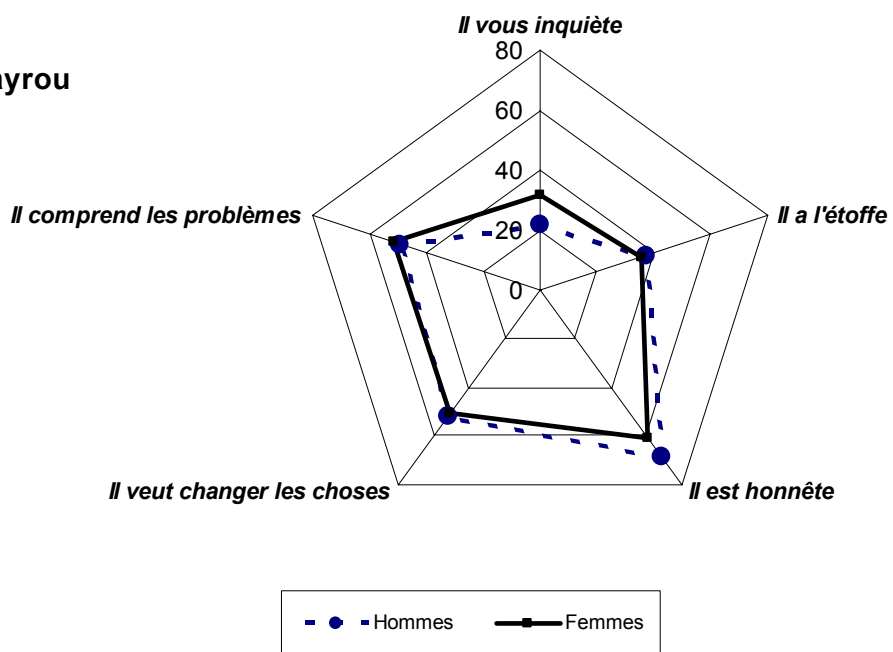


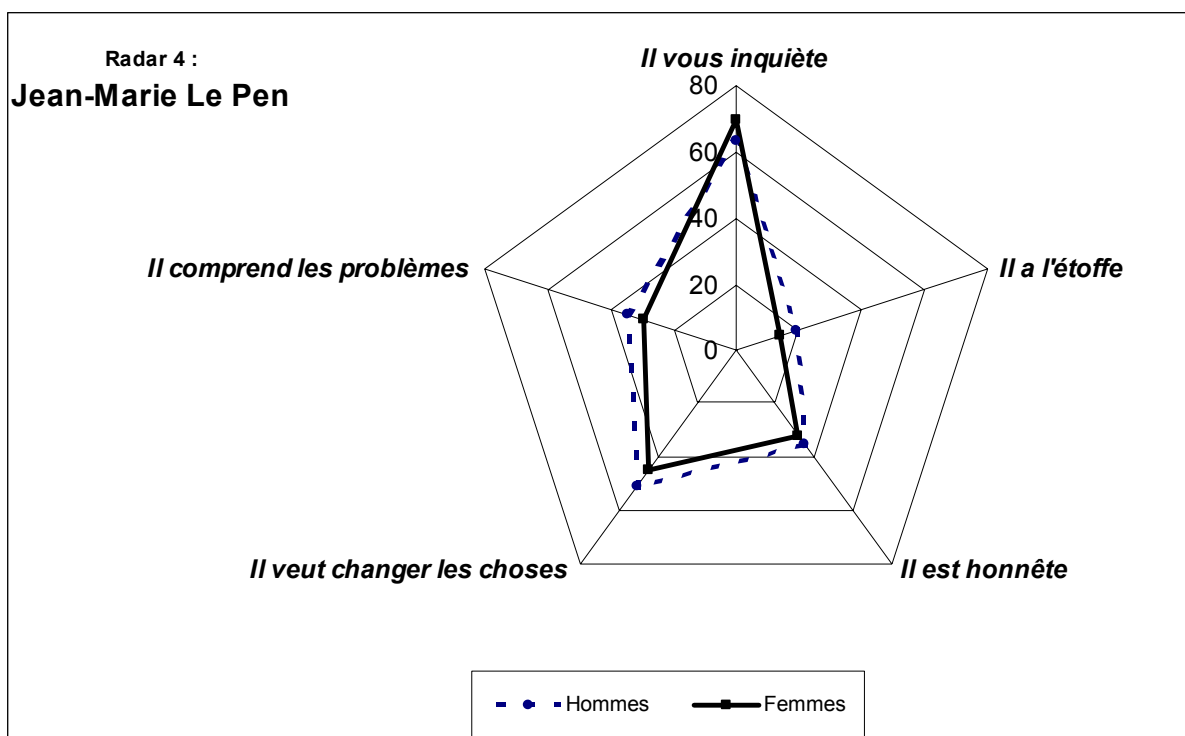
²¹ Jérôme Jaffré, « L'électorat féminin, terre de mission pour le Front national », *Le Monde*, 31 octobre 1998.

**Radar 2 :
Nicolas Sarkozy**



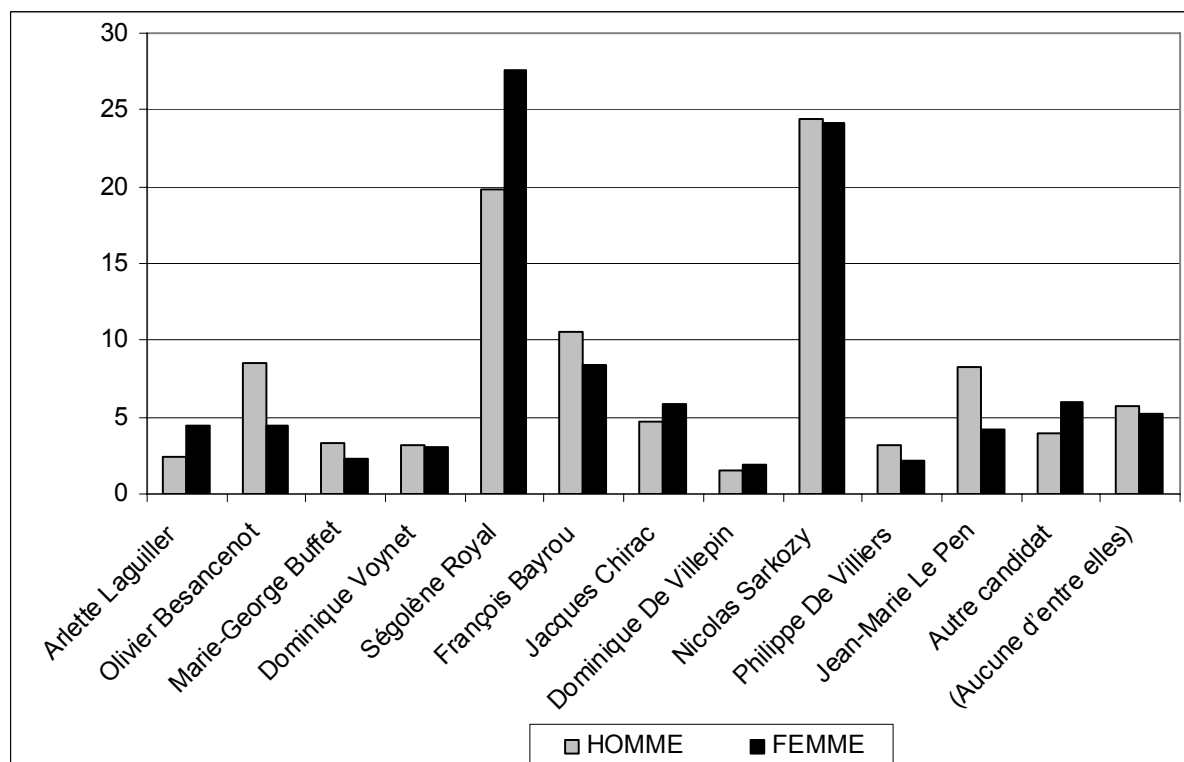
**Radar 3 :
François Bayrou**





En conclusion, il est difficile d'échapper à un bref commentaire sur « l'effet Ségolène Royal » dans une note sur « les femmes et l'élection présidentielle ». Cette candidature attire-t-elle spécifiquement les femmes ? « Les femmes aiment-elles Ségolène Royal ? »²². Au vu des résultats de cette 3^{ème} vague du BPF, le jugement se doit d'être nuancé. Si l'on privilégie un indicateur « affectif » interrogeant sur la proximité que l'on peut ressentir pour une personnalité, alors il pourrait sembler que c'est le cas, ainsi qu'en témoigne l'histogramme suivant, qui « dilate » l'effet de genre en faveur de la candidate socialiste (cf. tableau 10).

Tableau 10 – Personnalité dont on se sent le/la plus proche en fonction du sexe (%)



²² Sondage Elle/IFOP, Elle, n° 3185, 15 janvier 2007.

Si l'on compare les qualités prêtées à cette candidate, nous avons vu avec la présentation en « radar » que les différences femmes-hommes ont tendance à se rétracter, voire disparaître sur certaines questions. Si on analyse les intentions de vote, celles-ci ont fait apparaître des différences significatives de mobilisation en faveur de cette candidate en fonction des appartenances professionnelles : le soutien n'est pas sans condition. Enfin, si l'on considère l'attractivité politique d'un candidat ou d'une candidate au-delà de son camp, alors le tableau suivant est éclairant (cf. tableau 11).

Tableau 11- La dissonance politique en fonction du sexe (% colonnes)

	Hommes	Femmes	Total
Proximité partisane de gauche / intention de vote Sarkozy	2	6	4
Proximité partisane de gauche / intention de vote Bayrou	1	2	1
Proximité partisane de gauche / intention de vote Le Pen	2	1	2
Proximité partisane de gauche / intention de vote de Villiers	0	0	0
Proximité partisane de droite / intention de vote à gauche	1	2	2
Les autres	93	89	91

Lors de la réalisation de cette troisième vague du Baromètre, les femmes « dissonantes » ne sont tentées que par un seul passage : celui de la proximité partisane de gauche vers une intention de vote en faveur de Nicolas Sarkozy (6%) alors que l'inverse est non seulement d'une ampleur plus limitée (2%) et que surtout Ségolène Royal ne « capte » pas un électorat *spécifiquement* féminin proche de la droite.

Si les femmes sont amenées à jouer un rôle dans cette campagne présidentielle de 2007, ce sera grâce à la capacité des uns ou des autres à mobiliser et à redonner confiance à cette « minorité majoritaire »²³. Si bien sûr certaines d'entre elles sont jeunes, actives, diplômées, épanouies sexuellement et comblées affectivement, d'autres cumulent handicaps statutaires et culturels, frustrations et peurs sociales. Si les acquis objectifs sont indéniables, des discriminations demeurent, efficacement relayées par des mécanismes d'auto-censure intériorisée : les *Desperate Housewives* sont des *WASP*...

²³ Guénaëlle Gault et Fabienne Simon, « Wonder Woman contre les obstacles de verre. Les femmes françaises ou la minorité majoritaire », Olivier Duhamel et Brice Teinturier (dir.), *L'état de l'opinion 2006*, Paris, Editions du Seuil, p.141-166.



Centre de Recherches Politiques de Sciences Po

LE BAROMÈTRE POLITIQUE FRANÇAIS (2006-2007)

3^{ème} vague – Hiver 2006

LE PARADOXE LE PEN

Jérôme JAFFRÉ

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP. Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.

Le paradoxe Le Pen

Jérôme JAFFRÉ

La troisième vague du Baromètre politique français, réalisée à la fin 2006, a introduit plusieurs questions sur l'impact de Jean-Marie Le Pen et du Front national, qui permettent de développer l'analyse sur deux dimensions essentielles : quelle est aujourd'hui l'acceptation de Jean-Marie Le Pen dans la vie politique ? Quel est son impact électoral, ses limites et ses réserves possibles ?

L'analyse des résultats fait apparaître un paradoxe. L'impact idéologique du lepénisme est important, proche sans doute des plus hauts niveaux qu'il ait connus depuis son émergence en 1983 ; son acceptation dans la vie démocratique du pays connaît une progression spectaculaire. Et, malgré cela, Jean-Marie Le Pen n'est pas assuré, à quatre mois du premier tour, de rééditer sa performance électorale de 2002 où il avait obtenu 17% des suffrages exprimés et, si l'on ajoute les voix de Bruno Mégret, 19% des suffrages qui étaient allés à l'extrême droite.

L'impact du lepénisme : 1 français sur 4 est plus ou moins lepéniste, 1 français sur 2 reste un anti-lepéniste absolu.

Pour mesurer l'impact du lepénisme, deux questions ont été introduites. La première concerne l'accord sur les idées : « Diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec les idées défendues par Jean-Marie Le Pen ? ». La seconde porte sur la probabilité du vote : « Est-ce qu'il est tout à fait probable, plutôt probable, plutôt pas probable ou pas probable du tout que vous votiez pour Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle ? ». Les résultats ont permis d'établir une note de lepénisme en attribuant 3 points à chacune des réponses « tout à fait », 2 points à « plutôt », 1 point à « plutôt pas » et 0 point à « pas du tout ».

Tableau 1 : Les attitudes des Français à l'égard de J.-M. Le Pen

	L'accord sur les idées	La probabilité du vote
Tout à fait (3 points)	6	8
Plutôt (2 points)	23 } 29	11 } 19
Plutôt pas (1 point)	23	9
Pas du tout (0 point)	48	72
	100%	100%

N.B. Les pourcentages se lisent en colonne.

Chaque interviewé s'est vu ainsi attribuer une note allant de 0 point (pas d'accord du tout avec les idées, vote pas probable du tout) à 6 points (tout à fait d'accord avec les idées, vote tout à fait probable). Les notes détaillées ont été regroupées pour étalonner les réponses de l'anti-lepénisme absolu au lepénisme affirmé.

Tableau 2 : La note de lepénisme des Français

	% des réponses	Groupe	% des réponses
6 points	4%	Lepénisme affirmé	} 9%
5 points	5%		
4 points	8%	Lepénisme partiel	} 15%
3 points	7%		
2 points	11%	Anti-lepénisme partiel	} 30%
1 point	19%		
0 point	46%	Anti-lepénisme absolu	46%
	100%		100%

N.B. Les pourcentages se lisent en colonne.

On constate que, si Jean-Marie Le Pen ne dispose dans l'électorat français que de 9% de soutiens totalement affirmés, le lepénisme, incluant les deux groupes qui lui accordent au moins trois points, touche un quart de l'électorat (24% exactement). En sens inverse, il faut noter la force de l'anti-lepénisme absolu qui caractérise près d'un Français sur deux (46%).

Le tableau 3 présente le détail des réponses par catégories, permettant d'isoler les points forts du lepénisme et la zone d'anti-lepénisme absolu.

Tableau 3 : La note de lepénisme dans différentes catégories de la population

	Anti-lepénisme absolu	Anti-lepénisme partiel	Lepénisme partiel	Lepénisme affirmé	Sous total Lepénisme
Age					
18 - 24 ans	61%	25%	10%	4%	14%
25 - 34 ans	49%	28%	14%	9%	23%
35 - 49 ans	46%	31%	14%	9%	23%
50 - 64 ans	38%	32%	19%	11%	30%
65 ans et plus	44%	32%	15%	9%	24%
Profession de l'interviewé					
Agriculteurs	31%	41%	18%	9%	27%
Commerçants, artisans	31%	31%	22%	15%	37%
Cadres supérieur, professions libérales	58%	27%	10%	5%	15%
Enseignants	72%	16%	9%	3%	12%
Professions intermédiaires	51%	31%	11%	6%	17%
Employés	44%	32%	16%	8%	24%
Ouvriers	39%	29%	18%	13%	31%
Étudiants, lycéens	65%	26%	6%	3%	9%
Niveau de diplômes					
Sans diplôme, CEP	39%	31%	17%	12%	29%
BEPC, CAP, BEP	42%	32%	16%	10%	26%
Baccalauréat	53%	29%	13%	5%	18%
Niveau bac + 2	51%	32%	13%	4%	17%
Enseignement supérieur	73%	19%	5%	3%	8%
Régions					
Nord	40%	31%	18%	11%	29%
Ouest	51%	28%	13%	7%	20%
Sud-ouest	48%	32%	9%	8%	17%
Sud-est	42%	29%	19%	10%	29%
Centre	43%	32%	16%	8%	24%
Est	41%	33%	17%	10%	27%
Île de France	52%	29%	12%	7%	19%

N.B. Les pourcentages se lisent en ligne.

L'anti-lepénisme absolu est étroitement corrélé au niveau culturel des interviewés et à leur niveau social. Ce sont les catégories intellectuelles (enseignants, étudiants) qui lui sont le plus hostiles ainsi que, public beaucoup plus large, les diplômés de l'enseignement supérieur (à 73%). Les cadres supérieurs et professions libérales se montrent également très rétifs. Selon l'âge, les 18-24 ans - nouveaux électeurs présidentiels depuis 2002 à proportion des deux tiers - constituent la seule tranche d'âge où l'anti-lepénisme convaincu dépasse la majorité absolue des réponses, de surcroît très nettement (61%). Géographiquement, l'Ile de France, à haut niveau intellectuel, et l'Ouest, de tradition démocrate-chrétienne, sont les plus hostiles au lepénisme.

Le pro-lepénisme affirmé ou partiel touche presque un quart des Français mais dans aucune des catégories étudiées ici il ne dépasse 40% des réponses. **Il s'en approche parmi les commerçants, artisans et chefs d'entreprise (37%). Son score, selon les tranches d'âge, atteint son maximum parmi les 50-64 ans, traduisant un certain vieillissement, vingt-trois ans après son émergence. Le lepénisme reste fort parmi les ouvriers (31%).** Et, conformément à son implantation électorale, les trois régions qui lui sont le plus favorables sont le Nord, le Sud-est (29% chacune) ainsi que l'Est (27%).

Analysée selon l'intention de vote et l'intérêt pour la politique, la mesure de la note de lepénisme est également éclairante :

Tableau 4 : La note de lepénisme selon les catégories politiques

	Anti-lepénisme absolu	Anti-lepénisme partiel	Lepénisme partiel	Lepénisme affirmé	Sous-total Lepénisme
Intention de vote présidentielle					
Extrême gauche (A. Laguiller, O. Besancenot, M.-G. Buffet)	67%	23%	7%	3%	10%
S. Royal	67%	26%	5%	2%	7%
F. Bayrou	55%	33%	12%	0%	12%
N. Sarkozy	30%	42%	22%	6%	28%
Ph. de Villiers	10%	28%	50%	12%	62%
J.-M. Le Pen	0%	3%	34%	63%	97%
Intérêt pour la politique					
Beaucoup	57%	24%	10%	9%	19%
Assez	49%	30%	14%	7%	21%
Peu	43%	33%	16%	9%	25%
Pas du tout	37%	30%	20%	13%	33%

N.B. Les pourcentages se lisent en ligne.

Sur la note de lepénisme, la graduation est parfaite selon le niveau d'intérêt pour la politique, avec une distinction majeure entre les électeurs les plus politisés - en nette majorité très hostiles - et les électeurs les moins politisés qui lui sont favorables jusque dans la proportion d'un tiers. Entre les électeurs de gauche, très hostiles aux deux tiers, et les électeurs de droite, la coupure est forte. Mais les différences sont grandes entre les trois candidats de la droite et du centre. **Le lepénisme affirmé ou partiel touche 62% des électeurs de Philippe de Villiers, 28% des électeurs de Nicolas Sarkozy et cette proportion tombe à 12% parmi les électeurs de François Bayrou.** Face au lepénisme, les électeurs du président de l'UDF ont des attitudes plus proches des soutiens de Ségolène Royal que des soutiens de Nicolas Sarkozy.

Dans l'opinion publique, Jean-Marie Le Pen a gagné la bataille de ses droits politiques

Le Baromètre politique français a testé sur un certain nombre de critères le degré d'acceptation de la place du Front national, de son leader et de leur accession aux responsabilités politiques. Encore est-il nécessaire de s'accorder sur le sens des mots. La question n'était pas de savoir s'il était souhaitable ou pas souhaitable que le FN réussisse telle ou telle chose mais si cela était jugé acceptable ou pas acceptable. **Il s'agit moins ici de mesurer une adhésion que de prendre la mesure de la normalité du Front national dans le jeu démocratique et politique.**

Sur les deux premiers items testés - l'acceptation de Le Pen candidat à la présidentielle et la présence de députés FN à l'Assemblée grâce à une dose de proportionnelle - près des deux tiers des Français répondent positivement. Ce résultat est acquis grâce au soutien très net des électeurs de la droite modérée mais il prend aussi appui sur la moitié environ des électeurs de gauche comme de ceux de l'extrême gauche.

Tableau 5 : L'acceptation de la présence du Front national dans le jeu politique

Jugeriez-vous acceptable ou inacceptable que:	Ensemble		Intention de vote au premier tour					
			Extrême gauche	S. Royal	F. Bayrou	N. Sarkozy	Ph. de Villiers	J.-M. Le Pen
J.-M. Le Pen obtienne les 500 signatures pour être candidat								
Acceptable	63%		51%	48%	72%	70%	85%	96%
Inacceptable	37%		49%	52%	28%	30%	15%	4%
Le FN ait des députés grâce à une dose de proportionnelle								
Acceptable	61%		50%	46%	71%	69%	82%	93%
Inacceptable	39%		50%	54%	29%	31%	18%	6%

N.B. Les pourcentages se lisent en colonne.

Après tant d'années de vie politique majoritaire et bipolaire, on peut lire ces résultats comme l'aspiration d'une partie très importante de l'opinion à un certain proportionnalisme où chaque camp, quel qu'il soit, se trouverait représenté. Cette aspiration accorde non seulement au FN le droit d'avoir son candidat à la présidentielle - il l'a d'ailleurs été déjà à quatre fois dans le passé - mais aussi celui de disposer d'une représentation à l'Assemblée nationale.

On prend la mesure de cette aspiration à une plus grande diversité de la vie politique dans les réponses des catégories que nous avons identifiées comme les plus anti-lepénistes. A l'exception des jeunes et des étudiants - partagés en deux parts presque égales - les catégories les plus cultivées, les plus aisées, les plus politisées – celles qui sont les plus réfractaires au lepénisme- acceptent très majoritairement (et même davantage que la moyenne des Français) la participation de M. Le Pen à la présidentielle et même la présence de députés FN à l'Assemblée nationale ! **Leur anti-lepénisme compte désormais moins que leur aspiration à une représentation plus diversifiée de la vie politique.**

Tableau 6 : L'acceptation de la présence du Front national par les catégories les plus anti-lepénistes

	L'acceptation de la candidature de J.-M. Le Pen		L'acceptation de députés FN grâce à une dose de proportionnelle	
	Acceptable	Inacceptable	Acceptable	Inacceptable
Ensemble des interviewés	63%	37%	61%	39%
18 - 24 ans	51%	49%	43%	57%
Cadres supérieurs, professions libérales	72%	27%	69%	30%
Enseignants	69%	31%	68%	32%
Étudiants, lycéens	52%	48%	47%	53%
Diplômés de l'enseignement supérieur	70%	29%	62%	37%
S'intéressent beaucoup à la politique	72%	27%	72%	28%

N.B. Les pourcentages se lisent en ligne.

L'accession du Front national aux responsabilités politiques est jugée acceptable par la moitié des électeurs de la droite modérée.

Permettant d'aller plus loin que la simple représentation politique, deux autres items ont testé l'acceptation de la présence de ministres FN dans un gouvernement et celle d'un accord en bonne et due forme entre le FN et l'UMP pour les seconds tours des élections.

Tout en gardant à l'esprit que l'on a testé l'acceptation et non pas le souhait, on relève que **presque un Français sur deux (48 % exactement) jugerait acceptable la présence de ministres du Front national dans un gouvernement**. Le barrage politique opposé à l'extrême droite semble avoir perdu beaucoup de sa force puisqu'à la même question posée par la Sofres en 1997, 37% seulement des personnes interrogées jugeaient acceptable une telle hypothèse. Le grand changement est que désormais la majorité absolue des sympathisants de l'UMP (55%) accepte cette idée alors qu'en mars 1997, à la veille des élections législatives, seule une minorité (41%) des sympathisants RPR faisait cette réponse.

Tableau 7 : L'évolution de l'acceptation de ministres FN depuis 1997

	BPF 2006		Rappel 1997 Sofres		Gain d'acceptabilité
	Acceptable	Inacceptable	Acceptable	Inacceptable	
Ensemble des interviewés	48%	52%	37%	56%	+ 11
Préférence partisane:					
Parti communiste	23%	77%	16%	80%	+ 7
Parti socialiste	29%	71%	23%	73%	+ 6
Verts	40%	60%	31%	64%	+ 9
UDF	48%	51%	35%	58%	+ 13
UMP/ RPR	55%	45%	41%	55%	+ 14
Front national	93%	7%	100%	0%	- 14

N.B. Les pourcentages se lisent en ligne.

Les résultats de l'enquête de 1997 ont fait l'objet d'une pondération politique pour pouvoir être comparés à ceux de 2006.

Mesurée dans son principe- concernant profondément la vie démocratique du pays-, l'idée de ministres issus du Front national est désormais jugée acceptable par environ trois électeurs de gauche sur dix, par quatre électeurs sur dix de François Bayrou et par près de six électeurs sur dix de Nicolas Sarkozy ! En revanche, l'idée d'un accord pour les seconds tours des élections, point de passage pour ouvrir réellement la voie à la réalisation de cette hypothèse, n'est acceptée que par trois Français sur dix. Une légère majorité des électeurs de Nicolas Sarkozy (54% contre 45%) la refuse. Et 58% des sympathisants UMP la jugeraient inacceptable.

Tableau 8 : L'acceptation de l'accession du FN à des responsabilités politiques

Jugeriez-vous acceptable ou inacceptable que:	Ensemble des interviewés		Intention de vote au premier tour					
			Extrême gauche	S. Royal	F. Bayrou	N. Sarkozy	Ph. de Villiers	J.-M. Le Pen
Le FN ait des ministres dans un gouvernement								
Acceptable	48%		28%	29%	44%	58%	76%	95%
Inacceptable	52%		72%	71%	56%	42%	24%	5%
Il y ait un accord pour les seconds tours entre l'UMP et le FN								
Acceptable	33%		15%	15%	19%	45%	74%	81%
Inacceptable	67%		85%	85%	80%	54%	25%	19%

N. B. Les pourcentages se lisent en colonne.

Le refus de Le Pen président reste aussi fort qu'à l'occasion du second tour de 2002

Le dernier élément testé dans le Baromètre politique français porte sur l'acceptation ou non de l'éventuelle élection de Jean-Marie Le Pen à la présidence de la République. **Le résultat est sans ambiguïté et maintient de façon frappante le même score que celui enregistré le 5 mai 2002 au second tour de la présidentielle : 18 % des Français la jugeraient acceptable, 82 % inacceptable.**

Ainsi la reconnaissance de la représentation démocratique du Front National que nous avons relevée allant même jusqu'à une certaine normalité continue de buter sur le refus de principe de voir son président accéder à la magistrature suprême. 81% des électeurs de Nicolas Sarkozy jugeraient cette hypothèse inacceptable et il se trouve jusqu'à 23% des électeurs déclarés de Le Pen au premier tour de la présidentielle pour partager le même refus.

Tableau 9 : L'acceptation de l'accession de Jean-Marie Le Pen à la présidence de la République

	Ensemble des interviewés	Intention de vote au premier tour					
		Extrême gauche	S. Royal	F. Bayrou	N. Sarkozy	Ph. de Villiers	J.-M. Le Pen
Acceptable	18%	10%	6%	6%	19%	44%	77%
Inacceptable	82%	90%	94%	92%	81%	55%	23%

N.B. Les pourcentages se lisent en colonne.

La taille de l'échantillon permet de comprendre où se situe le point de blocage de cette fraction de l'électorat lepéniste réfractaire à l'idée même de l'élection de son chef.

Tableau 10 : Les attitudes des électeurs de Jean-Marie Le Pen selon qu'ils accepteraient ou non son élection

	Acceptable	Inacceptable
Accord avec les idées de J.-M. Le Pen		
Tout à fait	45%	23%
Plutôt	50%	63%
Plutôt pas	3%	10%
Pas du tout	1%	4%
Jugent que J.-M. Le Pen n'est pas inquiétant		
Tout à fait	71%	43%
Plutôt	15%	23%
Plutôt pas	6%	23%
Pas du tout	8%	11%
Jugent que J.-M. Le Pen a l'étoffe d'un président de la république		
Tout à fait	42%	0%
Plutôt	36%	6%
Plutôt pas	16%	26%
Pas du tout	6%	67%

N.B. Les pourcentages se lisent en colonne.

Le point de blocage de cette fraction de l'opinion que l'on pourrait appeler « les lepénistes du 1^{er} tour, anti-lepénistes du second » ne réside pas dans un désaccord avec les idées du leader du Front national : 86 % d'entre eux y adhèrent. Et pour 66 % de ces électeurs, celui-ci n'est pas jugé inquiétant. **Le point de renversement se situe dans l'idée que Jean-Marie Le Pen n'a pas l'étoffe d'un président de la République.** 41 % de l'ensemble de ses électeurs déclarés du premier tour ne lui accordent pas cette qualité. Dans la fraction de ses propres troupes qui jugerait inacceptable son élection, le pourcentage monte à 93 % - 67 % estimant même qu'il ne l'a pas du tout ! Ce jugement n'empêche pas un vote de premier tour en sa faveur mais il l'interdit au second.

Encore assez bas dans les intentions de vote, Jean-Marie Le Pen dispose de réserves électorales

Signe d'une résistance électorale à la dilution du lepénisme dans la société politique française, 10 % seulement des électeurs interrogés par l'Ifop déclarent une intention de vote pour Jean-Marie Le Pen, 12 % si l'on raisonne sur les suffrages exprimés. Les résultats ne peuvent évidemment pas être lus comme une prévision puisqu'ils ont été mesurés quatre mois avant l'élection et que traditionnellement la poussée lepéniste, quand elle intervient, se produit dans la phase ultime de la campagne électorale.

Le score actuel reste cependant éloigné du résultat obtenu par le leader de l'extrême droite en 2002 (17 %). Il s'explique par le fait qu'il ne retrouve, selon l'enquête et en raisonnant sur les suffrages exprimés, que 59 % de ses électeurs de 2002, 28 % préférant à ce stade de la campagne porter leurs suffrages sur Nicolas Sarkozy.

Toutefois, Jean-Marie Le Pen dispose de réserves électorales dont on a tenté de prendre la mesure en faisant deux hypothèses, l'une minimale, l'autre maximale. La première est que tous les interviewés qui déclarent qu'il est « *tout à fait probable* » qu'ils voteraient Le Pen mais ne lui apportent pas actuellement leurs suffrages finiront par le faire le jour du scrutin. La seconde ajoute à ce groupe, et dans les mêmes conditions, tous les interviewés qui déclarent une réponse « *plutôt probable* ». On peut ainsi recalculer les intentions de vote sur ces bases en ôtant aux autres candidats choisis

ces suffrages potentiels du leader du FN. Ce qui permet de savoir à qui Jean-Marie Le Pen prendrait ces suffrages, s'il parvient le 22 avril prochain à les capter.

Tableau 11 : Le calcul des réserves électorales de Jean-Marie Le Pen

	Intentions de vote actuelles	Apport des « tout à fait probable » en faveur de Le Pen	Apport supplémentaire des « probable » en faveur de Le Pen	Effet minimal	Effet maximal
J.-M. Le Pen	12%	14%	21%	+ 2	+ 9
N. Sarkozy	31%	30%	26%	- 1	- 5
Ph. de Villiers	2%	2%	1%	=	- 1
F. Bayrou	9%	9%	9%	=	=
S. Royal	32%	31%	30%	- 1	- 2
Autres candidats de gauche	11%	11%	10%	=	- 1
Autres candidats	3%	3%	3%	=	=
	100%	100%	100%		

N.B. Les pourcentages se lisent en colonne.

Dans l'hypothèse minimale, Jean-Marie Le Pen reste en dessous des 15 %, ne gagnant de deux points, l'un au détriment de M. Sarkozy, l'autre au détriment de Mme Royal. En revanche, dans l'hypothèse maximale, M. Le Pen parviendrait à dépasser pour la première fois de sa carrière la barre des 20 %, avec 21 % des suffrages exprimés. Ce gain se ferait pour les deux tiers au détriment des candidats de la droite modérée (N. Sarkozy, P. de Villiers) et pour un tiers au détriment de la gauche.

Mais même dans ce cas, l'ordre d'arrivée du premier tour ne serait pas modifié, alors pourtant que Nicolas Sarkozy reculerait de cinq points. Une percée de M. Le Pen, au-delà de son score du 21 avril, qui ne s'accompagnerait pas d'une poussée de M. Bayrou, pourrait ne pas suffire à lui permettre de rééditer son exploit de 2002 : se qualifier au second tour.



Centre de Recherches Politiques de Sciences Po

LE BAROMÈTRE POLITIQUE FRANÇAIS (2006-2007)

3^{ème} vague – Hiver 2006

L'ENVIRONNEMENT DANS LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Daniel BOY

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP. Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.

L'environnement dans la campagne électorale

Daniel BOY

Depuis quelques semaines l'idée selon laquelle le thème de l'environnement pourrait constituer l'un des axes importants de la prochaine campagne présidentielle fait l'objet de maints éditoriaux ou articles de fond de la presse d'information. L'actualité de l'environnement est pour beaucoup dans cette nouveauté. Les six derniers mois ont malheureusement été fertiles en mauvaises nouvelles sur l'état de notre planète : inondations, tempêtes, sécheresses, menaces sur la biodiversité nourrissent désormais une chronique régulière de la presse écrite et de la télévision. De plus, ces derniers temps l'environnement a trouvé de nouveaux avocats : c'est l'ancien vice-président Al Gore venu plaider en Europe l'urgence d'une action pour faire face à la crise climatique, c'est aussi Nicolas Hulot, qui, fort d'une popularité acquise à travers des émissions de télévision spectaculaires, fait une entrée bruyante dans le débat politique. En laissant planer le suspense sur son intention de présenter sa candidature à la prochaine élection présidentielle, l'animateur d'Ushaïa, contraint les principaux partis et leaders politiques à prendre position sur une série de mesures destinées à combattre le changement climatique. A ce jour le site web du "Pacte écologique" de Nicolas Hulot affirme avoir recueilli plus de 400 000 signatures pour que "les enjeux écologiques et climatiques soient au cœur des débats de l'élection présidentielle de 2007"¹.

Comment mesurer aujourd'hui le poids de l'environnement dans les préoccupations des électeurs ? Le baromètre politique du CEVIPOF a, depuis sa première vague du printemps 2006, posé une question générale concernant "Le problème qui vous paraît le plus important aujourd'hui pour la France ?" Parmi les problèmes cités figure le thème de l'environnement. L'évolution des réponses à cette question lors des trois vagues du baromètre et l'analyse des logiques sociodémographiques et politiques conduisant au choix de cet enjeu donneront une première série d'indications.

A cette première perspective s'ajoutent, pour la vague la plus récente du baromètre politique, deux autres questions qui compléteront notre analyse : la première concerne le choix des meilleurs moyens de lutter contre l'effet de serre et oppose notamment l'action des Etats et l'inflexion des comportements privés. La seconde évoque le problème de l'activisme dirigé contre des innovations ou des équipements techniques contestés : essais d'OGM en plein champs, nourriture génétiquement modifiée, sites prévus pour l'entreposage de déchets nucléaires, antennes de téléphonie mobile.

1. L'ENVIRONNEMENT EST IL UN "PROBLÈME IMPORTANT"?

Depuis la première vague de notre baromètre les trois problèmes les plus fréquemment cités comme "les plus importants" sont les mêmes (Tableau 1) : en tête, de loin, "le chômage", puis "les inégalités" et enfin "la hausse des prix". En dehors de ces options, tous les autres problèmes mentionnés par les interviewés recueillent moins de 10 % des choix. L'environnement se situait presque au dernier rang dans la première vague de ces enquêtes (3 %). Lors de la deuxième vague, le thème est cité par 5 % de l'échantillon, mais demeure en queue de liste. Enfin dans la vague de l'hiver 2006, l'environnement gagne à nouveau deux points de pourcentage et se positionne en position médiane (7 %). Le thème environnemental fait donc l'objet d'une attention croissante mais cette progression, contrairement à ce que l'on observe sur la scène politique et médiatique, est fort modérée.

¹ <http://www.pacte-ecologique-2007.org/nicolas-hulot/index.php>

Tableau 1 : Quel est le problème qui vous paraît le plus important aujourd'hui pour la France ?

Vague 1		Vague 2		Vague 3	
Emploi	38	Emploi	33	Emploi	31
Inégalités	11	Inégalités	13	Inégalités	12
Hausse des prix	10	Hausse des prix	11	Hausse des prix	11
Déficits publics et la dette de l'Etat	9	Sécurité des biens et personnes	8	Sécurité des biens et personnes	8
Education et la recherche	7	Immigration	8	Education et la recherche	7
Sécurité des biens et personnes	6	Education et la recherche	7	Environnement	7
Impôts et taxes	6	Déficits publics et la dette de l'Etat	6	Immigration	6
Immigration	5	Impôts et taxes	5	Déficits publics et la dette de l'Etat	6
Environnement	3	Environnement	5	Impôts et taxes	6
Logement	2	Logement	2	Logement	3
Banlieues	2	Banlieues	2	Banlieues	3
Sans réponse	0	Sans réponse	0	Sans réponse	0

Pour mieux apprécier l'étendue des évocations du terme "environnement" il nous a paru utile d'employer ce terme en alternance avec deux autres avec lesquelles il voisine dans le débat public : le terme de "développement durable" et celui de "changement climatique". La méthode de cette expérimentation, consiste à présenter différents termes au sein de la même question à des sous-échantillons choisis aléatoirement².

² Concrètement, ici pour un tiers de l'échantillon la liste des "problèmes les plus importants" comprenait le terme "environnement", pour un second tiers, l'expression "développement durable" et pour un dernier tiers, les mots de "changement climatique".

Tableau 2 : Quel est le problème qui vous paraît le plus important aujourd'hui pour la France selon que la question comprend les termes « développement durable », « environnement » ou « changement climatique » ?

L'emploi	33	L'emploi	30	L'emploi	30
Les inégalités	12	Les inégalités	13	Les inégalités	12
La hausse des prix	11	La hausse des prix	12	La hausse des prix	9
Les impôts et taxes	7	La sécurité des biens et personnes	9	Le réchauffement climatique	9
Les déficits publics et la dette de l'Etat	7	L'environnement	7	L'éducation et la recherche	8
La sécurité des biens et personnes	7	L'éducation et la recherche	7	L'immigration	7
L'immigration	6	Les déficits publics et la dette de l'Etat	6	La sécurité des biens et personnes	7
L'éducation et la recherche	6	L'immigration	5	Les déficits publics et la dette de l'Etat	6
Le développement durable	5	Les impôts et taxes	5	Les impôts et taxes	5
Les banlieues	3	Le logement	4	Les banlieues	3
Le logement	3	Les banlieues	2	Le logement	3
Sans réponse	1	Sans réponse	0	Sans réponse	0
	100		100		100

Les résultats (tableau 2) démontrent d'abord que le concept de "développement durable", évidemment plus récent dans le champ politique, et sans doute moins évocateur, suscite la mobilisation la plus faible. A l'inverse l'évocation du "réchauffement climatique", thème très largement médiatisé dans les derniers mois, entraîne un bouleversement dans la hiérarchie générale des choix : cette fois, le terme vient au rang des trois premiers problèmes, à égalité avec "la hausse des prix".

Au-delà de ces différences sémantiques, l'environnement constitue un enjeu politique dont le choix répond à des logiques politiques, sociales et culturelles.

- C'est d'abord évidemment le choix prioritaire de ceux qui expriment une préférence pour l'écologie politique qu'il s'agisse d'une proximité partisane ou d'une intention de vote. On compte ainsi 14 % de préférences pour l'environnement parmi ceux qui se déclarent "proches des Verts", 24 % parmi ceux qui sont proches des "autres formations écologistes" (Cap 21, Génération Ecologie) ou 35 % parmi le petit nombre ³ de ceux qui ont l'intention de voter pour Dominique Voynet.
- Au sein des autres électorats le problème de l'environnement ne rassemble jamais de très fortes proportions de répondants : 10 % pour ceux qui affirment une intention de vote pour F. Bayrou, 7 % parmi les électeurs de S. Royal, 4 % parmi ceux de N. Sarkozy.
- Le choix de l'enjeu environnemental est aussi plus fréquent parmi les catégories sociales privilégiées : 16 % des "cadres supérieurs et professions libérales en font le choix dans cette enquête contre, par exemple, 5 % des ouvriers. Parallèlement, 13 % de ceux qui affirment "s'en sortir très facilement avec les revenus de leur foyer" privilégient l'environnement contre 5 % de ceux qui disent "s'en sortir difficilement".
- Enfin l'option en faveur de l'environnement est plus souvent le fait de catégories dotées d'un capital culturel élevé : 10 % au-delà du niveau du baccalauréat contre 6 % en deçà, 16 % parmi ceux qui regardent très peu la télévision (jamais ou un seul jour par semaine).

³ Soit 2 % de l'échantillon de la vague 3

2. COMMENT FAIRE FACE À L'EFFET DE SERRE ?

L'augmentation de l'effet de serre causé par les émissions de CO² est aujourd'hui un phénomène très largement médiatisé. Les études sociologiques menées sur ce thème par l'ADEME ⁴ montrent que, bien que le public ne saisisse que de manière approximative les mécanismes producteurs de ce phénomène, il est conscient de son existence et des risques qu'il implique. Mais les actions à mener pour limiter les conséquences à long terme de l'augmentation de l'effet de serre demeurent un problème controversé. En France et sans doute plus largement dans les pays de tradition latine, on compte plus volontiers sur l'action de l'Etat que sur le civisme individuel. Dans quelle mesure cette tradition est-elle encore dominante dans les attitudes du public français aujourd'hui ? Les réponses à la question suivante, (tableau 3) permettent d'en prendre la mesure :

Tableau 3 : De ces quatre opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ?

- En premier ?
- Et en second ?

	En premier	En second
Le progrès technique permettra de trouver des solutions pour empêcher l'augmentation de l'effet de serre	9	25
Il faudra modifier de façon importante nos modes de vie pour empêcher l'augmentation de l'effet de serre	46	32
C'est aux Etats de réglementer, au niveau mondial, l'augmentation de l'effet de serre	33	35
Il n'y a rien à faire, l'augmentation de l'effet de serre est inévitable	12	8
Ne sait pas	0	0

Des quatre solutions proposées, celle qui implique une modification des comportements individuels est en réalité la plus souvent choisie (46%), la solution étatique venant en second lieu (33%). Quant aux deux autres attitudes, la confiance dans le progrès technique pour trouver des solutions (9%) ou le constat d'impuissance devant le caractère inéluctable du phénomène (12%) elles demeurent très minoritaires. Ces différents types de réponses dépendent à la fois des données sociodémographiques et culturelles et des positionnements politiques.

Sur le premier point tout d'abord, on observe que la propension à affirmer la priorité d'un changement des "modes de vie" est plus affirmée chez les femmes et parmi les personnes de niveau culturel élevé. La combinaison de ces deux facteurs fait apparaître un écart maximum entre les hommes de faible niveau d'études (33%) et les femmes de niveau d'études supérieur (66%).

Tableau 4 : Pourcentages de réponses « Il faudra modifier de façon importante nos modes de vie pour empêcher l'augmentation de l'effet de serre » selon le sexe et le niveau d'études (% par case, exemple : 56% des femmes titulaires d'un baccalauréat estiment qu'il "faudra modifier de façon importante nos modes de vie ...)

	Sans diplôme, CEP	BEPC, CAP, BEP	Baccalauréat	Niveau Bac+2	Supérieur	Ensemble
Hommes	33	46	46	51	53	43
Femmes	40	49	56	60	66	49
Ensemble	37	48	51	55	59	46

Le choix de la solution passant par une inflexion des comportements individuels est aussi plus fréquent parmi les "enseignants" (56 %) et plus encore, parmi les enseignantes (61 %) ou chez les femmes "cadres supérieures ou professions libérales" (64 %).

⁴ Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie. Voir : <http://www2.ademe.fr/>

Tableau 5 : De ces quatre opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre selon la profession de la personne interrogée ?

	Le progrès technique permettra de trouver des solutions pour empêcher l'augmentation de l'effet de serre	Il faudra modifier de façon importante nos modes de vie pour empêcher l'augmentation de l'effet de serre	C'est aux Etats de réglementer, au niveau mondial, l'augmentation de l'effet de serre	Il n'y a rien à faire, l'augmentation de l'effet de serre est inévitable
Agriculteur	11	46	24	18
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	8	49	28	15
Profession libérale, cadre supérieur	10	52	28	9
Enseignant	9	56	29	6
Profession intermédiaire	8	49	35	8
Employé	6	48	33	12
Ouvrier	10	38	37	16
Etudiant, élève	12	48	29	11
N'a jamais travaillé	9	44	31	16
	9	46	33	12

Quant aux variations selon les critères politiques elles sont, au total, relativement modestes (tableau 5) : à gauche et au centre on privilégie un peu plus souvent le choix d'une inflexion des modes de vie (50 %). En revanche pour ceux qui se situent "très à gauche" et "très à droite" les solutions étatiques sont plus souvent préférées (39 % et 40 %). Enfin une position "Très à droite" s'accompagne aussi plus souvent d'une résignation plus marquée devant l'augmentation jugée inévitable de l'effet de serre.

Tableau 6 : De ces quatre opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre selon l'auto positionnement sur une échelle gauche/droite ?

	Le progrès technique permettra de trouver des solutions pour empêcher l'augmentation de l'effet de serre	Il faudra modifier de façon importante nos modes de vie pour empêcher l'augmentation de l'effet de serre	C'est aux Etats de réglementer, au niveau mondial, l'augmentation de l'effet de serre	Il n'y a rien à faire, l'augmentation de l'effet de serre est inévitable
Très à gauche	10	42	39	9
A gauche	7	50	34	9
Au centre	10	50	31	8
A droite	11	44	32	13
Très à droite	10	29	40	21
Ni gauche, ni droite	8	45	31	15
Ensemble	9	46	33	12

3. EST-IL ACCEPTABLE DE S'OPPOSER À L'INNOVATION QUAND ELLE PRÉSENTE UN RISQUE ?

Au cours de la dernière décennie, en France et dans de nombreux pays développés, plusieurs controverses majeures se sont développées à propos d'innovations scientifiques ou techniques soupçonnées d'avoir des conséquences environnementales néfastes. Au premier rang de ces débats, la querelle des OGM incite régulièrement des militants de la mouvance environnementale à détruire par la force des champs expérimentaux de plantes génétiquement modifiées. S'ensuivent des arrestations mouvementées, des procès largement médiatisés et l'incarcération de leaders paysans dont les sondages soulignent régulièrement la forte popularité. Plusieurs organisations de défense de l'environnement, au premier rang desquelles Greenpeace, sont déterminées, à combattre la commercialisation éventuelle de nourritures comprenant des composants génétiquement modifiés. Au cours de l'année 2006, un débat a été organisé par la Commission Nationale du Débat Public sur le problème de l'enfouissement éventuel de déchets radioactifs d'activité très longue sur le site de Bure, dans la Meuse, où des opposants continuent de mener un combat contre la réalisation du site de stockage géologique à long terme. Enfin, des comités locaux s'opposent régulièrement à la construction d'antennes de téléphonie mobile dont certaines associations dénoncent les effets supposés néfastes pour les riverains.

Comment le public, juge-t-il ces affaires, non pas sur le fond, mais quant à la légitimité des mouvements d'opposition qu'elles déclenchent ? Est-il "acceptable" que des militants détruisent des champs de plantes transgéniques, boycottent des produits alimentaires, s'opposent à l'implantation d'un site de déchet nucléaires ou à la construction d'une antenne de téléphonie mobile ? Quels facteurs, socio démographiques, politiques, expliquent la plus ou moins grande acceptation de ces mouvements de protestation ?

Quatre questions relatives à ces enjeux ont été imaginées (tableau 7). Pour s'assurer que le terme "d'innovation technique" à forte connotation positive (voire positiviste) n'influence les réponses, deux autres expressions, moins valorisantes ont été employées pour des fractions de l'échantillon⁵. Les résultats de ces expérimentations montrent que l'emploi de ces différents termes n'occasionne en réalité aucune différence significative dans les réponses.

En revanche, les quatre cas d'espèces choisis (essais OGM, produits alimentaires, déchets nucléaires, antennes de téléphonie) ne suscitent pas les mêmes niveaux d'approbation.

Tableau 7 : Voici une série de cas où des gens ont agi pour s'opposer à des innovations techniques (ou ... des technologies présentant un risque éventuel, ou ... des nouveautés industrielles). Pour chacune de ces actions, diriez-vous qu'elle est tout à fait acceptable, assez acceptable, assez inacceptable, tout à fait inacceptable ?

- La destruction d'essais d'OGM en plein champ
- Le boycott de produits alimentaires contenant des OGM
- La lutte contre l'implantation d'un centre de stockage de déchets nucléaires
- La lutte contre la construction d'une antenne de téléphonie mobile

	Tout à fait acceptable	Assez acceptable	Total acceptable	Assez inacceptable	Tout à fait inacceptable	Sans réponse	Total
La destruction d'OGM en plein champ	17	23	40	26	34	0	100
Le boycott de produits alimentaires contenant des OGM	31	30	61	19	20	0	100
La lutte contre l'implantation d'un centre de stockage de déchets nucléaires	30	26	56	16	28	0	100
La lutte contre la construction d'une antenne de téléphonie mobile	17	43	60	24	15	1	100

Des quatre cas évoqués, la destruction d'OGM en plein champ est celui qui suscite le moins de soutiens : 40 % des interviewés jugent cette action acceptable. "Le boycott de produits alimentaires contenant des OGM" et "la lutte contre l'implantation d'une centre de stockage de déchets nucléaires" se situent approximativement au même niveau : respectivement admis par 61 % et 56 % de l'échantillon. Enfin, "la lutte contre la construction d'une antenne de

⁵ Pour un tiers de l'échantillon on a donc employé le terme "innovation technique" pour un second tiers "technologies présentant un risque éventuel" et pour le dernier tiers, "nouveautés industrielles".

téléphonie mobile", bien que globalement acceptable dans les mêmes proportions, semble moins fermement approuvée car l'essentiel des réponses se concentre sur une position modérée ("assez acceptable" : 43 %).

Le degré d'acceptation de ces mobilisations est principalement fonction de deux types de facteurs : d'une part le positionnement politique, d'autre part le capital culturel.

Pour ce qui est de la politique, on observe logiquement que ceux qui affirment une proximité au parti des Verts admettent en plus forte proportion la légitimité de ces actions : 60 % pour la destruction d'essais d'OGM, 69% pour le boycott de produits OGM, 65% pour la lutte contre un site de déchets nucléaires, 65% pour la mobilisation contre une antenne de téléphonie mobile. Mais il est clair qu'au delà de la sensibilité environnementale, l'évocation dans cette série de questions d'une action militante directe, illégale, convainc les plus radicaux de la légitimité des comportements évoqués. De ce fait, ceux qui se déclarent proches d'une formation d'extrême gauche (LCR) ou qui se placent sur les cases d'extrême gauche de l'échelle gauche/droite approuvent en très forte proportion les actions revendicatives imaginées dans cette question (85%, par exemple, des proches de la LCR trouvent "acceptable" la destruction d'essais d'OGM).

Cette connotation d'illégalisme, voire de violence, explique aussi probablement le fait que les femmes, dont on sait pourtant la plus grande proximité avec les enjeux environnementaux, sont un peu plus réticentes que les hommes à approuver les actions décrites dans cette série de questions.

Le deuxième facteur d'explication est fourni par les indicateurs culturels. Le tableau dans lequel on a montré les variations de ces réponses en fonction du diplôme de la personne interrogée montre que ceux qui ont atteint des niveaux d'études supérieurs ou secondaire ont davantage tendance à juger "acceptables" les actions décrites.

Tableau 8 : % de réponses "Tout à fait ou assez acceptable" selon le diplôme

	Détruire des essais d'OGM en plein champ : acceptable	Boycotter de produits alimentaires contenant des OGM : acceptable	Lutter contre l'implantation d'un centre de stockage de déchets nucléaires : acceptable	Lutter contre la construction d'une antenne de téléphonie mobile : acceptable
Sans diplôme, CEP	38	54	41	61
BEPC, CAP, BEP	42	60	56	62
Baccalauréat	42	66	70	57
Niveau Bac+2	40	72	75	57
Supérieur	44	79	73	63
Ensemble	40	62	56	61

Une analyse des réponses en fonction de la profession de la personne interrogée confirme le poids du facteur culturel : ce sont les enseignants qui, sur les quatre questions, approuvent le plus fréquemment ce type de mobilisation. La même analyse fait apparaître à l'inverse l'hostilité globale des agriculteurs aux actions menées par les militants anti-OGM : 75 % d'entre eux estiment "inacceptable" la destruction des essais d'OGM en plein champ (contre 25 % "acceptable").

Pour résumer aisément les attitudes à l'égard des actions de protestation contre les innovations, un indicateur synthétique a été construit. Cet indicateur prend en compte les réponses à trois des questions posées (les deux concernant les OGM et le problème des déchets nucléaires) en laissant de côté le conflit sur les antennes relais dont on a vu qu'il était moins sensible aux variations selon les données politiques et culturelles. L'indicateur construit comptabilise les pourcentages de personnes estimant acceptable aucune, une deux ou trois des actions de mobilisation décrites. Dans l'ensemble, les résultats de cet indicateur sont les suivants :

Tableau 9 : Nombre de réponses "acceptable" aux questions :

- La destruction d'essais d'OGM en plein champ
- Le boycott de produits alimentaires contenant des OGM
- La lutte contre l'implantation d'un centre de stockage de déchets nucléaires

Nombre de réponses "acceptable"	Pourcentage	} Forte acceptation : 53 %
0	20	
1	27	
2	30	
3	23	
Total	100	

Au total, 53 % de l'échantillon estiment donc "acceptable" au moins deux des trois actions décrites dans nos questions. En utilisant cet indicateur synthétique, on peut alors analyser les effets conjoints des deux facteurs qui nous sont apparus les plus déterminants pour expliquer les réponses : le niveau d'études et la position politique (Tableau 10). Les résultats montrent que l'approbation des actions de contestation va de pair avec le niveau d'études et la sensibilité de gauche (86 % des diplômés de l'enseignement supérieur se classant "à gauche", par exemple). A l'inverse, à droite, et en l'absence de capital culturel, l'acceptation est nettement minoritaire (42 %).

Tableau 10 : Forte acceptation des actions de contestation selon le niveau d'études et la position sur l'échelle gauche/droite (% par case, exemple : 86 % des diplômés de l'enseignement supérieur se classant "à gauche" approuvent au moins deux actions de contestation)

	Gauche	Au centre	Droite	Ni gauche ni droite	Ensemble
Sans diplôme, CEP	49	39	42	45	44
BEPC, CAP, BEP	65	52	48	47	53
Baccalauréat	73	66	48	63	62
Niveau Bac+2	73	72	50	68	66
Diplôme supérieur	86	66	45	63	68
Ensemble	64	52	46	51	54

L'environnement est-il véritablement entré en politique ? Au vu de ces résultats, le problème demeure entier. Certes une proportion non négligeable de français, à trois mois environ de l'élection, estiment ce problème prioritaire mais cette mobilisation ne semble réelle que si l'environnement est évoqué comme une menace, celle du réchauffement climatique, dont les médias entretiennent régulièrement la chronique. L'environnement, comme aux temps de Tchernobyl, de Sévès ou de l'Erika n'échappe pas à la logique de crise.

L'analyse de cette enquête démontre aussi que, malgré les efforts des écologistes, la préoccupation pour l'environnement demeure encore, en bonne partie, restreinte aux catégories sociales privilégiées, et plus particulièrement au cœur de cible des mouvements Verts : les professions intellectuelles. Qu'ils s'agisse de reconnaître l'importance des enjeux environnementaux, d'accepter la nécessité d'infléchir nos comportements de consommateurs, ou de juger les mobilisations contre des innovations risquées, ce sont toujours ces couches sociales, dont l'inclination à gauche (voire à l'extrême gauche) est dominante, qui se sentent les plus concernées. Si l'environnement doit devenir un thème dominant de la campagne électorale il doit parvenir à une popularisation dont on ne voit pas encore les traces.



Centre de Recherches Politiques de Sciences Po

LE BAROMÈTRE POLITIQUE FRANÇAIS (2006-2007)

3^{ème} vague – Hiver 2006

LE MORAL DES FRANÇAIS ET SES EFFETS POLITIQUES

Elisabeth DUPOIRIER

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP. Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.

Le moral des français et ses effets politiques

Elisabeth DUPOIRIER

La troisième vague du Baromètre Politique Français (BEF) s'est déroulée du 4 au 14 décembre 2006. Sur la base d'échantillons représentatifs des populations électorales de 7 grandes régions¹, 5240 entretiens téléphoniques ont été réalisés par l'IFOP dans toute la France. Ce dispositif original permet de s'interroger sur les logiques sociales et territoriales qui organisent les représentations des Français en ce qui concerne la situation de la France, leur propre situation et l'approche de l'élection présidentielle.

1. LE CONTEXTE DE LA TROISIÈME VAGUE DU BAROMÈTRE : « CROISSANCE MOLLE » ET OPINION PUBLIQUE SUR LE QUI VIVE.

La troisième vague du Baromètre Politique Français, comme la seconde vague, s'est déroulée dans un contexte politique pacifié par rapport à la 1^{ère} vague dominée au printemps 2006 par la crise du CPE et la mise en cause de l'action du gouvernement.

En revanche, la conjoncture économique, en amélioration constante depuis le premier semestre 2006², a subi entre les vagues de septembre et décembre du BPF une dégradation passagère dont la presse s'est largement faite l'écho. A la confiance dans le retour de la croissance et la baisse du chômage l'accompagnant jusqu'à l'été, a succédé un début de second semestre plus morose marqué par un freinage de l'activité et une « pause » dans le recul du chômage en octobre. La reprise de l'emploi dès novembre fait polémique, commentée avec méfiance voir défiance par une partie de la presse³. Le moral des ménages tel que l'INSEE l'évalue mensuellement s'oriente à la baisse dès novembre et sa détérioration s'accroît en décembre⁴. C'est dans cette conjoncture en demi-teinte que sont recueillies les opinions des Français dans la troisième vague du BPF.

2. LA FRANCE VA MIEUX....

Par rapport au printemps 2006, le moral des Français concernant la situation de leur pays s'est amélioré. Parmi « *les problèmes qui leur paraissent les plus importants aujourd'hui pour la France* », l'emploi avec 31% de citations demeure toujours en tête des choix. Mais depuis la première vague du BPF en mars 2006 cette préoccupation a perdu 7 points. De même, le pronostic pessimiste quant à « *l'évolution de la situation économique de la France dans les six prochains mois* » toujours majoritaire est néanmoins en net recul sur la même période : 65% des Français (au lieu de 74% en mars dernier) sont inquiets. Le seul indicateur de nouveau à la hausse est l'inquiétude pour l'emploi. Un peu moins souvent qu'en mars 2006 mais beaucoup plus qu'en septembre dernier, les Français perçoivent une augmentation du chômage au niveau national : 39% des répondants contre 30% qui optent pour une stabilisation et 29% une diminution. La polémique du mois d'octobre sur les chiffres du chômage a indiscutablement laissé des traces dans une partie de l'opinion.

Un indice synthétique construit sur la base des réponses les plus alarmistes à ces 3 indicateurs permet de mesurer le degré – faible moyen ou élevé - de pessimisme des Français à l'égard de la situation de leur pays. Sur les dix mois que couvre le baromètre, la tendance au « pessimisme noir » s'est partiellement résorbée. En décembre elle ne concerne plus qu'un quart des Français au lieu de 38% en mars. Cette résorption se fait non seulement au profit d'un pessimisme modéré que manifeste aujourd'hui environ un Français sur deux, mais aussi au profit de l'augmentation de la confiance dans la situation de la France (27%, + 8 points depuis mars).

¹ Grand Nord (Nord-Pas-de-Calais, Picardie) : 533 interviews ; Grand Ouest (Basse-Normandie, Haute-Normandie, Bretagne, Pays de la Loire) : 906 interviews ; Grand Sud-Ouest (Aquitaine, Midi-Pyrénées, Poitou-Charentes) : 691 interviews ; Grand Sud Est (Rhône-Alpes, Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Corse) : 1140 interviews ; Grand Centre (Centre, Bourgogne, Limousin, Auvergne) : 569 interviews ; Grand Est (Alsace, Franche-Comté, Champagne-Ardenne, Lorraine) : 592 interviews ; Ile-de-France : 809 interviews.

² Selon les notes de conjoncture mensuelles de l'INSEE.

³ Polémique autour des effets du changement des instruments de mesure sur l'évaluation du niveau du chômage.

⁴ L'indicateur synthétique de moral des Français de l'INSEE est de -25 en novembre et -26 en décembre au lieu de -20 en septembre et -21 en octobre.

Indice de pessimisme vis à vis de la situation de la France

Niveaux de pessimisme	<i>BPF Vague 1 mars</i>	<i>BPF Vague 2 septembre</i>	<i>BPF Vague 3 décembre</i>	<i>Evolution Vague 1 Vague 3</i>
Nul ou faible	19	27	27	+8
Moyen	43	50	48	+5
Elevé	38	23	25	-13
Total	100 %	100 %	100 %	

3 ...MAIS TOUS LES FRANÇAIS N'ONT PAS LE SENTIMENT D'EN PROFITER.

En contraste avec l'image dominante d'une France dont la situation va en s'améliorant, le pessimisme concernant les conditions de vie personnelle gagne à nouveau dans l'opinion.

Tout d'abord, les difficultés financières exprimées par une majorité des Français interrogés dès la première vague du BPF ne se résorbent pas : 54% déclaraient s'en sortir difficilement avec les revenus de leurs foyers en mars 2006, 53% le disaient à nouveau en septembre, 53% font de même en décembre. Ensuite, le sentiment d'augmentation de l'insécurité sur le lieu de résidence croît sans discontinuer au fil des 3 vagues du BPF : en mars 2006 la dynamique de l'insécurité était ressentie par un quart des Français, en décembre elle est dénoncée par un tiers des personnes interrogées (33% contre 58% qui ressentent une stabilité et 9% une diminution de cette dynamique). Toujours sur leur lieu de résidence, le chômage aurait augmenté dans les derniers mois selon 39% des Français interrogés en décembre alors qu'ils n'étaient que 27% à partager cette opinion en septembre dernier. L'augmentation du pessimisme est de 12 points en 3 mois sur la situation de l'emploi de proximité qui apparaît aujourd'hui aussi souvent menacée que l'emploi au niveau national.

Un indice synthétique construit à partir des réponses les plus pessimistes aux 3 questions présentées ci dessus confirme la progression de l'inquiétude au sein de l'opinion quant aux conditions de vie : 19% des Français témoignent en décembre d'un pessimisme élevé au lieu de 16% en septembre. La progression de 3 points s'effectue au détriment des positions de faible ou moyenne fréquence du pessimisme⁵.

Indice de pessimisme vis à vis des conditions de vie

Niveaux de pessimisme	<i>BPF Vague 2 septembre</i>	<i>BPF Vague 3 décembre</i>	<i>Evolution Vague 2 Vague 3</i>
Nul ou faible	37	36	- 1
Moyen	47	45	-2
Elevé	16	19	+3
Total	100 %	100 %	

4. UN MORAL À PLUSIEURS VITESSES.

A partir des jugements portés sur la situation de la France et sur les conditions de vie personnelle, un indice synthétique du moral des Français a été constitué. Il prend en compte la fréquence et l'intensité des deux manifestations de pessimisme. Il conduit à distinguer 3 groupes pesant chacun d'un poids significatif dans la société française en décembre 2006 : les « confiants » (37%), les « prudents » (21%) et les « inquiets » (42%)⁶. Entre la vague 2 et la vague 3 du baromètre, le rapport entre « confiants » et « inquiets » s'est inversé au bénéfice des derniers qui constituent à la fin de l'année 2006 le groupe dominant dans l'opinion publique, en augmentation de 5 points par rapport au mois de septembre.

⁵ L'indice ne peut être calculé sur la vague 1 en raison de l'absence d'un des trois indicateurs.

⁶ Le groupe des « confiants » (37%) rassemble les individus faiblement pessimistes quant à leurs conditions de vie et/ou la situation de la France. A l'opposé, le groupe des « inquiets » (42%) est formé des personnes qui déclarent au moins une fois, pour elle ou pour la France, un niveau de pessimisme élevé. Un groupe intermédiaire – les « prudents » (21%) font état sur ces deux dimensions – personnelle et collective – d'un niveau de pessimisme moyen.

Le moral des Français selon leur appartenance socio professionnelle

	« confiants »	« prudents »	« inquiets »	Total
Appartenance professionnelle				100%
enseignants	56	18	26	100%
Etudiants	52	18	30	100%
Cadres supérieurs	52	17	31	100%
Agriculteurs	47	24	39	100%
Artisans, petits commerçants	43	20	37	100%
Professions intermédiaires	42	21	37	100%
Ouvriers	31	21	48	100%
Employés	30	22	48	100%
Inactifs	23	21	56	100%
<i>Ensemble</i>	37	21	42	100%
<i>Ensemble</i>	37	21	42	100%

A partir des profils sociologiques des « confiants » et des « inquiets » on voit se dessiner deux France qui s'ignorent largement. La France « qui va bien » est celle des moins de 35 ans (étudiants et actifs), des CSP + et des personnes ayant fait des études au moins jusqu'au bac. Parmi elles, la confiance domine. A l'opposé, la France inquiète est celle des catégories populaires, des personnes qui n'ont jamais travaillé, qui sont faiblement diplômées, des actifs de la tranche d'âge des 50-64 ans qui se sentent les plus précaires en termes de conditions d'emploi. L'inquiétude atteint 56% des inactifs et touche encore un employé et un ouvrier sur deux, tandis qu'à l'opposé 56% des enseignants, plus d'un cadre supérieur sur deux et 55% des diplômés de l'enseignement supérieur « ont le moral ». Ni totalement confiants ni vraiment inquiets, les « prudents » se retrouvent dans toutes les catégories sociales dans des proportions sensiblement équivalentes.

Le moral des Français selon leur territoire de résidence

	« confiants »	« Prudents »	« inquiets »	Total
Grande région de résidence				100%
Grand Nord	28	22	50	100%
Grand Est	32	18	50	100%
Grand Centre	31	25	44	100%
Grand Sud Est	38	20	42	100%
Grand Ouest	37	22	41	100%
Grand Sud Ouest	40	20	40	100%
Ile de France	46	19	35	100%
<i>Ensemble</i>	37	21	42	100%

La géographie du moral des Français confirme l'inquiétude majoritaire des habitants des territoires du Nord et de l'Est de la France observés depuis la première vague du baromètre. La Picardie, la Champagne Ardennes et la Lorraine remportent la palme de l'inquiétude en région avec dans chacune d'elle une majorité absolue de la population se déclarant « inquiète ». A l'opposé, dans 4 régions la confiance domine. Il s'agit des deux régions les plus « riches » - l'Ile de France et Rhône-Alpes - où se concentrent une part importante de populations parmi les plus favorisées économiquement et culturellement et deux régions du grand Sud Ouest, l'Aquitaine et Midi-Pyrénées.

5. DES « CONFIANTS » MOBILISÉS, DES « PRUDENTS » QUI BALANÇENT ET DES « INQUIETS » TENTÉS PAR LE DÉSENCHANTEMENT.

Dans leur rapport au politique les trois groupes sont très typés. Les « confiants » se distinguent des « prudents » et des « inquiets » par leur fort intérêt pour la politique (42% contre 32%) et la cohérence de leur orientation politique. Personnellement ils se déclarent surtout « à droite » ou « très à droite », conservent à la droite leur confiance pour gouverner (45%) - *a contrario* de l'opinion dominante – et croient dans le pouvoir de l'élection présidentielle de « changer les choses ». Pour finir ils se disent surtout proches des partis de la majorité gouvernementale et de Nicolas Sarkozy (26%) qui devance de 6 points Ségolène Royal.

Les « prudents » quant à eux présentent un positionnement personnel éclaté en parts à peu près égales entre la gauche et le centre. Ségolène Royal se détache des autres comme personnalité préférée (26%) mais c'est aussi dans ce groupe que François Bayrou recueille le plus grand nombre de soutiens (11%).

Pour finir les « inquiets » se rangent très clairement du côté des désenchantés de la politique (l'intérêt n'atteint que 36% contre 48%), attirés par les partis « hors système » de l'extrême gauche, de l'extrême droite ou d'un « ailleurs » moins aisément définissable (CPNT et FN). Leur inquiétude va de pair avec un positionnement politique « très à gauche » (54%) ou « ni de gauche ni de droite » (50%). C'est dans ce groupe qu'en terme de personnalité préférée J.M. Le Pen trouve ses meilleurs soutiens, que Nicolas Sarkozy et François Bayrou ont le moins de supporters mais que Ségolène Royal démontre (avec 26% de citations) sa capacité en tant que personne à attirer une partie de « la gauche de la gauche » qui ne se reconnaît plus par ailleurs dans la gauche partisane de gouvernement.

Lorsque l'on regarde la distribution du potentiel électoral de chacun des principaux candidats déclarés à l'élection présidentielle entre les trois groupes de Français, il apparaît que les « prudents » qui pèsent aujourd'hui à peu près également dans le potentiel électoral de chaque candidat disposent d'une position arbitrale pour fixer la hiérarchie des scores de S. Royal et N. Sarkozy : que leur prudence actuelle se mue demain en confiance, et le candidat de l'UMP a de sérieuses chances de prendre la tête du premier tour ; que leur prudence évolue dans l'avenir en inquiétude, et c'est la candidate du PS qui détiendrait les meilleurs atouts pour canaliser à son profit une nouvelle détérioration du moral des Français.

Le potentiel électoral des principaux candidats déclarés et les groupes d'humeur des Français

	<i>Les « confiants »</i>	<i>Les « prudents »</i>	<i>Les « inquiets »</i>	Total
A. Laguiller	29	21	50	100%
S. Royal	32	22	46%	100%
F. Bayrou	38	23	39	100%
N. Sarkozy	39	20	41	100%
J.-M. Le Pen	31	20	49	100%
<i>Ensemble</i>	<i>37</i>	<i>21</i>	<i>42</i>	<i>100%</i>



Centre de Recherches Politiques de Sciences Po

LE BAROMÈTRE POLITIQUE FRANÇAIS (2006-2007)

4^{ème} vague – Février 2007

**LES JEUNES NOUVEAUX ÉLECTEURS FACE À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE
DU PRINTEMPS 2007**

Anne MUXEL

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP. Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.

Les jeunes nouveaux électeurs face à l'élection présidentielle du printemps 2007

Anne MUXEL

Depuis la dernière élection présidentielle, le corps électoral compte de nouveaux inscrits constitués pour l'essentiel par les jeunes ayant atteint leur majorité et donc obtenu le droit de voter dans l'intervalle. Les 18-21 ans représentent aujourd'hui un peu plus de 3 millions d'électeurs, soit près de 7% du corps électoral. Les deux tiers d'entre eux sont encore scolarisés, un tiers est comptabilisé parmi les actifs, et ils sont une large majorité à vivre encore au domicile de leurs parents. Entre dépendance et prise d'autonomie, l'accès au droit de vote marque, dans le long processus d'accès à la condition d'adulte, non seulement une étape d'ordre symbolique importante mais aussi un acte d'institution et de légitimité des premiers choix engageant, par delà l'individu, la collectivité. Les jeunes, même s'ils n'en font pas un usage systématique, se montrent très attachés au droit de voter. Et bien que l'on puisse noter par rapport aux générations précédentes des signes de délitement du devoir civique qu'il représente, c'est une très large majorité d'entre eux, 77%, qui considère le fait d'aller voter comme extrêmement et très important pour le bon fonctionnement de la démocratie.¹ Si d'autres modes d'action politique peuvent être jugés efficaces, c'est encore le vote qui est considéré comme le plus influent. Dans la vague 2 du BPF, 53% des 18-24 ans (59% des Français) jugent que c'est le moyen le plus efficace pour peser sur les décisions concernant le pays.

La participation électorale des jeunes est moins importante que celle de leurs aînés. Leur abstentionnisme se révèle toujours plus élevé lors des élections législatives, municipales et surtout européennes. Mais l'élection présidentielle reste malgré tout la plus mobilisatrice et le niveau de participation des jeunes ne connaît pas de fluctuations très significatives par rapport au reste du corps électoral. En 2002, l'augmentation de l'abstention d'une élection présidentielle à l'autre apparaît un peu plus prononcée dans la tranche d'âge des 18-24 ans que dans le reste de l'électorat (10 points entre les premiers tours de 1995 et de 2002 contre 7 points parmi leurs aînés). Un jeune inscrit sur trois reste en marge de l'élection (34% des 18-24 ans, contre 28% de l'ensemble du corps électoral).

Le contexte dans lequel les jeunes nouveaux électeurs font leur entrée sur la scène électorale en 2007 est celui de la crise de la représentation politique qui sévit en France depuis une quinzaine d'années : niveau élevé de défiance à l'encontre de la classe politique, affaiblissement des identifications partisans et plus grande volatilité des choix électoraux, redéfinition des clivages politiques traditionnels et de leur articulation à la bipolarisation gauche-droite, attractivité des formations hors système et diffusion des comportements protestataires. S'ajoutent à cela l'existence d'une compétition particulièrement serrée entre les deux grands candidats ainsi qu'un climat de politisation de la campagne.

A moins de deux mois de l'élection, quelles sont les dispositions politiques des jeunes qui vont voter pour la première fois ? Comment évaluent-ils les rapports de force, l'image des candidats ? Quelles sont leurs intentions face à l'élection tant en ce qui concerne les modalités de leur participation que de leurs choix ? Leurs réponses révèlent-elles des spécificités qui les distinguent des jeunes plus âgés, et plus largement du reste de l'électorat ?

1. POLITISATION ET ORIENTATIONS POLITIQUES

Le Baromètre permet d'évaluer l'évolution des attitudes politiques et des opinions de ces futurs premiers électeurs sur une année, depuis mars 2006, un moment intense de protestation contre le CPE auquel les jeunes avaient pris une part active. La première vague avait pris la mesure du fort potentiel protestataire dont ils étaient alors porteurs : 71% des 18-21 ans (58% des 22-30 ans et 47% des 31 ans et plus) déclaraient alors qu'ils étaient prêts à participer à une manifestation pour défendre leurs idées. Lors de la seconde vague en septembre, on pouvait encore en dénombrer près de sept sur dix (68%) qui réitéraient leur opposition au CPE, mais la disposition à participer à une manifestation avait nettement reculé (49%, soit 22 points de moins). Depuis le potentiel protestataire des 18-21 ans s'est stabilisé à un niveau relativement élevé, 49%. Il en est de même dans le reste de la population mais à un niveau un peu inférieur (41% parmi les 31 ans et plus).

En un an, le Baromètre enregistre une augmentation sensible de l'intérêt pour la politique, +9 points. C'est aujourd'hui plus d'un Français sur deux (53%) qui se déclare intéressé. L'approche de l'élection présidentielle et la politisation de la campagne ont donc entraîné un surcroît d'intérêt, et tout particulièrement au sein des plus vieux des jeunes, les 22-30 ans (+14 points). En revanche, le niveau d'intérêt des tout jeunes électeurs s'est nettement moins accru et reste nettement plus faible (43%).

¹ Enquête Démocratie 2000. On peut se reporter à Anne Muxel et Gérard Grunberg, « La dynamique des générations », Gérard Grunberg, Nonna Mayer et Paul M. Sniderman (dir), *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

Le climat de défiance qui est depuis le début de cette enquête particulièrement élevé s'est dans l'ensemble un peu réduit et ce dans toutes les classes d'âge. Mais ce sont encore près de six jeunes nouveaux électeurs sur dix (62%) qui abordent l'élection en déclarant n'avoir confiance ni dans la gauche ni dans la droite pour gouverner le pays. Ils partagent avec leurs aînés le même constat (61% des 31 ans et plus).

La gauche est nettement plus ancrée que la droite au sein des jeunes, et tout particulièrement des tout jeunes électeurs. Plus du tiers des 18-21 ans se classe à gauche (35%), seulement 15% se rangent à droite. On observe au cours de la période une augmentation sensible des positionnements politiques de gauche et de droite. Comme si le débat politique et la perspective de l'élection suscitaient au fil du temps davantage d'opportunités de classement. Le nombre des ninistes, soit de ceux qui ne se classent ni à gauche ni à droite, s'est donc réduit (-6 points parmi les 18-21 ans, -10 points parmi les 22-30 ans et -8 points parmi les 31 ans et plus). Mais l'absence de positionnement entre la gauche et la droite reste malgré tout la plupart du temps majoritaire. 39% des 18-21 ans ne se reconnaissent pas dans cette bipartition de l'espace politique et idéologique, encore 32% des 22-30 ans et 27% des 31 ans et plus. Ces chiffres confirment l'affaïssement progressif du clivage gauche-droite, à la fois plus marqué et plus décisif quant à ses conséquences sur le long terme, dans les jeunes générations.

Tableau 1 - Politisation, appréciation de la situation politique et orientation politique en fonction de l'âge (en %)

	Vague 1	Vague 2	Vague 3	Vague 4	Ecart Vague 1 / Vague 4
Intérêt pour la politique :					
18 - 21 ans	39	39	44	43	+4
22 - 30 ans	44	43	47	58	+14
31 ans et plus	44	46	48	53	+9
Prêt à participer à une manifestation :					
18 - 21 ans	71	49	48	49	-22
22 - 30 ans	58	43	39	45	-13
31 ans et plus	47	40	38	41	-6
N'a confiance ni dans la gauche ni dans la droite pour gouverner le pays :					
18 - 21 ans	70	67	68	62	-8
22 - 30 ans	71	67	65	63	-8
31 ans et plus	69	64	62	61	-8
Se positionne à gauche :					
18 - 21 ans	30	36	29	35	+5
22 - 30 ans	29	30	32	31	+2
31 ans et plus	27	27	29	30	+3
Se positionne à droite :					
18 - 21 ans	12	15	17	15	+3
22 - 30 ans	17	20	21	23	+6
31 ans et plus	22	25	25	27	+5
Se positionne ni à gauche ni à droite :					
18 - 21 ans	45	42	39	39	-6
22 - 30 ans	42	38	36	32	-10
31 ans et plus	35	33	31	27	-8

L'ensemble de ces dispositions ainsi que leurs évolutions connaissent des variations significatives selon les profils socio-politiques des jeunes nouveaux électeurs. Le rapport des jeunes hommes et des jeunes femmes à la politique n'est pas le même. Les premiers témoignent d'un intérêt pour la politique nettement plus élevé que les secondes (46% contre 36%). Ces dernières apparaissent à la fois plus désintéressées mais aussi plus défiantes. En effet, près des trois quarts d'entre elles (72%) n'ont confiance ni dans la gauche ni dans la droite pour gouverner (63% des jeunes hommes).

Enfin, elles se montrent aussi plus réticentes aux idées défendues par Jean-Marie Le Pen (seulement 12% d'entre elles sont d'accord contre 17% des jeunes hommes).

La situation scolaire et professionnelle a une incidence importante. Les jeunes scolarisés et les jeunes actifs n'ont pas les mêmes dispositions à l'égard de la politique. Bien qu'ils partagent un même niveau de défiance politique, cela doit être souligné, les étudiants apparaissent plus politisés que les jeunes actifs. Si 48% des étudiants déclarent s'intéresser à la politique, ils ne sont plus dans ce cas que 25% parmi les jeunes actifs. Le potentiel protestataire apparaît plus développé dans le monde lycéen et étudiant. Alors que 59% des étudiants sont prêts à participer à une manifestation, ils ne sont plus dans ce cas que 43% parmi les jeunes actifs. La vague 4 du Baromètre vérifie l'attractivité des idées de Jean-Marie Le Pen au sein de la jeunesse déscolarisée et faiblement diplômée. 22% des jeunes actifs, et 27% des jeunes actifs ayant un niveau de diplôme inférieur au Bac, expriment leur accord avec elles. Parmi les jeunes étudiants ils ne sont dans ce cas que 12%.

Enfin, les positionnements politiques ont une implication réelle. La culture politique de la gauche entretient le terreau d'une disposition protestataire (64% des 18-21 ans de gauche sont prêts à participer à une manifestation). La culture politique de la droite s'accompagne d'une confiance politique plus marquée (55% ont confiance dans la gauche ou dans la droite pour gouverner), mais aussi d'une certaine porosité aux idées de Jean-Marie Le Pen (37% des 18-21 ans de droite sont d'accord avec elles).

Une absence de classement entre la gauche et la droite s'accompagne d'un faible intérêt pour la politique ainsi que d'une défiance renforcée : 85% des 18-21 ans « ninistes », ne font confiance ni à la gauche ni à la droite pour gouverner, et 72% de ceux qui se classent au centre. Si l'effacement progressif du clivage gauche-droite traduit bien pour une part des mutations propres au système politique lui-même et des recompositions idéologiques identifiées, il porte pour une autre part la trace d'une distanciation politique voire de signes d'anomie qui ne présagent pas nécessairement une évolution positive pour l'avenir des démocraties. Il participe d'une « politisation négative » dont on sait mal si elle entretient et stimule une certaine vitalité démocratique ou au contraire si elle creuse dans le renouvellement des générations un vrai déficit de politique.

Tableau 2 - Les dispositions à l'égard de la politique selon les profils socio-politiques des nouveaux électeurs

18 - 21 ans

	Intérêt pour la politique	Prêt à participer à une manifestation	N'a confiance ni dans la gauche ni dans la droite pour gouverner	D'accord avec les idées défendues par Jean-Marie Le Pen
Hommes	46	54	63	17
Femmes	36	55	72	12
Etudiants	48	59	67	12
Actifs	25	43	67	22
dont actifs < Bac	17	46	68	27
Chômeurs	21	41	72	17
Positionnement politique :				
Gauche	55	64	52	5
Droite	56	42	45	37
Centre	44	57	72	12
Ni gauche ni droite	25	51	85	14
Ensemble	41	54	67	15

Ce tableau ne serait pas complet si nous ne donnions pas quelques indications sur la perception que ces jeunes nouveaux électeurs ont de la situation en France, des problèmes comme des enjeux qu'ils jugent importants et qui pourront compter dans leur choix au moment de voter.

A l'instar de l'ensemble des Français, c'est la question de l'emploi qui apparaît au premier rang des problèmes jugés par les 18-21 ans comme étant les plus importants pour la France (30% des réponses). Les inégalités sociales viennent en seconde position (16% des réponses) et les préoccupent davantage que leurs aînés.

En un an, leur pessimisme sur le chômage et sur les questions économiques s'est un peu réduit, suivant en cela la tendance observée dans l'ensemble de la population. Alors que 41% d'entre eux considéraient que le chômage avait

augmenté en mars 2006, ils ne sont plus que 34% un an plus tard à partager le même diagnostic. Alors que plus des trois quarts d'entre eux (77%) considéraient avec pessimisme la situation économique de la France dans les six prochains mois, un an plus tard, ils ne sont plus que 63% dans le même cas. Mais si l'optimisme regagne un peu de terrain, il ne prend pas le pas, loin de là, sur le malaise économique et social. Enfin, nous avons noté dans l'analyse consacrée aux jeunes dans le mouvement de protestation contre le CPE lors de la vague 1, une demande plus ou moins diffuse de réformes, en apparence contradiction avec le sens même de leur mobilisation. Plus de la moitié des 18-21 ans (55%) en mars 2006 considéraient que l'Etat devait donner plus de libertés aux entreprises. Un an plus tard, ils sont 61% à partager cette même opinion.

2. PREMIERS PAS SUR LA SCÈNE ÉLECTORALE

Si les jeunes sont dans leur ensemble moins participationnistes que leurs aînés, ce déficit de mobilisation affecte moins les nouveaux entrants sur la scène électorale que les plus âgés des plus jeunes. Une fois inscrits, les jeunes de 18 ans font la plupart du temps l'expérience de leur premier vote, sinon avec enthousiasme, en tout cas avec curiosité. C'est plus tard, dans le cours de la vingtaine que l'on peut observer un décrochage de la participation, lié à une plus grande indisponibilité à la fois structurelle et conjoncturelle, et ce que j'ai appelé l'effet d'un « moratoire électoral » propre aux années de jeunesse.²

Le 22 avril 2007, les jeunes nouveaux électeurs devraient donc être nombreux à faire l'usage de leur premier vote présidentiel. Un certain nombre de signes indiquent pour l'instant leur ferme intention d'aller voter. 78% affirment qu'ils sont certains d'aller voter, soit une proportion équivalente à celle que l'on observe parmi l'ensemble des Français (79%). Le résultat final sera sans doute moindre. Mais bien qu'il soit très difficile de prédire avant une élection l'ampleur de la participation, bien des paramètres laissent envisager un niveau d'abstention plus faible qu'en 2002, et donc une inversion de tendance de la courbe d'augmentation régulière de l'abstention aux présidentielles depuis la fin des années 80. L'omniprésence médiatique du duel électoral opposant Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy, la relative politisation de la campagne, sont des facteurs qui peuvent entraîner et favoriser la participation. Le souvenir du 21 avril 2002 peut lui aussi compter, et tout particulièrement au sein de l'électorat jeune qui avait été très mobilisé dans l'entre-deux tours.

Prêts à participer, comment apprécient-ils la campagne électorale et comment interprètent-ils les enjeux de cette élection ?

Telle qu'elle se déroule, la campagne leur donne plutôt envie d'aller voter, 58% des 18-21 ans, soit un peu plus que parmi leurs aînés (54%), et davantage encore les jeunes femmes (60%). Les jeunes ayant un positionnement politique apparaissent plus déterminés que les autres, mais on retiendra que les 18-21 ans ni de gauche ni de droite, sont nettement plus incités par la campagne à aller voter que leurs aînés ninistes (50% contre 41% des 22-30 ans et 36% seulement des 31 ans et plus). Un indice supplémentaire de leur mobilisation.

À l'instar de l'ensemble des Français, une petite moitié d'entre eux (48%) considère que l'élection présidentielle peut améliorer les choses en France, et cela sans grandes différences selon leurs profils socio-politiques. Même si les ninistes sont plus mitigés sur ce point, cela ne semble pas entamer les chances de leur participation.

² Anne Muxel, *L'expérience politique des jeunes*, Presses de Sciences Po, Paris, 2001

Tableau 3 - Les jeunes nouveaux électeurs face à l'élection

	L'élection présidentielle peut améliorer les choses en France	La campagne donne envie de voter	Intention de participer au 1 ^{er} tour (certains d'aller voter)	Choix encore indécis	Vote Blanc	Président doit exercer un rôle d'arbitre et de garant des institutions
Âge						
18 - 21 ans	48	58	78	59	15	66
22 - 30 ans	50	53	78	49	13	65
31 ans et plus	46	54	79	45	9	57
Hommes :						
18 - 21 ans	46	57	76	54	14	59
22 - 30 ans	51	55	73	42	11	58
31 ans et plus	46	55	79	39	7	58
Femmes						
18 - 21 ans	50	60	80	63	17	73
22 - 30 ans	48	51	83	56	15	72
31 ans et plus	45	53	78	46	11	55
Etudiants :						
18 - 21 ans	48	59	80	57	13	73
22 - 30 ans	56	62	84	48	18	82
Actifs :						
18 - 21 ans	50	56	73	61	18	48
22 - 30 ans	48	51	76	49	12	61
Positionnement politique gauche ou droite						
18 - 21 ans	55	64	84	46	9	66
22 - 30 ans	54	59	81	39	11	64
31 ans et plus	51	61	83	36	5	58
Ni gauche ni droite						
18 - 21 ans	39	50	68	78	24	67
22 - 30 ans	40	41	70	68	18	68
31 ans et plus	51	36	68	69	19	52
Ensemble	47	54	79	46	10	58

La façon dont les Français apprécieront en bout de course les attributs de la fonction présidentielle est sans doute l'un des enjeux les plus décisifs de cette élection. Invités à choisir entre un président qui doit diriger lui-même le pays ou un président qui doit exercer un rôle d'arbitre et de garant des institutions, 58% des Français se rallient à la seconde proposition. Les jeunes nouveaux électeurs adoptent ce même choix mais de façon encore plus affirmée (66%). Mais ce sont surtout les jeunes femmes qui font la différence. Alors que 59% des jeunes hommes de 18-21 ans affirment ce choix, soit une proportion équivalente à celle de l'ensemble de l'électorat, les jeunes femmes de 18-21 ans sont 73%. Et l'on ne note pas parmi leurs aînées d'écart comparable. Ainsi les jeunes nouvelles électrices apparaissent-elles nettement plus réticentes à l'égard d'un leadership présidentiel personnel et plus autoritaire.

En revanche, on observe parmi les jeunes actifs une adhésion plus marquée à ce dernier modèle (52%).

Bien qu'ayant l'intention d'aller voter, les jeunes nouveaux électeurs sont encore très indécis quant à leurs choix. Près de six sur dix se montrent encore hésitants (59%), soit une proportion nettement supérieure à celle que l'on trouve parmi leurs aînés (49% des 22-30 ans et 45% des 31 ans et plus). La perplexité et l'indécision sont toujours plus élevées au sein

des jeunes électeurs, mais elles gagnent aussi l'ensemble de l'électorat. Le nombre d'électeurs déclarant avoir fait leur choix dans les jours précédant l'élection voire le jour même du scrutin ne cesse d'augmenter. Lors du 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2002, quatre Français sur dix ont déclaré n'avoir choisi leur candidat que dans les derniers moments : 21,4% se sont décidés au cours même de la campagne et 20,6 % ont hésité jusqu'au dernier jour (Panel Electoral Français, 2002).

L'indécision touche davantage les jeunes femmes que les jeunes hommes (63% contre 54%). Elle est aussi nettement plus affirmée en l'absence de positionnement entre la gauche et la droite : 78% des jeunes ninistes se déclarent indécis, 46% seulement de ceux qui se positionnent à gauche, à droite ou au centre. Mais on remarquera la part importante de l'hésitation qui tarade encore les jeunes dont les positionnements politiques sont pourtant affirmés.

La perplexité des jeunes nouveaux électeurs face au choix qu'ils devront faire se traduit aussi par un niveau assez élevé d'intentions de voter blanc (15% contre 9% des 31 ans et plus). Les jeunes femmes sont un peu plus tentées par cette réponse électorale, mais aussi les jeunes ne se positionnant ni à gauche ni à droite (24%).

Pour qui voter ?

Il est difficile de prévoir aujourd'hui comment se soldera l'hésitation des jeunes nouveaux électeurs, et plus largement celle des Français. Et les intentions de vote ne recourent pas les votes réels. Mais le Baromètre permet de saisir des évolutions qui indiquent des inflexions ou des cristallisations significatives dans la formation des choix qui résulteront de cette élection.

Entre les vagues 1 et 4, seuls trois candidats enregistrent un gain dans les probabilités qu'ont les jeunes nouveaux électeurs de voter pour eux, Ségolène Royal (+5 points), Nicolas Sarkozy (+10 points) et François Bayrou (+12 points). Parallèlement on voit s'effriter les chances de voter pour les autres candidats de façon plus marquée que parmi leurs aînés : Olivier Besancenot perd 11 points (-2 points parmi les 31 ans et plus), Arlette Laguiller perd 4 points (contre -2 points), Marie-George Buffet enregistre une perte de -6 points (contre -2 points), José Bové de -3 points (contre -4 points), Dominique Voynet connaît un recul de -7 points (contre -1 point), enfin Philippe de Villiers de -4 points (contre -3 points). Jean-Marie Le Pen reste parfaitement stable alors qu'il enregistre une légère augmentation parmi les plus âgés. Tout se passe comme si l'on assistait à une focalisation sur les grands candidats se faisant au détriment des plus petits ou des candidats périphériques.

C'est Ségolène Royal qui enregistre le volant de probabilités de vote le plus élevé (55%), et les nouveaux électeurs se distinguent de leurs aînés sur ce point en la créditant nettement plus avantagement de leurs suffrages possibles (seulement 46% des 22-30 ans et 42% des 31 ans et plus). Nicolas Sarkozy arrive en seconde position, mais loin derrière, avec 44% de probabilités de vote parmi eux, soit moins qu'au sein de l'électorat plus âgé (46% parmi les 22-30 ans et 49% parmi les 31 ans et plus). Enfin, François Bayrou enregistre 31% de probabilités de vote parmi les jeunes nouveaux électeurs, mais c'est parmi les jeunes plus âgés, les 22-30 ans qu'il obtient le plus de voix possibles, 43% (38% parmi les 31 ans et plus).

Le relatif effacement de l'attrait pour les petits candidats ou pour les candidats appartenant à des formations autres que les grands partis de gouvernement peut être lié à une diffusion plus large que d'habitude de l'intention de voter utile dès le premier tour à moins qu'il ne traduise un réel attrait pour les grandes personnalités en lice. C'est ce qu'il nous faut examiner.

Le choc du 21 avril 2002, tout particulièrement pour l'électorat de la gauche, est encore dans les mémoires, mais il est difficile d'apprécier l'incidence que cela pourra avoir sur le vote des électeurs. Cela renforcera-t-il le vote utile, et donc un vote dès le premier tour en faveur de Ségolène Royal ou de Nicolas Sarkozy ? Ou bien les électeurs se laisseront-ils guider d'abord par leurs choix et voteront-ils pour les candidats qui entraînent le plus leur adhésion ?

Beaucoup de Français (44%) sont persuadés que les chances de Jean-Marie Le Pen d'être présent au second tour restent importantes. Si les jeunes nouveaux électeurs ne sont pas plus nombreux à l'envisager (42%), en revanche les jeunes plus âgés, les 22-30 ans, qui ont une mémoire vive du 21 avril 2002, et qui, sans doute pour certains d'entre eux, ont vécu la mobilisation contre le leader frontiste dans l'entre deux tours, sont nettement plus nombreux à considérer cette situation, 55%.

Dans la vague 4 du Baromètre, près de trois Français sur dix (28%) s'apprêtent à voter pour un candidat qui a réellement des chances d'être au second tour même s'il n'est pas le plus proche de ses idées. Mais une écrasante majorité d'entre eux convient de voter pour le candidat relevant d'abord de leur choix et de leurs convictions (72%). Les jeunes nouveaux électeurs sont encore plus nombreux dans ce cas (77%).

La tentation du vote utile apparaît plus forte parmi les plus âgés des jeunes, 32% des 22-30 ans (contre 23% des 18-21 ans), et ce d'autant plus que leurs positionnements politiques sont marqués (36% contre 24% de ceux qui ne se classent ni à gauche ni à droite). Mais ce sont les jeunes électeurs ayant un positionnement politique de gauche qui apparaissent les plus affirmés dans ce choix : 34% des 18-21 ans et 47% des 22-30 ans sont dans ce cas (respectivement 19% des 18-21

ans et 26% des 22-30 ans se classant à droite). Les jeunes se classant à droite entendent d'abord voter pour les candidats proches de leurs idées : 81% des 18-21 ans. On peut penser que ces écarts indiquent les traces d'une mémoire du 21 avril 2002 plus traumatisante à gauche qu'à droite, et plus persistante aussi au sein de la classe d'âge que l'événement avait directement interpellée.

Mais l'effet mémoire sur le vote à proprement parlé, apprécié à partir du diagnostic combinant une probabilité élevée quant à la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour et l'intention de voter utile dès le premier tour, bien qu'un peu plus marqué parmi les 22-30 ans reste minime (16% contre 12% dans l'ensemble de l'électorat).

Tableau 4 - Le vote utile

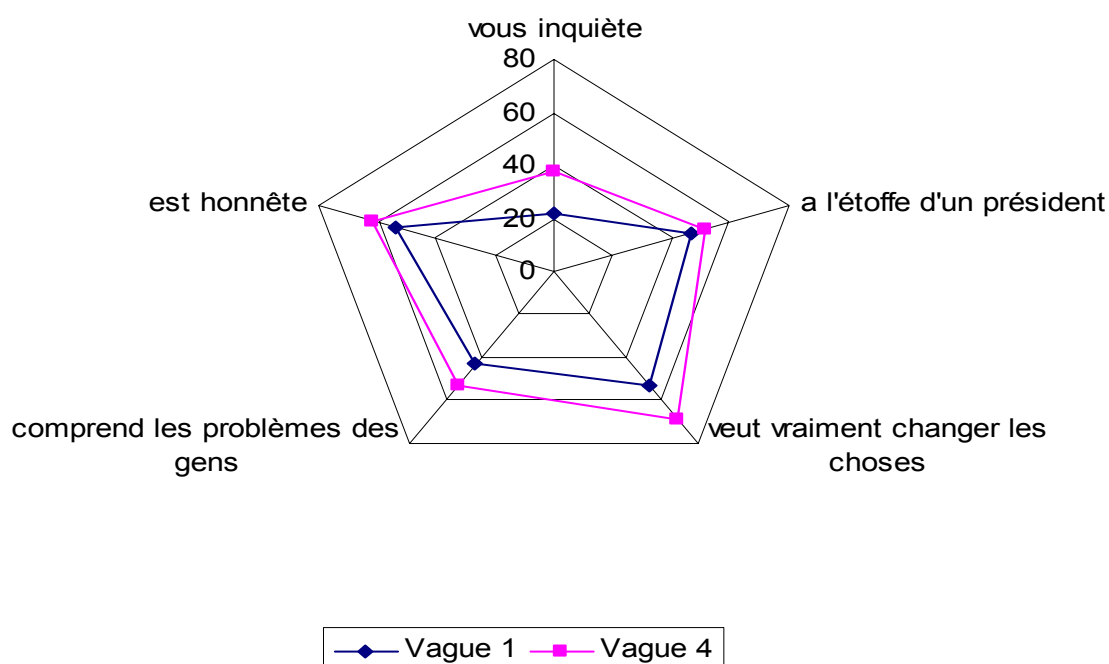
	Voter pour un candidat qui a réellement des chances d'être au second tour même si pas le plus proche de ses idées	Présence probable de J.-M. Le Pen au second tour	Effet mémoire
18 - 21 ans	23	42	8
22 - 30 ans	32	55	16
31 ans et plus	28	43	11
Etudiants			
18 - 21 ans	22	43	10
22 - 30 ans	36	43	14
Actifs			
18 - 21 ans	27	40	3
22 - 30 ans	31	57	17
Positionnement politique gauche ou droite			
18 - 21 ans	29	45	11
22 - 30 ans	36	54	20
31 ans et plus	29	41	12
Ni gauche ni droite			
18 - 21 ans	13	37	3
22 - 30 ans	24	55	10
31 ans et plus	24	46	9
Ensemble	28	44	12

Si les traces du 21 avril 2002 affectent une partie des intentions de vote des plus âgés des jeunes, elles ne sont guère visibles dans les intentions de vote des tout nouveaux électeurs. Leur focalisation sur les grands candidats semble moins relever du vote utile que de l'attrait réellement éprouvé pour la personnalité ou pour le camp politique qu'ils défendent ainsi que pour les compétences qui leur sont prêtées.

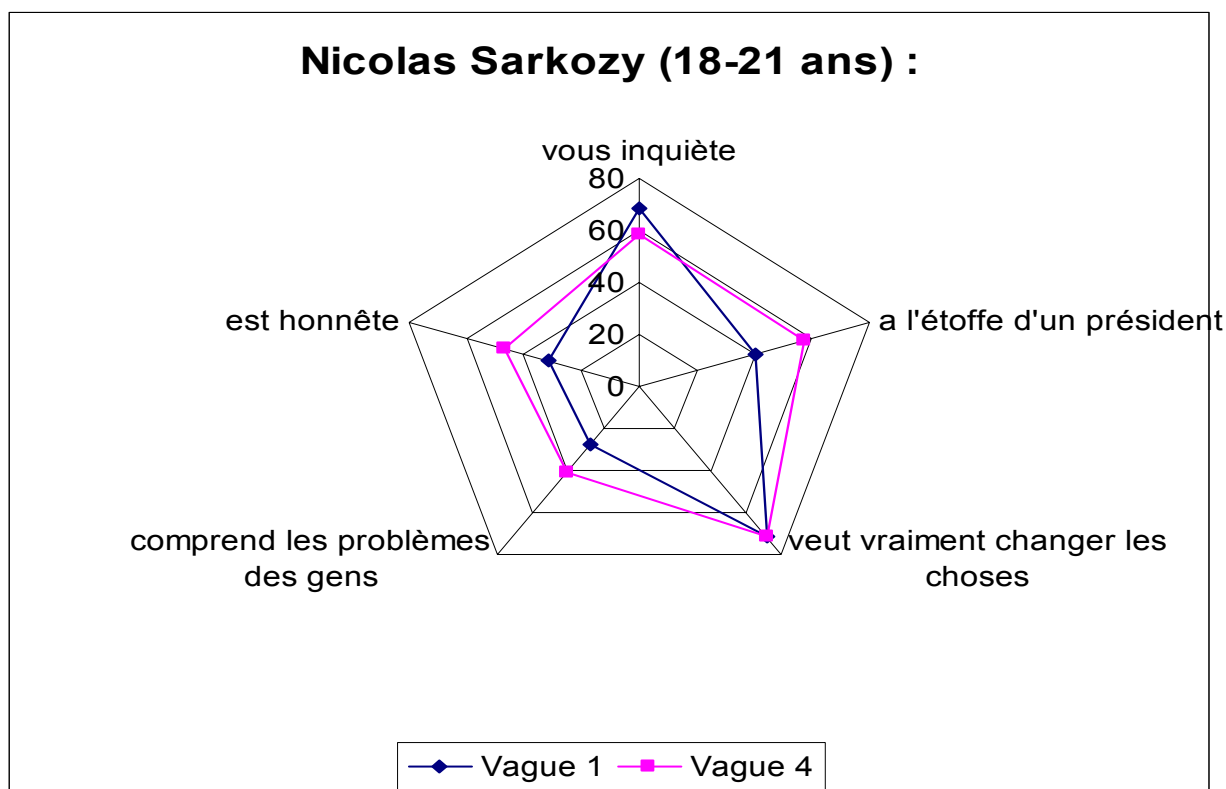
L'évolution de l'image des personnalités en lice au cours de la période révèle des dynamiques d'opinion significatives qui peuvent compter dans les choix qui seront faits par les jeunes nouveaux électeurs. En près d'un an la perception des qualités ou des défauts attribués à chacun a pu varier.

Alors que Ségolène Royal connaît des difficultés d'image auprès de l'ensemble de l'électorat, la persistance chez les tout jeunes nouveaux électeurs d'une dynamique de vote qui lui est plutôt favorable tient au maintien, voire au renforcement d'un certain nombre de qualités positives qui lui sont attribuées. Une moitié d'entre eux (51%) considère qu'elle a « l'étoffe d'un président » (seulement 42% dans l'ensemble de l'électorat). Mais surtout sa campagne centrée sur des critères de proximité et de transformation sociale semble avoir davantage touchée les plus jeunes que le reste des Français. Alors que son image régresse dans l'ensemble de la population sur ces différents points, elle progresse chez les jeunes. Ils sont plus nombreux qu'en vague 1 à considérer qu'elle « veut vraiment changer les choses » (68%), qu'elle « comprend les problèmes des gens » (53%), enfin qu'elle « est honnête » (62%). Sur tous ces points les appréciations de leurs aînés ont perdu en moyenne une dizaine de points. Mais si les jugements positifs l'emportent, une certaine inquiétude s'est aussi développée. En un an, le nombre des 18-21 ans qui reconnaissent que Ségolène Royal les « inquiète » a progressé de 16 points, passant de 22% à 38% (et de 17 points dans l'ensemble de l'opinion).

Ségolène Royal (18-21 ans) :

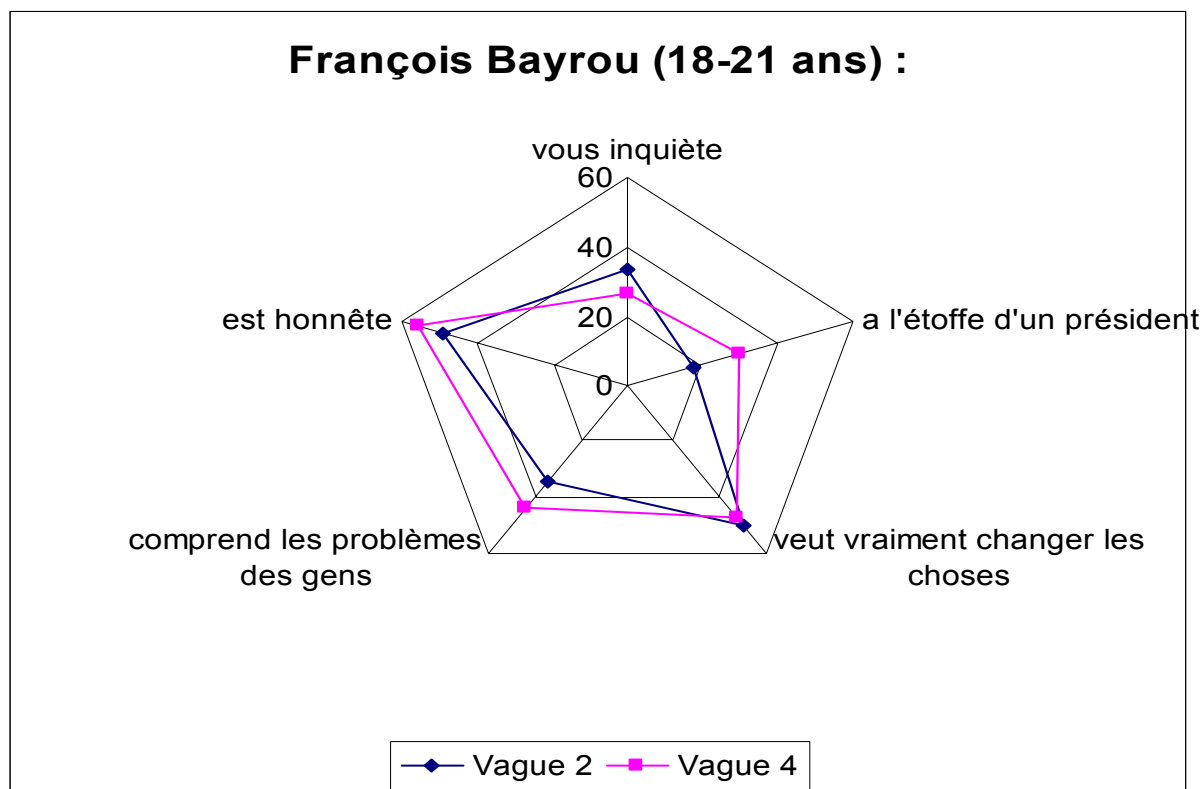


Nicolas Sarkozy bénéficie au cours de la période d'une évolution plutôt positive de son image. L'inquiétude qu'il suscite, et qui représente depuis le début de sa campagne un handicap, s'est amenuisée et stabilisée, et tout particulièrement chez les tout jeunes électeurs. Mais 59% d'entre eux considèrent toujours que Nicolas Sarkozy peut les inquiéter (-9 points par rapport à la vague 1). Dans le même temps, le nombre de jugements positifs concernant sa capacité présidentielle ainsi que certains critères de proximité se sont accrus. 58% considèrent qu'il a « l'étoffe d'un président » (+17 points par rapport à la vague 1). Son honnêteté et sa capacité à « comprendre les problèmes des gens » sont évaluées de façon nettement plus favorable que dans la période précédente (respectivement +15 points et +14 points par rapport à la vague 1) alors qu'elles stagnent pour la première et régresse pour la seconde dans les jugements de l'ensemble de l'opinion. Sa volonté de « vraiment changer les choses » continue d'être évaluée par les tout jeunes électeurs à un niveau élevé (72%), comme dans le reste de la population.

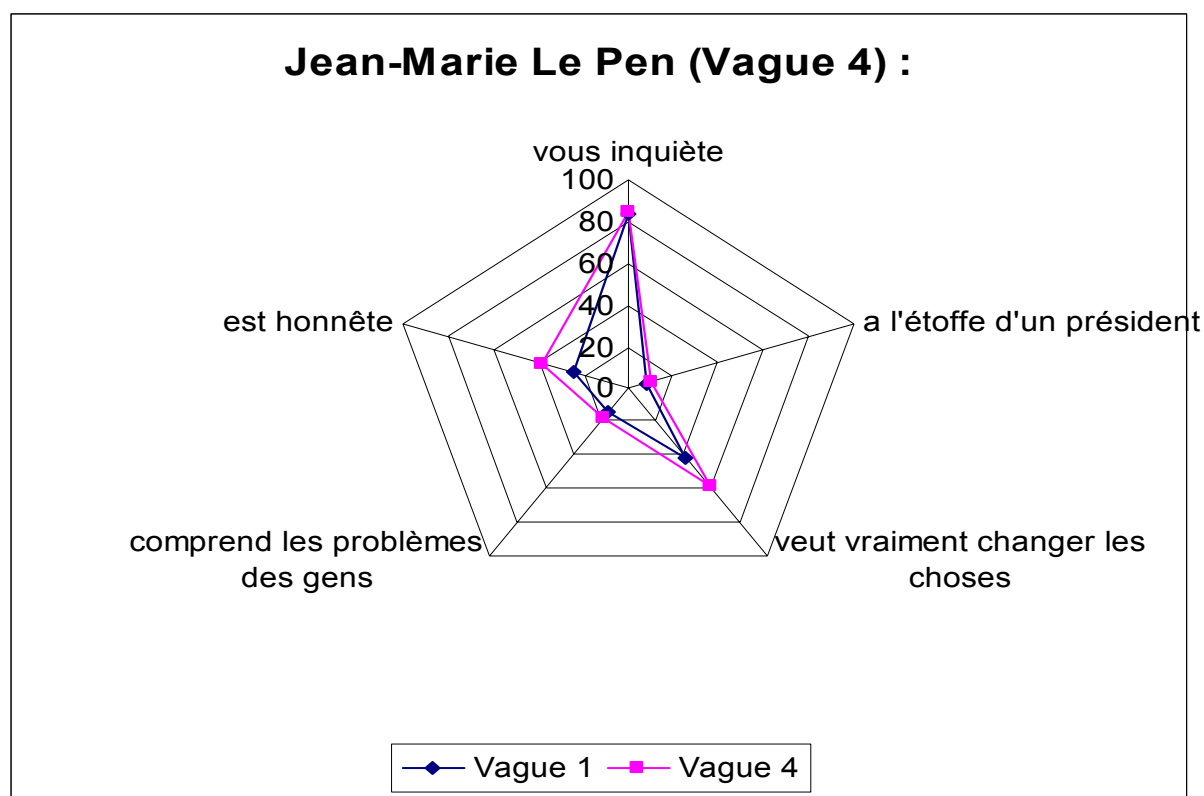


Les deux grands candidats connaissent donc des dynamiques d'opinion à la fois plus positives et plus fortes parmi les tout jeunes électeurs que parmi leurs aînés.

Les traits d'image associés à François Bayrou n'enregistrent pas une dynamique comparable. Les nouveaux entrants sur la scène électorale jugent le candidat avec moins d'enthousiasme que leurs aînés. S'il est des quatre candidats celui qui est considéré comme le moins inquiétant (27% des 18-21 ans le jugent inquiétant et 26% de l'ensemble des Français), il est aussi moins crédité que les deux précédents de l'étoffe nécessaire à la fonction présidentielle (30% seulement contre 48% de l'ensemble des Français). S'il enregistre un surcroît d'appréciations positives de la part des tout jeunes électeurs, celles-ci restent toujours en deçà du niveau de qualité que lui reconnaissent leurs aînés. Alors que 64% des Français considèrent qu'il « veut vraiment changer les choses », ils ne sont plus que 47% à partager le même avis parmi les 18-21 ans. Alors que 62% des premiers s'accordent sur le fait qu'il « comprend les problèmes des gens », ils ne sont plus que 44% parmi les 18-21 ans.



Enfin, Jean-Marie Le Pen continue de susciter chez les tout jeunes électeurs une forte inquiétude. 85% des 18-21 ans déclarent qu'il peut les inquiéter (66% du reste de l'électorat). Il enregistre une progression sensible quant à la perception de son honnêteté (+15 points par rapport à la vague 1), mais celle-ci reste à un niveau très inférieur que celle qui est prêtée aux autres candidats.



Telles qu'elles se présentent dans la vague 4 du Baromètre, les intentions de vote des jeunes nouveaux électeurs créditent Ségolène Royal d'un nombre de suffrages nettement supérieur à celui qu'elle peut escompter dans le reste de l'électorat (39% des 18-21 ans contre 25% de l'ensemble des Français, soit 14 points de plus). La gauche non socialiste recueille autant de votes potentiels (13%) parmi les nouveaux entrants que parmi leurs aînés. L'attrait d'un vote pour Nicolas Sarkozy a un peu reculé au sein des tout jeunes électeurs par rapport à la vague 3, mais il s'est stabilisé à un niveau équivalent à celui que l'on enregistre dans le reste de l'électorat (respectivement 27% et 31%). Si François Bayrou a nettement progressé dans la dernière période, son potentiel électoral parmi les premiers votants reste inférieur à celui que l'on trouve parmi leurs aînés (11% contre 15%). Enfin, la candidature de Jean-Marie Le Pen recueille nettement moins d'intentions de vote de la part des plus jeunes électeurs (5% des 18-21 ans contre 13% de l'ensemble de l'électorat).

Prime est donc donnée très avantageusement à la candidate socialiste, et tout particulièrement parmi les jeunes femmes. Près de la moitié d'entre elles dans la tranche d'âge des 22-30 ans s'apprête à voter pour elle (49% contre 36% des jeunes hommes du même âge), et 44% des jeunes femmes âgées de 18 à 21 ans (contre 34% de leurs homologues masculins). On ne note pas un tel différentiel selon le genre dans les intentions de vote de l'électorat plus âgé.

Ségolène Royal séduit les étudiants comme les jeunes actifs, mais une baisse importante de son potentiel électoral peut être observée parmi les jeunes actifs de 22-30 ans (-13 points entre les vagues 3 et 4).

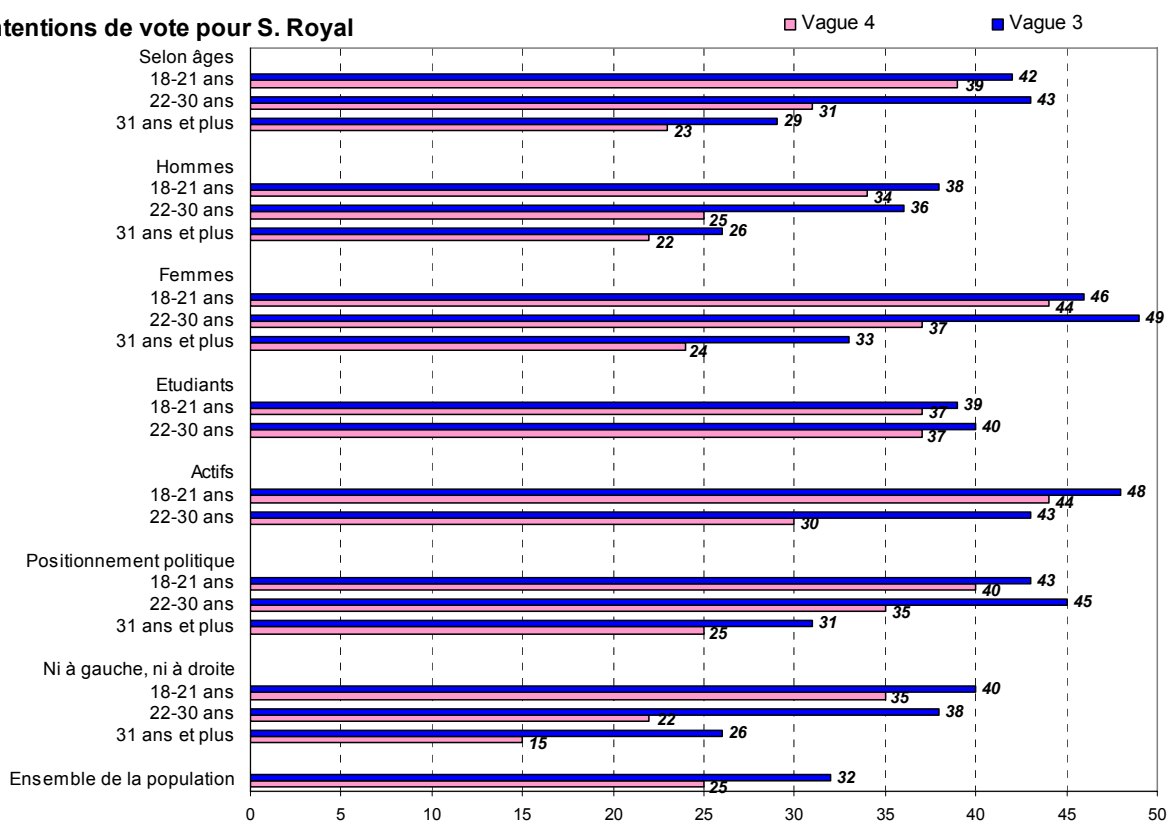
Nicolas Sarkozy a surtout progressé dans cette dernière tranche d'âge, parmi les actifs comme parmi les étudiants, comme s'il avait récupéré une partie du retrait exprimé à l'encontre de Ségolène Royal. Parmi les plus jeunes électeurs, il perd du terrain chez les étudiants, mais il gagne des points parmi les jeunes nouveaux électeurs entrés dans la vie active.

François Bayrou progresse parmi les jeunes nouveaux électeurs (+7 points) dans une proportion équivalente à celle que l'on observe dans le reste de l'électorat, mais sa progression est particulièrement significative au sein de la jeunesse scolarisée ainsi que parmi les actifs de 22-30 ans.

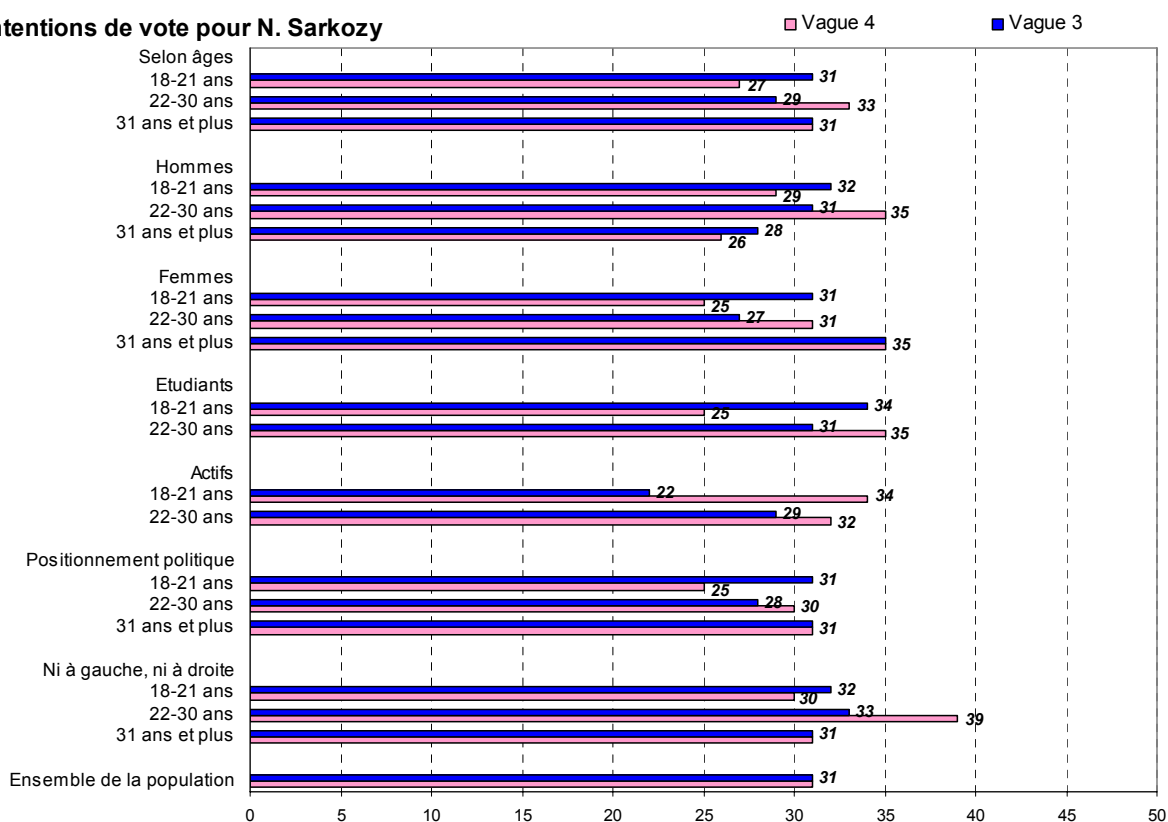
Enfin, les intentions de vote pour Jean-Marie Le Pen font apparaître aussi un effet de genre. Alors que 10% des jeunes hommes nouveaux électeurs s'apprêtent à voter pour lui, les jeunes femmes nouvelles votantes ne sont que 4% à lui

accorder leurs suffrages. Le leader du Front National ne convainc pas les étudiants (3%), en revanche il rencontre davantage d'attrait parmi les tout jeunes actifs (12%).

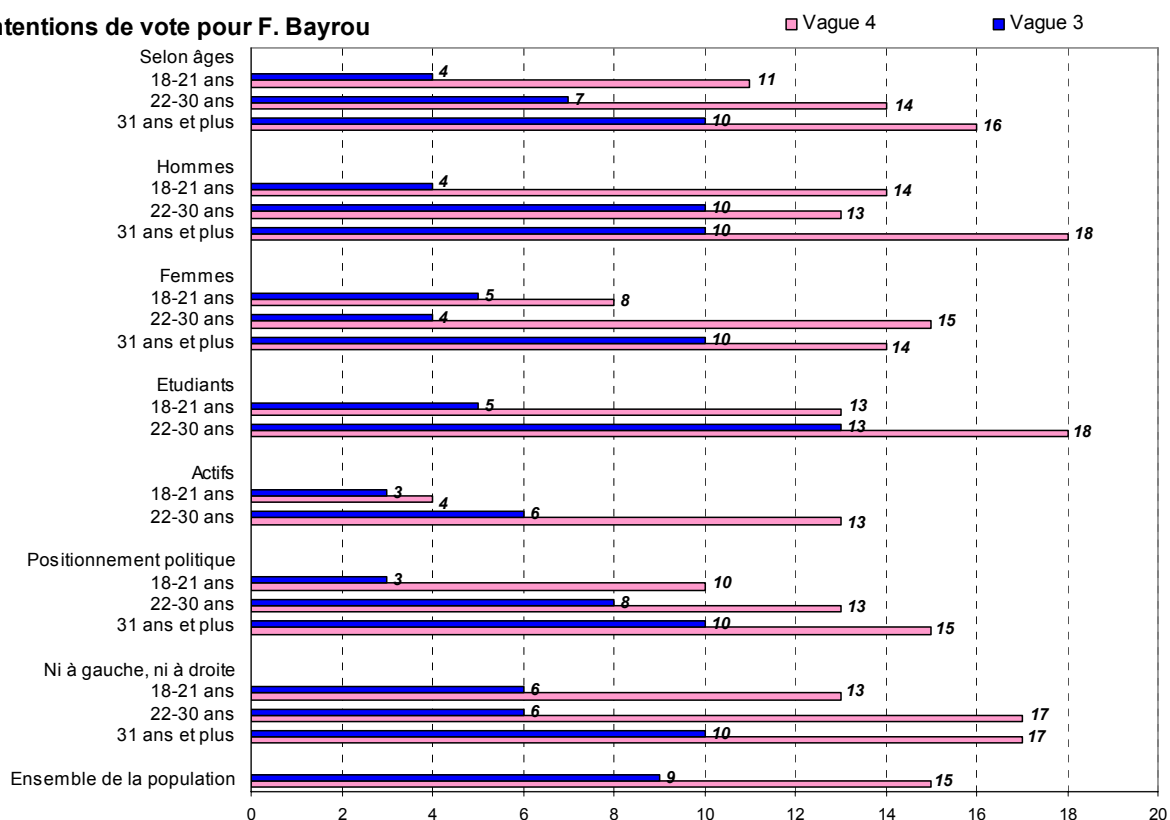
Intentions de vote pour S. Royal



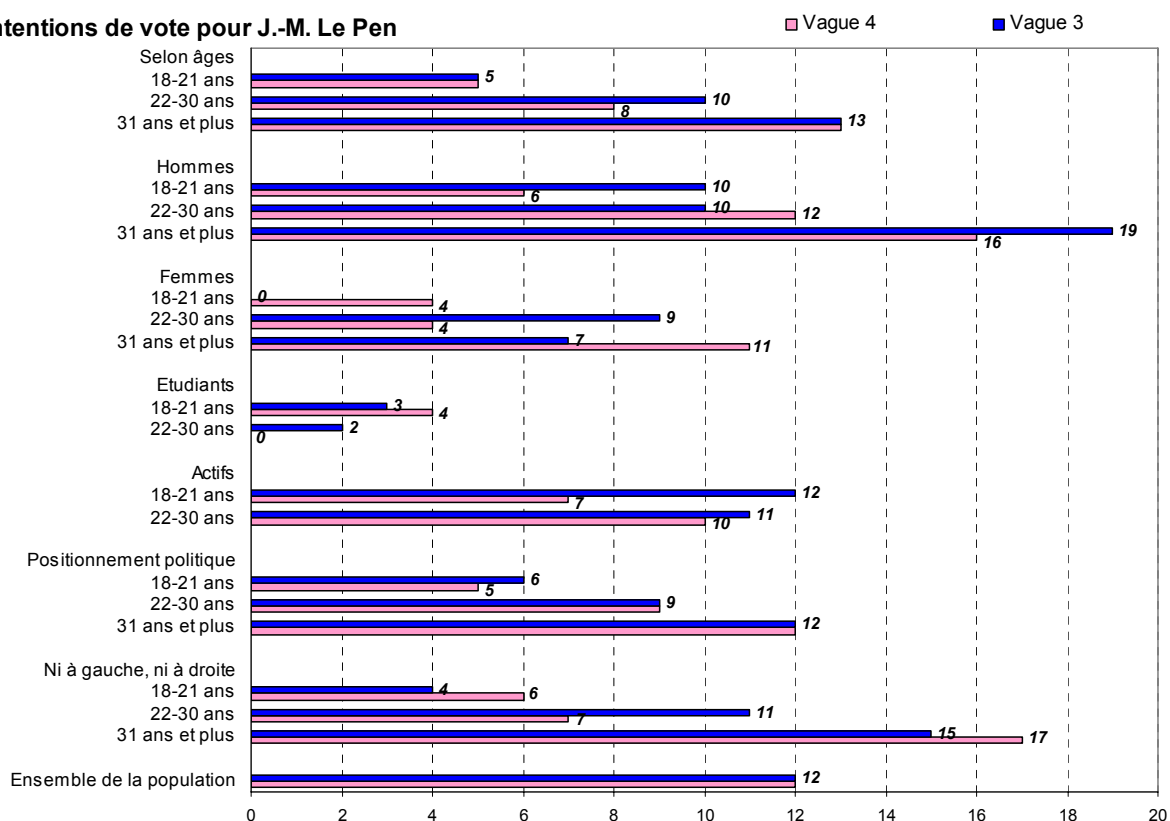
Intentions de vote pour N. Sarkozy



Intentions de vote pour F. Bayrou



Intentions de vote pour J.-M. Le Pen



Conclusion

Ce rapide portrait des jeunes nouveaux électeurs deux mois avant le premier tour de l'élection présidentielle fait apparaître un certain nombre d'éléments dont on peut penser qu'ils pourront peser dans leurs réponses électorales.

Si le niveau de leur intérêt politique apparaît plus faible que parmi leurs aînés, en revanche leur volonté de participer à l'élection apparaît très affirmée. Même les jeunes femmes qui apparaissent moins politisées entendent s'impliquer. Ces signes plaident plutôt en faveur de la prévision d'une mobilisation électorale conséquente chez les tout jeunes électeurs.

L'indécision et la perplexité sont importantes. Mais les risques de dispersion apparaissent relativement limités, et ce sont les deux grands candidats qui rassemblent l'essentiel de leurs intentions de vote. Les 18-21 ans sont plus nombreux que leurs aînés à n'émettre aucun deuxième choix possible lorsque cela leur est proposé (44% ne citent qu'un seul candidat contre 32% seulement dans le reste de l'électorat).

Les tout jeunes électeurs soutiennent activement la candidature de Ségolène Royal. Et l'on peut sans conteste évoquer l'existence d'un vote jeune en sa faveur, et tout particulièrement au sein des jeunes femmes. Toutefois une dynamique électorale semble s'être enclenchée du côté de Nicolas Sarkozy et de François Bayrou dont il faudra suivre les évolutions dans les semaines à venir, notamment au sein de la population des jeunes actifs.

Enfin, la fonction présidentielle telle que l'envisagent les nouveaux entrants sur la scène électorale confère au président un rôle d'arbitre plutôt que de chef de gouvernement, plutôt empathique, et tout particulièrement au sein du jeune électorat féminin. Et les femmes, en apparence plus mobilisées, peuvent faire la différence.



Centre de Recherches Politiques de Sciences Po

LE BAROMÈTRE POLITIQUE FRANÇAIS (2006-2007)

4^{ème} vague – Février 2007

**LES TRACES DU RÉFÉRENDUM DU 29 MAI 2005
DANS LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE DE 2007**

Bruno CAUTRÈS et Sylvie STRUDEL

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP. Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.

Les traces du référendum du 29 mai 2005 dans la campagne présidentielle de 2007

Bruno CAUTRÈS et Sylvie STRUDEL

L'Union européenne sert de bouc émissaire mais aussi de miroir à nombre de problèmes politiques internes. L'Europe, « invisible mais omniprésente »¹ dans le précédent scrutin de 2002, va-t-elle jouer un rôle dans la campagne présidentielle et la formation de la décision électorale des citoyens en 2007 ? On pourrait le penser car un « acte lourd » a été posé le 29 mai 2005, lors du vote négatif de la France à l'occasion du référendum portant ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe. « Acte lourd » de par ses significations² mais aussi de par ses conséquences tant françaises qu'européennes.

Dès lors, quelles vont être les « traces » du référendum de 2005 dans le scrutin de 2007, dont le premier tour est fixé au 22 avril, soit juste un mois après la date du 50^{ème} anniversaire de la signature du traité de Rome (25 mars 1957) ? C'est une question d'ampleur, car l'enjeu européen « travaille », depuis le référendum de ratification du traité de Maastricht en 1992, les équilibres sociaux, politiques et partisans français. C'est aussi une question d'avenir immédiat puisque le (ou la) prochain(e) chef de l'exécutif français assurera également de juillet à décembre 2008 la présidence du Conseil de l'UE. L'enjeu de ce double rôle s'est imposé tardivement dans la campagne et a été inscrit à l'agenda français de l'extérieur, par les déclarations de la Chancelière allemande Angela Merkel, invitant les candidats à l'élection présidentielle à préciser leurs positions sur le sort futur du texte constitutionnel³.

Contrairement aux pronostics de certains qui croyaient pouvoir construire une victoire en 2007 par la transformation de la victoire du « Non » en majorité présidentielle, on ne constate actuellement aucune capitalisation positive des tenants du « plan B ». Contrairement à ceux qui voulaient voir dans les résultats du référendum un avatar national, l'Europe est confirmée comme question qui fâche et qui divise. Contrairement à ceux qui présentaient la victoire du « Non » comme la victoire d'un camp politique contre un autre, l'Europe continue de faire sentir ses effets centrifuges à l'intérieur même des ceux-ci. Mais conformément à ce qui a été analysé, le pessimisme économique et social fortement ancré dans l'opinion française et alourdi d'un climat de défiance envers les élites politiques semble bien un fil rouge que l'on peut tirer du 29 mai 2005 au 22 avril 2007 pour rendre compte des fragilités françaises. Dans ce texte, il s'agira autant de montrer les « traces » que de comprendre pourquoi on cherche à cacher les plaies, à défaut de les panser.

I – L'EUROPE DU « OUI » ET DU « NON » ET LES CLIVAGES IDÉOLOGIQUES EN 2007

Trois ans avant le référendum et à partir des données électorales de la présidentielle de 2002, Gérard Grunberg et Etienne Schweisguth avaient mis en lumière la force d'un nouveau clivage à l'œuvre dans l'espace politique français, opposant universalistes et anti-universalistes, clivage construit en fonction de l'attitude à l'égard de l'intégration européenne⁴. Dans les résultats de la 4^{ème} vague du BPF, on observe que la question européenne (mesurée ici en fonction du choix référendaire) continue de brouiller les repères les plus traditionnels de la vie politique française (cf. tableau 1).

¹ Belot (Céline) et Cautrès (Bruno), « L'Europe, invisible mais omniprésente », Bruno Cautrès et Nonna Mayer (dir.), *Le nouveau désordre électoral*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, p. 119-141.

² Perrineau (Pascal), « Introduction. Quelques idées fausses ou vérités partielles sur les résultats du référendum du 29 mai 2005 », Laurent (Annie) et Sauger (Nicolas) (dir.), *Le référendum de ratification du Traité constitutionnel européen : Comprendre le « Non » français*, Les Cahiers du CEVIPOF, 42, juillet 2005, p. 2-6.

³ Cf. le discours d'Angela Merkel, assurant la présidence du Conseil et ouvrant les débats de la session plénière du Parlement européen le 17 janvier 2007 à Strasbourg : www.eu2007.de

⁴ Grunberg (Gérard) et Schweisguth (Etienne), « La tripartition de l'espace politique », Pascal Perrineau et Colette Ysmal (dir.), *Le vote de tous les refus*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 341-362.

Tableau 1. La position sur l'échelle gauche-droite en 2007 et le vote au référendum 2005 (% exprimés en lignes)

Auto-position gauche droite	Oui	Non	Total
Très à gauche	13	87	100
A gauche	41	59	100
Au centre	59	41	100
A droite	56	44	100
Très à droite	13	87	100
Ni à gauche ni à droite	40	60	100
Total	45	55	100

Source : BPF, vague 4

Au-delà de la dissymétrie connue entre un « Oui » du centre et de la droite et un « Non » de la gauche, il nous semble intéressant ici d'insister *a contrario* sur leur proximité relative autour des valeurs de la moyenne. Seuls ceux qui se déclarent très à gauche et très à droite offrent une structure de vote, qui témoigne de l'homogénéité de leurs choix (dans les deux cas, 87% de « Non »). Autrement dit, en partageant les électeurs au lieu de les départager, le « Oui » et le « Non » rendent les contours de la gauche, du centre, de la droite et aussi des « ninistes » poreux. Il conviendra donc d'explorer les écarts (ou du moins les particularités) entre « Oui » de droite et « Non » de droite, entre « Oui » de gauche et « Non » de gauche pour mieux comprendre les reclassements actuels et la contribution de l'Europe à la perte de lisibilité de l'espace idéologique français.

II – L'EUROPE DU « OUI » ET DU « NON » ET LE SYSTÈME PARTISAN FRANÇAIS

Brouillant les repères idéologiques français, la question européenne se révèle également délétère sur les clivages partisans traditionnels. Or le scrutin du 29 mai 2005, bien plus que les élections des députés au Parlement européen et au moins autant que le référendum de ratification du traité de Maastricht, a ébranlé le système partisan et la cohésion interne des partis. On peut même considérer qu'il l'a déstructuré durablement.

1/ Un espace partisan durablement fragmenté

Le « Oui » et le « Non » traverse tous les partis même si une double logique se met en place : elle oppose d'une part les extrêmes et les modérés et d'autre part un « Oui » de droite majoritaire contre un « Non » de gauche majoritaire chez ces mêmes modérés⁵ (cf. graphique 1). Mais ici encore, ce qui nous semble pertinent pour la compréhension de la situation actuelle, c'est l'absence d'homogénéité intra-partisane. Même les électeurs qui se déclarent proches d'un parti très européen comme l'UDF ont partagé leur vote : 62% pour le « Oui » contre 38% pour le « Non ». De manière un peu surprenante, les partisans de l'UMP, pourtant réputés plus velléitaires quant à leur volontarisme européen, ont des votes qui sont répartis de manière identique à ceux des centristes (62%-38%)⁶. Aussi 19% des interviewés proches du Front national ont choisi un vote plutôt en contradiction avec l'Europe des Nations. ..

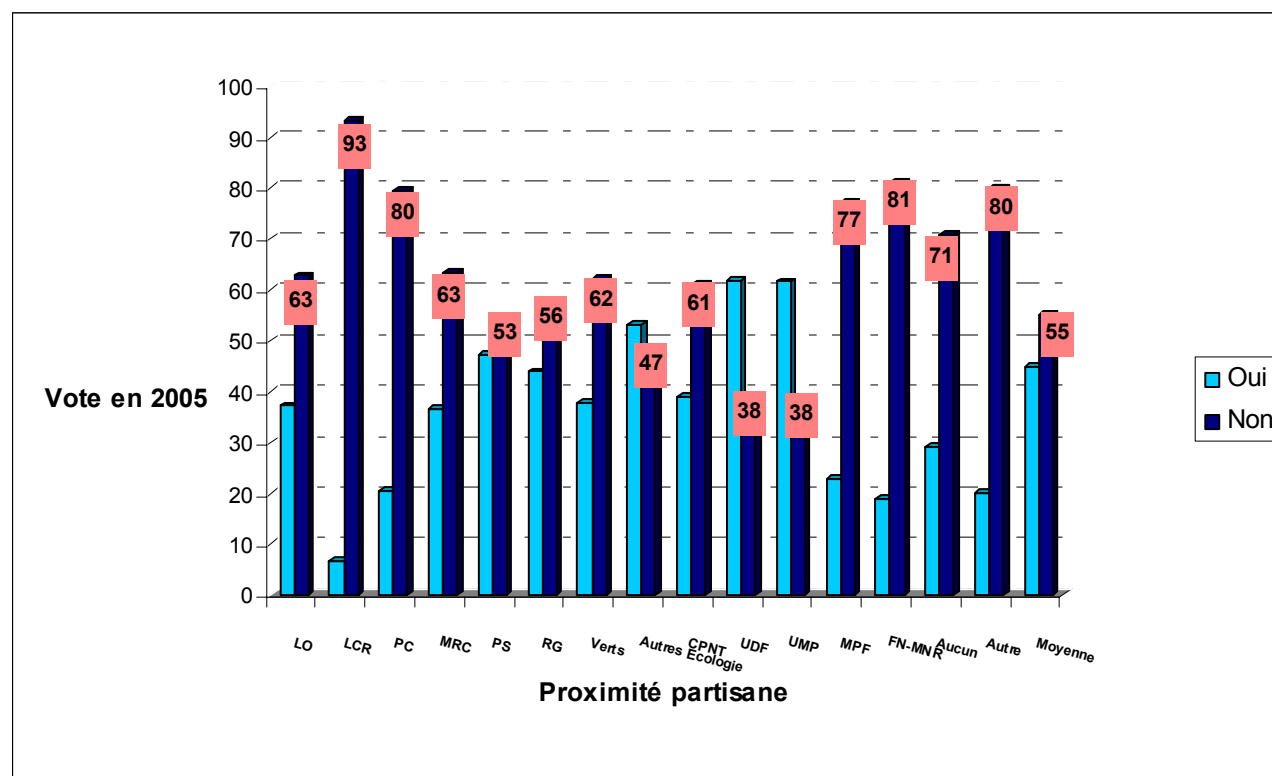
L'écart le plus réduit entre les tenants du « Oui » ou du « Non » (6 points) s'observe chez ceux qui se déclarent proches du Parti socialiste. Autrement dit, l'UMP (24 points d'écart entre le « Oui » et le « Non ») s'en sort mieux que le PS, divisé approximativement par moitié.

Si, comme l'ont montré Mark Franklin et d'autres auteurs, l'identification partisane est explicative du vote individuel lors des référendums européens et ce grâce au rôle exercé par la discipline partisane (via les consignes de vote), encore faut-il que la cohésion partisane « résiste » au questionnement du référendum. Or dans ce cas précis, la plaie de 2005 n'est pas refermée en 2007 et peut même contribuer à expliquer le dispositif de sélection des candidatures au PS pour l'élection présidentielle.

⁵ Brouard (Sylvain) et Sauter (Nicolas), « Comprendre la victoire du « Non » : proximité partisane, conjoncture et attitude à l'égard de l'Europe », Laurent (Annie) et Sauter (Nicolas) (dir.), *op. cit.*, p. 126 et suiv.

⁶ Sauf si on considère qu'ici compte moins la question que le questionneur.

Graphique 1. Le vote au référendum de 2005 en fonction de la proximité partisane en 2007 (% en ligne).



Source : BPF, vague 4. Certains chiffres sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs. Source : BPF, vague 4. Certains chiffres sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs. Les chiffres indiqués sont les % de vote « Non ».

2/ Des cohésions partisans bousculées

Que la question européenne soit source de factionnalisme au sein du Parti socialiste n'est pas une nouveauté : la création du Mouvement des Citoyens par Jean-Pierre Chevènement avait concrétisé sa défection et son opposition à l'attitude du PS sur le traité de Maastricht. En 2005, le Parti socialiste a été mis en porte à faux entre le vote interne de soutien au traité des adhérents (1^{er} décembre 2004) et la campagne de déni menée *a posteriori* par certains de ses représentants. Deux légitimités majoritaires se sont affrontées, le « Oui » des adhérents *versus* le « Non » des électeurs, faisant durement perdre au parti ce qui lui restait d'autorité politique⁷.

Le solde de tout compte ne trouve-t-il pas son issue dans une lecture possible, à la fois du processus retenu de désignation du candidat du Parti socialiste pour l'élection présidentielle et du résultat de ce processus ? En introduisant dans ses statuts, lors du Congrès de Dijon de 2003, l'article 6.11 relatif à la « Consultation directe des adhérents »⁸, le Parti socialiste a non seulement préparé le cadre d'une consultation sur l'Europe mais engagé plus généralement l'identité même du parti -historiquement réfractaire aux procédures de démocratie directe- dans une nouvelle voie, en créant un précédent. Tout était donc en place pour la primaire de novembre 2006, après la déclaration de clôture du congrès de Dijon le 18 mai 2003 par François Hollande : « Nous devons donc, et j'en porte moi-même la responsabilité, être un exemple de démocratie participative... »⁹.

La deuxième vague du BPF a interrogé les interviewés sur leur proximité avec des personnalités politiques, avant que n'ait eu lieu le vote interne des adhérents en faveur de Ségolène Royal. Si on croise les proximités affichées mi-septembre 2006 avec le vote déclaré au référendum, on observe trois phénomènes :

- Ceux qui se disent proches de François Hollande ont une structure de vote (48% pour le « Oui » contre 52% pour le « Non ») à front renversé par rapport aux résultats du scrutin chez les socialistes en décembre 2004 (58% de « Oui » contre 42% de « Non »), donc entérinent la division et sonnent un nouveau désaveu de la direction.
- Ceux qui se disent proches de Laurent Fabius et de Dominique Strauss-Kahn répliquent les prises de position de chacun (respectivement 17%-83% et 65%-35%), donc sélectionner le héraut du « Oui » ou du « Non » aurait consisté à afficher et aggraver la division.

⁷ Et faisant oublier par là même les bénéfices de la séquence électorale victorieuse de 2004 (cantonales, régionales et européennes)

⁸ Pour lequel ont vigoureusement milité les factions minoritaires.

⁹ Cf. www.parti-socialiste.fr

- Ceux qui se disent proches de Ségolène Royal reproduisent quasiment la structure des résultats du scrutin dans l'électorat (43%-57%), donc à défaut d'être effacées les divisions internes sont diluées dans celles du « peuple souverain ».

Au final, la vulnérabilité de la cohésion interne réactive le traumatisme du congrès de Tours, où gauche démocratique et « forces révolutionnaires » s'étaient séparées et contribue (parmi bien d'autres facteurs) à imposer une candidature se distançant d'une logique oligarchique.

La gauche de la gauche, depuis la coalition protestataire de 2005, s'est révélée impuissante à convertir en programme son discours oppositionnel : Philippe Raynaud a montré l'hétérogénéité profonde entre ces courants à la fois dans leurs relations historiques, leurs types d'organisation, leurs idéologies¹⁰. La division d'aujourd'hui est « la trace » de l'unité opportuniste d'hier.

Les enjeux européens se font pas que diviser les partis, ils font système avec un pessimisme économique et social qui taraude l'électorat français.

III – L'EUROPE DU « OUI » ET DU « NON » ET LE PESSIMISME

Le pessimisme économique et social ainsi que la défiance politique dont nous mesurons l'ampleur depuis la première vague du BPF sont étroitement liés au vote de 2005. Pris globalement, le vote «Non» semble en effet particulièrement marqué chez les électeurs les plus inquiets. Dans les données de la vague 4 du BPF, on constate ainsi que 76% de ceux qui considèrent que « le chômage a beaucoup augmenté au cours des derniers mois en France » déclarent avoir voté «Non». Le vote «Non» atteint également :

- 72% parmi ceux qui se déclarent « très pessimistes » sur la situation économique de la France dans les six prochains mois,
- 67% parmi ceux qui estiment avoir « beaucoup de risques » de se retrouver au chômage dans un proche avenir ou qui déclarent s'en sortir « très difficilement » avec les revenus de leur foyer,
- 66% parmi ceux qui pensent que leurs enfants vivront « beaucoup moins bien » qu'eux dans la société française de demain,
- 65% parmi ceux qui sont « très inquiets » sur l'avenir de leur retraite.

Le prisme «noniste» du sentiment de pessimisme que le BPF enregistre depuis le début est confirmé par les données de la vague 1 : 63% de ceux qui considèrent alors que la France est en déclin ont voté «Non». On se rappelle que dans leurs analyses de ces données de la vague 1, Pascal Perrineau et Jérôme Jaffré avaient mis en lumière les liens entre sentiment de déclin de la France, pessimisme socio-économique et défiance politique. Ils montraient alors que deux types de « déclinisme » existaient dans l'électorat français : un « déclin puissance » et un « déclin valeurs ». Nos propres analyses confirment ces deux formes de sentiment conjuguées en France : parmi ceux qui déclarent que la France décline en matière de système de santé, 64% déclarent avoir voté «Non» au référendum de 2005 ; de même que 57% de ceux qui considèrent que l'influence de la France dans le monde diminue.

Ceux qui attribuent ces souffrances et déclin de la France à la mondialisation ou à l'Europe, comptent beaucoup d'électeurs du «Non» comme le montrent encore les données de la vague 1 du BPF :

- 75% parmi ceux qui déclarent que la mondialisation est « un danger pour la France »,
- 71% parmi ceux qui estiment que la France « souffre de la construction européenne »,
- 69% parmi ceux qui estiment que la France « doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui » (vague 4).

De la même manière, ceux qui considèrent que l'immigration a une influence sur leur situation personnelle (vague 3 du BPF), comptent 66% de «nonistes».

Les données du BPF montrent enfin des liens tout aussi forts entre le pessimisme social et le vote «Non». Ce pessimisme social prend notamment la forme du préjugé xénophobe ou ethnocentrique. Dans les données de la vague 4 du BPF, on constate ainsi que le vote «Non» est particulièrement élevé parmi ceux qui déclarent qu'il y a « trop d'immigrés en France » (59%), ceux qui s'opposent à leur donner le droit de vote (63%), ceux qui sont d'accord avec les idées de Jean-Marie Le Pen (67%).

Si la défiance politique caractérise également bien le vote «Non» (61% de ceux qui déclarent n'avoir confiance « ni dans la gauche, ni dans la droite »), la confiance dans la gauche et dans la droite pour gouverner le pays révèle une différence de fond entre les deux camps politiques : 61% de ceux qui font confiance à la gauche pour gouverner le pays déclarent avoir voté «Non», tandis que 62% de ceux qui font confiance à la droite déclarent avoir voté «Oui». Cette différence nous conduit à poser une question fondamentale : le vote «Non» est-il homogène dans son lien au syndrome de pessimisme qui touche tellement l'électorat français ? Trouve-t-on dans les données du BPF, d'importantes différences entre le «Non» de gauche et le «Non» de droite, qui expliqueraient que la victoire du «Non» n'a pas, deux ans après, complètement annulé les traditionnels alignements idéologiques ? Plus fondamentalement encore, dans quels univers d'attitudes sociales différenciées les électeurs du «Oui» et du «Non» de gauche et de droite évoluent-ils deux ans après ?

¹⁰ Raynaud (Philippe), *L'Extrême Gauche plurielle : entre démocratie radicale et révolution*, Autrement, coll. «Frontières », Paris, 2006.

Nous avons choisi, pour répondre à ces questions, de regarder les effets des attitudes en matière d'ouverture de la France, de son déclin et de son avenir sur les votes «Oui» et «Non» de gauche et de droite. Le tableau 2 montre de manière particulièrement claire que le «Oui» et le «Non» de 2005 renvoient bien, qu'il soient de gauche ou de droite, à des univers d'attitudes très différents : on retrouve ici le clivage entre pessimisme et optimisme socio-économique. Mais à l'intérieur de chaque famille, celle du «Oui» et celle du «Non» quelques différences importantes apparaissent : le «Oui» de droite semble nettement plus favorable à la mondialisation, à la construction européenne, et à l'idée que la France est en progrès ; le «Non» de gauche semble en revanche, nettement plus que son homologue de droite, être inquiet en matière sociale, par exemple l'idée que la France est en déclin du point de vue de la solidarité dans la société, du système de santé. Le terme de « mondialisation » semble également encore en 2007 jouer comme un rôle de repoussoir parmi les anciens électeurs du « Non » de gauche.

Tableau 2. Le vote du 29 mai 2005 selon les attitudes vis-à-vis de la mondialisation et du « déclin » de la France (% en lignes)

	«OUI»		«NON»	
	de gauche	de droite	de gauche	de droite
La France doit...				
s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui	25	35	28	12
se protéger davantage du monde d'aujourd'hui	11	16	37	36
ni l'un, ni l'autre	20	25	41	14
La mondialisation				
une chance pour la France	25	48	15	13
un danger pour la France	12	13	47	27
ni l'un, ni l'autre	25	27	30	18
La France tire profit...				
de la mondialisation	22	38	23	16
de la construction européenne	27	40	21	12
de la mobilité croissante des individus	28	37	23	12
de la mobilité croissante des travailleurs	24	40	25	11
du mélange des cultures	25	28	35	11
La France est ...				
en progrès	26	41	18	16
en déclin	15	23	39	24
ni l'un, ni l'autre	24	30	31	16
La France est en déclin du point de vue....				
De la compétitivité des entreprises	16	28	33	23
Du rayonnement culturel	19	25	36	20
Du système de santé	20	18	41	21
De l'école et de l'université	16	26	37	22
Du pouvoir d'achat	19	24	37	21
De la solidarité dans la société	20	18	42	20
De son influence dans le monde	17	28	33	22
De la recherche et de l'innovation	21	26	36	17
Moyenne	20	25	31	24

Source : BPF, vague 1

De tous ces phénomènes, quelles peuvent être aujourd'hui les conséquences électorales ? De quelle manière les «Oui» et les «Non», au-delà de ce qui les réunit, peuvent trouver dans l'offre politique de 2007 matière à exprimer, en atténué ou en amplifié, leurs différences ?

IV - L'EUROPE DU «OUI» ET DU «NON» ET LES ÉLECTORATS

L'impact électoral des choix de 2005 reste marqué comme le tableau 3 le montre. Si les électorats d'O. Besancenot, de José Bové et de M.G. Buffet, dans une moindre mesure celui d'A. Laguiller, sont essentiellement (presque exclusivement même) composés de « nonistes » de gauche, celui de Ségolène Royal se partage en deux groupes de poids égaux tandis que celui de D. Voynet penche nettement dans le camp du «Oui» de gauche. A gauche, les divisions de 2005 sont donc toujours marquées en 2007.

Tableau 3. Le vote du 29 mai 2005 selon les intentions de vote de premier tour pour l'élection présidentielle de 2007 (% en lignes)

	OUI		NON	
	de gauche	de droite	de gauche	de droite
Intentions de vote pour ...				
A. Laguiller	31	-	69	-
José Bové	9	4	87	-
O. Besancenot	16	-	80	4
M.G. Buffet	9	-	91	-
S. Royal	46	4	49	1
D. Voynet	61	2	37	-
F. Bayrou	16	42	15	27
N. Sarkozy	8	53	8	31
P. de Villiers	6	20	20	54
J.-M. Le Pen	3	12	10	75
Moyenne	20	25	31	24

Source : BPF, vague 4. Les intentions de vote sont ici pondérées de manière à les redresser.

La situation n'est pas exactement comparable à droite : l'électorat potentiel de N. Sarkozy est un peu plus en phase avec les positions européennes de son candidat que ne l'est celui de Ségolène Royal, une situation normale puisque le candidat de l'UMP n'a pas eu à réaliser une « synthèse » sur le sujet. Nicolas Sarkozy parvient néanmoins à capter un tiers de ses intentions de vote parmi ceux qui ont voté «Non» et sont politiquement situés à droite. Curieusement, l'électorat de F. Bayrou ne semble pas être le plus marqué par le «Oui» de droite : les intentions de vote en faveur du candidat de l'UDF se composent certes d'un bloc central de «Oui» de droite (42%), mais se répartissent dans les trois autres segments de notre typologie. Il semble s'agir d'un phénomène lié à la plus grande hétérogénéité du vote Bayrou dans les données de la vague 4 du BPF et à la progression des intentions de vote en sa faveur. Le souverainisme de P. de Villiers semble faire recette à gauche puisqu'il obtient le pourcentage le plus élevé, parmi tous les candidats de droite, d'intentions de vote d'ancien «nonistes» de gauche (20% de son électorat potentiel). Enfin, pour J.M. Le Pen l'essentiel de son soutien provient d'électeurs du «Non», une infime partie étant d'ailleurs des «nonistes» de gauche.

Au total, il semble bien que le vote de 2005 continue de faire peser tout son poids sur l'hétérogénéité de chacun des camps politiques mais en particulier à gauche : certains segments de l'électorat d'extrême gauche comme d'extrême droite sont très homogènes et encore largement composés de « nonistes » tandis que d'autres (électorats Royal et Voynet, électorat Sarkozy dans une moindre mesure) sont partagés. Signe de faiblesse ou au contraire signe d'une capacité à tout faire tenir ? La question reste ouverte. A droite, c'est la différence entre les électorats Sarkozy et Bayrou qui introduit une vraie nouveauté : si l'électorat centriste était jusqu'à présent le plus favorable à l'Europe tout en étant proche de celui de l'UMP, la progression dans l'électorat du vote Bayrou s'est faite au détriment de son homogénéité. Cela pose directement la question du socle idéologique sur lequel repose cette progression et sa signification politique.

L'Europe : une synecdoque française¹¹ ? Les peurs que suscitent les frontières élargies, le pessimisme qu'entretiennent les stratégies d'évitement, la défiance qu'entraînent les non-dits des politiques, les ambiguïtés d'une Europe française pour échapper au désenchantement d'une France comme grande puissance : parlons-nous des enjeux du référendum européen de 2005 ou de ceux du scrutin présidentiel de 2007 ? La France et l'Europe ont partie liée pour le meilleur et pour le pire : nous avons eu, en 2005, un vote sur l'Europe à partir de ses effets sur la France, nous allons avoir, en 2007, un vote sur la France avec ses conséquences sur l'Europe.

¹¹ La synecdoque est une figure de rhétorique qui consiste à prendre le plus pour le moins, la partie pour le tout ou inversement (exemple : une voile *pour* un voilier)



Centre de Recherches Politiques de Sciences Po

LE BAROMÈTRE POLITIQUE FRANÇAIS (2006-2007)

4^{ème} vague – Février 2007

LES PRÉOCCUPATIONS SOCIALES DES FRANÇAIS À DEUX MOIS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ET LEURS EFFETS POLITIQUES

Elisabeth DUPOIRIER et Bruno PALIER

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP. Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.

Les préoccupations sociales des Français à deux mois de l'élection présidentielle et leurs effets politiques

Elisabeth DUPOIRIER et Bruno PALIER

Le Baromètre Politique Français a consacré le sujet d'actualité de sa quatrième et dernière vague de février 2007 à l'évaluation des préoccupations des Français concernant leur situation sociale et à l'analyse des incidences de ces préoccupations sur leurs attentes à l'égard de l'élection présidentielle et des candidats.

1. APAISEMENT DU PESSIMISME CONCERNANT LA SITUATION DE LA FRANCE MAIS INQUIÉTUDE PERSISTANTE DES FRANÇAIS CONCERNANT LEUR AVENIR PERSONNEL.

Depuis la première vague du baromètre, au printemps 2006, le niveau de pessimisme concernant la situation économique et sociale de la France s'est atténué. 47% des Français percevaient alors une tendance à l'augmentation du chômage au niveau national, ils ne sont plus que 38% en février 2007. Certes, l'emploi national demeure à six semaines du premier tour de l'élection présidentielle le problème qui focalise le plus les préoccupations des Français concernant la situation du pays, mais il est moins souvent cité qu'en mars 2006 : 31% au lieu de 38% dans la vague 1 du BPF. La forte tendance au « déclinisme » observée dans les vagues précédentes du BPF persiste cependant pour juger du devenir de l'économie française dans le futur proche : deux Français sur trois (65%) se disent pessimistes, au lieu de quatre Français sur dix (75%) il est vrai en mars 2006.

Sur la base de ces trois éléments, un indice synthétique de niveau de pessimisme à l'égard de la situation de la France calculé à onze mois d'intervalle montre un apaisement des craintes collectives en février 2007. Il se traduit par un substantiel recul de la proportion des opinions les plus alarmistes (- 11 points) au profit des opinions les plus sereines qui gagnent 13 points par rapport à la vague 1 du baromètre.

Tableau 1 - L'évolution de l'indice de pessimisme concernant la situation économique et sociale de la France dans le BPF

Niveau de pessimisme	Vague 1 Mars 2006	Vague 4 Février 2007	Ecart sur 11 mois
Faible	23	36	+13
Moyen	47	45	-2
Elevé	30	19	-11
	100%	100%	100%

BPF vagues 1 et 4

Par contraste et confirmant les observations faites lors de la vague 3 du BPF², les Français se montrent toujours plus pessimistes pour juger de leur situation personnelle, surtout si on les interroge sur l'avenir. Sur le court terme, le risque de chômage concernant eux mêmes ou un membre de leur foyer est évoqué par plus de six Français sur dix (20% comme risque élevé ; 42% comme risque assez élevé). Par ailleurs, les trois quarts sont inquiets pour l'avenir de leurs retraites (36% « très » inquiets, 40% « assez » inquiets). Le niveau élevé d'inquiétude concerne plus de quatre actifs sur dix (42%) mais encore près d'un tiers de ceux qui sont déjà à la retraite (30%). Sur le plus long terme, les trois quarts des personnes interrogées jugent que leurs enfants vivront moins bien qu'eux (35% « beaucoup » moins bien ; 39% « un peu » moins bien).

Le tout façonne une représentation sombre de l'avenir exprimée dans un indice synthétique qui met en évidence l'intensité de cette inquiétude et son contraste avec le niveau moyen de pessimisme pour la France. Le niveau d'inquiétude élevé est dominant dans tous les segments de la population. Il concerne la majorité des plus jeunes (49% des moins de 25 ans) comme des plus âgés (51% des plus de 65 ans) et s'élève avec le niveau de diplôme des personnes interrogées pour concerner au moins un bachelier sur deux et culminer à 56% parmi les Français qui ont fait des études supérieures, c'est-à-dire parmi ceux qui font ou feront partie des dirigeants et des « forces vives » de la France de demain.

¹ Terrain de l'enquête du 5 au 19 février 2007. Interrogation de 5239 personnes à partir de 7 échantillons régionaux représentatifs du corps électoral inscrit.

² Cf la note d'Elisabeth Dupoirier de la vague 3 du BPF « Le moral des Français et ses effets politiques »

Tableau 2 - Pessimisme à l'égard de la France et inquiétude quant à l'avenir personnel
En février 2007

Niveau de pessimisme à l'égard de la situation de la France		Niveau d'inquiétude à l'égard de l'avenir personnel	
Faible :	36%	Faible :	26%
Moyen :	45%	Moyen :	31%
Elevé :	19%	Elevé :	42%
	100%		100%

2. LES POCHEs DE PRÉCARITÉ DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE ACTIVE.

La question du pouvoir d'achat demeure toujours aussi centrale dans cette quatrième vague du baromètre : un Français sur deux déclare « *vivre difficilement avec les revenus de son foyer* ». Ces difficultés touchent autant les actifs que les inactifs, épargnent relativement les moins de 25 ans - qui vivent encore en majorité chez leurs parents - pour croître ensuite avec l'âge, culminer entre 35 et 49 ans (56%) et n'amorcer une décrue -au demeurant légère - qu'après 65 ans (46%). La question du pouvoir d'achat concerne aussi toutes les catégories de salariés, à peine moins les fonctionnaires ou ceux en CDI - le plus à l'abri d'un accident d'emploi - que les salariés en contrat précaire (respectivement 48% et 54%).

La seule opposition nette se fait en fonction de la position professionnelle des foyers : d'un côté ceux appartenant aux catégories populaires dont au moins six sur dix se déclarent en difficulté (64% des employés, 59% des ouvriers), de l'autre les foyers de couches moyennes et supérieures dont au moins les deux tiers disent s'en sortir avec leurs revenus.

Tableau 3 - Les difficultés de revenu des Français selon leur profil sociologique

<i>Ensemble</i>	Déclarent avoir des difficultés de revenus (50%)	Déclarent avoir au moins un complément de revenu (public ou privé) (39%)	Déclarent recevoir une aide publique (28%)
Age :			
18-24 ans	38	77	29
25-34 ans	47	55	45
35-49 ans	56	45	39
50-64 ans	54	25	19
65 ans et plus	46	9	5
Actifs/inactifs :			
Actifs ayant un emploi	48	44	36
Inactifs	50	29	15
Chômeurs	71	66	51
Type de contrat de travail des actifs :			
Actifs en CDI ou fonctionnaires	48	42	35
Actifs en contrat précaire	54	58	41
Profession chef foyer :			
Ouvrier	59	43	34
Employé	64	43	33
Profession intermédiaire	38	32	20
Prof. lib, cadres supérieurs	23	34	18
Petits com. et artisans	45	29	16
agriculteurs	58	42	35

Les difficultés de pouvoir d'achat d'une partie de la société française s'apprécient aussi au nombre de personnes interrogées qui déclarent avoir un complément de revenu régulier. Outre les aides publiques – prime pour l'emploi (18%) ; aides sociales (12%) ou RMI (2%) – les « petits boulots » (11%) et l'aide des familles (12%, essentiellement les plus jeunes) concerneraient au total 39% de la population, et les aides publiques en toucheraient plus du quart (28%). Ces dernières se trouvent dans l'ensemble plutôt ciblées sur les segments qui connaissent le plus de difficultés :

chômeurs (51%), actifs au travail en contrats précaires (41%), personnes appartenant aux foyers populaires (33%) et les jeunes de 25-34 ans.

Mais les dissonances entre segments de population en difficulté et segments ayant des aides publiques existent, notamment en ce qui concerne les 35-50 ans et encore les 50-64 ans. Au total, seules 44% des personnes se déclarant en difficulté ont un complément de revenu et seules un tiers d'entre elles reçoivent des aides publiques. Il existerait donc des « poches de précarité » au sein de la société française qui se diffusent parmi les actifs au travail, ces derniers ayant recours dans des proportions non négligeables à des compléments de revenu.

3. TROIS INQUIÉTETES SOCIALES MAJEURES PASSENT AVANT LA SITUATION DE L'EMPLOI PERSONNEL.

Invités à désigner parmi sept propositions la question qui « *les touche le plus à titre personnel* », les Français mettent essentiellement en avant trois sujets de préoccupations : les débouchés professionnels de leurs enfants (28%), leur retraite (24%) et leur pouvoir d'achat (23%). A eux seuls, ces trois sujets rassemblent les trois quarts des inquiétudes exprimées par les Français. La situation de l'emploi personnel n'arrive ainsi qu'au quatrième rang des choix, avec un score inférieur de moitié à la préoccupation de revenu (12%) alors que l'emploi est désigné par ailleurs comme enjeu national majeur par 31% des Français (cf. point 1).

Tableau 4 - La question la plus préoccupante à titre personnel

Parmi les questions suivantes laquelle vous touche le plus à titre à titre personnel

	Vague 4 Février 2007
Les débouchés professionnels de vos enfants	28
Votre retraite	24
Votre pouvoir d'achat	23
Votre situation d'emploi	12
Le remboursement de vos frais médicaux	6
Vos conditions de logement	4
La prise en charge de vos parents âgés	3
<i>TOTAL</i>	<i>100%</i>

A l'exception des chômeurs, la question de l'emploi personnel est en fait plus spécialement ressentie comme celle de l'emploi des jeunes : choisie comme préoccupation principale immédiate par plus d'un tiers des principaux intéressés (34% des 18 -24 ans) mais aussi projetée dans l'avenir par leurs aînés qui se déclarent surtout préoccupés par les débouchés professionnels de leurs enfants.

Cette projection de l'inquiétude pour l'emploi sur la descendance prend des proportions particulièrement importantes parmi les segments de la population qui sont par ailleurs relativement mieux préservés des accidents d'emploi pour eux mêmes : les cadres supérieurs (34%) et moyens (30%), les actifs ayant aujourd'hui un travail (30%), les salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée (34%). A laquelle s'ajoute la tranche d'âge des 35-49 ans parmi laquelle se recrute sans doute le plus grand nombre de parents concrètement confrontés aux choix de formation professionnelle de leurs enfants.

On peut lire dans la large diffusion sociale de cette vision pessimiste de l'avenir des enfants, l'intériorisation du sentiment de précarité des conditions de vie et de son installation durable comme nouvelle caractéristique de la société française de demain.

Il est intéressant de noter que ce ne sont pas forcément ceux dont on sait que les parcours sont les plus difficiles - les plus jeunes et les moins diplômés - qui expriment les plus grandes inquiétudes pour l'avenir. Tout se passe comme si une frange de la population - celle née après 1973, et parmi elle la moins diplômée - avait suffisamment intégré la nouvelle donne de précarité pour la considérer comme un donné, et envisager sa poursuite dans l'avenir avec moins d'inquiétude que ceux qui ont l'impression d'avoir plus à perdre par rapport à leur situation actuelle.

Tableau 5 - Les principales questions qui touchent les Français selon leur profil sociologique

	Les débouchés professionnels des enfants	La retraite	Le pouvoir d'achat	L'emploi	Autres
Age	28%	24%	23%	12%	13%
18-24 ans	10	13	21	34	22
25-34 ans	19	15	32	20	14
35-49 ans	40	16	24	12	8
50-64 ans	29	33	21	4	13
65 ans et plus	28	36	18	-	12
Profession du chef de ménage					
Agriculteur	22	33	21	7	17
Petits com. et art.	28	29	24	8	11
Prof lib. et cadre sup.	34	15	21	16	14
Prof. Intermédiaire	30	19	25	12	14
Employé	24	25	26	9	16
ouvrier	28	25	23	13	11
Actifs/inactifs					
Actif	30	21	27	11	11
Chômeurs	22	6	14	46	12
Inactifs	26	28	20	8	18
Type de contrat de travail					
Salarié en CDI	31	21	28	9	11
Salarié à contrat précaire	19	16	25	28	12
indépendant	32	25	25	7	11

Quant à la question dominante des revenus, elle s'exprime concurremment sous deux registres : celui de l'inquiétude pour le pouvoir d'achat très présente dans toutes les classes d'âge avant 50 ans, tout particulièrement parmi les 25-34 ans (32%) et les actifs ayant un travail (27%) ; le registre de l'inquiétude pour la retraite qui l'emporte dès 50 ans (33% des 50-64 ans et 36% des plus de 65 ans) et parmi les petits indépendants qui ont ou auront les pensions de retraite les plus modestes (33% des agriculteurs et 29% des artisans et commerçants).

La question des retraites - qui sera rapidement reposée par la nouvelle négociation prévue par la loi Fillon pour 2008 - constituera à l'évidence un moment délicat pour les politiques sociales de la nouvelle majorité présidentielle, quelle que soit sa composition politique. En effet, autant les Français sont aujourd'hui très largement acquis à l'idée d'un complément de retraite obtenu par l'épargne personnelle - 70% contre 30% d'hostiles - autant ils se montrent réticents à l'idée de l'allongement du temps de cotisations : 45% seulement sont « *prêts à travailler plus longtemps avant de prendre la retraite* » alors que 55% se déclarent « *pas prêts* ». Dès 35 ans l'acceptation majoritaire se mue en solide refus. Parmi les actifs, les salariés en CDI refusent l'allongement des cotisations (57%), les salariés précaires se divisent également entre « *prêts* » et « *pas prêts* » et seuls les actifs indépendants - qui travaillent déjà souvent au-delà de 60 ans - sont prêts à 55% à poursuivre leurs efforts. Parmi les catégories de salariés, ce sont les professions intermédiaires (avec parmi elles un grand nombre d'enseignants) et les ouvriers qui se montrent le plus massivement sur la défensive : respectivement 59% et 60% ne sont « *pas prêts* ». On peut y voir le reflet de la volonté de préserver les « acquis sociaux » sur le temps de travail et la retraite à 60 ans, mais aussi une réticence à prolonger une expérience du travail qui s'avère de plus en plus pénible, le temps de travail ayant souvent diminué au profit d'une intensification du travail.

Tableau 6 - Le financement des retraites de demain selon les Français en activité

En pensant à votre propre retraite, pouvez-vous me dire si vous êtes personnellement prêt ou pas à...

	Prêt	Pas prêt
Epargner vous-même pour compléter le montant de votre retraite	70%	30%
Travailler plus longtemps avant de prendre votre retraite	45%	55%

4. LES FRANÇAIS DOUTENT, EN PARTIE, DE LA PRISE EN CHARGE POLITIQUE DE LEURS PRÉOCCUPATIONS PERSONNELLES.

Invitées à nommer spontanément le candidat à qui elles font le plus confiance pour améliorer leur situation personnelle, environ six personnes interrogées sur dix nomment les deux principaux challengers : Nicolas Sarkozy reçoit un tiers des citations devançant Ségolène Royal citée par un quart. La troisième réponse la plus fréquente est : « aucun candidat » (18%), premier indice des doutes que formule une partie des Français sur la prise en charge politique de leurs préoccupations personnelles.

Tableau 7

Et en ce qui concerne la question qui vous touche le plus à titre personnel, à quel candidat à l'élection présidentielle faites-vous le plus confiance pour améliorer votre situation ? Et quel est celui qui risque le plus d'aggraver la situation ?

(Question ouverte – réponses non suggérées)

	% de confiance	% de défiance
Nicolas Sarkozy	33	28
Ségolène Royal	25	21
François Bayrou	9	1
Jean-Marie Le Pen	3	22
Olivier Besancenot	2	6
Marie-George Buffet	2	2
Arlette Laguiller	1	2
José Bové	1	2
Philippe de Villiers		1
Aucun	18	-
Ne sait pas	5	12

Quant au « troisième homme » - François Bayrou - ainsi nommé par les médias, on voit qu'il est très rarement évoqué spontanément par les personnes interrogées comme porteur de remèdes à leurs préoccupations sociales (9%), pas plus d'ailleurs qu'il ne provoque leur méfiance...

Plus précisément lorsqu'on examine selon les domaines de préoccupations personnelles la confiance dont bénéficient les 4 principaux candidats qui, par ailleurs, rassemblent au total 70% des intentions de vote dans cette vague 4 du baromètre, on voit que la proportion de Français qui doutent de la prise en charge de leur préoccupation par l'un des 4 principaux candidats n'est pas négligeable : 36% en ce qui concerne les débouchés professionnels des enfants, enjeu le plus souvent cité ; 32% en ce qui concerne la question des retraites qui sera un des dossiers politiques incontournables de l'après 2007. Tout se passe comme si pour les personnes interrogées, les réformes menées par le passé n'étaient pas parvenues à améliorer leur situation personnelle, voire avaient contribué à l'aggraver : le candidat de la majorité sortante UMP est en effet celui qui inspire le plus de confiance mais qui provoque aussi le plus de défiance.

Tableau 8 - Les domaines de préoccupations personnelles et la confiance dans les principaux candidats

La personnalité à qui vous faites le plus confiance...	La question qui vous touche le plus à titre personnel						
	Les débouchés professionnels de vos enfants (28%)	Votre retraite (24%)	Votre pouvoir d'achat (23%)	Votre situation d'emploi (12%)	Le remboursement de vos frais médicaux (6%)	Vos conditions de logement (4%)	La prise en charge de vos parents âgés (3%)
Score dans l'ensemble de l'échantillon							
Candidat spontanément cité							
Nicolas Sarkozy	34 (*)	36	32	33	31	28	22
Ségolène Royal	26	21	22	30	27	30	25
François Bayrou	11	8	11	8	7	7	12
Jean-Marie Le Pen	2	3	4	3	1	2	-
Autres candidats	16	16	21	17	16	24	28
Ne sait pas	11	16	10	9	18	9	13
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Parmi les quatre candidats retenus comme les plus souvent cités, Nicolas Sarkozy devance les trois autres pour chacun des principaux enjeux privés des Français : les débouchés professionnels des enfants, les retraites et le pouvoir d'achat. Son avance est en revanche moins nette sur Ségolène Royal en ce qui concerne le traitement de l'emploi (3 points d'avance). Pour les autres enjeux, la candidate du PS talonne le candidat de l'UMP, voire le dépasse en ce qui concerne la question du logement et le dossier de la dépendance des personnes âgées. Mais sur tous ces dossiers sociaux qui touchent personnellement peu ou prou les Français, le candidat de l'UDF et celui du FN ne sont cités que par de faibles minorités, bien en deçà de leurs potentiels d'électeurs déclarés dans l'enquête.

Pour conclure, deux paradoxes sont apparus.

Le premier paradoxe tient au contraste entre l'apaisement des craintes des Français concernant l'état de la France et la persistance du pessimisme pour juger de leur situation personnelle et de leur avenir. En matière sociale, tout semble se passer comme si les Français redoutaient que les hommes et les femmes politiques, quelque soit leur bord, ne puissent apporter des remèdes à la situation collective qu'en les obligeant à de lourds sacrifices personnels : la défiance à l'égard de l'allongement des cotisations pour la retraite malgré la grande inquiétude manifestée pour ce dossier social illustre ce paradoxe.

Le second paradoxe est l'opposition entre le faible niveau de la confiance manifestée envers les principaux candidats pour traiter des dossiers sociaux et le positionnement de campagne de ces mêmes candidats inlassablement attentifs à écouter les problèmes personnels des électeurs lors de leurs déplacements et de leur participation aux émissions politiques qui donnent la parole « aux citoyens ordinaires ». Les candidats sont bien allés vers électeurs mais ils ne les ont pas rencontrés.



Centre de Recherches Politiques de Sciences Po

LE BAROMÈTRE POLITIQUE FRANÇAIS (2006-2007)

4^{ème} vague – Février 2007

**RÉGIONS « OUVERTES » VERSUS RÉGIONS « FERMÉES » :
UN CLIVAGE SPATIAL NON SANS INFLUENCE SUR LA GÉOGRAPHIE ÉLECTORALE**

Jérôme FOURQUET

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP. Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.

Régions « ouvertes » versus régions « fermées » : un clivage spatial non sans influence sur la géographie électorale

Jérôme FOURQUET

1- DE LA SUPÉRIORITÉ DE L'ÉCHELLE RÉGIONALE POUR MENER UNE ANALYSE GÉOGRAPHIQUE.

La mise en place du Baromètre Politique Français a permis, de par l'ampleur des échantillons (4 vagues d'enquête de plus de 5 000 individus), de disposer de bases statistiques solides au niveau régional. Lors de chacune des vagues, les résultats ont ainsi été donnés à lire sur des grands ensembles régionaux au nombre de sept qui comptaient au minimum plus de 500 interviews. Ceci constitue assurément un avancée significative par rapport aux sondages nationaux « classiques » qui ne sont réalisés qu'auprès de 1000 personnes sur l'ensemble du pays, ce qui interdit quasiment toute lecture géographique. Si cette première tentative de faire apparaître des différences régionales en augmentant considérablement la taille des échantillons a donné quelques résultats, les écarts n'étaient pas pour autant toujours très parlants. On pourra certes avancer l'idée que cette relative homogénéité observée plaide dans le sens d'une « nationalisation des comportements politiques » dans notre pays mais cela tient également plus trivialement selon nous au fait que, comme pour les sondages classiques (où les échantillons sont structurés géographiquement selon les régions « UDA » pour Union Des Annonceurs, c'est à dire une segmentation purement fonctionnelle et n'ayant que peu de sens), les découpages retenus dans le BPF agrégeaient par nécessité (il fallait constituer des ensembles robustes au plan statistique) des territoires parfois assez disparates politiquement et sociologiquement. C'était le cas notamment pour la « Grande Région Centre » composée du Centre, de la Bourgogne, de l'Auvergne et du Limousin : c'est à dire un ensemble où l'on allait additionner les résultats obtenus à Chartres ou à Dreux avec ceux de Saint-Flour ou du Puy-en-Velay.

Pour essayer d'affiner cette approche géographique et contourner l'effet d'un gommage éventuel des variations régionales consécutif à la constitution d'agglomérats de régions, nous avons sélectionné quelques unes des questions posées lors de chacune des quatre vagues de façon à pouvoir cumuler les réponses obtenues et disposer ainsi d'un échantillon de 21 776 interviews. Certes, cette méthode nous fait agréger des données recueillies à des moments différents (bien que les dates de réalisation de la première et de la quatrième vague du BPF ne soient pas trop éloignées l'une de l'autre) mais elle permet alors d'avoir accès à des échantillons régionaux tout à fait corrects. 3329 interviews ont ainsi été effectuées (et cumulées) dans la région la plus peuplée, l'Île de France, et tout de même 296 dans la plus « petite », le Limousin (nous écarterons de notre analyse la Corse où, au total, seulement 106 personnes ont été interrogées). Partout ailleurs, les bases ainsi obtenues sont conséquentes voire impressionnantes : 563 interviews en Basse-Normandie, 1171 en Aquitaine ou bien encore 2053 en Rhône-Alpes par exemple.

Cette analyse sur un niveau de découpage plus fin a montré sa pertinence en permettant de faire ressortir des disparités d'opinions locales qui étaient masquées par le découpage en grande région. Ainsi, si l'on prend par exemple l'adhésion à l'idée selon laquelle « *Il y a trop d'immigrés en France* », on obtient un taux de 57% dans la région Grand Sud Est, alors que de vrais écarts existent entre Paca (62 %) et Rhône-Alpes (52 %), qui sont deux des régions constituant cet ensemble.

2 – ESSAI DE TYPOLOGIE DES RÉGIONS SUR LA QUESTION DE L'AUTORITARISME ET DU MODÈLE DE « SOCIÉTÉ FERMÉE »

Parmi les questions posées dans le tronc commun du questionnaire à chacune des quatre vagues figuraient des questions formulées sous forme d'échelle d'approbation à différentes opinions. Nous avons décidé d'en retenir trois qui constituent pour chacune d'entre elles un indicateur rentrant dans la définition de ce que Pascal Perrineau appelle le clivage « société ouverte versus société fermée ». La dimension autoritaire sera synthétisée par l'échelle d'approbation sur l'item « *Il faut rétablir la peine de mort* », celle sur le niveau de xénophobie et d'acceptation de l'étranger par l'item « *Il y a trop d'immigrés en France* », quant à l'item « *les chômeurs pourraient trouver un travail s'ils le voulaient vraiment* », il nous servira à appréhender, de manière certes un peu synthétique, l'adhésion aux discours sur les méfaits d'un système de protection sociale trop généreux qui générerait trop d'assistanat.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, il existe sur nos trois dimensions des différences parfois assez marquées selon les territoires. Ainsi, pour une moyenne nationale de 54 % de Français adhérant à l'idée qu'« *il y a trop d'immigrés en France* », l'amplitude est de 16 points entre l'Île de France (46 %) et Paca (62 %). Relevons au passage que si la forte adhésion à cette opinion est parfois corrélée avec la présence effective d'une importante population étrangère au niveau local (Paca, Languedoc-Roussillon, Nord-Pas-de-Calais), elle peut aussi émaner de régions où le nombre d'immigrés est faible (Poitou-Charentes, où l'on adhère à 59 % à cette opinion) tandis qu'inversement on l'a vu, l'Île-de-France est très en retrait sur cette thématique alors même que la présence étrangère y est l'une des plus fortes de France.

Tableau 1 - Le niveau d'adhésion à différentes opinions selon les régions

Régions	"Il y a trop d'immigrés en France"	Classe	"Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment"	Classe	"Il faut rétablir la peine de mort"	Classe
Ile de France	46%	1	56%	2	29%	1
Midi-Pyrénées	47%	1	57%	2	32%	1
Bretagne	50%	1	58%	2	30%	1
Limousin	50%	1	53%	1	40%	3
Haute-Normandie	52%	2	50%	1	40%	3
Basse-Normandie	52%	2	63%	3	39%	3
Rhône-Alpes	52%	2	63%	3	35%	2
Auvergne	52%	2	54%	1	41%	3
Aquitaine	53%	2	55%	2	36%	2
Franche-Comté	54%	3	60%	3	37%	2
Pays de la Loire	54%	3	61%	3	36%	2
Centre	55%	3	59%	2	40%	3
Alsace	55%	3	64%	4	38%	2
Picardie	57%	3	59%	2	49%	4
Bourgogne	57%	3	60%	3	43%	3
Lorraine	57%	3	66%	4	48%	4
Champagne-Ardenne	58%	4	58%	2	47%	4
Poitou-Charentes	59%	4	63%	3	40%	3
Languedoc-Roussillon	59%	4	61%	3	42%	3
Nord-Pas-de-Calais	60%	4	61%	3	51%	4
PACA	62%	4	66%	4	43%	3
Moyenne nationale	54%		59%		38%	

L'amplitude des réponses au niveau régional est également de 16 points en ce qui concerne l'adhésion à l'item « *les chômeurs pourraient trouver un travail s'ils le voulaient vraiment* » avec un maximum observée en Lorraine (66 %) et un minimum en Haute-Normandie (50 %), deux régions qui, pourtant, présentent quelques traits communs : fort taux de chômage, problèmes de reconversion industrielle, caractéristiques qui ne sont pas sans rapport avec l'item testé. L'Alsace (64 %), voisine de la Lorraine, tout comme PACA (66 %) se distinguent également par une très forte dénonciation d'une forme d'assistanat alors que le Limousin (53 %) semble nettement plus clément.

Enfin, l'écart de réponse est plus impressionnant encore en ce qui concerne la question sensible du rétablissement de la peine de mort puisqu'il atteint 22 points entre l'Ile-de-France (29 %) et le Nord-Pas-de-Calais (51 %). Le différentiel sur cette thématique n'oppose pas que ces régions « caricaturales » : il représente ainsi 19 points entre la Bretagne (30 %) et la Picardie (49 % contre 38 % pour la moyenne nationale) et atteint encore 15 points entre Champagne-Ardenne (47 %) et Midi-Pyrénées (32 %).

Bien entendu, ces écarts renvoient pour partie à la composition socio-démographique des populations concernées mais l'explication ne saurait pas être uniquement sociologique. Si les ouvriers constituent par exemple le groupe social le plus favorable au rétablissement de la peine de mort et les cadres le plus réfractaire, l'écart observé sur cette question entre l'Ile-de-France, où les cadres sont très nombreux, et le Nord-Pas-de-Calais, région à forte proportion d'ouvriers, ne peut pas tenir uniquement au différentiel de poids de ces deux catégories dans les populations régionales. En effet, aucune région n'est jamais homogène sociologiquement et il faudrait, si le seul facteur sociologique rentrait en ligne de compte, un écart très important entre les poids des différentes CSP pour créer de tels différentiels de réponses d'une région à l'autre. Pour étayer ce jugement et mettre en valeur le rôle de la composante géographique dans la formation des différentes opinions nous avons comparé les réponses des ouvriers et des cadres de ces deux régions sur la question du rétablissement de la peine de mort (analyse rendue une fois encore possible par la réalisation du cumul de nos quatre gros échantillons).

Tableau 2 - L'adhésion au rétablissement de la peine de mort parmi les ouvriers et les cadres

	Moyenne nationale	Ile-de-France	Nord-Pas-de-Calais	Différentiel entre les deux régions
Ouvriers	49 %	38 %	61 %	+ 23
Cadres	21 %	17 %	20 %	+ 3

Ces résultats montrent bien, une fois l'effet classe social neutralisé, que des diversités d'opinion existent bel et bien selon le lieu dans lequel on réside et l'on vit. C'est manifeste pour les ouvriers mais moins vrai sur les cadres, population plus mobile et moins « enracinée » et sur laquelle le contexte local a moins d'influence.

Sur la base de nos trois indicateurs, nous avons ensuite essayé de construire un indice synthétique du niveau d'adhésion des différentes populations régionales au concept de « société fermée » et de « société ouverte ». Pour ce faire, nous avons tout d'abord opéré un classement des régions en quatre groupes sur chacun de nos trois indicateurs. Chaque région s'est donc vu attribuer une note sur les trois dimensions abordées, la note 1 indiquant un fort degré d'ouverture et la note, 4 au contraire, une forte propension à la fermeture et aux solutions autoritaires, les notes 2 et 3 servant à qualifier les positionnements intermédiaires. Une fois ce travail effectué, nous avons ensuite additionné pour chaque région les trois notes obtenues sur les trois dimensions testées, ce total constituant notre « Indice de fermeture » comme le montre le tableau suivant.

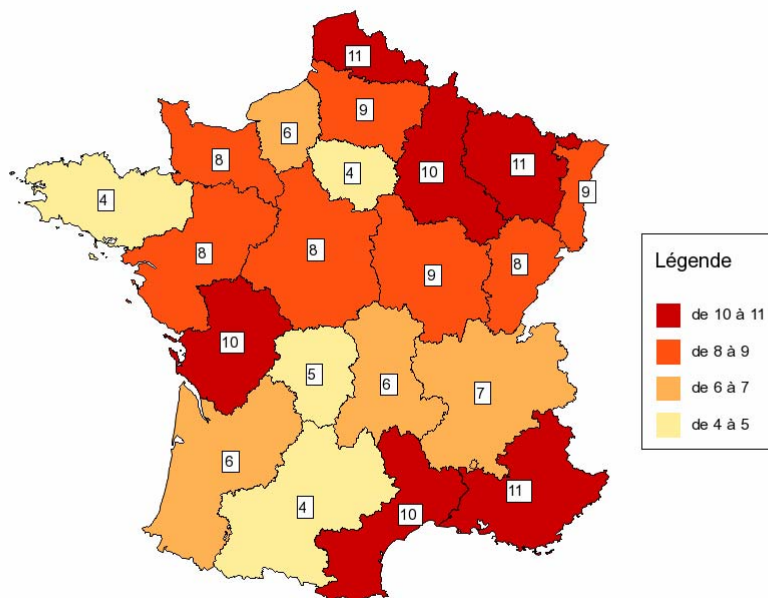
Tableau 3 - Le calcul de « l'indice de fermeture » dans les différentes régions

Régions	Note sur l'item : « Il y a trop d'immigrés en France »	Note sur l'item : « Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment »	Note sur l'item : « Il faut rétablir la peine de mort »	"Indice de fermeture"
Ile de France	1	2	1	4
Bretagne	1	2	1	4
Midi-Pyrénées	1	2	1	4
Limousin	1	1	3	5
Aquitaine	2	2	2	6
Haute-Normandie	2	1	3	6
Auvergne	2	1	3	6
Rhône-Alpes	2	3	2	7
Franche-Comté	3	3	2	8
Pays de la Loire	3	3	2	8
Centre	3	2	3	8
Basse-Normandie	2	3	3	8
Alsace	3	4	2	9
Bourgogne	3	3	3	9
Picardie	3	2	4	9
Poitou-Charentes	4	3	3	10
Languedoc-Roussillon	4	3	3	10
Champagne-Ardenne	4	2	4	10
PACA	4	4	3	11
Nord-Pas-de-Calais	4	3	4	11
Lorraine	3	4	4	11

On s'aperçoit là encore, alors même que les trois dimensions agrégées dans notre modèle étaient, à première vue, assez indépendantes les unes des autres, ce qui devait plutôt conduire vers un lissage des écarts régionaux lors de l'agrégation des trois notes et du calcul de l'indice global, que les différences entre les territoires sont des plus marquées. En effet, pour un « indice de fermeture » fluctuant par construction entre 3 (soit trois fois la note 1) et 12 (trois fois la note 4), on relève des indices de 11 pour le Nord-Pas-de-Calais, la Lorraine ou Paca, de 10 pour le Languedoc-Roussillon ou Champagne-Ardenne contre un indice deux fois moins important (5) dans le Limousin et encore plus faible en Ile-de-France, Midi-Pyrénées et Bretagne qui avec un « indice de fermeture » de 4 (soit quasiment le minimum théorique) font figure de régions les plus « ouvertes » du pays.

Si l'on établit maintenant une cartographie du niveau d'adhésion des opinions publiques régionales aux visions ouvertes ou fermées de la société et du monde, on constate qu'elle correspond partiellement avec la carte du vote FN, telle qu'elle s'est dessinée depuis une vingtaine d'années.

L'indice de fermeture des différentes régions



Cette correspondance partielle, établie par une approche géographique, prouve que l'adhésion à une représentation fermée de la société (caractérisée principalement par l'autoritarisme, la dénonciation exacerbée de l'assistanat et des excès de l'Etat-providence et le refus de la présence étrangère) constitue une des matrices du vote FN et en constitue une condition nécessaire mais pas suffisante. En effet, quasiment toutes les régions situées à l'est de la fameuse ligne Le Havre/Valence/Perpignan, frontière intérieure invisible qui délimite la zone de haute influence du parti de Jean-Marie Le Pen, sont caractérisées par les indices de fermeture les plus élevés. Inversement, les terres de mission du FN comme l'Île de France, la Bretagne, l'Auvergne, l'Aquitaine, Midi-Pyrénées ou le Limousin sont, on l'a vu, les régions adhérant le plus à une vision relativement ouverte et tolérante de la société sur nos trois dimensions testées. La correspondance fonctionne également de manière assez satisfaisante dans la mesure où des régions situées en bordure de cette « ligne de front », et qui ont vu ces dernières années le vote FN progresser comme par un effet de contagion ou de capillarité, affichent un indice de fermeture se situant au-dessus de la moyenne sans pour autant atteindre des sommets : indice de 8 pour la Basse-Normandie, la Région Centre ou Pays-de-la-Loire. En revanche, le modèle présente également quelques « anomalies ». Ainsi Rhône-Alpes, où l'influence électorale du FN est enracinée depuis longtemps à un haut niveau, se caractérise néanmoins par un indice de fermeture relativement moyen (7). L'hétérogénéité de cette région parmi les plus grandes de France explique sans doute en partie ce phénomène. En effet, on s'aperçoit quand on y analyse le vote FN, que les niveaux sont très disparates entre d'une part des zones de force : Loire, Savoie, Drôme et une partie de la banlieue lyonnaise et d'autre part, des zones de plus faible audience : Ardèche, Haute-Loire et Lyon par exemple. De la même façon, la Haute-Normandie, où le parti de Jean-Marie Le Pen réalise pourtant généralement de bons scores, affiche un indice de fermeture assez faible (6). Pour cette région, on peut penser, comme on l'a vu précédemment, que la très faible adhésion à l'idée selon laquelle « *les chômeurs pourraient trouver un travail s'ils le voulaient vraiment* » contribue à minorer l'indice global.

A l'inverse, Poitou-Charentes, jusqu'à présent peu concerné par le vote frontiste, se distingue par un indice de fermeture élevé, puisqu'il atteint 10. Cette situation n'est pas due à un score élevé sur une seule dimension mais bien à trois hauts niveaux d'adhésion sur les trois items proposés. Il conviendra de suivre attentivement les résultats du vote FN dans cette région car ces éléments pourraient constituer éventuellement des signes avant-coureurs d'une progression de Jean-Marie Le Pen dans ces quatre départements¹.

¹ Rappelons que lors des élections aux chambres d'agriculture en janvier 2007, Poitou-Charentes a été l'une des régions où la Coordination Rurale avait fait ses meilleurs résultats

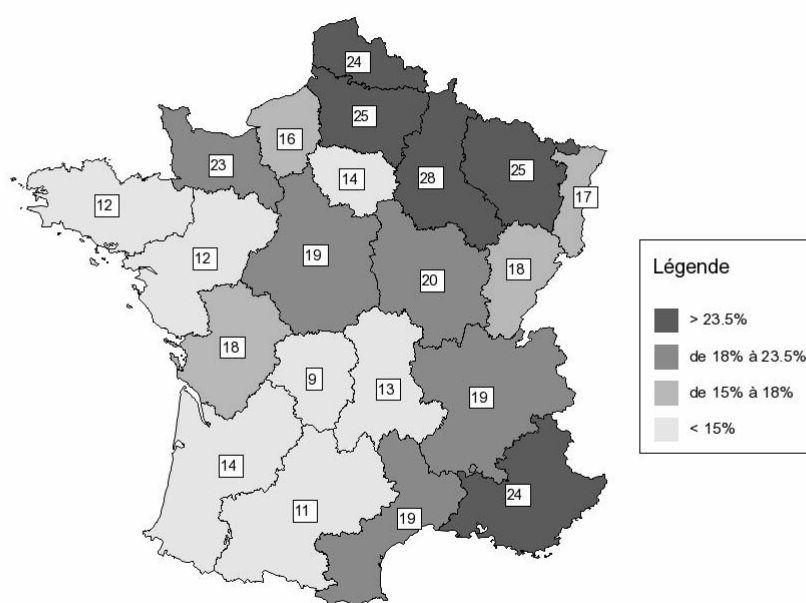
3- CARTOGRAPHIE DES POTENTIELS ÉLECTORAUX RÉGIONAUX DE JEAN-MARIE LE PEN ET DE NICOLAS SARKOZY

La question du potentiel électoral (échelle de probabilité de vote, le potentiel étant calculé en additionnant les réponses « *tout à fait probable* » et « *plutôt probable* ») a été posée pour les « grands candidats » dans les quatre vagues du BPF ce qui permet là aussi des cumuls intéressants et une lecture des résultats par région. Pour Jean-Marie Le Pen, il s'établit, au niveau national, et sur la moyenne des quatre vagues à 18 %, ce qui constitue un score relativement élevé.

Notons d'ores et déjà au passage que ce potentiel électoral atteint 18 % en Poitou-Charentes, un niveau conséquent pour une région qui n'a jamais, jusqu'à présent, fortement voté pour le FN, mais ce taux serait en revanche assez en cohérence avec le haut niveau observé sur l'indice de fermeture pour cette région (10)...et pourrait peut être annoncer une progression lors de la présidentielle.

La carte du potentiel électoral de J.-M. Le Pen présentée ci-après ressemble assez nettement à la carte de l'implantation électorale historique du FN (avec la ligne de partage Le Havre/Valence/Perpignan déjà évoquée plus haut) mais aussi, quoique plus imparfaitement, à la carte des « régions ouvertes » et des « régions fermées ».

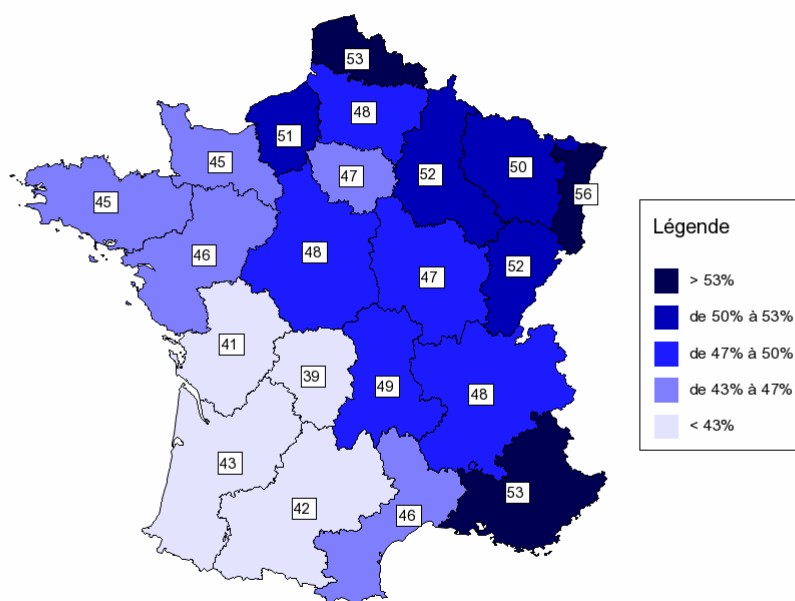
Le potentiel électoral de Jean-Marie Le Pen



Le potentiel électoral de Le Pen atteint son maximum en Champagne-Ardenne (28 %), Picardie et Lorraine (25 %), dans le Nord-Pas-de-Calais et Paca (24 %), soient des régions qui votent toujours très fortement pour le FN. Il s'agit également des régions où l'indice de fermeture est le plus élevé puisqu'il s'établit entre 10 et 11 (sauf pour la Picardie à 9). La correspondance fonctionne également à l'autre extrémité du spectre où les régions à faible indice de fermeture comme la Bretagne, les Pays de la Loire, l'Ile-de-France et le Limousin affichent un potentiel électoral assez bas pour Le Pen (entre 9 et 14 %). Enfin, des régions de conquête comme la Basse-Normandie ou le Centre, où le FN a sensiblement progressé ces dernières années, présentent pour ce scrutin des potentiels électoraux importants (respectivement 23 et 19 %) ce qui est en cohérence avec leur indice de fermeture qui est de 8.

Si l'on dresse maintenant la carte du potentiel électoral de Nicolas Sarkozy, on est frappé de constater qu'elle ne renvoie pas à la carte traditionnelle du vote de droite.

Le potentiel électoral de Nicolas Sarkozy

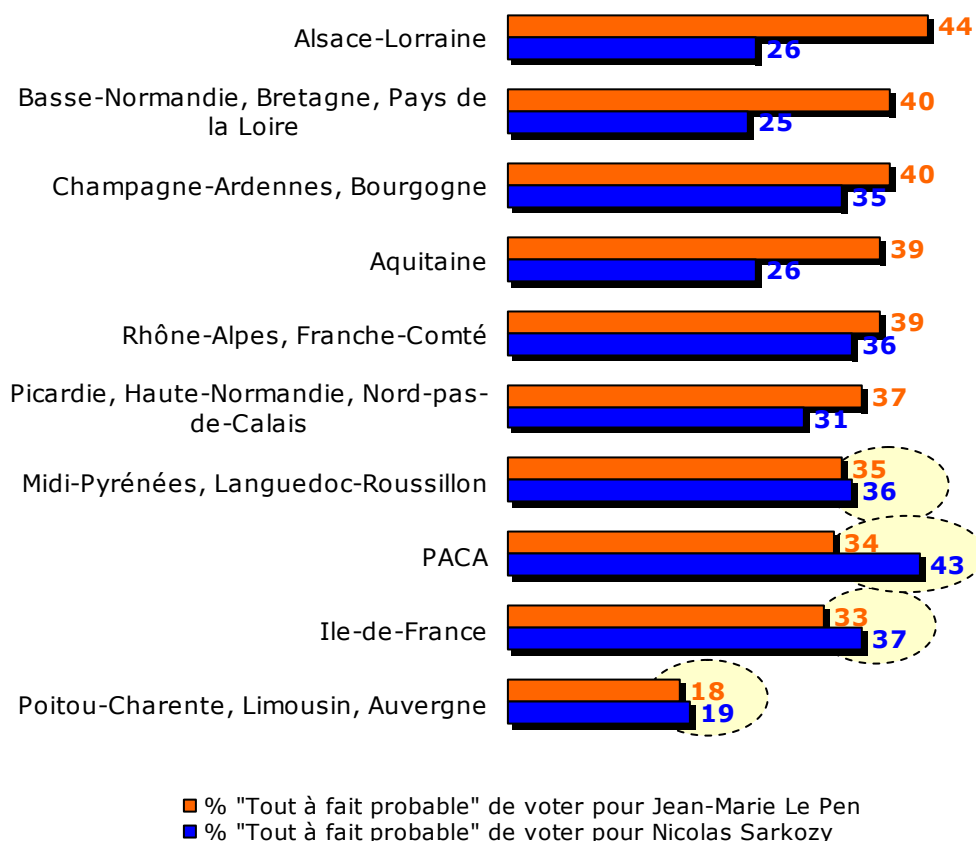


Le bloc oriental (Alsace/Lorraine) est certes bien présent avec PACA comme zones de force, mais les régions du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie), points d'appui de la droite conservatrice semblent manquer à l'appel. A l'inverse, le candidat de l'UMP apparaît disposer d'un potentiel électoral important en Haute-Normandie et surtout dans le Nord-Pas-de-Calais, régions habituellement peu acquises à la droite... La correspondance ne s'établit pas davantage avec la carte du chiraquisme puisque ses deux piliers l'Île-de-France et la « Corrèze élargie » (le Limousin) ne figurent pas, loin s'en faut, dans la liste des régions les plus acquises au Ministre de l'Intérieur.

En revanche, la carte du « sarkozysme électoral » présente certains traits communs avec des géographies que nous avons déjà rencontrées précédemment. Ses hauts niveaux de potentiel électoral sont en effet situés dans la moitié est du pays. Cela s'explique en creux en partie par la concurrence territoriale de S. Royal, dont le potentiel électoral rayonne depuis son fief de Poitou-Charentes sur les Pays-de-la-Loire et la Bretagne, et par celle de F. Bayrou qui maintient ses positions dans le Sud-Ouest. Mais cela renvoie également à l'entreprise de reconquête de l'électorat frontiste menée depuis 2002 par le Ministre de l'Intérieur. Ce dernier déclarait ainsi dans *Le Parisien-Aujourd'hui en France* daté du 29 mars 2006 qu'il « cherche à séduire les électeurs du FN ». Il poursuivait : « Oui, je cherche à les séduire. Mais d'où viennent-ils ? Une partie de la droite républicaine, l'autre partie de la gauche. Qui pourrait m'en vouloir de récupérer ces gens dans le camp républicain ? J'irai même les chercher un par un, ça ne me gêne pas. Si le FN a progressé, c'est que nous n'avons pas fait à droite notre boulot ».

La mise en regard des cartes de potentiel électoral de ces deux candidats illustre bien cette concurrence pour le contrôle d'un même électorat. Et il semblerait que N. Sarkozy soit actuellement parvenu à ramener dans le giron de la droite une fraction non négligeable de l'électorat frontiste. En effet, d'après le cumul des quatre vagues du BPF, si 36 % des électeurs lepénistes de 2002 déclarés indiquent qu'il est « tout à fait probable » qu'ils revotent pour lui, 32 % déclarent dans le même temps « tout à fait probable » un vote en faveur de Sarkozy. De l'issue de cette compétition sur ce segment de l'électorat dépendra en bonne partie la physionomie du premier tour de la présidentielle. L'importance de cette question stratégique mérite une dernière analyse géographique... Pour ce faire, nous avons comparé sur la base des électeurs lepénistes de 2002, le taux de réponse « tout à fait probable » aux deux questions de potentiel électoral et ce, soit sur des régions, quand les effectifs le permettaient (rappelons que cette sous-population représente 3053 individus sur le cumul des quatre vagues) soit sur des regroupements de régions. Là encore, les résultats ne sont pas sans intérêt comme l'indique le graphique suivant.

Les choix électoraux des électeurs lepénistes de 2002



Si la probabilité du vote pour les deux candidats parmi l'électorat lepéniste de 2002 est assez proche au niveau national, les écarts sont parfois conséquents et contrastés selon les territoires. Cela montre bien que, même pour un électorat aussi constitué et structuré idéologiquement que celui du FN (et aussi attaché au cadre national), des différences régionales existent et qu'elles méritent d'être prises en compte si l'on veut tenter d'appréhender correctement les phénomènes électoraux.

Tous mes remerciements à mes collègues de l'Ifop, Thomas Duhard pour son aide sur les traitements statistiques et Romain Avisse pour la cartographie



Centre de Recherches Politiques de Sciences Po

LE BAROMÈTRE POLITIQUE FRANÇAIS (2006-2007)

4^{ème} vague – Février 2007

LES MÉDIAS ET L'IMAGE DES CANDIDATS : UNE EXPLORATION DES EFFETS DE LA TÉLÉVISION

Vincent TIBERJ et Thierry VEDEL

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP. Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.

LES MÉDIAS ET L'IMAGE DES CANDIDATS : UNE EXPLORATION DES EFFETS DE LA TÉLÉVISION

Vincent TIBERJ et Thierry VEDEL

Les campagnes électorales sont un moment de la vie politique qui est à la fois bien et mal connu. Comme le rappelle le politologue américain James Stimson, leur rôle et leur fonction restent très discutés. Certaines approches du vote tendent à relativiser l'influence des campagnes électorales. Ainsi, les modèles économiques du vote, comme celui de l'Iowa, ont montré que les paramètres économiques (croissance, taux de chômage) ou politiques (popularité de l'exécutif) étaient en général de bons prédicteurs des résultats d'un scrutin. Si l'issue d'un scrutin dépend avant tout de l'état de l'économie d'un pays et de variables structurelles ou à long terme, à quoi bon dès lors battre campagne et déployer des stratégies de communication ? En sens inverse, d'autres travaux soulignent la volatilité croissante des électorats, la tendance d'une partie des citoyens à choisir le candidat pour lequel ils voteront dans les semaines précédant le scrutin, et la sensibilité plus forte des électeurs à la conjoncture et à l'offre politique. Dans cette perspective, les campagnes jouent alors un rôle déterminant sur les résultats électoraux.

De la même façon, le rôle et l'influence des médias font l'objet de nombreux débats. Pour nombre de citoyens et d'acteurs politiques, les médias « font » l'élection. Beaucoup sont convaincus que certaines chaînes de télévision ou stations de radio peuvent, par leur couverture de la campagne, orienter le vote et faire gagner un candidat. Les politologues et les sociologues des médias sont eux plus nuancés, au point de penser que la croyance dans le pouvoir des médias est plus forte que leur influence réelle¹. Le consensus parmi les spécialistes est de considérer les médias comme des acteurs non pas dotés d'un pouvoir direct de persuasion, mais seulement susceptibles d'exercer des effets indirects : des effets cognitifs (notamment par l'information sur l'environnement lointain de l'électeur) ; des effets d'agenda et/ou d'amorçage (définition des questions structurant le débat politique ou des critères d'évaluation des candidats) ; des effets de cadrage (schémas d'interprétation des problèmes sociaux). Les médias ne nous diraient pas pour qui voter, mais auraient une influence sur ce à quoi nous pensons lorsque nous décidons de notre vote.

L'idée que les campagnes ou les médias n'ont qu'une influence très relative sur les élections apparaît contre-intuitive. Si la télévision a si peu de pouvoir, pourquoi les candidats font-ils tant d'efforts pour y apparaître à leur avantage ? Si la campagne électorale a si peu d'impact, comment expliquer l'impressionnante progression de François Bayrou dans les sondages qui, en l'espace de deux mois, est passé de 7% à environ 20% d'intentions de vote ? Peut-on expliquer les résultats du 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2002 sans tenir compte du traitement médiatique de la question de l'insécurité et de l'importance donnée à certains faits divers par les chaînes de télévisions ?

Ces éléments plaident bien en faveur d'une influence des médias et de la campagne, mais d'autres la relativisent tout autant. Comment expliquer ainsi que Nicolas Sarkozy, malgré son repositionnement « consensuel » intervenu en décembre 2006 et ses talents de communicateur, inquiète autant de Français en février 2007 que c'était le cas en mars 2006 ? Comment expliquer que les auditoires des chaînes de télévision et des grands journaux télévisés ne votent pas de façon plus homogène et que, par exemple, on comptait plus d'électeurs de Lionel Jospin parmi les téléspectateurs de TF1 que parmi ceux de France 2 ? De toute évidence, les effets des médias et de la campagne sur l'élection sont complexes et varient selon les candidats, les canaux ou les catégories d'électeurs pris en compte.

Ce rapport se propose de contribuer à l'analyse des effets des médias dans la campagne, à partir des données des quatre vagues du Baromètre politique français, en étudiant plus particulièrement les relations entre les images de trois candidats (François Bayrou, Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy) et l'écoute des journaux télévisés (ceux-ci constituant la principale source d'information politique des électeurs). Le fait de regarder tel ou tel journal télévisé (JT) a-t-il modifié la perception des candidats à l'élection présidentielle entre mars 2006 et février 2007 ? Pour mesurer cette éventuelle influence, il faut tenir compte de la capacité des électeurs à « résister » à un effet média ou un effet campagne. Il est probable qu'un électeur de gauche qui regarde le JT de TF1 ne voit pas, et ne mémorise pas, exactement la même chose qu'un électeur de droite qui regarde le même JT. On peut penser que les orientations politiques des électeurs – par exemple leur auto-positionnement sur une échelle gauche-droite – jouent comme un filtre sur la perception des informations diffusées par les médias. Par ailleurs, certains individus sont-ils plus sensibles que d'autres aux effets des médias ? Peut-on dire par exemple que les électeurs peu politisés sont plus vulnérables aux effets des médias parce qu'ils

¹ Voir par exemple: Schudson M., *The Power of News*, Cambridge, Harvard University Press, 1996.

disposent de moins de ressources pour décrypter les stratégies de communication des candidats ? Ou bien, les électeurs les plus politisés ne sont-ils pas les plus sensibles aux effets des médias parce qu'ils en sont de gros consommateurs et suivent bien plus que les autres le flux continu des nouvelles ?

Sur le plan méthodologique, l'étude des effets des médias peut être menée de différentes manières. Une approche possible consisterait à étudier les correspondances entre l'image des candidats diffusée par chaque JT et l'image perçue par leurs auditoires respectifs. Mais cette approche nécessite un dispositif de recherche très lourd puisqu'il faut effectuer une analyse qualitative de très nombreux JT. De plus, même en adoptant une grille d'analyse très précise et un protocole de codage rigoureux, on sait que ce type d'analyse comporte une grande part de subjectivité. C'est pourquoi, nous avons adopté une autre approche qui consiste à partir des variations des images des candidats parmi les téléspectateurs des différents JT entre mars 2006 (vague 1 du Baromètre) et février 2007 (vague 2). Si ces images changent, c'est qu'il y a bien une influence du média regardé². Toutefois pour que cette conclusion puisse être tirée, encore faut-il que ces variations ne soient pas liées à un changement dans la composition des auditoires. Nous verrons que cette condition est bien respectée dans la première partie de ce rapport dans laquelle nous montrons la très grande stabilité des pratiques d'information : le profil sociologique ou politique des différents JT n'a pratiquement pas changé. Puis dans une deuxième partie, nous établirons l'existence d'un « effet chaîne » qui transcende les préférences politiques et qu'on peut résumer ainsi : à orientation politique équivalente, les électeurs n'ont pas la même image des candidats suivant le JT qu'ils regardent, et ces différences de perception se sont accrues entre mars 2006 et février 2007.

LA STABILITÉ DES PRATIQUES D'INFORMATION DES ÉLECTEURS.

Les différentes vagues du Baromètre indiquent la très grande stabilité des pratiques d'information des électeurs que l'on peut examiner selon trois dimensions : le média privilégié pour s'informer en matière politique, la fréquence d'écoute du journal télévisé, le journal télévisé (JT) le plus régulièrement regardé.

Le tableau 1 montre que les électeurs se tournent avant tout vers la télévision pour s'informer en matière politique³. Le développement de la campagne électorale a changé peu de choses à cet égard. Il n'a pas notamment provoqué un plus grand intérêt pour l'internet (dans le but, par exemple, de rechercher des informations de nature différente) qui reste une source d'information très secondaire (utilisé par 16% des électeurs comme première ou seconde source d'information, mais seulement 6% en premier). Même si la fréquence de l'usage de l'internet pour rechercher des informations politiques semble avoir augmenté depuis novembre 2006⁴, cela ne remet pas en cause la hiérarchie des sources d'information.

Tableau 1 : Sources d'information politique utilisées en premier et en second

	Vague 2 Automne 2006 (%)	Vague 3 Hiver 2006/2007 (%)	Vague 4 Février 2007 (%)
• La télévision	81	83	82
• La radio	40	38	40
• La presse écrite régionale	31	33	29
• La presse écrite nationale	26	25	25
• Internet	14	14	16
• La presse gratuite	4	4	5
- Autre (réponse non suggérée)	-	1	-
- Aucun (réponse non suggérée)	3	3	3

De la même façon, la fréquence d'écoute des journaux télévisés n'a pas changé (tableau 2). En février 2007 comme un an plus tôt en mars 2006, près de trois quart des électeurs ont regardé un JT tous les jours ou presque. Le seul effet de la

² Et en l'espèce peu importe, dans un premier temps, ce qui a été montré à l'écran.

³ La question posée lors de la première vague était différente et concernait la confiance dans différentes sources d'information politique (et non leur utilisation).

⁴ Enquêtes IFOP : en février 2007, 47% des internautes déclaraient utiliser l'internet souvent ou de temps en temps pour s'informer sur l'actualité politique contre 40% en novembre 2006.

campagne qu'on peut déceler est celui d'une légère intensification de l'écoute systématique du JT (55% le regardent tous les jours en février 2007 contre 50% en mars 2006).

Tableau 2 : Fréquence d'écoute des journaux télévisés (jours par semaine)

	Vague 1 Printemps 2006 (%)	Vague 2 Automne 2006 (%)	Vague 3 Hiver 2006/2007 (%)	Vague 4 Février 2007 (%)
• 7	50	51	51	55
• 6	10	7	9	6
• 5	13	12	12	11
• 4	6	8	8	8
• 3	8	8	7	7
• 2	5	6	5	6
• 1	4	3	4	3
• 0	4	5	4	4

Stabilité encore dans les parts d'audience des différents JT. Le trois grands JT (le 20h de TF1, celui de France 2 et le 13h de TF1) maintiennent quasiment à l'identique leur part de marché et le 20h de TF1 rassemble toujours deux fois plus de téléspectateurs que celui de France 2. Les variations sont infimes, quoique pour certains petits JT, comme le 6 minutes de M6 à 19h50, une variation d'un ou deux points signifie une baisse sensible de l'audience.

Tableau 3 : JT le plus régulièrement regardé

Base : question posée aux personnes déclarant regarder les informations à la télévision, soit 5050 individus.	Vague 2 Automne 2006 (%)	Vague 3 Hiver 2006/2007 (%)	Vague 4 Février 2007 (%)
• Le 20h de TF1	39	39	40
• Le 20h de France 2	19	20	20
• Le 13h de TF1	13	14	14
• Le 19-20 de France 3	8	7	8
• Le 13h de France 2	5	4	5
• Le 6 minutes de M6	4	5	3
• Le Soir 3 de France 3	3	2	2
• LCI ou I-télé à n'importe quelle heure	3	3	3
• Canal +	1	2	2
• Le 12-13 de France 3	2	1	1
• Autres JT (Arte, F2 matin, 12h50 M6).....	2	2	2

Enfin, le profil socio-démographique des publics des différents JT reste le même tout au long des différentes vagues du Baromètre (tableau 4). Des grands JT, le 13h de TF1 est celui dont le public est le plus typé : féminin, plutôt âgé, peu diplômé. Par contraste, le 20h de France 2 a un public nettement plus masculin, beaucoup plus diplômé et où l'on compte la plus forte proportion de cadres supérieurs et assimilés. Enfin, le 20h de TF1 est celui qui est le plus proche de la structure socio-démographique de l'ensemble de l'électorat.

S'agissant des petits JT, on peut noter – en dépit de la faiblesse des effectifs qui incite à la prudence – les différences entre les auditoires de Canal Plus et M6. Si l'un et l'autre se caractérisent par leur jeunesse (plus de la moitié des téléspectateurs ont moins de 35 ans), ils n'attirent pas les mêmes jeunes gens. Le public du JT de Canal Plus est nettement plus masculin et plus diplômé que celui du 6 minutes de M6. Ainsi, si un format d'informations court semble particulièrement séduire les jeunes gens, le style de l'information intervient également.

Tableau 4 : Profil des auditoires des JT

	TF1 20h	TF1 13h	F2 20h	F2 13h	F3 19-20	F3 23h	C +	M6 19h50	Chaînes info continue
Genre (femmes)	54	64	47	57	51	44	34	58	33
Moins de 35 ans	31	16	28	21	26	26*	54	57	32
Plus de 50 ans	38	56	48	57	46	44*	18*	10	35
Sans diplôme ou primaire	27	44	23	34	32	22*	11*	10	21
Bac + 2 ou plus	14	6	28	15	16	42*	38*	26	29
Ouvriers et employés	52	53	38	43	54	38*	30*	53	39
Cadres supérieurs, prof. libérales et enseignants	9	4	21	12	10	24*	18	12	19

(* Chiffre à interpréter avec prudence du fait d'effectifs réduits)

Ce tableau se lit de la façon suivante : sur 100 téléspectateurs du 20h de TF1, 54% sont des femmes.

L'ensemble de ces données nous montre que les comportements d'écoute de la télévision sont très peu volatils. On ne butine pas les journaux télévisés au hasard ou au gré de l'actualité, mais l'on est plutôt fidèle à un JT particulier. Comme on l'a vu dans notre rapport sur la première vague du Baromètre, le choix du JT que l'on regarde participe des pratiques sociales de chaque téléspectateur et est lié pour une part à l'activité professionnelle et aux horaires de travail ainsi qu'au mode de vie familial. Tout le monde n'est pas en mesure de regarder les JT de la mi-journée ou un JT tardif. Les personnes âgées et les provinciaux sont proportionnellement plus nombreux à regarder les premiers, les personnes seules et les urbains les seconds. Si le choix du JT dépend sans doute du style de traitement de l'actualité proposé par chaque rédaction, il reste nettement marqué par la catégorie socio-professionnelle ou la tranche d'âge à laquelle on appartient. Ainsi les enseignants, quelle que soit leur orientation politique, tendent plus que les autres à regarder le 20h de France 2. Les employés et ouvriers préfèrent le 20h de TF1, et cette inclination transcende là encore leurs orientations politiques. On le voit nettement pour les électeurs qui se déclarent proches de l'extrême gauche : s'ils sont employés, ils se tournent plutôt vers TF1 ; s'ils exercent une profession intermédiaire ou s'ils sont cadres, ils se tournent vers France 2. Au total, au regard des variables sociologiques, les variables politiques interviennent assez peu dans le choix du JT. L'intérêt pour la politique est celle qui joue le plus : les téléspectateurs très ou assez intéressés par la politique regarderont davantage le 20h de France 2, le 23h de France 3, le JT de Canal Plus ou surtout les chaînes d'information continue. Quant aux effets des préférences partisans, ils apparaissent surtout pour les électeurs du FN qui semblent éprouver une véritable aversion pour les JT des chaînes publiques que moins de 10% d'entre eux regardent régulièrement.

On vient de noter que l'intérêt pour la politique jouait dans une certaine mesure sur le choix du JT. En sens inverse, le fait de regarder tel ou tel JT peut également affecter l'intérêt pour la politique (tableau 5). Comme on le constate régulièrement lors des campagnes électorales, l'intérêt pour la politique tend à augmenter au fur et à mesure que l'on s'approche du jour du scrutin. Globalement, en février 2007, 53% des électeurs déclaraient s'intéresser beaucoup ou assez à la politique contre 45% cinq à six mois plus tôt. Il est intéressant de noter que ce surcroît d'intérêt varie en fonction du JT le plus régulièrement regardé. Il est sensiblement plus fort pour les téléspectateurs des chaînes commerciales. La proportion de personnes beaucoup ou assez intéressées par la politique passe par exemple de 28% à 41% parmi les téléspectateurs du 13h de TF1, ou de 26 à 36% pour ceux du Six minutes de M6. On peut avancer deux explications à cela. D'une part, le niveau d'intérêt politique des publics de ces chaînes étant, en temps normal, assez bas, il a plus de chance d'être affecté par l'effet d'ambiance de la campagne. D'autre part, cette augmentation traduit sans doute un changement éditorial des rédactions des chaînes concernées, notamment pour le 13h de TF1. Celui-ci consacre en temps normal assez peu de sujets à la vie politique, mais en période électorale il est amené à couvrir nettement plus ce domaine.

Tableau 5 : Intérêt pour la politique des téléspectateurs des JT (% beaucoup ou assez intéressés)

	TF1 20h	TF1 13h	F2 20h	F2 13h	F3 19-20h	F3 23h	C +	M6 19h50	Chaînes info continue	Ensemble
Vague 2 (Automne 2006)	38	28	62	55	45	59	59*	26	70	45
Vague 4 (Février 2007)	46	41	68	53	49	75*	74*	36	79	53

Ce tableau se lit de la façon suivante (exemple) : sur 100 téléspectateurs de TF1, 38% déclaraient être beaucoup ou assez intéressés par la politique à l'automne 2006 et ils sont 46% en février 2007.

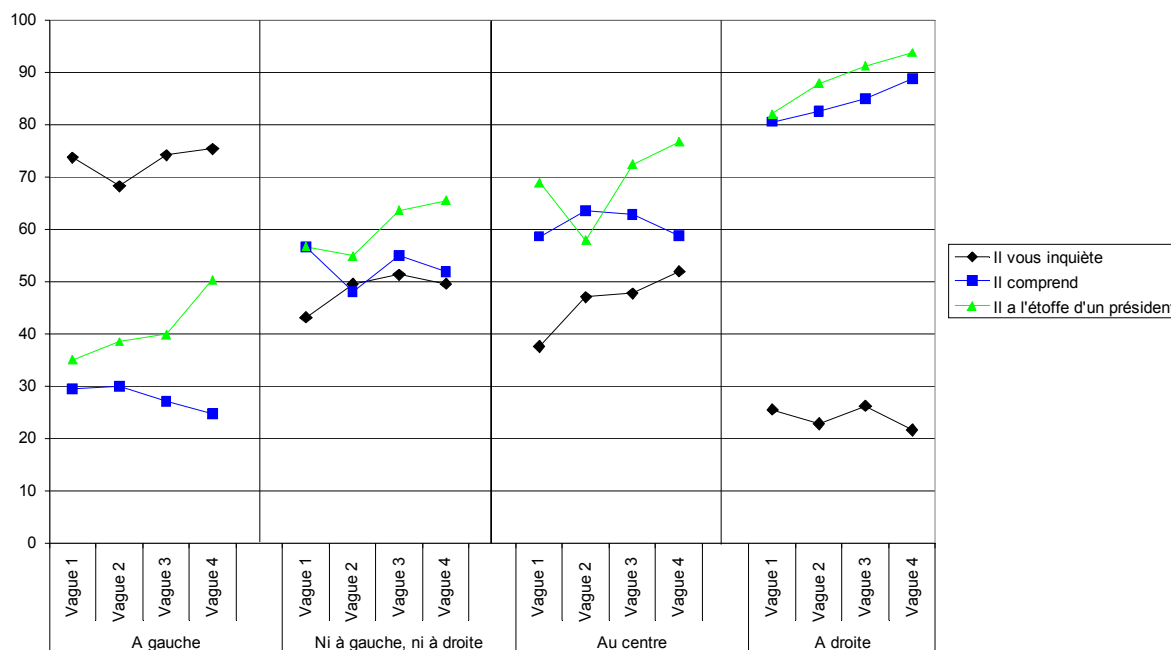
LES EFFETS DES MÉDIAS SUR LES IMAGES DES CANDIDATS

Avant d'examiner l'éventuelle influence des médias sur les images des candidats, rappelons les évolutions qui ont été mesurées de façon globale au cours de l'année écoulée. Le Baromètre politique français permet d'observer certaines permanences mais aussi des changements sensibles dans les images de Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal et François Bayrou, mesurées au travers de trois questions : le candidat a-t-il l'étoffe d'un président (capacité à la fonction présidentielle) ; comprend-il les gens comme moi (capacité d'écoute) ; inquiète-t-il ?

L'évolution globale des images de trois candidats

Pour Nicolas Sarkozy on constate une image de crédibilité présidentielle (% d'électeurs d'accord avec le fait qu'il a l'étoffe d'un président) qui s'amorce à un niveau relativement élevé (56%) au printemps 2006, progresse en décembre 2006 (64%), et atteint près de 69% en février 2007. On peut y voir le signe d'une entrée en campagne réussie, notamment avec la présentation de son projet, son investiture et sa présence récurrente dans les médias. Ce n'est pourtant pas si sûr, puisque dans le même temps on constate deux fragilités chez le candidat UMP. D'une part, l'appréciation de sa capacité à comprendre les problèmes des gens reste sensiblement inchangée entre avril 2006 et février 2007 (53% dans les deux cas). Autrement dit, la volonté de Nicolas Sarkozy de « parler à tous les Français » ne se ressent pas plus aujourd'hui que lors de la crise du CPE un an auparavant. D'autre part, le changement de rôle de ministre de l'intérieur à celui de présidentiable n'a pas atténué la faiblesse majeure du candidat : non seulement il inquiète les Français, mais cette inquiétude a même légèrement progressé passant de 48,5% à 51%.

L'évolution des traits d'image de Nicolas Sarkozy sur les quatre vagues



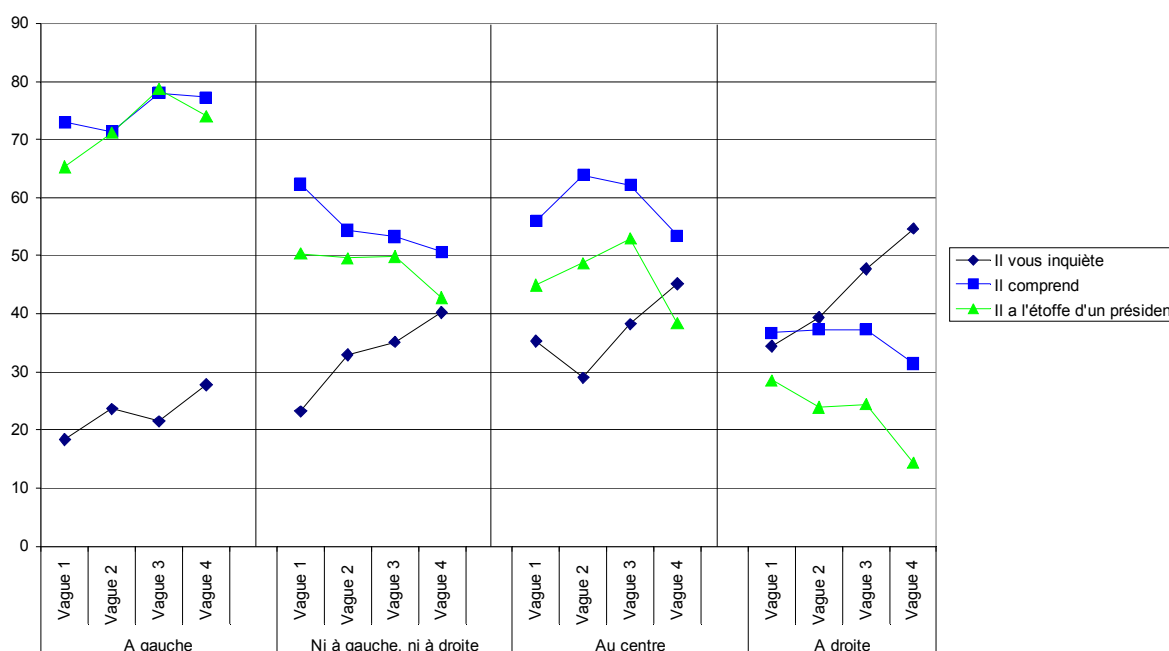
Tout se passe comme si le président de l'UMP disposait d'une marge de manœuvre assez limitée pour la gestion de son image, ce qui peut apparaître paradoxal pour un candidat qui dispose de moyens de campagne extrêmement performants. Peut-être a-t-il, d'une certaine façon, saturé son image et les efforts supplémentaires qu'il pourrait engager

seraient sans effet ou même contre-productifs suivant l'adage selon lequel « trop de communication tue la communication ». Nicolas Sarkozy a assis sa popularité (certains diront sa stratégie présidentielle) sur une présence médiatique très forte, et ce depuis la réélection de Jacques Chirac. Difficile donc de faire évoluer le jugement que portent les électeurs sur un personnage médiatique associé à l'ensemble des événements des cinq dernières années. Vraisemblablement l'image de Nicolas Sarkozy s'est cristallisée bien avant même que la France entre en campagne.

Cette image mitigée se retrouve dans des électors tangents qui pourront faire la décision au printemps. Son image de crédibilité progresse dans toutes les strates idéologiques de l'électorat : entre la vague 1 et la vague 4 du BPF, elle augmente de 15 points (de 35% à 50%) chez les électeurs de gauche ; de 9 points (de 56% à 65%) chez les « ninistes⁵ » ; de 8 points (de 69% à 77%) chez les centristes ; de 12 points (de 82% à 94%) chez les électeurs de droite. Sur cette dimension, sa principale adversaire, Ségolène Royal, ne le devance que parmi son électorat naturel et accuse un retard qui est allé en s'accroissant au fil de la campagne : chez les « ninistes », il est passé de 7 points en mars 2006 à 22 points en février 2007 ; et chez les centristes de 24 à 39 points sur la même période.

Mais l'inquiétude que Nicolas Sarkozy suscite ne s'est pas atténuée en un an, bien au contraire. A gauche, la situation n'a guère changé et le candidat UMP provoque un très fort rejet (75%) alors qu'en comparaison sa concurrente n'inquiète que 55% des électeurs de droite, et Jean-Marie Le Pen, 66.5% des électeurs en février 2007. Nicolas Sarkozy suscite surtout plus d'inquiétude aujourd'hui qu'en mars 2006 chez les « ninistes » et les centristes : La progression est de 8 points dans le premier groupe (et atteint 51%) et de 14 points dans le second (52%).

L'évolution des traits d'image de Ségolène Royal sur les 4 vagues



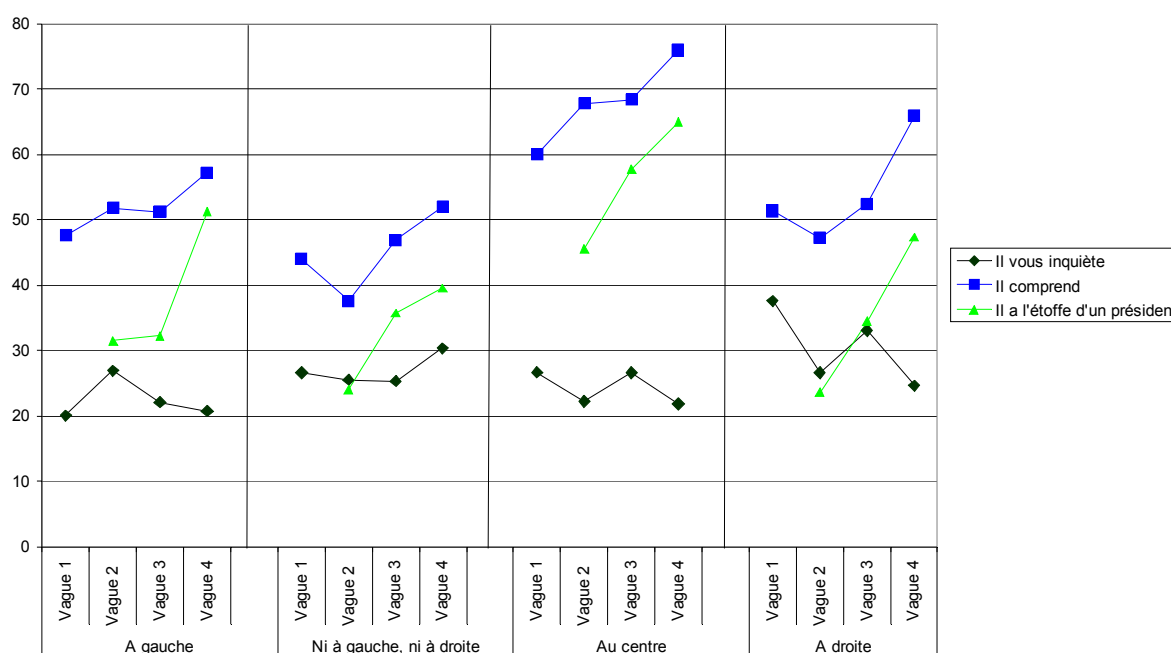
Pour Ségolène Royal, ce qui se passe dans l'opinion n'est pas forcément ce qu'attendaient la candidate et son équipe. L'histoire récente de la candidate socialiste dans l'opinion peut se résumer ainsi : d'abord, une prise de contact entre elle et les Français durant l'automne 2006, puis le « trou d'air » de ce début d'année 2007. Sur l'appréciation de sa capacité à présider, la candidate était certes en retrait par rapport à Nicolas Sarkozy, mais à un niveau relativement élevé de 50%, niveau qui a légèrement progressé immédiatement après sa victoire dans les primaires socialistes avant de chuter à 41% en février. Dans le même temps ce qui faisait sa force, notamment au regard de l'image de Nicolas Sarkozy, à savoir sa compréhension des problèmes des gens et la faible inquiétude qu'elle suscitait, s'érode à mesure qu'on se rapproche de l'échéance présidentielle. Elle était créditée d'une forte capacité à comprendre les Français en mars 2006 (58%), mais cette capacité n'est plus que de 51%, au moment pourtant de la « phase d'écoute » de sa campagne. Elle se retrouve donc moins bien perçue sur cette dimension que Nicolas Sarkozy dans la quatrième vague du BPF. C'est surtout dans l'électorat tangent formé des centristes et des « ninistes » que la baisse est la plus sensible, tandis qu'elle se maintient chez les électeurs de gauche et ceux de droite.

Cette montée du sentiment d'inquiétude que la candidate socialiste suscite est peut-être la conséquence d'une politisation de son image. Lors des deux premières vagues du BPF, la structure comparée des images de Nicolas Sarkozy

⁵ Electeurs se déclarant ni à gauche ni à droite.

et de Ségolène Royal ressemblait à celle que les politologues américains constatent régulièrement entre le candidat présidentiel sortant et son challenger : d'un côté, un « sortant » à l'image fortement structurée dans l'opinion parce qu'il est connu et suscitant généralement l'adhésion dans son camp et le rejet dans le camp adverse ; d'un autre côté, un challenger peu connu dont les traits de personnalité suscitent un certain « consensus », avec de faibles variations d'un camp politique à l'autre, précisément parce que son image n'est pas encore bien constituée. C'est ainsi que l'on peut analyser l'inquiétude, très politisée, que suscite Nicolas Sarkozy dans les deux premières vagues du Baromètre alors que Ségolène Royal n'inquiète elle qu'entre 35% et 40% des électeurs de droite et à peine un électeur sur trois au centre. D'une certaine manière la montée du sentiment d'inquiétude que l'on constate à l'égard de Ségolène Royal dans les troisième et quatrième vagues du BPF correspond à une politisation de son image : elle n'est plus une figure consensuelle mais l'incarnation politique de la gauche, donc l'adversaire. Il n'est donc pas étonnant qu'à mesure que l'on se rapproche du scrutin, l'électorat de droite soit également celui où l'inquiétude progresse le plus (+20 points à droite contre +10 points au centre) et dépasse désormais la barre des 50%.

Les traits d'image de François Bayrou sur les quatre vagues



Quant à François Bayrou, qui constitue pour beaucoup d'observateurs la surprise de cette campagne électorale, c'est bien une progression vers le statut de présidentiable que traduit l'évolution de son image. Quand on le compare à ses deux principaux concurrents, il cumule deux atouts. Contrairement à Nicolas Sarkozy, le niveau d'inquiétude qu'il suscite est le plus faible des trois candidats considérés et diminue même légèrement de 28% en mars 2006 à 26% en février 2007. Contrairement à Ségolène Royal ou Nicolas Sarkozy, l'inquiétude qu'il suscite est finalement très peu politisée puisqu'elle varie entre 20% et 30% quelle que soit la proximité idéologique des personnes interrogées. Surtout, alors que Ségolène Royal a vu l'appréciation de sa capacité d'écoute et de sa crédibilité s'éroder, et alors que Nicolas Sarkozy progresse en termes de crédibilité mais stagne ou baisse en termes de capacité d'écoute, François Bayrou est le seul candidat qui progresse sur ces deux traits d'image, et ce dans l'ensemble de l'électorat. Sur sa stature présidentielle, on note une progression de 20 points à gauche, de 16 points chez les « ninistes », de 19 points au centre et de 20 points à droite. Sur sa capacité à comprendre les problèmes des gens, la progression est moins marquée à gauche et chez les « ninistes », mais elle est très forte dans le reste de l'électorat. En termes de capacité à comprendre les gens, François Bayrou n'est plus le troisième candidat, mais bien le second, que ce soit à gauche, chez les « ninistes », au centre ou à droite. Cette amélioration de son image est antérieure à la progression des intentions de vote en sa faveur à partir de janvier 2007. Dans le suivi de campagne mené par IPSOS par exemple, François Bayrou ne commence à progresser significativement dans les intentions de vote que début janvier où il atteint pour la première fois les 10%. Mais c'est surtout en février que son émergence se produit avec une progression de 12% le 2 février à 17.5% le 23 février. Ce que le BPF nous apprend, c'est que la percée de François Bayrou ne s'initie pas en janvier mais bien avant, pendant la pré-campagne d'automne. Entre la vague de septembre et de décembre du Baromètre, il gagne chez les « ninistes » 12 points en termes de stature présidentielle et 9 points en capacité de compréhension. Chez les électeurs du centre et à droite en revanche, la progression n'est sensible que sur la première dimension (+12 et +11).

L'évolution des images des candidats au cours des six derniers mois témoigne de l'inégale efficacité de leurs stratégies de communication. Tous les candidats ont bien entendu pour but de maximiser l'appréciation que les électeurs portent sur leur candidature et leur personnalité. Mais à l'exception de François Bayrou, c'est plutôt l'effet inverse qui se produit. Nicolas Sarkozy progresse en stature présidentielle mais stagne ou baisse sur les autres dimensions et il ne parvient pas à réduire le sentiment d'inquiétude qu'il suscite, malgré l'ampleur de son dispositif de campagne. Ségolène Royal ne réussit guère mieux à positiver son image, voire encore moins bien, malgré une présence certaine dans les médias. Seul François Bayrou, malgré des moyens moindres et un temps de parole dans les médias plus limité⁶, voit son image s'améliorer. Doit-on en conclure à un épuisement des deux favoris au profit d'un troisième homme providentiel, ce que les politologues américains appellent l'effet « black horse », qui lors des primaires caractérise l'émergence d'un candidat inattendu comme ce fut le cas de Bill Clinton en 1992 ? Ou un autre processus est-il à l'œuvre, par exemple ce que John Zaller appelle « l'ambivalence du flot d'information ». Parce qu'ils sont perçus comme les candidats majeurs, les interventions de Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal sont systématiquement combattues par le camp adverse et critiquées par des analystes. Dès lors, chacune de leurs initiatives se heurte à des contre-stratégies spécifiques limitant leurs effets. Lorsque Ségolène Royal met en avant son écoute de l'opinion, ses adversaires y voient une absence de programme. Lorsque Nicolas Sarkozy s'engage de façon active dans la campagne et multiplie les déplacements, ses adversaires dénoncent le mélange des genres entre le candidat et le ministre et ses contradictions. Par contraste, parce qu'il n'était pas identifié comme un candidat dangereux, François Bayrou a pu développer jusqu'il y a peu une stratégie de communication sans contre-message, apparaissant comme un candidat paisible et serein⁷.

Par delà les stratégies de communication des candidats, peut-on imputer l'évolution de leurs images au traitement médiatique dont ils ont fait l'objet ? Dans quelle mesure en particulier, la couverture de la campagne par les journaux télévisés a-t-elle affecté les perceptions des électeurs ?

Les effets des médias : protocole d'analyse

Afin d'évaluer cette influence, il convient de bâtir un protocole d'analyse qui permette de distinguer les différentes dimensions de ce qu'on peut appeler, de façon générale, un effet média⁸. La première dimension concerne le fait d'utiliser un médium (télévision ou presse écrite ou radio ou internet) plutôt qu'un autre et permet d'apprécier l'impact éventuel du vecteur privilégié pour s'informer en matière politique. La seconde dimension porte sur l'intensité des pratiques d'information des électeurs, que nous pouvons approcher à l'aide du Baromètre grâce à la question sur le nombre de jours où l'on regarde le JT dans une semaine. Enfin, la troisième dimension attire au canal utilisé pour s'informer, en l'occurrence la chaîne dont on regarde le plus régulièrement le JT.

Idéalement, pour les deux dernières dimensions, il aurait été souhaitable de disposer également de données sur la fréquence de lecture de la presse et d'écoute de la radio, ainsi que sur les canaux (titres des journaux ou stations de radio) utilisés. Faute de telles données, nous travaillerons essentiellement sur les effets de la télévision. Comme on l'a indiqué dans la première partie de ce rapport, la télévision est très largement le médium le plus utilisé en matière politique : 58% des électeurs interrogés dans le BPF déclarent que c'est leur première source d'information et 82% si l'on considère la première ou la seconde source d'information. En outre, (et pour cette raison), la télévision est le vecteur privilégié par tous les candidats et ceux-ci organisent largement leur dispositif de communication en fonction d'elle. C'est aussi le médium où se déploient le plus et le mieux les stratégies d'image (au sens de représentation) des candidats, précisément parce qu'il fait appel à des images (au sens matériel). Enfin, la télévision est sans doute le médium le plus critiqué pour son traitement de l'actualité politique et son absence d'impartialité effective en dépit de son apparente neutralité.

Afin d'avoir une mesure approchée des effets des autres médias, nous avons constitué deux groupes de contrôle. Un premier groupe rassemble les individus qui regardent le JT moins de 2 jours par semaine (appelés dans la suite du rapport « réfractaires »). Ces non-télespectateurs de JT forment un public très particulier, caractérisé notamment par un niveau d'intérêt pour la politique assez élevé. Un second groupe rassemble les électeurs qui disent s'informer principalement par d'autres moyens d'information (presse écrite, radio ou internet), mais qui sont aussi des télespectateurs de JT. A travers ce dispositif, nous pouvons ainsi apprécier les effets de diverses modalités d'exposition à la télévision. Enfin, pour les journaux télévisés, on distinguera TF1, France 2, France 3 et les autres chaînes hertziennes. L'intérêt de conserver ces dernières tient à ce qu'elles proposent un format d'information plus court de nature à attirer certains télespectateurs.

Ce que le fait de regarder un JT particulier change : « l'effet chaîne »

Les résultats obtenus ne sont pas aussi évidents qu'on pourrait le penser. D'abord le fait d'utiliser un autre média que la télévision pour s'informer en politique ou de très peu la regarder n'entraîne pas de jugement aussi distinctif qu'on

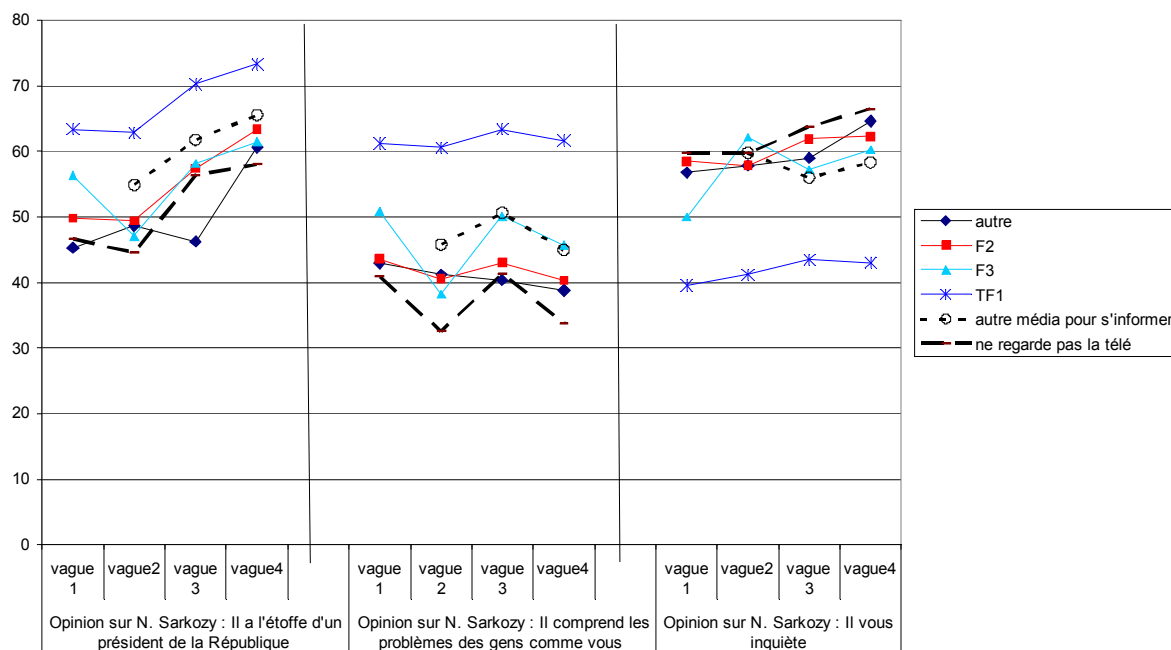
⁶ Selon les relevés du CSA pour janvier 2007, la proportion de temps d'antenne consacrée à Ségolène Royal et ses soutiens varie entre 34% pour M6 et 25% pour France3, celle consacrée à Nicolas Sarkozy entre 31.5% pour Canal + et 23% pour TF1 et celle de François Bayrou entre 11.5% sur TF1 et 6.5% pour Canal +.

⁷ Situation qui a évolué depuis quelques semaines.

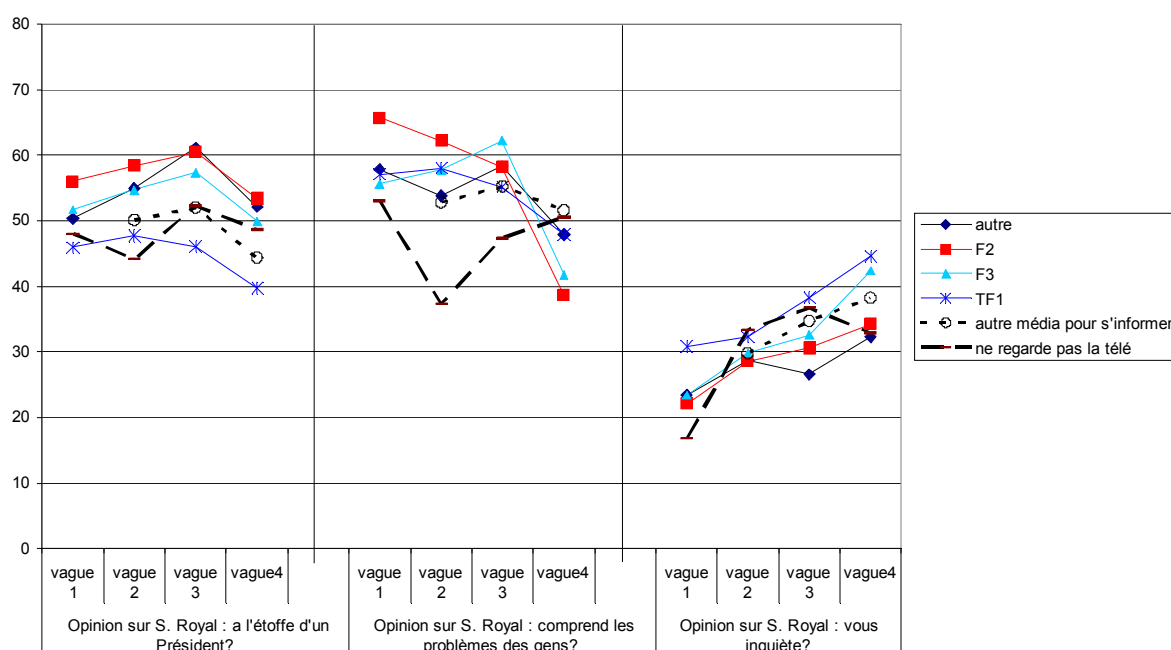
⁸ Nous remercions Viviane Le Hay pour ses réflexions sur le sujet

pourrait l'attendre. Prenons l'exemple de Nicolas Sarkozy dont on connaît la relation familière au médium audiovisuel. Dans son cas, regarder TF1 semble coïncider avec une image plus positive que dans tout autre public. Mais son image ne se constitue pas que sur cette chaîne ou *a fortiori* à la télévision. Les électeurs qui ne regardent que très rarement les JT jugent Nicolas Sarkozy comme plus crédible en février 2007 qu'ils ne le considéraient en mars 2006. En cela, ils rejoignent les autres groupes et dans des proportions similaires : entre la vague 1 et la vague 4, l'augmentation de la stature présidentielle de Nicolas Sarkozy est de 11 points pour ceux qui ne regardent pas ou peu la télévision, contre 13 points pour l'auditoire de France 2 et de 10 points pour celui de TF1. Il est également intéressant de constater que la courbe des « réfractaires » suit la même tendance que celle des électeurs qui privilégient un autre canal d'information que la télévision. Il semble même que les « réfractaires » soient plus sensibles à la crédibilisation du président de l'UMP que les consommateurs des autres chaînes.

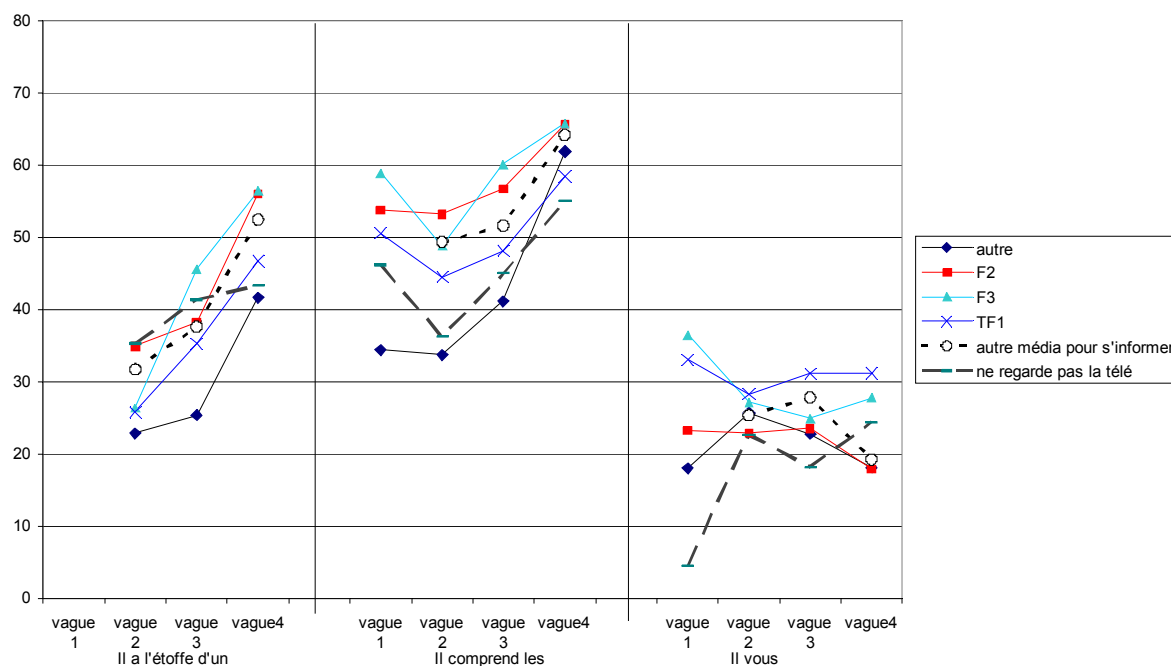
Les traits d'image de Nicolas Sarkozy



Les traits d'image de Ségolène Royal



Les traits d'image de François Bayrou



Ainsi, les réfractaires, peu ou pas téléspectateurs des JT, ont la même image des candidats que les autres. On ne constate qu'une évolution à contre-courant et cette exception porte sur Ségolène Royal. Le groupe de ceux qui regardent peu ou pas la télévision est le seul à mieux évaluer les capacités d'écoute de la candidate entre les vagues 2 et 4 ; comme s'il n'était pas touché par les informations sur les difficultés de la campagne de Ségolène Royal en janvier.

Tournons-nous maintenant vers François Bayrou. Comme on en a fait l'hypothèse, la principale raison de sa montée en puissance dans les vagues de décembre 2006 et de février 2007, est vraisemblablement celle de la « niche communicationnelle » dont il a bénéficié : une communication politique sans contre-argumentation. L'amélioration de son image en termes de stature présidentielle est très importante : 21 points pour le public de TF1, 30 points pour celui de France 3. En revanche, le sentiment d'inquiétude à son égard évolue peu. Ce qui frappe surtout, c'est que tous les groupes de téléspectateurs évoluent dans l'ensemble de la même façon, même s'il y a quelques différences (plus grande réceptivité du public de France 2 à l'égard de sa capacité de compréhension). On a l'impression qu'un effet de campagne absorbe les effets du traitement médiatique particulier à chaque chaîne. De fait, une campagne électorale se caractérise par une augmentation massive des messages politiques qui fait que presque tous les électeurs sont touchés par certaines informations, et cela d'autant plus que celles-ci sont reprises par tous les médias (et probablement dans les conversations entre individus) lors de cycles d'information. Dès lors les différences entre chaînes et types de médias s'estompent⁹. Cet effet « campagne » se retrouve également dans les trois traits d'image de Ségolène Royal et dans deux traits d'image de Nicolas Sarkozy.

Il est cependant ce cas particulier qu'il reste à analyser : la spécificité du public de TF1 quand il s'agit des traits de personnalité de Nicolas Sarkozy. L'écart entre le public de TF1 et le reste de l'électorat est remarquablement constant tout au long des quatre vagues, même s'il est moins fort pour la dimension de la stature présidentielle. La différence entre le public de TF1 et l'ensemble de l'électorat est de 7 points sur ce trait de personnalité en mars 2006 contre 5 points en février 2007. Sur l'inquiétude que le candidat suscite, la différence est de 9 points en mars 2006 comme en février 2007. Quant à sa capacité à comprendre les problèmes des gens, la différence se maintient également à 9 points sur la période. Cet « effet chaîne » est d'autant plus remarquable qu'il n'apparaît que dans le cas du président de l'UMP. Pour François Bayrou, par exemple, le public de TF1 se distingue moins des autres. Il en est de même pour Ségolène Royal.

Cet effet TF1 nécessite donc un approfondissement. Doit-on y voir une résultante du profil sociologique du public de TF1, celui-ci comptant par exemple moins de bacheliers (23% contre 40% pour France 2), plus de catégories populaires ou de personnes peu impliquées politiquement (34% de « ninistes » contre 19% pour France 2, 55% de peu ou pas du tout intéressés contre 35% pour France 2) ou se situant à droite (30% contre 19% pour France 2). Il se peut que

⁹ Les données de l'émission de France 5 « Arrêt sur image » concordent sur ce point : en termes de traitement des candidats, les trois grands JT mettent Ségolène Royal devant Nicolas Sarkozy.
voir <http://www.france5.fr/asi/H00002/1/141634.cfm>

plusieurs phénomènes simultanés soient à l'œuvre : d'une part une plus grande sensibilité au traitement de l'information due aux caractéristiques du public (et notamment à son moindre degré de politisation), d'autre part un public plus favorable par construction aux messages de Nicolas Sarkozy (puisque son centre de gravité est le plus à droite des publics de la télévision), à quoi pourrait s'ajouter un traitement particulier de Nicolas Sarkozy par TF1. Si l'on suit la théorie de John Zaller sur les effets d'information, les prédispositions de l'électeur jouent un grand rôle sur la réception de l'information : les individus peu intéressés par la politique ou peu diplômés sont plus sensibles aux effets de l'information car ils manquent d'outils pour filtrer les informations en fonction de leurs préférences et opinions politiques. Ainsi, un électeur de gauche peu diplômé ou peu intéressé serait plus sensible et réceptif au message d'un homme politique de droite que ne l'est un électeur du même bord politique intéressé par la politique et /ou diplômé du supérieur.

Pour vérifier ces interprétations, nous avons étudié dans quelle mesure « l'effet TF1 » résistait aux autres effets pouvant expliquer les traits d'image de Nicolas Sarkozy. Nous avons donc mené une analyse de régression sur la dimension « stature présidentielle » de Nicolas Sarkozy au cours de laquelle nous avons testé simultanément les hypothèses suivantes : un effet politique (position sur l'axe gauche / droite), un effet réceptivité (intérêt politique / niveau de diplôme), un effet temps (vague du baromètre) et un effet média (journal télévisé regardé, faible pratique de l'information télévisée) tout en contrôlant par ailleurs les variables âge, profession et genre. A l'issue de cette analyse, l'effet TF1 est non seulement significatif malgré l'introduction des autres facteurs explicatifs mais surtout il est beaucoup plus ample qu'on aurait pu le penser, comme le montre le schéma 1. Ce schéma présente de façon simplifiée l'analyse de régression pour le public qui, a priori, devrait être le plus résistant à un « effet TF1 » sur l'appréciation de Nicolas Sarkozy : les électeurs se classant à gauche.

On peut être surpris de constater que les électeurs de gauche intéressés par la politique (dont on peut penser qu'ils sont les plus en phase avec Ségolène Royal) font une évaluation plus positive de Nicolas Sarkozy que les électeurs de gauche peu intéressés par la politique. En vague 1, ces derniers sont les moins sensibles à Nicolas Sarkozy (la probabilité de considérer qu'il a l'étoffe d'un président est de 39% parmi la gauche intéressée contre 35% pour la gauche non intéressée). En outre, il y a bien un effet chaîne pour ces deux groupes et celui-ci n'est pas affecté par le niveau d'intérêt pour la politique. Par rapport aux « réfractaires » (ceux qui regardent peu ou pas les journaux télévisés), l'effet TF1 se traduit par une augmentation de 12 points pour les intéressés par la politique et de 11 points pour les peu ou pas intéressés par la politique. Par rapport au public de France 2, il est de + 9 et + 8. Par ailleurs, par delà « l'effet campagne qui induit une augmentation globale de la crédibilité de Nicolas Sarkozy dans l'opinion, l'effet TF1 persiste dans cet électorat qui devrait pourtant y résister le plus, surtout avec l'apparition d'une candidature officielle du PS. Cet effet campagne joue quel que soit le niveau d'intérêt des électeurs de gauche et quel que soit le type de pratique médiatique, et l'écart induit par le fait de regarder TF1 persiste : par rapport aux réfractaires il est de + 12 chez les intéressés et de + 15 chez les peu intéressés ; et par rapport au public de France 2, il est respectivement de + 6 et + 10. Il semble donc que les moins intéressés qui regardent TF1 aient même été plus sensibles à la conjonction de l'effet campagne et de l'effet TF1 puisqu'entre les deux vagues leur probabilité de considérer Nicolas Sarkozy comme ayant l'étoffe d'un président a progressé de + 15 contre + 10 pour les intéressés par la campagne.

Cet effet TF1 ne se limite pas à la stature présidentielle de Nicolas Sarkozy, mais s'observe également pour le sentiment d'inquiétude qu'il suscite auquel nous avons appliqué la même analyse de régression. On remarque cette fois que l'intérêt pour la politique induit plus de cohérence dans l'électorat de gauche. Il agit donc bien comme filtre : les plus intéressés sont aussi ceux qui se disent les plus inquiets face à Nicolas Sarkozy (une probabilité de 79% en vague 1 et de 80% en vague 4 contre 66% pour les peu ou pas intéressés). Cette cohérence se retrouve quelles que soient les pratiques d'information et que les électeurs de gauche regardent peu la télévision ou bien suivent les journaux de France 2 ou TF1. Mais « l'effet TF1 » persiste, voire même neutralise, l'effet de l'intérêt pour la politique : le public de TF1 de gauche et intéressé par la politique a autant de chances de se dire inquiet par Nicolas Sarkozy que le public de France 2 peu intéressé et moins que les réfractaires peu intéressés. D'autre part, alors qu'on a vu précédemment que l'inquiétude face à Nicolas Sarkozy restait stable dans l'électorat, l'analyse fait apparaître une nouvelle spécificité de TF1. Dans la gauche qui regarde France 2, l'image de Nicolas Sarkozy se dégrade et la probabilité de considérer Nicolas Sarkozy comme inquiétant progresse entre les deux vagues de 4 points chez les électeurs intéressés par la politique et de 3 points chez les peu intéressés. Mais quand la chaîne regardée est TF1, l'inquiétude que suscite Nicolas Sarkozy diminue de 7 points chez les intéressés et de 4 points chez les peu ou pas intéressés. Au final, l'écart entre les deux publics s'est creusé : en vague 4, il est désormais de 18 points parmi les intéressés par la politique (contre 7 en mars 2006) et de 21 points parmi les peu intéressés (contre 14 en mars 2006).

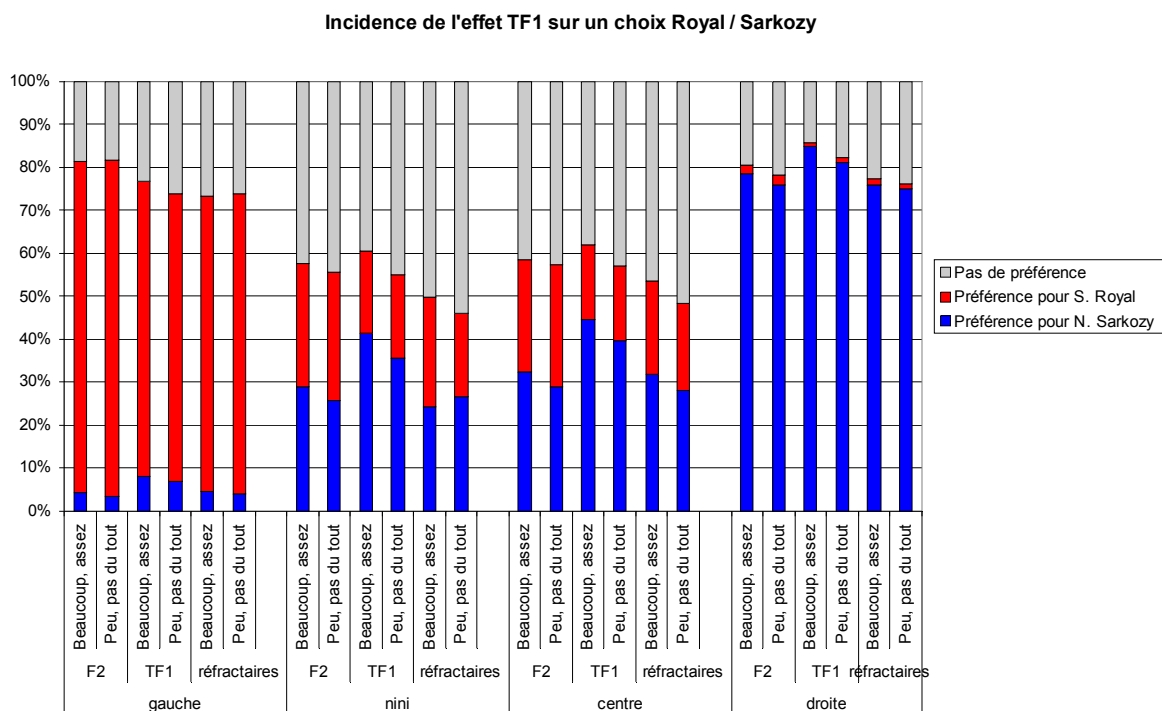
« L'effet TF1 » semble se limiter au président de l'UMP. La même analyse de régression¹⁰ appliquée à Ségolène Royal donne des résultats beaucoup moins robustes. Par exemple, lorsqu'il s'agit d'émettre un jugement sur la stature présidentielle de la candidate, il n'y a pas de différence significative dans la quatrième vague entre les publics de TF1, France 2 et France 3 et les différences pour les trois autres vagues sont peu significatives.

¹⁰ Dont les détails ne sont pas présentés dans ce rapport mais sont disponibles sur demande.

L'effet chaîne et les préférences pour le second tour de la présidentielle

Les images des candidats n'ont pas forcément un impact mécanique sur les intentions de vote en leur faveur. Avoir une appréciation moins négative de Nicolas Sarkozy parce qu'on regarde TF1 plutôt que France 2 ne signifie pas que l'on va voter pour lui. Un choix électoral reste par définition un choix multidimensionnel fondé sur des valeurs, des enjeux, des préférences politiques et de la rencontre d'un ensemble de caractéristiques individuelles avec une offre politique. L'image des candidats n'est qu'un des multiples paramètres qui entre dans la décision électorale. Considérer que Nicolas Sarkozy a l'étoffe d'un président ne veut pas dire que les autres candidats qu'on considère ne l'aient pas également, même si c'est moins fortement, et donc qu'on vote pour lui. Enfin, la dernière vague du BPF a été conduite en février 2007 à un moment où la campagne est loin d'être achevée. Il est possible qu'à mesure qu'on se rapproche du scrutin, les fidélités politiques se renforcent et que les « effets chaîne » qu'on a constatés déclinent.

Néanmoins, quand on modélise pour la quatrième vague du BPF la préférence en cas de deuxième tour entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy à partir des probabilités de vote pour l'un ou l'autre, on obtient des résultats intéressants. Pour modéliser ce choix, on a construit une variable dépendante comptant trois modalités (plus probable de voter pour Ségolène Royal plutôt que Nicolas Sarkozy, plus probable de voter Nicolas Sarkozy que pour Ségolène Royal, pas de préférence). Dans les variables explicatives, on a intégré l'âge, le genre, l'intérêt pour la politique, la position gauche / droite et la chaîne regardée pour s'informer en politique ainsi que le fait de regarder peu ou pas la télévision pour s'informer. Le modèle explique 48% de la part de variance. Autrement dit, il est de très bonne qualité en termes d'explication.



Premier constat : les alignements politiques des électeurs restent déterminants en février 2007 pour expliquer leur probabilité de vote en avril 2007. Les électeurs de gauche ont une probabilité de préférer Ségolène Royal au second tour située entre 67% et 78% selon le type de pratique médiatique et leur intérêt pour la politique. A droite, Nicolas Sarkozy est également le candidat préféré avec des probabilités variant entre 75% et 85%. On observe d'autre part que les « effets chaîne » jouent moins. Certes, les électeurs de gauche regardant France 2 se mobilisent légèrement mieux autour de Ségolène Royal que les électeurs de gauche regardant TF1, mais il s'avère qu'on ne peut distinguer ces derniers des « réfractaires » à la télévision. Autrement dit, « l'effet TF1 » n'est pas suffisant à lui tout seul pour aller contre des prédispositions au vote de gauche.

En revanche, la chaîne qu'on regarde (et surtout le fait de suivre le JT de TF1) a une incidence plus forte chez ceux qui, soit n'ont pas d'alignement politique (les « ninistes »), soit se placent au centre. Dans ces deux cas, « réfractaires » et téléspectateurs de France 2 ont une probabilité similaire de préférer Nicolas Sarkozy (entre 24 et 29% s'ils sont ni de gauche ni de droite, entre 28% et 32% s'ils se situent au centre) ; surtout, l'écart avec le public de TF1 est, non seulement important, mais il n'est pas modéré par le niveau d'intérêt pour la politique. Parmi les électeurs intéressés par la politique, les « ninistes » téléspectateurs de TF1 ont une probabilité moyenne de préférer Nicolas Sarkozy supérieure de 12 points à celle des téléspectateurs de France 2, et de 17 points à celle des « réfractaires » ; pour les

électeurs du centre, cette probabilité est de 12 points supérieure au groupe des réfractaires ou du public de France 2. Pour les électeurs peu ou pas intéressés par la politique, les écarts sont respectivement de 10 et 9 points chez les « ninistes » et 11 points chez les électeurs du centre.

Il faut toutefois noter l'importance du groupe des auditeurs sans préférence dans notre modélisation. De toute évidence, l'issue du scrutin est encore incertaine. Mais chez ceux qui émettent une préférence, il y a bien un « effet TF1 », certes plus ou moins fort en fonction des affiliations partisans, mais qui joue néanmoins assez fortement sur les électeurs se classant au centre, ou se classant ni à gauche ni à droite.

Conclusion

Cette exploration des effets des médias sur les images des candidats confirme le rapport que nous avons réalisé à l'occasion de la deuxième vague du BPF sur les effets des médias quant aux perceptions des problèmes du pays. Il y a bien un « effet chaîne » : le fait de regarder tel ou tel JT a une incidence sur les perceptions des électeurs, et ceci indépendamment de leur niveau d'intérêt pour la politique ou de leurs préférences politiques. Mais comme nous l'avons observé dans notre précédent rapport, cet effet n'est pas uniforme et constant. Il varie dans le temps et le fait de regarder un JT particulier peut modifier l'image d'un candidat à certains moments mais pas à d'autres. Il varie également en fonction du sujet traité : tout comme nous avons noté précédemment qu'un « effet chaîne » pouvait se manifester sur la perception de certains problèmes mais pas sur celle d'autres, ce rapport indique que le fait de regarder un JT particulier peut affecter la perception de certains traits de personnalité de certains candidats mais pas de tous leurs traits et de tous les candidats. En l'occurrence, c'est surtout sur la perception de la stature présidentielle de Nicolas Sarkozy que « l'effet chaîne » est le plus manifeste.

Par ailleurs, « l'effet chaîne » s'observe surtout pour TF1 et est moins apparent, quoique présent, pour les autres chaînes. Cela peut tenir à deux raisons. D'une part, cela peut être lié à la composition du public du TF1 (et notamment du JT de 20h), celui-ci ressemblant le plus à la structure socio-démographique de la population française, alors que les auditoires des JT de France 2 sont un peu plus typés et d'une certaine façon plus homogènes. L'autre explication renvoie à la politique éditoriale de TF1 et son style de traitement de l'actualité : le fait de regarder TF1 aurait plus d'incidence que le fait de regarder les autres chaînes parce que TF1 aurait une couverture particulière de la vie politique. Les études menées par ailleurs sur le traitement de la campagne par les chaînes de télévision devraient permettre ultérieurement de répondre à cette question.

Enfin, tout en pointant l'existence d'un « effet chaîne », notre rapport a permis de constater un effet d'ambiance de la campagne. Les singularités de chaque chaîne disparaissent parfois, et le fait de ne pas regarder la télévision ou de s'informer principalement grâce à un autre média que la télévision ne modifie pas nécessairement les perceptions des électeurs. On a le sentiment qu'en période de campagne électorale, les électeurs sont à peu près tous soumis aux mêmes informations, quelles que soient leurs pratiques d'information, soit parce qu'ils combinent diverses sources, soit parce qu'il y a une « circulation circulaire » de l'information qui fait que les médias traitent tous des mêmes sujets à peu près de la même manière.



Centre de Recherches Politiques de Sciences Po

LE BAROMÈTRE POLITIQUE FRANÇAIS (2006-2007)

4^{ème} vague – Février 2007

LA DÉFIANCE ENVERS LA GAUCHE ET LA DROITE AU CŒUR DE LA PRÉSIDENTIELLE 2007

Jérôme JAFFRÉ

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP. Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.

La défiance envers la gauche et la droite au cœur de la présidentielle 2007

Jérôme JAFFRÉ

L'un des mérites du Baromètre Politique Français est de permettre de suivre sur quatre enquêtes réalisées depuis un an auprès de larges échantillons nationaux (plus de 5000 personnes interrogées dans chaque vague) les attitudes de confiance et de défiance de l'électorat à l'égard du système gauche/droite.

Au moment où a été réalisée la dernière des quatre vagues - à la mi-février 2007 - ces attitudes se trouvent au cœur de la campagne électorale et des mouvements qui la caractérisent. Les électeurs se reconnaissent-ils dans les notions de gauche et de droite ? Font-ils confiance à la gauche ou à la droite pour gouverner la pays ? Comment évoluent au fil du temps ces attitudes de confiance et de défiance ? Nourrissent-elles un vote anti-système ou bien les candidats leaders de leur camp respectif, Ségolène Royal pour la gauche, Nicolas Sarkozy pour la droite, parviennent-ils à surmonter la montée de la défiance ? Autant de questions importantes auxquelles le BPF apporte un éclairage décisif.

LA DÉFIANCE ENVERS LA GAUCHE ET LA DROITE STRUCTURE DÉSORMAIS LE PAYSAGE POLITIQUE

Le refus de la confiance

Les quatre vagues d'enquête du Baromètre politique montrent clairement que le refus de confiance à la gauche et à la droite pour gouverner le pays est un phénomène largement majoritaire - trois Français sur cinq le partagent en février 2007. C'est aussi une attitude structurante : malgré une baisse régulière au fil des enquêtes, le pourcentage de refus de confiance est resté depuis un an systématiquement compris entre 60 et 70% des réponses.

Tableau 1: La défiance envers la gauche et la droite touche au moins trois Français sur cinq.

	BPF 1 ^{ère} vague Avril 2006	BPF 2 ^e vague Septembre 2006	BPF 3 ^e vague Décembre 2006	BPF 4 ^e vague Février 2007
Fait confiance pour gouverner				
À la gauche	15	17	19	17
À la droite	15	18	17	21
Ni à la gauche, ni à la droite	69	65	63	61
Sans opinion	1	0	1	1
	100%	100%	100%	100%

Les pourcentages se lisent en colonne.

Or, le mécanisme de la confiance est au cœur des institutions de la V^{ème} République, caractérisée depuis 1962 par l'élection du président de la République au suffrage universel, depuis 1958 par le scrutin majoritaire qui favorise la bipolarisation. Force est donc de constater, à l'approche de la huitième élection présidentielle au suffrage universel depuis 1965, la crise profonde du régime politique français.

Refus de la confiance plutôt que perte d'appartenance puisque en sens inverse 70% des personnes interrogées par l'Ifop acceptent de se classer sur une échelle gauche/droite, qui, il est vrai, inclue la possibilité de se classer au centre. Si trois Français sur cinq ne font confiance ni à la gauche, ni à la droite pour gouverner, il y a moins d'un Français sur trois pour refuser de se classer sur cette dimension.

Il est ainsi possible de construire une typologie du rapport au système gauche/droite permettant de résumer ces deux informations. La proportion de personnes que l'on peut appeler les "intégrés" au système - ils se classent sur l'échelle gauche/droite et font confiance à l'une ou à l'autre des deux grandes tendances pour gouverner le pays - ne représente qu'un peu plus du tiers de l'électorat (36%), même s'il faut noter une remontée de huit points entre la première vague du BPF réalisée au printemps 2006 et cette quatrième vague. Les "défiants" - ils se reconnaissent dans le clivage gauche/droite mais ne font confiance ni à l'une ni à l'autre pour gouverner le pays - constituent le groupe le plus important (38%) et enregistrent même un gain de trois points entre la troisième et la quatrième vague du BPF, c'est-à-dire entre décembre 2006 et février 2007. Enfin, les "hors système" - caractérisés par le refus du clivage gauche/droite et l'absence de confiance pour gouverner le pays - voient leur importance diminuer au fil des enquêtes mais ils représentent tout de même plus du quart de l'électorat.

Tableau 2: *Pas de perte de repères mais crise de confiance.*

	BPF 1 ^{ère} vague Avril 2006	BPF 2 ^e vague Septembre 2006	BPF 3 ^e vague Décembre 2006	BPF 4 ^e vague Février 2007
Sentiment d'appartenance aux notions de gauche, centre, droite				
<i>A un sentiment d'appartenance</i>	62	65	67	70
<i>Se classe ni à gauche, ni à droite</i>	37	34	32	29
<i>Sans réponse</i>	1	1	1	1
	100%	100%	100%	100%
Typologie du rapport au système gauche/droite ⁽¹⁾				
<i>Intégrés</i>	28	33	34	36
<i>Défiants</i>	37	35	35	38
<i>Hors système</i>	35	32	31	26
	100%	100%	100%	100%

Les pourcentages se lisent en colonne.

(1) Les intégrés se classent sur l'échelle gauche/droite et font confiance à la gauche ou à la droite pour gouverner le pays. Les défiants se classent sur l'échelle gauche/droite mais ne font confiance ni à la gauche, ni à la droite pour gouverner. Les hors système se situent "ni à gauche, ni à droite" et déclarent ne faire confiance ni à la gauche ni à la droite pour gouverner. Les interviewés n'entrant pas dans ces catégories (en petit nombre) ont été exclus du calcul.

LA CHUTE DE CONFIANCE DEPUIS 1997

Le retour à des données recueillies par le CEVIPOF à l'occasion des élections législatives de 1997 permet de prendre la mesure de la chute de confiance intervenue au cours de la dernière décennie. Il y a dix ans, le refus de confiance envers la gauche et la droite touchait 46% des Français, il en concerne désormais 61%, une hausse de 15 points ! En revanche, le refus de se classer sur l'échelle gauche/droite n'a progressé que de quatre points au cours de la même période. Sans doute, le mouvement a-t-il été atténué par la modification de la question puisque le BPF offre la possibilité de se classer "au centre", ce qui n'était pas proposé en 1997 et a sans doute permis de maintenir à l'intérieur du clivage une part non négligeable d'électeurs. Dans la vague de février 2007, 15% des personnes interrogées se classent ainsi au centre.

Si l'on applique rétrospectivement à 1997 la typologie du rapport au système gauche/droite, on constate que la majorité absolue des électeurs (52%) pouvait être considérée comme intégrés au système politique, alors qu'ils ne sont plus que 36% en février 2007, soit une baisse de seize points. Les hors système profitent peu de ce recul (+ 3 points seulement). En revanche, la proportion de défiants s'envole, avec un gain de treize points, devenant le groupe numériquement le plus important.

Tableau 3: La chute de confiance de la dernière décennie.

	Enquête post- électorale CEVIPOF Législatives 1997	BPF 4 ^e vague Février 2007	Écart
Confiance pour gouverner			
À la gauche	26	17	+ 15 pts
À la droite	26	21	
Ni à l'une, ni à l'autre	46	61	
Sans réponse	2	1	
	100%	100%	
Sentiment d'appartenance aux notions de gauche et droite (1)			
A un sentiment d'appartenance	72	70	+ 4 pts
Se classe ni à gauche, ni à droite	25	29	
Sans réponse	3	1	
	100%	100%	
Typologie du rapport au système gauche/droite			
Intégrés	52	36	+ 13 pts + 3 pts
Défiant	25	38	
Hors système	23	26	
	100%	100%	

Les pourcentages se lisent en colonne.

(1) Dans l'enquête post-électorale de 1997, la question sur le sentiment d'appartenance aux notions de gauche et droite n'incluait pas la possibilité de se classer au centre.

La crise envers la gauche et la droite n'est plus une cassure peuple/élites ou périphérie/centre du système

Sur le plan social, la hiérarchie de l'intégration au système gauche/droite obéissait en 1997 aux canons de la sociologie électorale : à son maximum parmi les catégories intellectuelles, élevée parmi les catégories supérieures, plus faible chez les ouvriers et les employés. Dix ans plus tard, la crise est partout. Dans toutes les catégories sociales, la défiance est à la hausse, avec une progression variant de huit à vingt-six points. Elle est massive dans les catégories intellectuelles

(+ 26 points chez les enseignants !, + 15 points chez les étudiants et lycéens) et les classes moyennes salariées (+ 23 points parmi les professions intermédiaires) et indépendantes (+ 20 points chez les commerçants et artisans). Dans les années 1990, la crise du système politique était une crise verticale qui opposait les ouvriers et les employés au reste de la société, et en particulier aux élites. Dans les années 2000, la crise est devenue générale, associant les classes moyennes aux catégories populaires (comme l'avait déjà montré le référendum de 2005) et s'étendant désormais aux couches intellectuelles de la nation, qui se comportent davantage sur ce point comme des suiveurs plutôt qu'en leaders d'opinion.

Tableau 4: *La crise du système gauche/droite n'est plus une crise verticale peuple/élites*

	Enquête CEVIPOF 1997			BPF Vague 4 Février 2007			Montée de la défiance
	Intégrés	Défiants	Hors système	Intégrés	Défiants	Hors système	
Profession actuelle de l'interviewé							
Enseignant	64%	24%	12%	36%	50%	14%	+26 pts
Étudiant, lycéen	60%	23%	17%	35%	38%	27%	+ 15 pts
Inactif, retraité	57%	24%	19%	43%	35%	22%	+ 11 pts
Cadre	55%	30%	15%	44%	38%	18%	+ 8 pts
Profession intermédiaire	54%	24%	22%	29%	48%	23%	+ 24 pts
Petit commerçant, artisan	46%	26%	28%	30%	46%	24%	+ 20 pts
Ouvrier	44%	25%	31%	32%	37%	31%	+ 12 pts
Employé	43%	26%	31%	26%	35%	39%	+ 9 pts

Les pourcentages se lisent en ligne.

Sur le plan politique, on constate en 1997 une forte intégration au système avec deux blocs constitués. A droite, les sympathisants du RPR et de l'UDF avaient des attitudes très proches, avec un taux d'intégration très élevé. A gauche, les sympathisants PS, PC et extrême gauche constituaient une sorte de camp de la gauche traditionnelle fortement intégrée au système gauche/droite, alors que les sympathisants Verts - dont la formation allait pour la première fois accéder aux responsabilités ministérielles - étaient les seuls, avec ceux du Front national et bien sûr les "sans préférence partisane" à se situer en défiance ou en rejet.

En février 2007, la crise n'oppose plus les partis périphériques ou extrémistes aux partis centraux. Elle plonge désormais au cœur du système. Suivant leur leader François Bayrou, les sympathisants de l'UDF ont basculé massivement dans le camp de la défiance. Pour leur part, les Verts sont encore plus éloignés du système gauche/droite qu'en 1997 : près de la moitié d'entre eux se classe hors système. Le phénomène est encore plus large et plus profond : le pourcentage de défiants augmente de quatorze points parmi les sympathisants socialistes et de douze points chez les sympathisants de l'UMP. Aujourd'hui, le seul électorat à être encore en majorité intégré au système gauche/droite de la V^{ème} République est celui de l'UMP (à 60%). Seule une minorité des sympathisants socialistes (46%) partagent cette attitude, vingt-trois points de moins qu'en 1997.

Tableau 5: La crise du système gauche/droite atteint de plein fouet les partis centraux.

	Enquête CEVIPOF - 1997			BPF Vague 4 - Février 2007			Montée de la défiance
	Intégrés	Défiants	Hors système	Intégrés	Défiants	Hors système	
Préférence partisane:							
Extrême gauche	63%	33%	4%	22%	41%	37%	+8 pts
Parti communiste	73%	22%	5%	45%	40%	15%	+18 pts
Parti socialiste	69%	23%	8%	46%	37%	17%	+14 pts
Verts	31%	34%	35%	15%	37%	48%	+3 pts
UDF	70%	21%	9%	25%	55%	20%	+34 pts
RPR/UMP	77%	15%	8%	60%	27%	13%	+12 pts
Front national	16%	49%	35%	26%	45%	29%	-4 pts
Sans préférence partisane	14%	24%	62%	13%	28%	59%	+4 pts

* Les pourcentages se lisent en ligne.

LA DÉFIANCE ENVERS LA GAUCHE ET LA DROITE EST AU CŒUR DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

La distance prise par les Français à l'égard du système gauche/droite est au cœur de la campagne électorale de 2007, telle qu'on peut la juger à partir des données du BPF recueillies au cours du mois de février. Car la défiance politique s'accompagne d'attitudes d'inquiétude voire de repli. Elle pèse sur les attentes à l'égard de l'élection présidentielle et oriente au moins en partie les comportements électoraux.

Inquiétude et tendance au repli

Ainsi, la proportion de Français très inquiets sur deux critères personnels majeurs - l'avenir de leurs enfants et la perspective de leur propre retraite - croît fortement selon que l'on examine les résultats parmi les intégrés puis les défiants et, enfin, les hors système. Il est même tout à fait remarquable de relever que les réponses des défiants sont systématiquement plus proches de celles des hors système que des intégrés.

La même structuration des opinions se retrouve sur la situation de la France. Les intégrés sont une moitié à être optimistes sur la situation économique de la France dans les six mois à venir, contre un quart seulement des défiants et des hors système. Les intégrés sont les seuls à souhaiter nettement que la France s'ouvre sur le monde, alors que les défiants sont beaucoup plus partagés et les hors système franchement partisans d'une attitude de repli. Au demeurant, au référendum de 2005, telle que l'enquête de l'Ifop permet d'en reconstituer le vote, seul le groupe des intégrés s'est prononcé pour le "Oui", alors qu'il n'y a pratiquement pas de différence entre les défiants et les hors système unis dans un vote "Non" à plus de 60% des suffrages exprimés.

Tableau 6: La défiance envers la gauche et la droite s'accompagne d'attitudes d'inquiétude et de repli

	Ensemble de l'échantillon	Intégrés	Défiants	Hors système
	100%	100%	100%	100%
Pense que ses enfants vivront :				
mieux ou aussi bien que soi	26%	36%	19%	21%
un peu moins bien	39%	38%	43%	36%
beaucoup moins bien	35%	26%	38%	43%
Degré d'inquiétude sur sa retraite				
Pas inquiet	24%	31%	21%	19%
Assez inquiet	40%	42%	42%	35%
Très inquiet	36%	27%	37%	46%
Perception de la situation économique de la France d'ici 6 mois :				
Optimiste	35%	50%	26%	29%
Pessimiste	65%	50%	74%	71%
Pense que la France doit :				
s'ouvrir au monde	38%	49%	36%	27%
se protéger du monde	38%	33%	38%	44%
ni l'un, ni l'autre	24%	18%	26%	29%
Vote au référendum sur le TCE en 2005 (exprimés)				
oui	45%	54%	39%	38%
non	55%	46%	61%	62%
<i>* Les pourcentages se lisent en colonne.</i>				

Incertitude et faible attente sur l'élection présidentielle

La crise de confiance dans le système gauche/droite pèse sur la campagne électorale. Elle favorise des attitudes de distance à l'égard de l'élection, d'incertitude sur le choix électoral et de faible attente sur ses résultats. Ainsi, les défiants ne sont-ils que 46% à répondre que la campagne telle qu'elle se déroule leur donne envie de voter (contre 77% parmi les intégrés), 49% à déclarer à la mi-février leur choix déjà fait (contre 78% chez les intégrés). Ils ne sont que 33% à estimer que le résultat de l'élection est de nature à améliorer les choses en France, une différence énorme avec les intégrés qui sont 72% à le penser. Ici encore, le score des défiants est très proche de celui des hors système (31%). La crise du système gauche/droite est telle que l'élection présidentielle n'apparaît plus comme le moyen de résoudre les problèmes mais plutôt comme une occasion de sanctionner, d'une façon ou d'une autre, le système, sachant qu'aucune amélioration notable ne peut de toute façon en être attendue.

Tableau 7: La défiance envers la gauche et la droite crée une relation de distance à l'élection présidentielle

	Ensemble de l'échantillon	Intégrés	Défiants	Hors système
	100%	100%	100%	100%
La campagne donne-t-elle envie d'aller voter ?				
Oui	54%	77%	46%	35%
Non	46%	23%	54%	65%
Le choix de son candidat est-il déjà fait ?				
Oui	54%	78%	49%	29%
Non	46%	22%	51%	71%
A l'intention d'aller voter (tout à fait certain)				
	79%	87%	79%	67%
Exprime un vote				
	86%	96%	87%	69%
Le résultat de l'élection permettra-t-il d'améliorer les choses en France ?				
Oui	46%	72%	33%	31%
Non	53%	28%	67%	69%
<i>Les pourcentages se lisent en colonne.</i>				

Il est à noter que les trois groupes ne manifestent pas au même niveau l'intention de participer à l'élection présidentielle ou la capacité d'exprimer un choix en faveur d'un candidat. Ce sont naturellement les hors système qui sont les plus en retrait : si 67% d'entre eux se déclarent "tout à fait certains" d'aller voter, la proportion monte à 79% parmi les défiants et à 87% chez les intégrés. Si l'on prend en considération ces deux filtres - participation et choix d'un candidat -, on constate que le poids relatif des trois groupes se modifie. Les hors système ne représentent plus que 18,5% du corps électoral exprimé (contre 26% dans l'ensemble de l'échantillon). Le mouvement se fait au profit des intégrés dont le poids passe de 36% à 43,5%, alors que les défiants restent parfaitement stables à 38%. Ainsi, une part importante des hors système s'abstient aux élections ou vote blanc choisissant ainsi de ne pas influencer directement la désignation des gouvernants.

Tableau 8: La distribution de la typologie du rapport au système gauche/droite selon l'implication dans l'élection présidentielle.

	Ensemble de l'échantillon	Iront voter (tout à fait certains)	Iront voter et expriment un choix
Intégrés	36	39	43,5
Défiants	38	38	38
Hors système	26	23	18,5
	100%	100%	100%
<i>Les pourcentages se lisent en colonne.</i>			

Les intentions de vote dans les trois groupes

Analysées selon la typologie du rapport au système gauche/droite, les intentions de vote – font apparaître une situation très diversifiée même s'il faut garder présent à l'esprit qu'elles ont été recueillies à la mi-février et ont donc évolué depuis. Les grands candidats de la gauche et de la droite (Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy) ne dominent les intentions de vote que dans la seule catégorie des intégrés où ils atteignent à eux deux 76 % des suffrages exprimés contre 40 % parmi les défiants et 48 % parmi les hors système. Dès la mi-février, au moment où s'amorçait sa percée « sondagière », François Bayrou se plaçait en tête parmi les défiants, de très peu il est vrai mais il importe de noter que le leader de l'UDF recueille trois fois plus de voix dans cette catégorie en rupture avec le système gauche/droite que parmi les intégrés.

Pour sa part, Nicolas Sarkozy recueille un pourcentage d'intentions de vote très élevé parmi les « hors système », ce qui contribue fortement à son bon score global (31 % de suffrages exprimés dans l'ensemble de l'échantillon) et s'explique par sa capacité à tenir tête, pour le moment au moins, à Jean-Marie Le Pen dans cette fraction de l'électorat, la plus critique envers le système.

Tableau 9: *Les intentions de vote à l'élection présidentielle en fonction de la typologie du rapport au système gauche/droite.*

Sur 100 suffrages exprimés	Ensemble de l'échantillon	Intégrés	Défiants	Hors système
Extrême gauche + M-G Buffet	11,5	8	15	13
S. Royal	25	34	21	18
D. Voynet	1,5	1	2	2
Hors gauche/droite	1	1	1	1
F. Bayrou	15	7	22	18
N. Sarkozy	31	42	19	30
Ph. De Villiers	2	1	3	2
J-M Le Pen	12	6	16	15
Autre candidat	1	0	1	1
	100	100	100	100
<i>Abstention, blanc, nul</i>	<i>14%</i>	<i>4%</i>	<i>13%</i>	<i>31%</i>

Les pourcentages se lisent en colonne.

Le fait que la gauche, toutes tendances confondues, soit faible paraît lié à son excessive intégration au système politique. Elle totalise 43 % des intentions de vote parmi les intégrés, baisse à 38 % parmi les défiants et tombe à 33 % chez les hors système. On note également le faible score des extrêmes-gauche et droite confondues – parmi les hors système : 28 % des intentions de vote alors qu'elles totalisent 31 % parmi les défiants. Il y a là sans doute la trace de la pression du « vote utile » qui joue contre l'extrême gauche en faveur de Ségolène Royal et de la pression du « vote efficace » que tente d'exercer Nicolas Sarkozy contre Jean-Marie Le Pen.

La candidate socialiste la plus fragilisée par la défiance envers le système gauche/droite

Jusqu'à présent, la campagne électorale n'a pas permis de restaurer la confiance envers la gauche et la droite. Et la candidate socialiste paraît, pour le moment au moins, en être la plus fragilisée. C'est parmi les catégories traditionnellement les plus acquises au vote socialiste – les enseignants et les professions intermédiaires – que le taux de défiants a le plus progressé au cours de la dernière année, comme permet de l'établir la série des enquêtes du Baromètre Politique Français. D'avril 2006 à février 2007, il a ainsi progressé de dix sept points, chez les enseignants et de quatorze points parmi les professions intermédiaires, alors qu'il n'a varié que d'un point dans l'ensemble de l'échantillon.

La crise de confiance affecte davantage les sympathisants socialistes que ceux de l'UMP. Il importe de bien prendre la mesure de ces résultats lourds de sens : en février 2007, il ne se trouve que 44 % des sympathisants socialistes à faire confiance à la gauche pour gouverner le pays alors que 55 % ne lui font pas confiance. Ces résultats divergent nettement de ceux de l'UMP, qui résiste mieux à la crise du système politique puisque 61 % de ses sympathisants font confiance à la droite pour gouverner (contre 39 % qui ne lui font pas confiance).

Tableau 10: La crise du système gauche/droite touche davantage le Parti socialiste que l'UMP.

Sympathisants du parti socialiste		Sympathisants de l'UMP	
Fait confiance à la gauche pour gouverner	44	Fait confiance à la droite pour gouverner	61
Ne lui fait pas confiance	55	Ne lui fait pas confiance	39
Sans réponse	1	Sans réponse	0
Total	100%	Total	100%
Les pourcentages se lisent en colonne.			

Dans cette crise du système gauche/droite, l'électorat le plus fragile est donc celui du Parti socialiste. L'analyse du vote de ses sympathisants selon les trois groupes que nous avons identifiés met en évidence la fidélité des intégrés au vote Royal (à 85 %) mais un glissement des défiants, dès la mi-février, vers le vote Bayrou et des hors système vers le vote Sarkozy. Ces résultats doivent être appréciés en tenant compte du poids respectif des trois groupes : 52 % des socialistes qui expriment une intention de vote sont intégrés, 35 % défiants et seulement 13 % hors système. Mais, au total, c'est près du tiers des sympathisants socialistes qui exprime un choix électoral contraire au candidat choisi par leur parti.

Tableau 11: Les intentions de vote des sympathisants socialistes selon leur rapport au système gauche/droite.

Sur 100 suffrages exprimés	Ensemble des sympathisants socialistes	Intégrés	Défiants	Hors système
S. Royal	71	85	61	43
Reste de la gauche	9	5	13	10
F. Bayrou	9	5	15	11
N. Sarkozy	7	3	6	24
Reste de la droite	3	1	5	8
Autre candidat	1	1	0	4
	100%	100%	100%	100%
Les pourcentages se lisent en colonne.				

La difficulté des candidats-leaders de la gauche, avec Ségolène Royal et, à un moindre degré, de la droite, avec Nicolas Sarkozy à tenir leur position, la forte progression de François Bayrou, l'incertitude qui demeure sur le score de Jean-Marie Le Pen doivent être reliés à la crise d'adhésion au système gauche/droite qui structure (structurait ?) la vie politique à travers ses deux partis dominants, le Parti socialiste et l'UMP.

La candidate socialiste ne peut espérer regagner le terrain perdu sur le seul thème du rassemblement et de la mobilisation de la gauche puisque celle-ci ne suscite que 17 % d'adhésion. Le candidat de l'UMP ne pourra l'emporter en s'appuyant sur la seule droite, qui n'obtient que

21 % d'adhésion. Le candidat de l'UDF, s'il parvient à être élu, le sera grâce à cette montée de la défiance mais il ne pourra diriger le pays pendant cinq ans à partir d'une telle motivation. Il y a là pour les trois postulants à la victoire matière à réflexion sur les profondes réformes politiques nécessaires à la bonne gouvernance du pays.



Centre de Recherches Politiques de Sciences Po

LE BAROMÈTRE POLITIQUE FRANÇAIS (2006-2007)

4^{ème} vague – Février 2007

DES IMAGES AUX VOTES

Daniel BOY et Jean CHICHE

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP. Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.

Des images aux votes

Daniel BOY et Jean CHICHE

L'élection présidentielle est, par nature, un évènement politique qui met en scène des personnalités. Sans doute ces personnalités sont-elles officiellement les porte-paroles désignés de formations. Sans doute aussi sont-elles supposées défendre un "programme politique" élaboré par ces mêmes instances. Cette élection n'en demeure pas moins une confrontation entre des individus dotés de qualités et de défauts supposés. Dans les médias, ces faisceaux de qualités et de défauts sont quotidiennement soupesés par les analystes. Les candidats eux-mêmes, ou leurs partisans, usent plus ou moins ouvertement des arguments de personnalité pour dénier à leurs adversaires les qualités qu'ils s'attribuent ou faire saillir leurs faiblesses. Le public est témoin de ces polémiques. Et puisque la fonction présidentielle semble nécessiter la possession d'un ensemble minimal de qualités, l'électeur s'interroge sur l'adéquation des candidats à ces pré-requis.

Dans l'ensemble des quatre vagues du Baromètre Politique Français, qui représente plus de 20 000 interviews, nous avons cherché à évaluer dans quelle mesure l'attribution de qualités ou de défauts permettait d'expliquer les "probabilités" ¹ ou les intentions de vote présidentielles. Dans le cadre toujours limité d'un questionnaire il a fallu sélectionner un sous-ensemble de qualités ou de défauts supposés pertinents pour l'analyse. Quatre traits positifs ont été choisis ² :

- L'honnêteté : *il/elle est honnête*
- La proximité : *Il/elle comprend les problèmes des gens comme vous*
- La volonté : *il/elle veut vraiment changer les choses*
- La capacité : *il/elle a l'étoffe d'un Président de la République*

A ces qualités on a ajouté un trait négatif : *il/elle vous inquiète*.

L'objet de cette recherche est d'évaluer le poids des "images" ainsi définies dans la décision électorale. Pour ce faire il convient, dans un premier temps, d'examiner comment ces images diffèrent au sein de notre population : quels sont les facteurs – sociodémographiques, politiques, idéologiques – qui expliquent l'adhésion à une représentation positive ou négative des candidats en question. Puisque nous disposons de quatre vagues d'enquêtes où ces questions ont été posées ³, cette étude peut s'effectuer sur le cumul de ces données.

Dans un deuxième temps on recherchera dans quelle mesure l'adhésion à un ensemble de traits positifs relatifs à un candidat explique plus ou moins complètement les probabilités ou les intentions de vote pour ce même candidat. Là encore c'est le cumul des vagues qui peut servir de base à l'étude.

Enfin la dernière partie de cette recherche sera centrée sur la dynamique de ces phénomènes : les "images" des candidats sont-elles stables ou mouvantes à mesure que se déroule la campagne électorale ? Si elles évoluent, les images entraînent-elles des évolutions parallèles des probabilités ou intentions de vote ?

1 L'IMAGE DES CANDIDATS

Pour visualiser globalement, sur le cumul des quatre vagues, les images comparées des principaux candidats à l'élection présidentielle les pourcentages de réponses ⁴ ont été reproduits sur les graphiques et tableaux suivants (graphique 1 et tableau 1) :

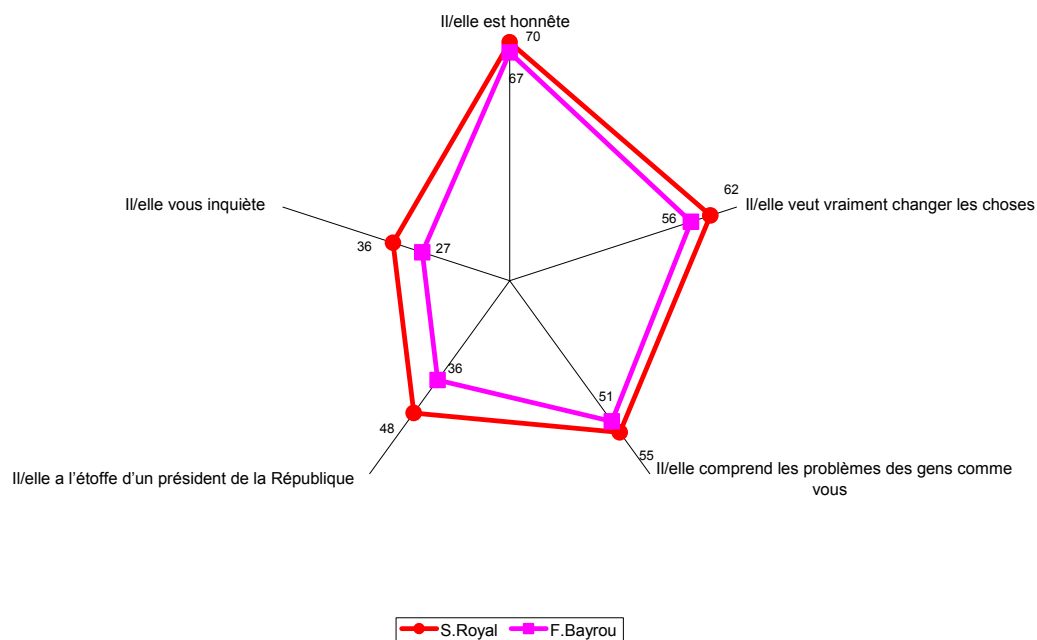
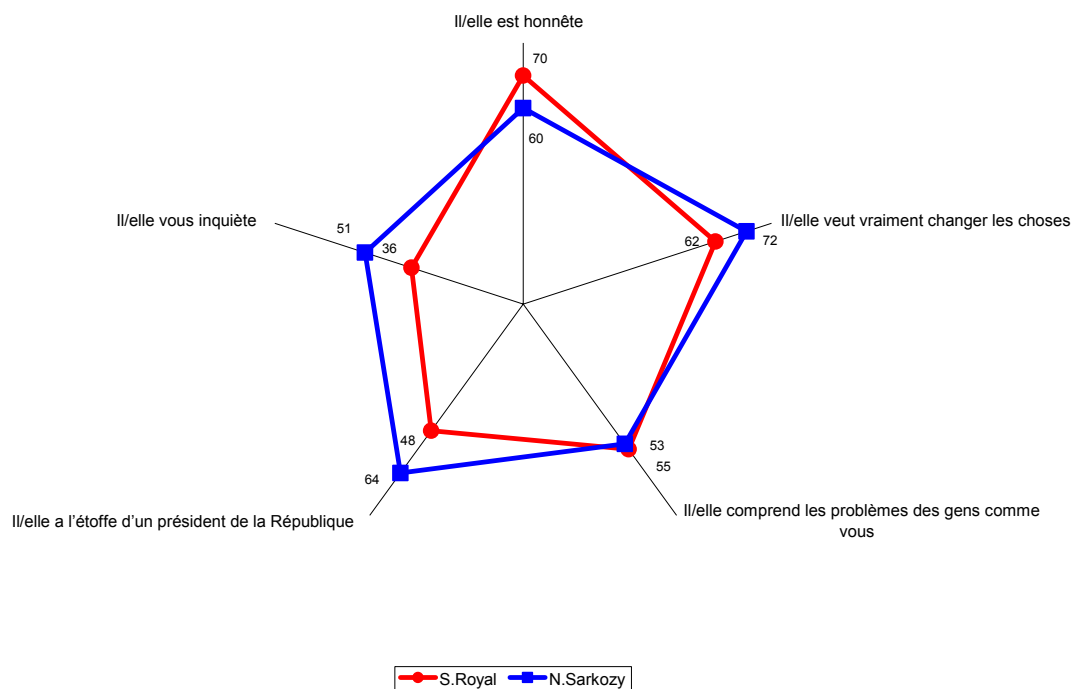
¹ Dans les deux premières vagues du Baromètre on demande non des "intentions de vote" à l'égard d'un seul candidat mais des "probabilités de vote" concernant une série de candidats. Dans les deux vagues suivantes, où les intentions de vote figurent, ces probabilités ont aussi été demandées. Ces probabilités constituent ce que nous nommerons le "potentiel électoral" dans candidats.

² La question posée est la suivante : *Pour chacune des phrases suivantes, dites-moi si elle s'applique très bien, assez bien, pas très bien, ou pas bien du tout...*

³ A l'exception de F. Bayrou pour lequel l'ensemble des qualités utilisées ici n'ont été mesurées que dans les vagues 2, 3 et 4.

⁴ Il s'agit des pourcentages de répondants estimant que la qualité "s'applique très bien ou assez bien" au candidat (e) en question

Graphique 1 : Qualités de S. Royal, N. Sarkozy, F. Bayrou, J.-M. Le Pen (cumul des 4 vagues)



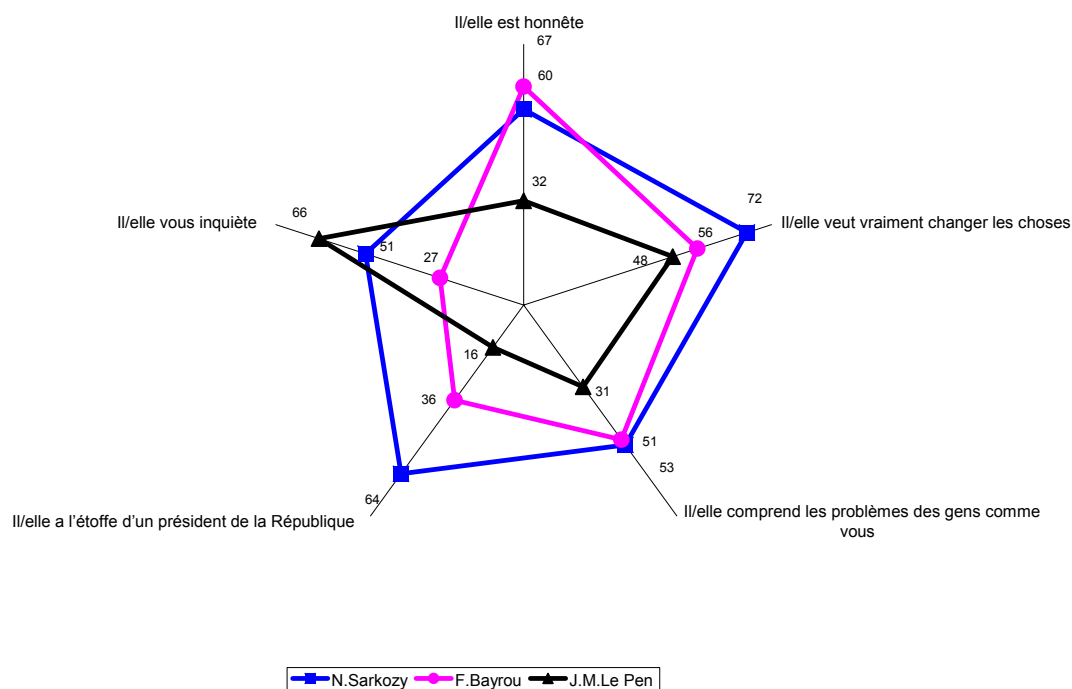


Tableau 1 : Qualités de S. Royal, N. Sarkozy, F. Bayrou, J.-M. Le Pen (cumul des 4 vagues)

	S. Royal	F. Bayrou	N. Sarkozy	J.-M. Le Pen
Il/elle est honnête	70	67	60	32
Il/elle veut vraiment changer les choses	62	56	72	48
Il/elle comprend les problèmes des gens comme vous	55	51	53	31
Il/elle a l'étoffe d'un président de la République	48	36	64	16
Il/elle vous inquiète	36	27	51	66

Tableau 2 : Nombre de qualificatifs positifs pour chaque candidat

Nombre de qualificatifs positifs	S. Royal	F. Bayrou	N. Sarkozy	J.-M. Le Pen
0	17	22	17	40
1	16	17	14	24
2	16	16	15	14
3	18	19	15	11
4	34	26	40	11
Total	100	100	100	100

Plusieurs enseignements peuvent être tirés des images de candidats issus des graphiques et tableaux précédents :

- La concurrence entre la candidate du PS et celui de l'UMP, se traduit par des profils politiques relativement complémentaires : S. Royal apparaît plus fréquemment "honnête" (70 % contre 60 % pour N. Sarkozy) et moins "inquiétante" (36 % contre 51 %) mais sa "volonté de changer les choses" est surtout sa capacité à assumer le rôle de Président sont moins affirmées (respectivement 62 % contre 72 % et 48 % contre 64 %). En revanche, S. Royal domine sur tous les points F. Bayrou, tout en inquiétant davantage que le candidat de l'UDF (36 % contre 27 %).
- La comparaison des images des trois candidats de droite fait ressortir la très large supériorité de N. Sarkozy qui supplante J.-M. Le Pen et F. Bayrou sur tous les points à une exception près : davantage de répondants estiment F. Bayrou "honnête" :

67 % contre 60 % pour N. Sarkozy. D'autre part, F. Bayrou "inquiète" nettement moins que le candidat de l'UMP, Le Pen demeurant, sans surprise, le candidat le plus inquiétant.

- Conséquences logiques des fréquences observées plus haut, **N. Sarkozy l'emporte sur tous les autres candidats en termes de nombre de qualités** (tableau 2).

Pour analyser plus commodément ces images, on a construit un indicateur comptabilisant le nombre de réponses "positives" aux quatre questions de qualités. Dans le tableau 2 on observe que les profils de réponse correspondant à l'adhésion la plus entière varient d'un minimum de 11 % pour J.-M. Le Pen à un maximum de 40 % pour N. Sarkozy.

L'analyse de ces profils de réponses selon les facteurs sociodémographiques, politiques, et idéologiques permet de comprendre les logiques de production des images de candidats :

- Les différences selon le sexe de la personne interrogée sont en règle générale très faibles : dans le cas de S. Royal on observe **un léger avantage accordé par les femmes** puisque 36 % d'entre elles lui accordent quatre qualités contre 32 % parmi les hommes. A l'inverse F. Bayrou bénéficie d'une image plus favorable parmi les hommes que parmi les femmes (38 % contre 34 % de notes 4).
- **L'âge n'induit de forts écarts dans les jugements sur les qualités des candidats que pour les deux candidats de la droite modérée** : 26 % des 18-24 ans attribuent à N. Sarkozy quatre qualités contre 56 % des 65 ans et plus. Parallèlement, 60 % des 18-24ans disent éprouver de l'inquiétude à l'égard de ce même candidat contre 42 % des 65 ans et plus. De même, l'image de F. Bayrou est bien meilleure parmi les plus de 65 ans (35 % de notes 4) que parmi les 18-24 ans (12 % de notes 4) .
- Le niveau d'études n'est pas un facteur très déterminant : J.-M. Le Pen et N. Sarkozy bénéficient d'images plus favorables parmi les électeurs peu ou pas diplômés : 47 % des "sans diplôme ou CEP" attribuent quatre qualités à N. Sarkozy et 15 % à J.-M. Le Pen contre respectivement 32 % et 2 % des diplômés de l'enseignement supérieur. Mais, hors ces différences, les écarts sont peu significatifs pour les autres candidats.
- L'analyse des qualités attribuées selon la profession de la personne interrogée ne fait pas apparaître de profils très contrastés (tableau 3) et les coefficients d'associations ⁵ demeurent au total assez faibles : S. Royal dispose d'une image un peu plus positive parmi les professions intermédiaires et les ouvriers, **Bayrou chez les agriculteurs, N. Sarkozy au sein des professions indépendantes (agriculteurs, artisans, chefs d'entreprise)** J.-M. Le Pen parme les artisans et commerçants et chez les ouvriers.

Tableau 3 : Pourcentages de répondants attribuant 4 qualités aux personnalités selon la profession de la personne interrogée

	S. Royal	F. Bayrou	N. Sarkozy	J.-M. Le Pen
Agriculteur	22	40	56	8
Artisan, comm. chef d'entreprise	21	26	53	20
Profession libérale, cadre sup.	28	34	43	7
Enseignant	36	27	25	0
Profession intermédiaire	36	27	39	8
Employé	35	24	41	11
Ouvrier	38	24	37	16
Etudiant, élève	27	14	25	4
N'a jamais travaillé	37	30	44	12
ENSEMBLE	34	26	40	11
Coefficient d'association	0,09	0,09	0,09	0,10

- Enfin, il apparaît que le positionnement sur une échelle gauche/droite est en fin de compte le critère le plus explicatif des perceptions, positives ou négatives des candidats (tableaux 4 et 5).

⁵ Pour chaque relation observée on a calculé la valeur du V de Cramer qui indique, en variant de 0 à 1, une association plus ou moins forte entre deux variables qualitatives.

Tableau 4 : Pourcentages de répondants attribuant 4 qualités aux personnalités, selon l'auto positionnement sur une échelle gauche/droite

% attribuant 4 qualités à ...	S. Royal	F. Bayrou	N. Sarkozy	J.-M Le Pen
Très à gauche	38	22	5	2
A gauche	58	24	15	4
Au centre	31	49	44	7
A droite	12	24	76	13
Très à droite	9	15	53	62
Ni à gauche, ni à droite	31	21	37	12
ENSEMBLE	34	24	52	14
Coefficient d'association	0,21	0,14	0,25	0,21

Tableau 5 : Pourcentages de répondants estimant que le qualificatif "vous inquiète"s'applique "très ou assez bien" au candidat cité, selon l'auto positionnement sur une échelle gauche/droite

% Inquiétés par ...	S. Royal	F. Bayrou	N. Sarkozy	J.-M Le Pen
Très à gauche	27	25	87	85
A gauche	25	25	73	80
Au centre	39	24	48	67
A droite	48	28	24	58
Très à droite	52	26	32	22
Ni à gauche, ni à droite	35	28	50	64
ENSEMBLE	36	27	51	66
Coefficient d'association	0,13	0,7	0,26	0,18

2 DES IMAGES AUX VOTES

Avoir une image positive d'un candidat (e) donne t-il des raisons de voter pour lui (elle) ? Dans le Baromètre Politique Français on a d'abord utilisé de simples "probabilités de vote" puis, dans les deux dernières vagues des "intentions de vote" plus classiques. Ce sont ces deux critères qui seront utilisés ici ⁶. Puisqu'il est apparu dans la première partie de cette recherche que les images des candidats étaient elles mêmes très fortement déterminées par les positionnements sur l'échelle gauche droite, on a cherché ici à comparer les effets sur les probabilités ou intentions, d'une part des qualités accordées aux candidats (tableau 6), de l'autre des positions sur cette l'échelle (tableau 7).

Dans le premier de ces deux tableaux, on observe, par exemple, que les probabilités de vote en faveur de S. Royal varient entre un minimum de 8 % parmi ceux qui ne lui attribuent aucune qualité à 84 % pour ceux qui lui en attribuent quatre. Parallèlement les intentions de vote relatives aux mêmes catégories (de 0 à 4 qualités reconnues à S. Royal) varient de 1 % à 61 %. Dans les deux cas cités, l'intensité de la liaison mesurée entre "qualités" et "probabilités" ou "intentions" est à peu près équivalente : le coefficient d'association est de 0,60 dans le premier cas et de 0,58 dans le second. Dans ce même tableau, les liens observés entre qualités et vote pour les autres candidats sont du même ordre de grandeur bien qu'un peu plus faibles dans le cas de F. Bayrou en termes de vote (0,39).

⁶ Les données concernant les "probabilités de vote" sont donc fondées sur les moyennes des quatre vagues du baromètre tandis que celles des "intentions de vote" le sont seulement sur les deux dernières vagues.

Tableau 6 : Probabilités et intentions de vote selon les qualités accordées (exemple : parmi ceux qui accordent 4 qualités à S. Royal, 84 % déclarent "probable" un vote pour elle et 61 % émettent une intentions de vote à son égard)

Nombre de qualités attribuées au candidat ...	S. Royal		F. Bayrou		N. Sarkozy		J.-M. Le Pen	
	Proba.	Vote	Proba.	Vote	Proba.	Vote	Proba.	Vote
0	8	1	3	0	7	0	2	2
1	17	4	9	1	10	3	5	1
2	33	9	16	3	25	7	16	7
3	53	24	35	9	51	24	40	18
4	84	61	67	30	87	63	80	44
ENSEMBLE	46	28	28	12	48	31	18	12
Coefficient d'association	0,60	0,58	0,55	0,39	0,68	0,60	0,65	0,48

L'analyse des probabilités et intentions de vote selon la position sur l'échelle gauche/droite montre que la représentation de soi même dans l'espace politique demeure un facteur d'explication important des comportements électoraux : ainsi pour ceux qui se placent "à gauche", 78 % déclarent une probabilité de vote et 64 % une intention de vote pour S. Royal. à l'inverse pour ceux qui se situent "à droite" 89 % déclarent une probabilité de vote et 75 % une intention de vote pour N. Sarkozy. Les mêmes logiques s'observent "au centre" et "très à droite". En revanche, pour ceux qui optent pour le refus de positionnement et choisissent le "ni à gauche ni à droite" (soit un 33 % de l'échantillon) le profil de réponses en termes de probabilités ou d'intentions vote est très proche de la moyenne.

Au total les coefficients d'association entre échelle gauche/droite et comportement électoral sont significatifs mais cependant toujours moins élevés que ceux observés dans le tableau précédent.

Tableau 7 : Probabilités et intentions de vote selon les positions sur l'échelle gauche droite.

	S. Royal		F. Bayrou		N. Sarkozy		J.-M. Le Pen	
	Proba.	Vote	Proba.	Vote	Proba.	Vote	Proba.	Vote
Très à gauche	51	26	12	2	5	1	6	3
A gauche	78	64	22	6	16	4	7	3
Au centre	42	15	53	41	55	26	12	4
A droite	16	2	28	7	89	75	23	9
Très à droite	10	2	17	1	59	17	87	72
Ni à gauche, ni à droite	45	23	24	13	48	32	20	12
(Nsp)	39	16	21	11	57	35	26	18
ENSEMBLE	46	28	28	12	48	31	18	12
Coefficient d'association	0,44	0,53	0,24	0,36	0,51	0,57	0,38	0,44

Pour s'assurer de manière rigoureuse du pouvoir explicatif "des images" des candidats sur le comportement électoral (probabilités et intentions de vote) des modèles de régression logistique ont été testés selon le protocole suivant :

Pour chacun des quatre candidats considérés ici, on a mis en concurrence dans un modèle de régression trois variables explicatives - les images (de 0 à quatre qualités), les positions sur l'échelle gauche/droite et les proximités déclarées aux partis politiques (regroupées en partis d'extrême gauche, de gauche, de droite et d'extrême droite) – avec deux variables "à expliquer" - les probabilités de vote, et les intentions de vote -.

Le résultat global de cette série de traitement indique tout d'abord que les trois variables considérées ont effectivement un pouvoir d'explication très élevé (tableau 8) : la valeur du R^2 ⁷, à la seule exception de l'intention de vote en faveur de F. Bayrou dépasse toujours 0,50.

⁷ Sans entrer ici dans des considérations statistiques détaillées la valeur du R^2 exprime la part de variance expliquée par les trois variables explicatives du modèle.

Tableau 8 : Valeurs du R^2 dans les modèles de régression testés

	Probabilité	Intention
S. Royal	0,54	0,64
F. Bayrou	0,43	0,44
N. Sarkozy	0,62	0,66
J.-M. Le Pen	0,59	0,53

Un examen des coefficients associés à chacune des trois variables explicatives testées dans le modèle confirme d'autre part que **ce sont bien les qualités attribuées aux candidats qui fournissent (quelque soient par ailleurs les positions sur l'échelle gauche/droite ou les proximités partisanses) la meilleure explication du vote (probable ou déclaré).**

3 LES IMAGES DANS LA CAMPAGNE

Si les images sont dotées du pouvoir explicatif que lui accordent nos modèles, la question de leur stabilité ou de leur mobilité au cours de la campagne électorale est essentielle. Il est assez probable qu'en début de campagne les éléments formateurs de l'image des différents candidats sont, pour beaucoup d'électeurs, relativement fragiles. Et une part importante du combat politique que mènent les candidats consiste effectivement à faire la preuve publique de leurs qualités et, si possible, la démonstration des faiblesses de leurs adversaires.

Dans la campagne électorale en cours – en particulier durant le mois de février - l'un des points de friction les plus importants a été la mise en question de la "compétence" de S. Royal. Pendant le même temps on a assisté, selon les sondages publiés, à une montée en puissance de la candidature de F. Bayrou et à son affirmation claire d'une posture présidentielle. Trouvons nous trace, dans le Baromètre Politique Français de ces évolutions ? Les images des qualités des candidats ont-elles évolué de manière significative ? S'agit-il d'évolutions globales ou plus marquées pour telle ou telle qualité ? Si l'on assiste à une modification des images des candidats quelles en sont les conséquences sur les probabilités ou intentions de vote ?

Tableau 9 : Evolution des qualités des candidats dans les quatre vagues du Baromètre

S. Royal	Vague1	Vague2	Vague3	Vague4	Ecart Vague 4 – Vague 3
Il/elle vous inquiète	26	31	35	43	+ 8
Il/elle a l'étoffe d'un président de la République	50	49	52	42	- 10
Il/elle est honnête	76	71	72	66	- 6
Il/elle veut vraiment changer les choses	63	64	64	59	- 5
Il/elle comprend les problèmes des gens comme vous	59	55	57	52	- 5
F. Bayrou	Vague1	Vague2	Vague3	Vague4	Ecart Vague 4 – Vague 3
Il/elle vous inquiète	28	27	27	26	-1
Il/elle a l'étoffe d'un président de la République		29	36	47	+ 11
Il/elle est honnête		64	65	74	+ 9
Il/elle veut vraiment changer les choses		54	51	63	+ 12
Il/elle comprend les problèmes des gens comme vous	51	46	51	61	+ 10
N. Sarkozy	Vague1	Vague2	Vague3	Vague4	Ecart Vague 4 – Vague 3
Il/elle vous inquiète	49	49	52	52	0
Il/elle a l'étoffe d'un président de la République	55	58	64	69	+ 5
Il/elle est honnête	63	60	62	58	- 4
Il/elle veut vraiment changer les choses	76	71	71	72	+ 1
Il/elle comprend les problèmes des gens comme vous	52	53	54	52	+ 2
J.-M. Le Pen	Vague1	Vague2	Vague3	Vague4	Ecart Vague 4 – Vague 3
Il/elle vous inquiète	65	66	67	67	0
Il/elle a l'étoffe d'un président de la République	14	15	16	20	- 4
Il/elle est honnête	29	30	34	37	+ 3
Il/elle veut vraiment changer les choses	47	44	48	53	+ 5
Il/elle comprend les problèmes des gens comme vous	31	29	32	35	+ 3

Plusieurs évolutions majeures apparaissent dans le tableau retraçant les mesures effectuées dans les quatre vagues successives de cette enquête :

- Entre les deux dernières vagues de l'enquête S. Royal perd plusieurs points de pourcentages, notamment sur la capacité présidentielle (- 10). Corrélativement elle "inquiète" davantage (+ 8).
- L'évolution des images des F. Bayrou est spectaculaire : sur toutes les qualités il progresse de 9 à 12 points de pourcentages tandis que le niveau d'inquiétude qu'il suscite reste à peu près stable et toujours très bas quand on le compare aux autres candidats.
- Les évolutions d'image de N. Sarkozy sont relativement faibles et contradictoires puisqu'il gagne en capacité présidentielle (+ 5) mais perd en probité (- 4).
- Le niveau d'inquiétude très élevé que suscite J.-M. Pen demeure stable alors que trois de ses "qualités" (honnêteté, volonté de changement, compréhension) augmentent légèrement.

Le tableau 10 synthétise les informations précédentes en retraçant l'évolution des pourcentages de répondants accordant quatre qualités aux candidats. On y retrouve l'évolution négative de S. Royal entre les vagues 3 et 4 (37 % à 30 %) et, en sens inverse celle de F. Bayrou dans les vagues 2, 3 et 4 : respectivement 20 %, 26 %, et 35 %.

Tableau 10 : Pourcentages de répondants attribuant quatre qualités aux candidats dans les quatre vagues d'enquête

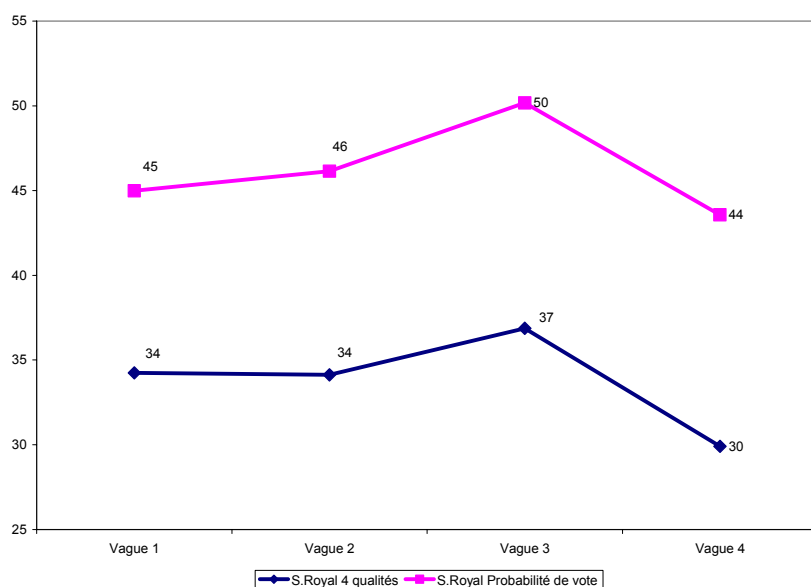
	S. Royal	F. Bayrou	N. Sarkozy	J.-M. Le Pen
Vague 1	34	-	38	11
Vague 2	34	20	38	9
Vague 3	37	26	41	12
Vague 4	30	35	40	12
ENSEMBLE	34	26	40	11

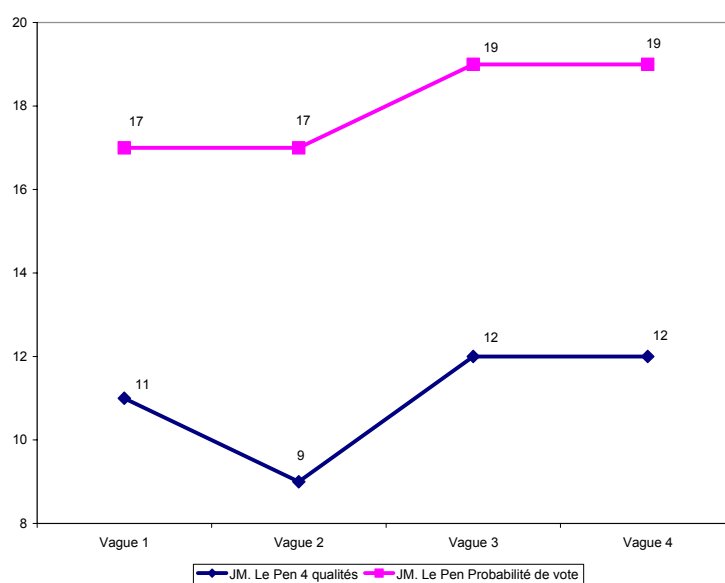
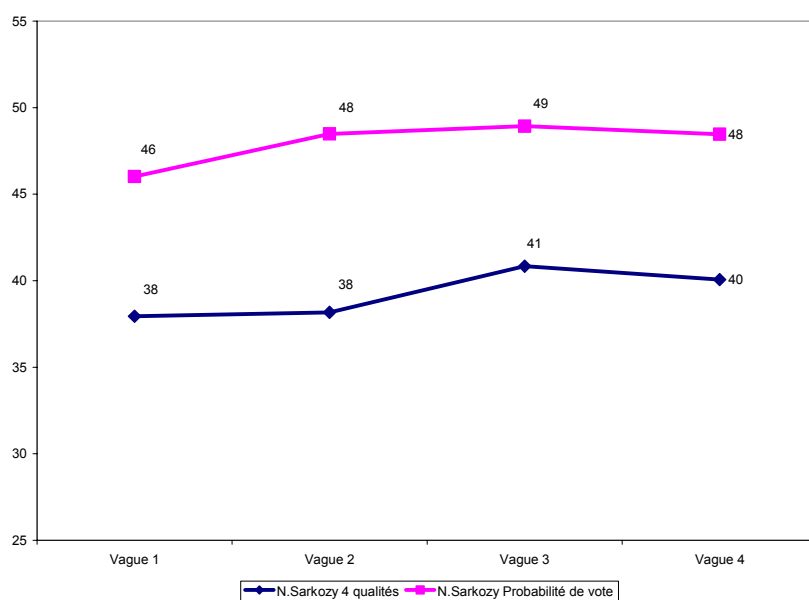
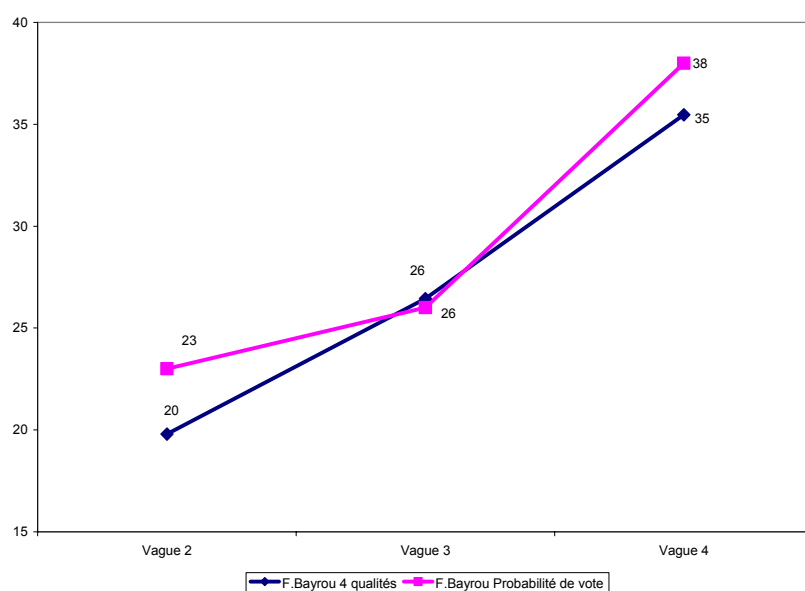
Une analyse plus précise des évolutions d'images de S. Royal montre que les mouvements observés sont à peu près de même ampleur quel que soit le positionnement politique, ou les appartenances sociales. En revanche il apparaît que les jugements, bien que toujours orientés à la baisse, ne sont pas exactement identiques selon le niveau culturel : pour les diplômés du supérieur c'est presque exclusivement la capacité présidentielle qui est remise en question mais ni l'honnêteté, ni la proximité aux gens, ni même la volonté de changement. A l'inverse, dans les milieux faiblement diplômés, les jugements sont plus globaux : tous les éléments de l'image sont atteints à peu près au même degré.

L'étude du cas de F. Bayrou est aussi instructive car, bien que tous les éléments d'images soient à la hausse on remarque que les évolutions sont plus marquées dans certaines sous-catégories de l'échantillon. Ainsi la progression de l'image de F. Bayrou est elle beaucoup plus forte dans les milieux culturels élevés : parmi les diplômés de l'enseignement supérieur, le pourcentage de personnes lui attribuant quatre qualités passe de 20 % en vague 3 à 44 % en vague 4. On trouve des évolutions du même ordre parmi certaines professions intellectuelles telles que les professeurs, les cadres ou les ingénieurs.

Puisque, on l'a vu plus haut, les images déterminent assez étroitement les probabilités et intentions de vote, on doit s'attendre à ce que les évolutions constatées dans les qualités accordées aux candidats soient suivies de modifications concernant les probabilités et les intentions de vote. La série de graphiques suivante permet de constater qu'il y a en tous cas de fortes concordances entre évolution des images et évolutions des probabilités de vote.

Graphique 2 Pourcentages de répondants accordant 4 qualités et déclarant "probable" leur vote en faveur de S. Royal, F. Bayrou, N. Sarkozy, J.-M. Le Pen dans les 4 vagues de l'enquête.





Il y a clairement de fortes homologues pour chaque candidat entre **sa courbe d'images et sa courbe de probabilité** : le déficit d'image de S. Royal s'accompagne d'une décroissance de son potentiel de vote (c'est à dire des probabilités exprimées). A l'inverse, la montée en puissance de la candidature de F. Bayrou s'exprime simultanément en termes d'images et en termes de probabilités de vote. Cette homologie entre facteurs confirme la robustesse des relations statistiques observées plus haut entre perception des images de candidats et intentions ou probabilités de vote.

Le faisceau de traits de personnalités constituant ce que nous avons nommé ici "images des candidats" constitue très certainement un élément crucial dans la décision électorale. Ces images, on l'a vu ici, sont étroitement liées aux positionnements politiques de l'individu. Ces mêmes positionnements, on le mesure à nouveau, continuent à rendre compte, pour partie, des intentions ou des probabilités de vote. Mais aujourd'hui, dans un tiers des cas environ, l'impossibilité ou le refus de se situer clairement sur la dimension gauche/droite, limite l'efficacité de ce mécanisme traditionnel de production des choix électoraux. La perception par les individus de qualités ou de défauts chez les candidats supplée vraisemblablement à certains mécanismes idéologiques : faute de se situer sur un continuum politique qui désignait le candidat légitime, une part des électeurs tirent argument de la personnalité supposée des candidats (tes) pour construire leur décision électorale. Au-delà de ce mécanisme complémentaire, l'analyse statistique nous invite à penser que "toutes choses égales par ailleurs" - c'est-à-dire ici quelle que soit la proximité ou le positionnement sur l'échelle gauche droite -, la perception des qualités des candidats est le premier facteur d'explication des intentions ou des probabilités de vote.

L'analyse, à travers les quatre vagues de cette enquête, des images parfois mouvantes des candidats confirme donc sans ambiguïté le poids de ce que l'on nommait déjà il y a près de quarante ans "La personnalisation du pouvoir"⁸. Mais l'interprétation de ces résultats peut prêter à discussion. Le fait que l'attribution de certaines qualités à un candidat soit si étroitement liée au choix électoral de ce même candidat ne nous permet pas de tirer des conclusions nettes quant au sens de la causalité : est-ce la croyance dans les capacités d'un candidat qui nous convainc de voter pour lui ou le choix d'un candidat, causé par des facteurs externes, qui nous persuade de ses qualités ?

L'évolution récente de la campagne donne certains éléments de réponse : la mise en question de la seule "compétence" de S. Royal a conduit à une baisse des intentions de vote dont elle bénéficiait et en même temps à une moindre appréciation de l'ensemble de ses qualités. Parallèlement F. Bayrou a progressé dans l'opinion dans toutes les composantes de son image et en intentions de vote comme si, là encore, ces éléments constituaient un tout indissociable. Pourtant on l'a vu aussi, une fraction des électeurs dissocient les différents éléments de l'image : le degré "d'honnêteté" ou de "compréhension" perçus de S. Royal demeure à peu près constant dans les classes cultivées alors que sa compétence est remise en cause. Une configuration de ce type plaide en faveur d'un modèle où l'information sur les qualités serait "cause" des intentions. Elle incite aussi à penser que la solution de la question que nous posons n'est peut-être pas unique mais différenciée selon les niveaux culturels.

⁸ Léo Hamon, Albert Mabilleau "La personnalisation du pouvoir", Presses universitaires de France, 1965



Centre de Recherches Politiques de Sciences Po

LE BAROMÈTRE POLITIQUE FRANÇAIS (2006-2007)

4^{ème} vague – Février 2007

**LA DISSONANCE POLITIQUE ET ÉLECTORALE :
CLEF DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ?**

Pascal PERRINEAU

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP. Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.

La dissonance politique et électorale : clef de l'élection présidentielle ?

Pascal PERRINEAU

L'électorat, en France comme ailleurs, est de plus en plus volatil, changeant et infidèle. Les indicateurs en sont nombreux. Les nombreux à-coups des intentions de vote expriment des ruptures de fidélité politique. A six semaines de l'élection présidentielle, la quatrième vague du Baromètre politique français (BPF) montre que 20% des électeurs déclarent un second choix qui est dans le camp opposé à celui de leur premier choix. 12% des mêmes électeurs choisissent un candidat qui n'appartient pas à leur famille politique (définie par la proximité aux partis de gauche ou aux partis de droite). Cette dissonance entre la proximité partisane et le choix électoral touche, depuis de longs mois, davantage la gauche que la droite et est au cœur de l'actuelle poussée forte de François Bayrou dans les intentions de vote telles que les mesurent les instituts de sondage.

Une France de gauche, des intentions de vote à droite ?

Nous avons, lors de la première vague du Baromètre politique français¹, constaté une distorsion significative entre l'orientation politique des Français en terme partisan, favorable à la gauche et l'orientation en terme de personnalités qui donnait un léger avantage à la droite. En effet, alors que 49% des personnes interrogées déclaraient une proximité aux partis de gauche et d'extrême gauche (39% affirmant une proximité aux partis de droite et d'extrême droite, 7% à un autre parti et 5% à aucun), 50% des mêmes personnes se déclaraient proches d'une personnalité de droite, 47% d'une personnalité de gauche et 3% d'aucune personnalité. La droite nettement dominée au plan partisan, s'imposait d'une courte tête au plan des choix de personnalités. Dans la deuxième vague du BPF, ce mouvement était confirmé : 49% de proximité aux partis de gauche (38% pour les partis de droite, 9% pour les autres partis, 4% de non proximité) mais 50% de proximité aux personnalités de droite. Dans la troisième vague, la dissonance politique était toujours là : 48% de l'échantillon déclarent une proximité aux partis de gauche (40% aux partis de droite, 8% aux autres partis et 4% à aucun) mais 54% aux personnalités de droite. Dans la quatrième vague, 48 % des personnes interrogées continuent à exprimer une proximité aux partis de gauche (41 % aux partis de droite, 7 % aux autres partis, 4 % à aucun) mais 57 % aux personnalités de droite.

Le surplus enregistré par les personnalités de droite par rapport aux proximités qui se portent sur leurs partis s'est même sensiblement accru : il était de +11 points au printemps, de +12 points en septembre, de +14 points en décembre et de + 16 en février 2007.

Une permanence de la dissonance politique

Dans cette quatrième vague du BPF, réalisée du 5 au 19 février 2007, 14,8 % des personnes interrogées sont en dissonance politique, 12,6% choisissent un parti de gauche et une personnalité de droite, 2,2% se déclarent proches d'un parti de droite et d'une personnalité de gauche. Cette dissonance touchait 14,7% de l'échantillon au printemps 2006, 13,5% à l'automne et 12,8% en décembre. Ce mouvement de légère érosion de la dissonance s'est même inversé de décembre 2006 à février 2007. Le rapprochement de l'échéance présidentielle, l'éclaircissement du système de candidatures, la multiplication des prises de position n'ont pas eu d'effet sensible sur la réduction de la dissonance politique sur le long terme (cf. tableau 1).

Dix mois après la première vague du printemps 2006, la dissonance est toujours au même niveau.

¹ Cf. Jérôme Jaffré et Pascal Perrineau, *A un an de la présidentielle, l'opinion publique est sous le double sceau du pessimisme sur la société et de la défiance sur la politique*, Baromètre Politique Français, 1^{ère} vague, printemps 2006, Cevipof, 21 p.

Tableau 1 : L'évolution de la dissonance politique du printemps 2006 à février 2007

	BPF 1 ^{ère} vague (20 mars- 3 avril)	BPF 2 ^{ème} vague (11-26 septembre)	BPF 3 ^{ème} vague (4-14 décembre)	BPF 4 ^{ème} vague (5-9 février 07)	Evolution
% dissonants	14,7%	13,5%	12,8%	14,8	+ 0,1
% cohérents	85,3%	86,5%	87,2%	85,2	- 0,1
% dissonance → gauche droite	10,7%	9,8%	10,6%	12,6	+ 1,9
% dissonance → droite gauche	4,0%	3,7%	2,2%	2,2	- 1,8

La dissonance « gauche vers droite » est élevée et s'est renforcée dans la quatrième vague alors que la dissonance « droite vers gauche », déjà sensiblement plus faible dans le passé, a connu une érosion et s'est stabilisé à un bas niveau. La part de dissonants « gauche vers droite » a progressé d'1,9 point du printemps 2006 à février 2007. En revanche, la part des dissonants « droite vers gauche » a sensiblement baissé de plus de 40%. La dissonance politique « gauche vers droite » était deux à trois fois plus importante que la dissonance « droite vers gauche » dans les deux premières vagues du BPF, elle est, en février 2007, cinq à six fois plus importante.

En février 2007 l'origine politique de la dissonance « gauche vers droite » est un peu plus éclatée que celle de la dissonance « droite vers gauche » (tableau 2).

Tableau 2 : Origines politiques de la dissonance

Dissonants gauche →> personnalités de droite	
Proximité PS	36%
Proximité Verts	27%
Proximité Lutte ouvrière	18%
Proximité MRC	8%
Proximité PC	6%
Proximité Radical de gauche	4%
Proximité LCR	2%
Dissonants droite →> personnalités de gauche	
Proximité FN, MNR	35%
Proximité UMP	27%
Proximité UDF	27%
Proximité MPF	11%

La première touche surtout les sympathisants du PS et des Verts ainsi, à un moindre degré, que ceux de LO². Ces trois partis fournissent plus de 80 % des transfuges, le reste provenant de petits partis (MRC, Radicaux de gauche, PC...). La dissonance « droite vers gauche » est composée pour un tiers de sympathisants de l'extrême-droite et pour 54 % des

² Il est évident que le fait d'exprimer une proximité partisane avec Lutte ouvrière recouvre, au-delà de la stricte proximité avec le parti LO, une sympathie pour la « cause » et la revendication ouvrière. Cette proximité est tout autant, sinon plus, une proximité sociale qu'une proximité politique et partisane.

deux grands partis de la droite classique : l'UMP (27 % des dissonants en sont originaires) et l'UDF (27 %). Il est intéressant de constater que le phénomène de la dissonance ne touche pas seulement de petits partis qui pourraient souffrir d'un déficit de personnalités mais aussi de grands partis (PS, UMP, UDF, FN).

En termes de destination des dissonances, on constate des flux plus concentrés dans la dissonance « droite vers gauche » que dans la dissonance « gauche vers droite » (tableau 3).

Tableau 3 : Destinations politiques de la dissonance

Dissonants gauche --> personnalité de droite (n = 659)	
Nicolas SARKOZY	35%
François BAYROU	35%
Jacques CHIRAC	15%
Jean Marie LE PEN	5%
Philippe de VILLIERS	5%
Dominique de VILLEPIN	5%

Dissonants droite --> personnalité de gauche (n = 114)	
Ségolène ROYAL	52%
Olivier BESANCENOT	22%
Jean BOVE	11%
Dominique VOYNET	6%
Marie-George BUFFET	5%
Arlette LAGUILLER	4%

La dissonance « droite vers gauche » profite en majorité à la personnalité de Ségolène Royal qui en capte 52 %. La dissonance « gauche vers droite » se disperse davantage entre Nicolas Sarkozy et François Bayrou. En termes de proximité vis-à-vis des personnalités, l'espace des gauches est davantage polarisé autour de Ségolène Royal alors que l'espace des droites, apparaît plus diversifié et plus concurrentiel.

Les logiques de la dissonance politique

Cette dissonance, quelles qu'en soient son origine et sa destination, est marquée par des logiques socio-démographiques et politiques. Les dissonants sont plutôt des femmes, ils sont relativement moins diplômés, de milieu plus populaire que la moyenne de l'électorat et surtout que la moyenne de l'électorat de la non dissonance. Dans ce dernier électorat, il y a, par exemple, autant d'hommes que de femmes, dans celui de la dissonance politique, il y a, en revanche, presque deux tiers de femmes. Mais, au-delà de ce profil socio-démographique particulier, l'électorat de la dissonance politique a de fortes caractéristiques politiques : il est marqué par un plus faible intérêt pour la politique, un positionnement « ni gauche, ni droite » et une confiance très faible dans la gauche et dans la droite pour gouverner. Ainsi, le malaise vis-à-vis des catégories politiques traditionnelles et la défiance nourrissent abondamment la dissonance politique. Comme nous le disions, au printemps 2006, « la distorsion s'inscrit de façon étroite dans le rapport d'éloignement à l'égard du système politique »³. La dissonance s'épanouit d'autant plus que l'électeur est de gauche et s'affirme comme étant proche de petites formations de cette mouvance (Radicaux de gauche, Mouvement Républicain et Citoyen) : plus d'un électeur sur deux qui est dans ce cas est dissonant (cf. tableau 4)

³ Jérôme Jaffré et Pascal Perrineau, *rapport déjà cité*.

Tableau 4 : Pourcentage de dissonants par proximité partisane

	LO	LCR	PC	MRC	PS	Rad. de gauche	Verts	UDF	UMP	MPF	FN
Dissonants	32	11	18	62	20	55	36	5	3	12	9
Fidèles	68	89	82	38	80	45	64	95	97	88	91
	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Le niveau et les types de la dissonance électorale

Depuis la vague 3 du BPF la question des intentions de vote est posée. On peut donc saisir, au-delà de la dissonance politique, la dissonance électorale stricto sensu. Alors que 48% des personnes interrogées déclaraient en décembre 2006 une proximité vis-à-vis d'un parti de gauche, elles n'étaient que 43% à exprimer une intention de vote en faveur d'un candidat de gauche. En revanche, alors que 32% seulement de l'échantillon affichaient une proximité avec les partis de la droite classique, ils étaient 42% à avoir l'intention de voter pour un des candidats de cette famille. Enfin, alors que seuls 8% des électeurs se disaient proches du FN ou du MNR, c'étaient 12% qui déclaraient une intention de vote en faveur de Jean Marie Le Pen. Il y a bien une dissonance entre une France partisane de gauche et une France d'intentions de vote de droite⁴ qui se confirme dans la vague 4 de février 2007. Si 48 % des personnes interrogées déclarent une proximité avec un parti de gauche, elles ne sont plus que 38 % à choisir une intention de vote en faveur d'un candidat de gauche. Le différentiel entre orientation partisane de gauche et intentions de vote en faveur de candidats issus de ce camp s'est accru depuis décembre : il était de 5 points, il est aujourd'hui de 10 points.

Alors que 33 % des électeurs interrogés affichent une proximité avec un parti de la droite classique, ils sont 48 % à choisir aujourd'hui un candidat issu de ces formations. En décembre, les candidats de la droite classique attiraient 10 points de plus que le potentiel de proximité partisane. En février 2007, ils captent 15 points de plus.

Enfin alors que 8 % seulement de l'échantillon affichent une proximité partisane avec le FN ou le MNR, 12 % disent avoir l'intention de voter en faveur de Jean-Marie Le Pen.

Cette dissonance électorale est légèrement inférieure à la dissonance politique : 12,1 % des électeurs choisissent un candidat qui n'est pas de leur « camp » partisan, 14,8% des électeurs déclarent une proximité avec une personnalité qui n'est pas de leur « camp ».

⁴ Déjà, en 1978, un ouvrage d'analyse des comportements des Français lors des élections législatives de 1978, avait parlé de « *France de gauche, vote à droite* ». Comme l'écrivait alors Alain Lancelot : « En mars 1978, les Français sentent et pensent à gauche, se sentent et se pensent à gauche, et votent en majorité à droite... » (p.9 dans Jacques Capdevielle et al., *France de gauche, vote à droite*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1981).

Tableau 5 : Le niveau et les types de la dissonance électorale

	Vague 4 BPF		Evolution Vague 3 à Vague 4
	Effectifs	%	%
Proximité partisane gauche → vote N. Sarkozy	(257)	4,9%	+ 0,7
Proximité partisane gauche → vote F. Bayrou	(199)	3,8%	+ 2,3
Proximité partisane gauche → vote J.-M. Le Pen	(62)	1,2%	- 0,3
Proximité partisane gauche → vote Ph. De Villiers	(26)	0,5%	+ 0,2
Total proximité partisane gauche → vote à droite	(544)	10,4%	+ 2,9
Proximité partisane droite → vote à gauche	(83)	1,6%	+ 0,1
Total dissonance électorale	(633)	12,1%	+ 3,1
Total cohérents proximité partisane gauche, droite → vote dans le sens de la proximité partisane	(4604)	87,9%	- 3,1
Total échantillon	(5237)	100,0%	

La dissonance électorale s'est renforcée depuis décembre 2006 : elle ne représentait alors que 9 % de l'électorat, en février 2007 elle touche 12,1 % de celui-ci. Cette accentuation de la dissonance électorale est largement due à la poussée forte qu'a connue le « gauchobayrouisme » (+ 2,3 % de l'électorat en deux mois). La dissonance électorale touche de plein fouet la gauche : en effet, la dissonance « gauche vers droite » est plus de six fois plus importante que la dissonance « droite vers gauche ». La dissonance électorale la plus importante touche des électeurs de gauche qui affirment leur intention de voter en faveur de Nicolas Sarkozy (4,9 % de l'échantillon). Ensuite, la dissonance gauchobayrouiste a pris un poids tout à fait conséquent (de 1,5% de l'électorat en décembre 2006 à 3,8 % en février 2007) suivi, plus loin, de la dissonance gaucholepéniste (1,2 % de l'échantillon). La dissonance « droite vers gauche » (1,6%) profite essentiellement à Ségolène Royal qui en capte 77 % (tableau 6). La situation dominante de la candidate socialiste dans l'espace des gauches joue un rôle centripète pour attirer l'essentiel de la dissonance électorale venant de la droite. La situation à droite est plus concurrentielle : certes, le candidat de l'UMP draine 47 % (soient 9 % de moins qu'en décembre 2006) de la dissonance mais le candidat de l'UDF en reçoit 36 % (soient 16 % de plus qu'en décembre) et celui du FN, 11 % (soient 10 % de moins qu'en décembre).

On peut également noter que la dissonance ne touche pas seulement les blocs centraux de la gauche (PS, Verts) et de la droite (UDF,UMP) mais aussi les ailes extrêmes que sont le FN à droite et Lutte Ouvrière à gauche. La dissonance ne concerne pas les seuls électeurs qui ne sont pas situés trop loin du camp électoral qu'ils rallient. Elle peut aussi atteindre des électeurs dont les attaches politiques et partisans semblent très éloignées du camp qu'ils rallient électoralement. Ces mouvements sont le signe de la grande complexité et de la diversité qui traversent et travaillent chacun des deux grands espaces politiques de référence que sont la gauche et la droite.

Tableau 6 : Origines partisans et choix de vote des dissonants électoraux (vague 4 du BPF)

Dissonants droite --> vote à gauche

39 %	UMP	}	77 %	intentions de vote S. Royal
27 %	FN		5 %	intentions de vote A. Laguiller
23 %	UDF		8 %	intentions de vote J. Bové
12 %	MPF		8 %	intentions de vote O. Besancenot
			2 %	intentions de vote Autres
			1 %	intentions de vote D. Voynet

Dissonants gauche --> vote à droite

36 %	PS	}	47 %	intentions de vote N. Sarkozy
26 %	Verts		36 %	intentions de vote F. Bayrou
17 %	Lutte ouvrière		11 %	intentions de vote J-M Le Pen
9 %	MRC		5 %	intentions de vote P. de Villiers
6 %	PC		1 %	intentions de vote Autres
4 %	Rad. de gauche			
2 %	LCR			

Le niveau, l'origine et la destination de ces flux d'électeurs dissonants étant fixés, il s'agit maintenant de tenter d'éclairer les logiques socio-démographiques et politiques qui sont à l'œuvre.

Les logiques de la dissonance électorale

L'analyse comparée des profils des différentes catégories d'électeurs dissonants donne quelques premiers éléments de réponse (tableau 7).

Tableau 7 : Les profils des électorats de la dissonance électorale

	Ensemble Echantillon	Dissonants Droite --> Gauche	Dissonants Gauche --> Sarkozy	Dissonants Gauche --> Le Pen	Dissonants Gauche --> Bayrou
	(5239)	(83)	(257)	(62)	(199)
Sexe					
Homme	48	43	26	47	44
Femme	52	57	74	53	56
Age					
18-24 ans	11	18	13	8	8
25-34 ans	18	15	22	12	18
35-49 ans	28	48	36	20	38
50-64 ans	21	8	16	36	16
65 ans et plus	21	11	13	25	21
C.S.P. interviewé					
agriculteur	4	1	2	-	2
artisan, comm., chef ent.	6	6	5	3	4
prof. lib., cadre sup.	8	2	2	1	7
enseignant	4	7	-	-	9
prof. interm.	16	16	5	5	20
employé	25	25	49	16	26
ouvrier	22	25	19	51	19
étudiant, élève	6	10	5	2	7
n'a jamais travaillé	9	8	13	22	6
Niveau de diplôme					
sans dipl., certif. études	35	38	42	57	25
Bepc, CAP, BEP	34	35	29	43	30
Baccalauréat	14	14	18	-	15
Niveau Bac+2	8	8	8	-	16
Diplôme Ens. Sup.	9	5	3	-	14
Intérêt pour la politique					
Bcp, assez	53	29	34	37	60
Peu, pas du tout	47	71	66	64	40
Confiance dans la gauche et la droite pour gouverner					
confiance dans gauche	17	18	9	11	14
confiance dans droite	21	8	20	8	9
confiance ni dans droite ni dans la gauche	62	74	71	77	75

On remarque que la plupart des électorats dissonants enregistrent une surreprésentation des femmes. Cet électorat féminin est plus susceptible de déconnecter choix partisans et choix électoraux que l'électorat masculin davantage.

contraint par la « cohérence » des choix. L'âge ne semble pas être, en matière de dissonance, une variable discriminante. On aurait pu imaginer que de jeunes électeurs plus distants vis-à-vis du système politique traditionnel, pratiquent une déconnexion plus importante des choix partisans et électoraux. Il n'en est rien. En revanche, en matière de position sociale, on constate (sauf pour le gauchisme), une « teinte » sensiblement plus populaire de la dissonance électorale. Il en est de même en ce qui concerne le niveau de diplôme, les électeurs peu dotés en diplômes sont davantage touchés par la dissonance que ceux qui sont en haut de la hiérarchie des diplômes. L'appartenance aux milieux populaires ainsi que la faiblesse du capital culturel vont souvent avec un plus faible intérêt pour la politique. Il n'est donc pas surprenant que la plupart des électeurs dissonants affichent (sauf, une fois de plus, les gauchistes) peu ou pas d'intérêt pour la politique. La faiblesse de l'intérêt pour la politique, le rapport lâche et labile aux catégories que le monde politique véhicule ainsi que la défiance à son encontre, libèrent les choix dissonants. L'électeur est alors moins contraint et peut-être moins « prisonnier » de ses proximités partisans et s'autorise un vote qui peut être en dissonance avec celles-ci.

Le gauchisme-sarkozisme

L'électorat gauchisme-sarkoziste est massivement féminin (74% de femmes), très populaire (68% d'employés et d'ouvriers) et très marqué par la distance vis-à-vis de la politique (66% n'ont que peu ou pas du tout d'intérêt pour la politique) et une forte défiance (71% n'ont confiance ni dans la gauche, ni dans la droite pour gouverner). On voit comment une protestation populaire et chez certaines femmes de milieux ouvriers et employés, le sentiment que la candidate du PS n'est pas la mieux placée pour les défendre, contribuent à nourrir une dissonance électorale qui amoindrit sensiblement le camp de la gauche partisane et politique. Cet électorat gauchisme-sarkoziste connaît une situation sociale difficile : 57% d'entre eux considèrent qu'ils s'en sortent difficilement avec les revenus de leurs foyers (contre 50% dans l'ensemble de l'électorat). 50% (contre 40%) ne se sentent « en sécurité nulle part ». Ils sont beaucoup plus que d'autres touchés par le CDD (27% d'entre eux contre 10% dans l'ensemble de l'échantillon). Les solutions et les valeurs dont sont porteurs ces électeurs sont marquées à la fois par une demande d'autorité et de desserrement des contraintes économiques. Autorité sur le terrain sociétal : 74% (contre 59%) pensent que « les chômeurs pourraient trouver un travail s'ils le voulaient vraiment », 44% (contre 33%) sont partisans de « rétablir la peine de mort », 74% (contre 53%) pensent qu'il « y a trop d'immigrés en France ». Desserrage des contraintes sur le plan économique : 77% (contre 69%) considèrent qu'il « est nécessaire que l'Etat donne plus de liberté aux entreprises ». Cet électorat attend, plus que d'autres, quelque chose de l'élection présidentielle : 55% (contre 46%) croient « en une amélioration des choses en France grâce à l'élection présidentielle ». Le candidat de l'UMP leur paraît avant tout crédible sur la « volonté de changement » : 97% (contre 71%) pensent que Nicolas Sarkozy « veut vraiment changer les choses ». Il est perçu également comme « comprenant les problèmes des gens comme vous » : 84% pensent cela (contre 52% dans l'ensemble de l'échantillon). Cet électorat est très sensible au thème du « vote utile » puisqu'ils sont 43% (contre 28% dans l'ensemble de l'échantillon) à dire qu'il faut « voter pour un candidat qui a réellement des chances d'être au second tour, même s'il n'est pas le plus proche de vos idées ». Un des enjeux de la campagne à venir sera dans la capacité de la candidate socialiste à reconquérir cet électorat, dans la capacité de Nicolas Sarkozy à stabiliser ces « ralliés » et à éviter que la dissonance débouche sur des « pressions croisées » qui mèneraient à l'abstention ou au vote pour des forces périphériques et extrêmes.

Le gauchisme-lepénisme

De dimension plus réduite, le gauchisme-lepénisme touche également massivement les milieux populaires (67% d'ouvriers et d'employés) et les électeurs marqués par une distance avec le système politique (77% d'entre eux ne font confiance ni à la gauche, ni à la droite pour gouverner). En revanche, contrairement aux gauchisme-sarkozistes ils connaissent un équilibre entre hommes et femmes. Le profil des gauchisme-lepénistes est également nettement plus âgé que celui des gauchisme-sarkozistes : 61% des premiers ont plus de 50 ans, 29% seulement des seconds. Cet électorat gauchisme-lepéniste est marqué par une situation sociale et économique préoccupante : 71% (contre 50%) déclarent « s'en sortir difficilement avec les revenus de leur foyer ». Cette souffrance sociale se perçoit aussi dans l'appréhension de l'environnement sociétal : 55% (contre 37,5%) considèrent que le chômage a augmenté ces derniers mois, 68% (contre 43%) qu'il en est de même pour la délinquance, 68% (contre 40%) se « sentant en sécurité nulle part ». La demande de rigueur qui naît de cette perception d'un « environnement de tous les dangers » est très forte : 68% (contre 59%) pensent que « les chômeurs pourraient trouver un travail s'ils le voulaient vraiment », 63% (contre 33%) sont partisans de rétablir la peine de mort. Cependant, contrairement aux gauchisme-sarkozistes ils n'attendent pas grand-chose de l'élection présidentielle : 29% seulement (contre 46%) croient « en une amélioration des choses en France grâce à l'élection présidentielle ». Décidément le vote en faveur de Jean Marie Le Pen reste très protestataire.

Le gauchio-bayrouisme

Depuis décembre, c'est l'électorat de la dissonance qui a connu la plus forte progression (+2,3%). Le gauchio-bayrouisme obéit à des logiques sociales, culturelles et politiques très différentes de celles exposées ci-dessus. C'est un électorat marqué par une surreprésentation des 35-49 ans (38% d'électeurs contre 28% dans l'ensemble de l'électorat), où les classes moyennes salariées sont surreprésentées (29% sont issus des professions intermédiaires et du milieu enseignant contre 20% dans l'ensemble de l'électorat) et où le capital de diplômes est plus important (30% ont un niveau Bac +2 ou un diplôme de l'enseignement supérieur contre 17% dans l'ensemble de l'électorat). Ces électeurs mieux dotés socialement et culturellement ont un intérêt élevé pour la politique (60% ont beaucoup ou assez d'intérêt pour la politique). C'est un électorat dont le second choix est beaucoup plus marqué par Ségolène Royal que tous les autres électors gauchio → droite : 43% des gauchio-bayrouistes disent que leur second choix après Bayrou est celui de Ségolène Royal, ce n'est le cas que de 13% des gauchio-sarkozystes, 27% des gauchio-lepénistes. Il y a là les traces d'un électorat de gauche qui a pu être déçu par la candidature de Ségolène Royal ou par son « entrée en campagne » et où la concurrence entre la candidate du PS et F. Bayrou est vive. Il ne s'agit pas d'un électorat d'hommes de gauche perturbés d'être représentés par une femme : en effet, la grosse majorité (56%) de ces dissonants gauchio-bayrouistes est constituée de femmes. Cet électorat a une vision nettement moins menaçante de l'environnement économique et social : 42% d'entre eux considèrent que le chômage a augmenté au cours des derniers mois, 42% considérant qu'il est stable et 16% qu'il a diminué, 37% pensent que la délinquance a augmenté, 57% qu'elle est restée stable et 6% qu'elle a baissé. Enfin, 28% seulement d'entre eux (contre 40% de l'ensemble des électeurs) se sentent « en sécurité nulle part ». Ces électeurs davantage confiants dans le système économique et social ne sont pas du tout porteurs des mêmes demandes de rigueur et d'autorité véhiculées par les autres électors dissonants de gauche : 13,5% seulement (contre 33% dans l'ensemble de l'échantillon) veulent rétablir la peine de mort, 48% (contre 59%) considèrent que « les chômeurs pourraient trouver un travail s'ils le voulaient vraiment », 28% (contre 53%) pensent qu'il « y a trop d'immigrés en France ». Au fond ces électeurs gardent toute une série de valeurs de leur camp d'origine et viennent à François Bayrou sur la dimension personnelle du candidat considéré comme ayant davantage la stature présidentielle (71% d'entre eux contre 47% de l'ensemble de l'échantillon considèrent que F. Bayrou a l'étoffe d'un Président de la République. Ils ne sont que 46% à accorder l'étoffe présidentielle à S. Royal) ou davantage la volonté de « changer vraiment les choses » que la candidate du PS (93% contre 63% de l'ensemble de l'échantillon pensent que F. Bayrou « veut vraiment changer les choses ». Ils ne sont que 65% à penser que S. Royal veut faire de même).

Cependant, il faut noter qu'à la mi-février l'électorat de la dissonance gauchio-bayrouiste est peu cristallisé : 64,5% disent qu'ils n'ont pas encore fait leur choix définitif, ils ne sont que 62% dans l'électorat gauchio-lepéniste et 49% dans l'électorat gauchio-sarkozyste. 57% des gauchio-bayrouistes disent que la campagne ne les incite que peu ou pas du tout à voter, 34% seulement des gauchio-sarkozystes pensent de même.

La dissonance droite vers gauche

Cette dissonance qui bénéficie majoritairement à Ségolène Royal, est majoritairement féminine (57% de femmes) mais n'a pas de profil socio-démographique ou culturel très typé. Certes les 18-24 ans et les 35-49 ans y sont sensiblement surreprésentés mais, contrairement aux autres électors dissonants il n'y a pas de différence profonde entre la structure sociale de l'ensemble de l'électorat et celle de ces dissonants. C'est un électorat qui n'a qu'un très faible intérêt pour la politique dont les positions sont proches d'une droite relativement classique : 70% (contre 59% dans l'ensemble de l'électorat) considèrent que « les chômeurs pourraient trouver un travail s'ils le voulaient vraiment », 39% (contre 33%) sont plutôt favorables à la peine de mort, 66% (contre 53%) pensent qu'il « y a trop d'immigrés en France », 76% (contre 69%) pensent que l'Etat « doit donner plus de liberté aux entreprises ». Le ralliement à une personnalité de gauche (et particulièrement Ségolène Royal) ne semble pas se faire à partir d'un ralliement aux thématiques de cette famille mais plus autour d'une image d'une candidate considérée par 74% d'entre eux comme « ayant l'étoffe d'un Président », par 78% comme étant « honnête », ou encore par 74% d'entre eux comme comprenant « les problèmes des gens ». Ce ralliement « sur image » ne se traduit pas cependant par une grande attente par rapport aux résultats de l'élection présidentielle : seuls 36% des transfuges de la droite vers la gauche électorale croient « en une amélioration des choses en France grâce à l'élection présidentielle ».

Ainsi, dans les deux mois qui nous séparent du premier tour de l'élection présidentielle, les réactions et les évolutions de ces électeurs dissonants vont être décisives. Si 88% des électeurs s'apprentent à faire un choix électoral en conformité plus ou moins stricte avec la famille politique dont ils se sentent le plus proches ou le moins éloignés, 12% connaissent des ruptures de fidélité politique, des pressions croisées, des situations de chiasme politique dont on ne connaît pas encore l'issue électorale. L'issue électorale de cette dissonance est incertaine car une majorité d'électeurs dissonants disent que leur choix de premier tour n'est pas encore fait : 66% des dissonants droite-gauche, 65% des gauchio-bayrouistes, 62% des gauchio-lepénistes sont dans ce cas. Ils ne sont que 49% parmi les gauchio-sarkozystes.

Lorsqu'on observe attentivement le second choix des dissonants, on s'aperçoit que certaines dissonances recouvrent des ruptures avec le camp d'origine alors que d'autres sont de véritables hésitations entre la famille partisane dont on vient

et le candidat du camp d'en face qu'on s'apprête à choisir (cf tableau 8). La dissonance gauchosarkozyste tend à la rupture puisque seulement 28% d'entre eux retiennent en second choix un candidat de gauche. La dissonance gauchobayrouiste recouvre, en revanche, une véritable hésitation puisque 62% de ses électeurs élisent un second choix de gauche. Le gauchobayrouisme est un véritable enjeu pour les candidats de gauche et particulièrement pour Ségolène Royal. La dissonance droite-gauche est aussi marquée par une forte hésitation puisque 58% de ses électeurs ont un second choix de droite. Le gaucholepénisme constitue une situation intermédiaire entre la rupture et l'hésitation : si 45% de ses électeurs ont un second choix de gauche, 31% tout de même élisent un « second choix » de droite.

Tableau 8 : Le « second choix » présidentiel des électeurs dissonants

	Second choix au 1 ^{er} tour de l'élection présidentielle						
	S. Royal	Autres candidats gauche	F. Bayrou	N. Sarkozy	Autres candidats droite	J.-M. Le Pen	Aucun
gauchosarkozystes	13	15	17	-	7	15	32
gauchobayrouistes	43	19	-	8	6	0	24
gaucholepénistes	27	18	2	21	8	-	23
Dissonants droite-gauche	2	11	12	28	5	13	29

Ainsi pour « fixer » cette dissonance, les candidats qui en bénéficient pour l'heure devront mobiliser, fidéliser et éventuellement amplifier ces flux électoraux qui attestent de la volatilité et de la fluidité de l'espace politique et électoral. Tout comme le sociologue polonais, Zygmunt Bauman, parle de la « société liquide »⁵ où certaines relations durables sont « liquidées » au profit de liaisons flexibles et de connexions temporaires, on peut parler, à partir de ce phénomène de la dissonance politique, de véritable « politique liquide ». Aux candidats, l'espace d'une campagne et d'un dimanche électoral, de solidifier cette « politique liquide ».

⁵ Zygmunt Bauman, *L'Amour liquide. De la fragilité des liens entre les hommes*, Ed. Rouergue/Chambon, 2004.

CEVIPOF

CENTRE DE RECHERCHES POLITIQUES DE SCIENCES PO

98, rue de l'Université
75007 Paris

Tél. 33 (0) 1 45 49 51 05

e-mail : info@cevipof.sciences-po.fr

Site internet : www.cevipof.msh-paris.fr

20 Euros

ISSN 1146-7924